

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



LE FIGARO LITTÉRAIRE
JUSQU'OU' LES ROMANCIERS
PEUVENT-ILS S'EMPARER
DES FIGURES CÉLÈBRES? **NOTRE SUPPLÉMENT**

JUSTIN TRUDEAU
AU CANADA, LE CRÉPUSCULE
D'UNE ICÔNE PROGRESSISTE
PAGE 14



RELIGION

Le singulier voyage
du pape
au Luxembourg
et en Belgique

PAGE 5

PROCHE-ORIENT

Israël brandit
la menace d'une
opération terrestre
au Liban

PAGE 8

NATIONS UNIES

L'ONU face
à son impuissance

PAGE 9

TEMPÊTE BORIS

Les inondations
ont été amplifiées
par le changement
climatique

PAGE 11

ALLEMAGNE

Berlin cherche
la parade à la crise
de son industrie
automobile

PAGES 20 ET 21

HAUTE COUTURE

Il était une fois
Lesage

PAGE 28

CHAMPS
LIBRES

- Les chroniques
d'Eugénie Bastié,
de Charles Jaigu
et de Luc Ferry
- La tribune
de Thibault
de Montbrial
et Alexandre
Stobinsky
- La tribune de
Laurent Frémont et
Emmanuel Hirsch
- L'analyse de
Jean-Pierre Robin

PAGES 15 À 17

FIGARO OUI
FIGARO NON

Réponses à la question
de mercredi :

Liban : approuvez-vous
les frappes israéliennes
contre le Hezbollah ?

OUI
67%

NON
33%

VOTANTS : 196 957

Votez aujourd'hui
sur [lefigaro.fr](https://www.lefigaro.fr)

Michel Barnier a-t-il eu
raison de recadrer
le ministre de l'Économie,
Antoine Armand,
pour avoir exclu le RN
de l'« arc républicain » ?

BLAIR GABLE/REUTERS-
SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Le meurtre de Philippine, une défaillance d'État

Suspecté d'avoir
tué l'étudiante,
Taha O. avait
déjà été condamné
pour viol.
Ce Marocain
de 22 ans était
sous le coup
d'une obligation
de quitter le
territoire français
non exécutée.

PAGES 2 À 4 ET L'ÉDITORIAL



DELPHINE GOLDSZTEIN/PHOTOPOUR/LE PARISIEN/MAXPPP; COLLECTION FAMILIALE

La coalition gouvernementale se divise sur les relations avec le RN

En affirmant exclure le parti de
Marine Le Pen de l'« arc répu-
blicain », le ministre de l'Éco-
nomie, Antoine Armand (*notre
photo*), a semé le trouble au sein
du nouvel attelage ministériel.

Recadré par Michel Barnier, le
nouvel hôte de Bercy a reçu le
soutien de l'aile gauche de la
macronie et d'élus MoDem,
soucieux de marquer une dis-
tance avec le RN. **PAGES 6 ET 7**



Augmentations d'impôt : le plan de Bercy pour trouver jusqu'à 21 milliards d'euros

Alors que le déficit public
pourrait dépasser 6 % du PIB,
le gouvernement planche ac-
tivement sur le projet de
budget. Augmentation de la
taxe sur l'électricité, de l'im-

pôt sur les sociétés, des char-
ges patronales sur le smic, gel
du barème de l'impôt sur le
revenu... près de 21 milliards
de hausses d'impôt sont sur la
table. **PAGE 22**

ÉDITORIAL par Vincent Trémolet de Villers

L'effroyable défaite

La colère n'est pas éteinte, l'émotion
encore palpable, mais déjà les Pan-
gloss murmurent que c'est la fatalité,
qu'il n'y a pas de risque zéro, que le
mal frappe arbitrairement, que Phi-
lippine a eu le malheur de se trouver au mau-
vais endroit, au mauvais moment, que ce dra-
me ne doit pas faire oublier que tout ne va pas si
mal dans le meilleur des mondes. La fatalité
comme vêtement de la lâcheté, la complexité
comme vernis du renoncement, l'« État de
droit » comme paravent de la faiblesse.
À quoi sert la politique, ses palais et ses gyro-
phares, ses discours et ses lois, si elle est inca-
pable de protéger d'un prédateur en liberté
une jeune fille qui sort de l'université ? À cha-
que étape de cette histoire qui fait malheu-
reusement écho à beaucoup d'autres, on re-
trouve ce qui mène à cette effroyable défaite :
le contresens de l'irresponsabilité. La déli-
vrance d'un visa à un mineur étranger de
17 ans était-elle raisonnable ? La libération
anticipée d'un violeur condamné à 7 ans de
prison avait-elle du sens ou répondait-elle à
la nécessité de dégarnir des prisons déjà sur-
peuplées ? Le délai interminable pour obtenir
le laissez-passer consulaire était-il incom-
pressible ? Le choix de libérer du centre de

réten-tion administrative Taha O. est-il dé-
fendable quand on apprend que le juge des li-
bertés a reconnu dans sa décision que le « ris-
que de réitération de faits délictueux et donc la
menace à l'ordre public » ne pouvaient être ex-
clus ? Tout, dans cette histoire, est à l'envers.
Faillite d'État. À qui la faute ? Nul ne niera
l'entrelacs de contraintes judiciaires et d'exi-
gences diplomatiques. Tout le monde sait
l'inertie de l'administration, le poids de la
bureaucratie, le poison
d'une idéologie qui a
disqualifié par principe
la sanction, la prison, la
frontière. Mais si c'est
la faute de tout le mon-
de, alors ce n'est la fau-
te de personne. La mort de Philippine pose la
question de la responsabilité du personnel
politique. A-t-il encore la volonté, le pouvoir
d'empêcher qu'un violeur qui n'avait rien à
faire en France croise une jeune étudiante et
la tue sauvagement ? Il faut un électrochoc à
l'Élysée, à Matignon et dans toute la société,
sinon il y aura d'autres victimes, et l'opinion,
excédée par les indignations stériles, cédera
inévitablement aux funestes tentations de la
vengeance. ■

Colère
vive,
émotion
palpable

Famille de
Lorgeril
1620

L'Élégance en Languedoc

www.lorgeril.wine

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

Philippine : derrière le crime odieux, l'échec des po

Esther Paolini et Guillaume Poingt

Suspecté d'avoir tué l'étudiante, Taha O. avait déjà été condamné pour un viol commis en 2019. Alors qu'elle soulignait sa dangero

La traque aura duré trois jours : Taha O. a été interpellé mardi soir à la gare de Genève, en Suisse. Ce Marocain de 22 ans est suspecté d'avoir tué Philippine Le Noir de Carlan, 19 ans, dont le corps a été retrouvé partiellement enterré samedi dans le bois de Boulogne à Paris. Une information judiciaire a été ouverte à son encontre pour meurtre, mais aussi viol, vol et escroquerie.

L'étudiante en troisième année à l'Université Paris Dauphine a été vue pour la dernière fois vendredi aux alentours de 14 heures au restaurant universitaire. La vidéosurveillance la montre ensuite se diriger vers le bois de Boulogne après son déjeuner. En cet après-midi ensoleillé, la jeune fille a-t-elle voulu prendre l'air avant de rejoindre sa famille dans les Yvelines ? A-t-elle fait une mauvaise rencontre, en l'occurrence celle de Taha O., dans cette partie du bois peu fréquentée en bordure du boulevard périphérique ? C'est la terrible hypothèse qui se dessine. Vendredi soir, Taha O. a été filmé par la caméra d'une banque de Montreuil (Seine-Saint-Denis) en train d'effectuer un retrait d'argent avec la carte bancaire volée de Philippine. Des investigations téléphoniques ont également permis de l'identifier.

Né en mai 2002 au Maroc, le suspect est arrivé régulièrement en France depuis l'Espagne le 13 juin 2019, muni d'un

visa touristique qui expirait le 27 juillet de la même année. Alors âgé de 17 ans, Taha O. est ensuite pris en charge par les services départementaux de l'aide sociale à l'enfance (ASE) du Val-d'Oise. Quelques semaines plus tard, il viole une étudiante de 23 ans sur un chemin fo-

« Ce cas illustre une nouvelle fois que les autorités consulaires marocaines ou plus largement des pays du Maghreb ne jouent pas le jeu, soit en retardant la délivrance de laissez-passer consulaire, soit en refusant de reconnaître leurs ressortissants »

Cédric Castes Délégué national police aux frontières du syndicat Unité

restier à Taverny (Val-d'Oise). Pour tenter de se protéger et afin de le « rassurer », la jeune fille avait instauré un long dialogue avec son agresseur, lui promettant qu'ils allaient se revoir, selon nos informations. La victime a eu la sensation qu'elle pouvait mourir, confie une source policière. Les enquêteurs de la sûreté départementale du Val-d'Oise identifient l'individu grâce à son ADN et l'interpellent. Taha O. est placé en dé-

tention provisoire à la prison de Nanterre le 5 septembre 2019. Deux ans plus tard, le 5 octobre 2021, le Marocain est reconnu coupable de viol et condamné à 7 ans de prison par la cour d'assises des mineurs du Val-d'Oise. Il est transféré à la prison de Joux-la-Ville dans l'Yonne, le 15 mars 2022, avant de sortir de détention le 20 juin 2024. Il est alors transféré au centre de rétention administrative (CRA) de Metz.

Deux jours plus tôt, le 18 juin 2024, les services du préfet de l'Yonne ont émis à son encontre une obligation de quitter le territoire français (OQTF) pour laquelle il ne dépose aucun recours. À la suite de son placement en rétention, Taha O. est, comme le prévoit la loi, présenté à plusieurs reprises devant un juge de la liberté et de la détention (JLD), chargé d'autoriser, ou non, la prolongation de son placement. Cette convocation a lieu au bout de 48 heures de placement, puis de 28 jours, de 30 jours et enfin de 15 jours supplémentaires. Les trois premières fois, le juge a estimé que les conditions étaient réunies pour le maintenir au CRA, mais lors de la dernière, le 3 septembre, il décide de le libérer. Pourtant, selon des documents consultés par *Le Figaro*, le JLD estimait notamment le 19 août que son comportement constituait « une menace à l'ordre public, alors qu'il a été condamné pour des faits de viol à 7 ans de réclusion criminelle, qu'il a ainsi porté atteinte à la sécurité des personnes, que la menace à l'ordre semble

bien toujours actuelle, l'intéressé ne présentant pas de garantie d'insertion ».

Même dans sa dernière ordonnance du 3 septembre, le JLD reconnaît que l'intéressé ne présente « pas les garanties de représentations effectives propres à prévenir le risque de le voir se soustraire à son obligation », qu'il « ne dispose pas de passeport », qu'il « ne peut justifier d'une résidence effective ou d'un hébergement stable ». Surtout, il admet qu'avec sa condamnation pour viol, « il a ainsi porté atteinte à la sécurité des per-

sonnes » et qu'ainsi, « le risque de réitération de faits délictueux, et donc la menace à l'ordre public ne peuvent être exclus ». C'est pourtant à l'issue de cette quatrième audience que Taha O. est sorti du CRA. Car, pour le magistrat, sa décision se fonde sur le fait qu'« il n'est fait état d'aucun comportement de l'intéressé qui aurait constitué une menace ou un trouble à l'ordre public au cours de la période de troisième prolongation », comme l'exige l'article 742-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du

Le problème endémique des OQTF non exécutées

Jean-Marc Leclerc

Même quand ils ont affaire à des ressortissants de pays susceptibles de délivrer des laissez-passer consulaires pour reprendre leurs nationaux sous OQTF, les magistrats français trouvent encore le moyen de remettre en liberté des prédateurs... Qui récidivent. Telle est la tragique leçon du viol suivi de meurtre dont a été victime Philippine.

Les obligations de quitter le territoire français (OQTF), délivrés par les préfets, sont devenues le symbole même de l'impuissance d'État : moins d'une sur dix est réellement exécutée. En 2022, par exemple, les 134 000 OQTF délivrées se sont soldées par 9 160 renvois effectifs, soit un taux d'exécution de 6,9 %. Ce taux n'a pas bougé en 2023.

Face à de tels blocages, l'ancien hôte de Beauvau, Gérard Darmanin, a réclamé que l'administration se concentre sur les profils les plus dangereux, délinquants patentés et sortants de prison, pour les renvoyer en priorité dans leur pays d'origine. Non sans accroc. L'Algérie, par exemple, ulcérée par la position de la France sur le Sahara occidental, bloque actuellement tout renvoi, alors qu'elle fournit le contingent le plus élevé de voyous à expulser.

Quel chemin de croix pour éloigner les indésirables ! Tout est écrit noir sur blanc dans le rapport annuel sur les « Centres et locaux de rétention administrative », réalisé par la Cimade et ses associations sœurs, de France terre d'asile au Forum réfugiés. Les CRA sont, en principe, l'outil grâce auquel les autorités se donnent le plus de chance de réussir un éloignement, puisqu'elles détiennent entre quatre murs la personne à expulser.

En 2022, par exemple, plus de 43 000 clandestins sont passés par un CRA, dont 27 000 dans les départements d'outre-mer (principalement à Mayotte). Dans l'Hexagone, 16 000 ont donc été placés en rétention cette année-là. Libérés à 50 % ! Et sur ces 7 315 libérations, 93 % l'ont été par le juge judiciaire (JLD et cour d'appel). Comme ce fut donc le cas pour le violeur et tueur présumé de Philippine.

L'argument invoqué par les avocats, souvent retenu par les magistrats, est le manque de perspectives d'éloignement pour les personnes retenues. La rétention ne peut excéder 90 jours en France.

Un préfet juge que « les délais de rétention ne sont pas suffisants ».

Le cas du prédateur du bois de Boulogne pourra paraître révoltant, en tout cas : placé en rétention le 20 juin, libéré le 3 septembre, le laissez-passer consulaire permettant son retour au Maroc est arrivé le lendemain. Entre-temps, l'intéressé avait disparu. Il est resté nettement moins de 90 jours en CRA. La justice a manifestement fait du zèle.

Et il n'y a pas que les juges. Même si la décision d'expulsion est validée par les magistrats, le futur expulsable peut encore refuser d'embarquer dans l'avion. Cela est vivement encouragé par des associations d'aide aux migrants et cela marche pour les plus déterminés. Surtout si les passagers prennent fait et cause pour le clandestin. Les escorteurs de la police aux frontières (PAF), qui encadrent ces opérations d'éloignement, ont bien du mérite.

La Commission européenne autorise une durée de rétention des illégaux jusqu'à dix-huit mois. L'Allemagne s'y conforme, avec jusqu'à 547 jours de rétention autorisés, de même que l'Italie ou la Belgique. Dans certains pays du nord de l'Europe, le délai n'est pas limité

Quelles évolutions possibles alors au plan législatif ? La Commission européenne autorise une durée de rétention des illégaux jusqu'à dix-huit mois. L'Allemagne s'y conforme, avec jusqu'à 547 jours de rétention autorisés, de même que l'Italie ou la Belgique. Dans certains pays du nord de l'Europe, le délai n'est pas limité. La France, qui se distingue, peut s'inspirer de ces exemples.

Quant aux places en CRA disponibles, elles sont manifestement insuffisantes, aux yeux de l'administration. Le plan Darmanin de création de places, pour les faire passer de 2000 à 3000, s'est heurté à des difficultés humaines et financières. Bruno Retailleau pourra-t-il faire mieux ? Les policiers ne se précipitent pas, en tout cas, pour candidater à ces postes considérés comme ingrats.

Il faudra sûrement imaginer des mesures incitatives. Et surtout trouver

les moyens diplomatiques de convaincre les pays réfractaires à toute coopération en matière de délivrance des laissez-passer consulaires, comme l'Algérie, le Mali, la Chine, le Niger et bien d'autres. C'est la règle invariable, quel que soit le ministre à Beauvau : il faut être deux pour expulser un clandestin. Et le pays dont il vient à tout loisir de refuse. Cette politique-là dépasse le seul cadre de l'Intérieur. La balle est bien dans le camp de Matignon. ■

+ Lire aussi
PAGE 16



Le corps de la jeune femme de 19 ans a été retrouvé samedi soir dans le bois de Boulogne.

À trop s'occuper de la surpopulation carcérale,

Paule Gonzalès

C'est la grande tragédie de la justice pénale en France. Obsédée par la surpopulation carcérale qu'elle ne sait plus réguler, elle ne fait plus que gérer des flux et des stocks et ne raisonne plus en termes de dangerosité ni de sanction. L'affaire Philippine est cruellement là pour illustrer cette défaillance qui endommage toute la chaîne pénale. D'autant que, comme le fait observer un magistrat spécialisé, « l'auteur des faits n'était pas n'importe qui car, pour prendre 7 ans en bénéficiant de l'excuse de

minorité, c'est qu'il fallait déjà avoir commis des actes très graves ».

Lors de son incarcération - cinq années en tout, en comptant les remises de peines légales -, rien ne sera mis en place pour que ce délinquant sexuel, récidiviste étranger, quitte le territoire français. Pourtant, qu'il s'agisse de la justice, de l'administration pénitentiaire ou de la préfecture, toutes avaient le temps et les moyens pour l'organiser. La justice avait la possibilité d'exiger une libération expulsion. Ce qu'elle n'a pas fait. À son arrivée en détention, l'administration pénitentiaire aurait dû se mettre en relation avec le consulat du condamné.



Des surveillants de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis patrouillent devant les cellules où sont incarcérés les détenus. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Ce qu'elle n'a pas fait, ce qu'elle ne fait jamais. Et, à sa sortie, la préfecture aurait pu prendre un arrêté d'expulsion, ce qu'elle n'a pas fait, se contentant de l'OQTF avec un placement en centre de rétention administratif (CRA).

En rétention administrative, il est vrai, « au bout de soixante jours », rappelle un procureur de la grande couronne parisienne, « l'administration doit apporter la preuve qu'un laissez-passer consulaire est imminent pour le maintenir en CRA ». Sans quoi, l'individu est libéré. Sauf à ce que le parquet fasse un appel, qui est suspensif. Cela non plus n'a pas été fait.

Tous ces dysfonctionnements attestent d'un système pénal et carcéral totalement embolisé : près de 80 000 détenus pour un parc pénitentiaire qui, depuis les années Taubira, n'a jamais été mis à niveau. Malgré les promesses d'Emmanuel Macron de construire 15 000 places de prison, le solde net de places supplémentaires est de seulement 4 500. Et beaucoup d'entre elles ne sont dévolues qu'aux « fins de peine », moins chères, moins compliquées à construire, mais aussi idéologiquement correctes car tout le système pénal français repose sur la réinsertion des délinquants. Noble but à condition d'avoir un système de probation efficace. Ce qui n'est pas prouvé, faute d'évaluation sérieuse.

Mangées par la surpopulation pénale, les prisons françaises souffrent d'un autre mal que celui du déni carcéral : le volume de ses détenus étrangers représente 20 %

litiques pénale et migratoire

sité il y a encore quelques semaines, la justice a libéré ce Marocain sous OQTF.

droit d'asile « pour autoriser une quatrième prolongation ». Ce texte dispose en effet que la prolongation de la durée de détention dans un CRA au-delà de 60 jours doit relever de « l'exceptionnel ». En conséquence de quoi, le suspect du meurtre de Philippine a été libéré et assigné à résidence dans un hôtel près d'Auxerre. Il n'a jamais rejoint l'établissement et a aussitôt pris la fuite. Le 3 septembre, alors que l'intéressé déclarait lui-même « je ne comprends pas pourquoi je suis encore au centre. Je

veux quitter la France », le JLD déplorait l'absence de réponses des autorités marocaines, malgré plusieurs relances. Les autorités françaises sont en effet depuis juin dans l'attente du feu vert du Maroc pour renvoyer Taha O. dans son pays. Le laissez-passer consulaire sera finalement transmis aux autorités françaises le lendemain de sa sortie du CRA. « Ce cas illustre une nouvelle fois que les autorités consulaires marocaines ou plus largement des pays du Maghreb ne jouent pas le jeu, soit en retardant la délivrance

de laissez-passer consulaire, soit en refusant de reconnaître leurs ressortissants », déplore au Figaro, Cédric Castes, délégué national police aux frontières du syndicat Unité, qui pointe également une « mauvaise collaboration » entre les différents services de l'État. « C'est un révélateur d'un dysfonctionnement généralisé du droit des étrangers », conclut Serge Slama, professeur de droit public à l'université de Grenoble, soulignant auprès du Figaro que chaque dossier est une « loterie permanente ». ■



DELPHINE GOLDSZTEIN/PHOTOPORLE.PARISIENMAXPPP

la machine pénale s'enraye

des détentions françaises. Selon les derniers chiffres disponibles, datant du 1^{er} juillet 2022, plus de 30 % de ces 20 000 détenus - que la Chancellerie refuse d'expulser, toutes nationalités confondues - viennent d'Afrique du nord. Soit, au total, 7 321 individus, un peu moins de 10 % des détenus en France. Aussi, à cette date, comptait-on 3 974 Algériens, 2 093 Marocains et 1 254 Tunisiens. Leur expulsion vers leur pays d'origine permettrait non seulement d'alléger la pression carcérale mais aussi celle des centres de rétention administrative.

« Plus de 40 % des peines de prison fermes sont aménagées » En effet, selon des chiffres émanant de sources policières, fondés sur un recensement dans la moitié des centres de rétention, début 2024, en moyenne 50 % des personnes retenues sont des délinquants sous le coup d'OQTF. Ils côtoient, dans une promiscuité problématique, des femmes avec enfants et des illégaux non délinquants. Pour exemple, à Bordeaux, on comptait 17 sortants de prison pour 20 retenus, à Palaiseau, 15 pour 26, à Nîmes, 50 sur 90 et, au centre de rétention de Metz, où fut retenu le meurtrier de Philippine, 30 sur 78. À cette sociologie carcérale s'ajoute la politique pénale de la France, inchangée depuis 1980. L'un des arguments récurrents des gardes des Sceaux successifs pour contrer le procès en laxisme des juges est d'affirmer que la justice tape dur sur les délinquants, comme le prouve

l'allongement des durées de peines. Le dernier cahier d'études pénitentiaires et criminologiques montre en effet que, entre 1968 et 2024, la durée de peine est passée de 5 à 11 mois. Mais cette seule donnée ne suffit pas à prouver la sévérité des magistrats. Dans le même document, la statistique relève que depuis le milieu des années 1970, les entrées en détention par an varient peu ou prou autour de la barre des 80 000 par an, mais n'ont pas explosé. Mieux encore, les courbes montrent que le taux d'entrée en détention pour 1 000 crimes et délits est passé de 80 en 1968 à 20 en 1983, date de l'explosion des alternatives à la détention sous l'ère Badinter. Quarante ans plus tard, malgré l'évolution démographique et l'explosion de la délinquance, ce taux est exactement le même. En parallèle, on note une baisse du nombre d'entrées en détention pour 1 000 habitants. En revanche, le service de la statistique de la Chancellerie a révélé mardi que « plus de 40 % des peines de prison fermes sont aménagées ou converties avant incarcération ». Un chiffre qui n'était que « de 33,4 % en 2019 ». Autrement dit, la machine infernale de la surpopulation carcérale n'est due qu'à une entrée en détention retardée par le jeu des sursis qui tombent en cas de réitération, additionnent les peines de prison déjà infligées et augmentent la durée de la détention. Cela n'est compensé ni par les libérations ni par les aménagements de fin de peine, ce qui rend ingérable la gestion des prisons. ■

À Paris, la peur des parents : « J'ai laissé ma fille sortir seule, j'ai été inconsciente »

Emma Ferrand

« J'ai laissé ma fille de 13 ans aller à l'équitation plusieurs fois seule. J'ai l'impression d'avoir été inconsciente. » Habitante de la rue des Belles-feuilles, dans le 16^e arrondissement de Paris, François est, comme beaucoup d'habitants du secteur, bouleversée par la mort de Philippine. Dans ce quartier qui se veut familial, mais mal fréquenté depuis plusieurs années, les familles craignent qu'il arrive aussi malheur à leurs enfants. François culpabilise ainsi d'avoir laissé son garçon de 15 ans et sa benjamine se rendre à leurs activités scolaires seuls, comme le font des centaines de jeunes Parisiens chaque mercredi ou samedi. « J'aurais dû être plus vigilante. Ma fille m'a raconté avant l'été avoir été embêtée et suivie par deux zonards du bois, qui lui ont demandé "qu'est-ce que tu fais là, toute seule ?" Il est hors de question qu'elle ressorte seule », assure la mère de famille. Stéphanie*, qui vit avenue Foch, ne cache pas son inquiétude. « Je suis choquée. Cette jeune fille a été tuée à deux pas de la maison. Ma fille de 11 ans rentrait parfois seule le soir après son cours de danse à dix minutes de chez

nous. Ça m'embête. Et je n'ai pas d'autre solution, je travaille », confie cette maman de deux enfants. « Ma fille est en quatrième au lycée Gerson et a cours de sport au gymnase Montherlant chaque semaine. Je n'ai même pas osé parler du sujet avec elle, elle risque d'avoir peur », souffle de son côté Éric, père de trois filles et d'un garçon. **« C'est la cour des Miracles »** Si la mauvaise fréquentation du bois de Boulogne est connue depuis longtemps, les habitants n'imaginaient pas qu'elle puisse représenter un si grand danger. « Cela fait cinquante ans que je vis dans le coin. Je suis née ici. C'est la première fois que j'entends une histoire aussi terrible. Pourtant, tout le monde le sait : le bois de Boulogne, ça craint. C'est de pire en pire. Quand on voit que Philippine a été agressée en plein jour... Pour le moment, ni mes enfants ni moi ne retournerons au bois », affirme Stéphanie. Barbara* est terrifiée. Bien sûr pour ses enfants, même s'ils n'ont pas l'habitude de s'approcher du bois de Boulogne puisqu'ils vivent au cœur du 17^e arrondissement, mais surtout pour elle. En novembre 2023, cette promeneuse de chiens professionnelle a été agressée en pleine journée, à 100 mètres de l'endroit où Philippine a été retrouvée morte. « Un sale type dro-

gué m'a plaquée au sol et a volé ma sacoche. Il m'a griffé et cassé un doigt. J'ai porté plainte. J'ai essayé ces derniers mois d'oublier cette histoire. Mais la mort de Philippine fait ressurgir mes crises d'angoisse, raconte-t-elle en sanglots. Philippine avait 19 ans, comme ma fille. Protégeons-nous et protégeons nos enfants. » Ces parents espèrent surtout que ce drame va enfin alerter les pouvoirs publics. « Ça fait longtemps que le 16^e arrondissement a changé. On sait qu'Anne Hidalgo ne nous aime pas, ne nous aide pas. On manque d'éclairage avenue Foch, je ne vois aucune patrouille de police faire de ronde. C'est dangereux. Mais tout le monde s'en fiche, parce qu'on est dans un quartier bourgeois et qu'on n'est pas censés se plaindre », pointe Stéphanie. Éric abonde : « C'est la cour des Miracles le bois de Boulogne, tout le monde le sait. Il faut que ce soit la fille d'un politicien qui meure pour que ça bouge ? » En attendant, ces familles redoublent de vigilance. « Je l'ai répété à mes filles : il ne faut pas qu'elles aillent seules là-bas. Et si elles y vont, il faut privilégier le lac du bois de Boulogne, surtout pas les alentours », conclut Sophie*, mère de trois enfants dont deux filles de 17 et 21 ans, et habitante du quartier de la Muette. ■ **Le prénom a été modifié.*

Meurtre de Philippine : RN et droite dénoncent le « laxisme » de la justice

John Timsit et Maxime Dubernet de Boscq

Le profil du suspect interpellé ce mardi en Suisse a mis la classe politique en ébullition.



PAOLONI JEREMYBACA

« Ce migrant n'avait rien à faire sur notre sol, mais a pu récidiver dans la plus totale impunité. Notre justice est laxiste, notre État dysfonctionne, nos dirigeants laissent les Français vivre avec des bombes humaines », a cinglé sur X le président du RN, Jordan Bardella (ici le 14 septembre, à l'Assemblée nationale).

Les détails entourant le meurtre de Philippine font grand bruit. Et réactivent déjà la bataille sous-jacente entre l'Intérieur et la Justice. Trois jours après la découverte du corps de l'étudiante parisienne de 19 ans dans le bois de Boulogne, un suspect marocain a été interpellé mardi en Suisse. À peine dévoilé, son profil (sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français, condamné pour viol, libéré début septembre...) défraie la chronique. Alors que le nouveau premier flic de France, Bruno Retailleau, avait pris mardi matin l'engagement sur Europe 1 et CNews « d'augmenter considérablement le taux d'exécution des OQTF », actuellement sous les 10 %, le drame ressemble à un baptême du feu pour le Vendéen. Lequel a appelé le lendemain à « faire évoluer notre arsenal juridique ».

L'hôte de la place Beauvau a beau « refuser la fatalité », le drame donne du grain à moudre au Rassemblement national et à la droite, qui ont aussitôt vilipendé l'action des pouvoirs publics, considérés comme trop tolérants. Sur X,

le président du RN, Jordan Bardella, a jugé que ce « migrant n'avait rien à faire sur notre sol, mais a pu récidiver dans la plus totale impunité ». « Notre justice est laxiste, notre État dysfonctionne, nos dirigeants laissent les Français vivre avec des bombes humaines, a cinglé l'eurodéputé. Il est temps que ce gouvernement agisse : nos compatriotes sont en colère et ne vont pas se payer de mots. »

La présidente des députés RN, Marine Le Pen, a assuré partager le « sentiment de colère » des Français face à un « laxisme, devenu idéologie d'État ». Marion Maréchal, elle, n'a pas mâché ses mots : « Encore un migrant, encore un clandestin, encore une OQTF non exécutée, encore un criminel récidiviste, encore un violeur laissé en liberté », a tempêté la parlementaire européenne. Qui va jusqu'à accuser l'État « d'avoir livré » Philippine à « un prédateur importé ».

Une fermeté à laquelle s'est joint l'ancien président de LR, Eric Ciotti. Opposé, comme il l'a indiqué au Figaro, à « la dissolution de l'état-major des Républicains dans la macronie », le député des Alpes-Maritimes a publiquement demandé à son ancien camarade Michel

Barnier de laisser « place aux actes face à tant d'irresponsabilité ». « Combien de temps encore ? » Sur France Inter, le président LR du Sénat, Gérard Larcher, s'est, lui, interrogé sur le fonctionnement de la chaîne pénale, « une des urgences » à traiter. Face à l'activisme de la droite et du RN, le bloc central se fait discret. « Pour la sécurité des Français, l'expulsion systématique des délinquants et criminels étrangers est un impératif », a timidement martelé le député macroniste Charles Rodwell.

« Pour la sécurité des Français, l'expulsion systématique des délinquants et criminels étrangers est un impératif »

Charles Rodwell Député macroniste

Du côté de la gauche, la première réaction est venue de la députée écologiste Sandrine Rousseau, qui a joué un numéro d'équilibriste. Dénonçant, selon sa grille de lecture, un « féminicide » qui « mérite d'être jugé et sévèrement puni »,

et dans le même temps « l'extrême droite » qui « va tenter d'en profiter pour répandre sa haine raciste et xénophobe ». Et l'élue de Paris d'espérer : « Nous sommes plus forts que cette récupération. »

Un grand écart que n'a pas réalisé François Hollande. Invité de Franceinfo mercredi matin, l'ancien président de la République a estimé que les OQTF doivent aller « vite, le plus vite possible ». Avant de mettre en cause, comme Gérard Larcher, les failles de la « chaîne pénale et administrative ». Quant au patron des communistes Fabien Roussel, il a été encore plus sévère, fustigeant un « État défaillant » qui, « privé de ses moyens », « recule ». Devant le silence des Insoumis, Olivier Faure, premier secrétaire du Parti socialiste, est lui aussi monté au créneau sur BFMTV : « Quand on a quelqu'un qui est en détention, qui est un individu dont on peut penser qu'il est une menace pour la société française, on ne devrait pas avoir à le libérer avant même qu'on ait l'assurance qu'il pourra repartir. » Manière de dénoncer la décision du juge qui avait validé la sortie du ressortissant marocain d'un centre de rétention à Metz. ■

Immigration : Retailleau s'attaque aux règles européennes

Florentin Collomp
Correspondant à Bruxelles

À peine arrivé place Beauvau, Bruno Retailleau s'est attaqué tête baissée au dossier de l'immigration. Après l'arrestation du meurtrier présumé de la jeune Philippine, un Marocain qui faisait l'objet d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF), il a affirmé mercredi vouloir « faire évoluer notre arsenal juridique ». Deux jours plus tôt, sur TF1, il promettait d'utiliser « tous les moyens » pour « faire baisser l'immigration en France ». Parmi ces moyens, figure l'intention de « changer les règles européennes ». La France devient ainsi le dernier pays à monter au créneau ces dernières semaines pour re-

mettre en cause les principes de l'Union européenne en la matière, après la Hongrie, les Pays-Bas et l'Allemagne. À Bruxelles, les responsables des institutions voient monter ce sujet avec une certaine appréhension, quelques mois à peine après l'aboutissement des négociations laborieuses du Pacte sur l'asile et la migration. Un ensemble de textes ambitieux, discuté depuis des années, censé entrer en vigueur en 2026. Il organise une réponse commune musclée aux défis que connaissent les Vingt-Sept, comprenant le filtrage aux frontières de l'UE, l'accélération des procédures de demande d'asile, la problématique des centres de rétention et la relocalisation des demandeurs d'asile entre États membres. De passage à Bruxelles, mardi, le tout nouveau ministre délégué aux

Affaires européennes, Benjamin Hadad, soulignait « l'urgence de mettre en place le Pacte asile et migration pour maîtriser notre immigration ».

Des débats sous-jacents

Or, la semaine dernière, le nouveau gouvernement néerlandais dominé par l'extrême droite demandait le retrait « dès que possible » de cet accord, via une « clause d'exemption ». Autrement dit, dans le langage européen, un « opt out », comme celui dont bénéficie le Danemark. Seul hic, pour obtenir une telle dérogation, il faudrait une modification des traités, voie sur laquelle aucun État membre ne s'aventure. Même ambiguïté de la part de la Hongrie, dont le ministre des Affaires européennes, Janos Bokai, rappelait mercredi la position selon laquelle son pays « demande un « opt out » sur le Pacte asile et migration si la législation le permet, sachant qu'il faut un changement de traité ». En attendant, malgré leurs déclarations électorales, les gouvernements concernés appliqueront les règles en vigueur, comme les autres.

Le nouveau ministre républicain de l'Intérieur français y voit toutefois une brèche dans laquelle s'engouffrer. Bruno Retailleau évoque une « sorte d'alliance avec les pays qui veulent plus de fermeté sur l'immigration pour revoir les textes européens qui aujourd'hui ne sont plus adap-

tés », citant, dans *Le Figaro*, les Italiens, les Danois et les Suédois. Il réclame en particulier une discussion sur les « retours » des demandeurs d'asile déboutés.

Le sujet monte et devrait figurer au menu du prochain sommet des chefs d'État et de gouvernement, mi-octobre. La question des retours, très sensible, n'a pas pu faire l'objet de consensus entre les États membres et le Parlement européen, historiquement très réfractaire. La poussée à droite et à l'extrême droite lors des élections de juin pourrait faire évoluer les positions. L'un des débats sous-jacents à ce sujet porte sur la définition de pays « sûrs » vers lesquels pourraient être renvoyés les migrants, à condition qu'ils y aient une attache. Peut-on, comme vient de le faire l'Allemagne, expulser des gens vers l'Afghanistan ?

Après des années d'ouverture, Berlin a surpris en décidant de rétablir des contrôles à ses frontières, conséquence de l'attaque au couteau de Solingen qui a fait trois victimes, fin août. Dans le cadre des accords de Schengen, tout État membre a le droit de rétablir des contrôles à ses frontières intérieures, de façon « justifiée » et « proportionnée ». La France le fait déjà sporadiquement depuis les attentats islamistes de 2015. « On va voir jusqu'où on peut aller », a lancé Bruno Retailleau, sur ce sujet. ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME
TABARD

Un procès en «récupération politique» illégitime

Il faut en finir avec l'accusation facile et factice de la « récupération politique » d'un drame. D'abord parce qu'il y a beaucoup d'hypocrisie de la part de ceux qui la dénoncent. Ainsi, quand Sandrine Rousseau fustige les réactions du RN et cible « l'extrême droite qui va tenter d'en profiter pour répandre sa haine raciste et xénophobe », elle se sert elle-même de la mort de Philippine pour mener son combat contre le RN. Ensuite, parce que c'est le droit et le devoir des acteurs politiques de réagir aux événements qui frappent l'opinion. Les mêmes qui traitent de « charognards » ceux qui s'emparent de faits divers ou de drames individuels seraient les premiers à leur reprocher leur insensibilité s'ils ne réagissaient pas. Enfin, ce qui choque les Français ce n'est pas que les politiques s'emparent d'un fait divers ; c'est que de tels faits divers aient lieu.

On entend aussi dire que la médiatisation excessive d'un meurtre commis par un étranger, faisant de surcroît l'objet d'une OQTF « ferait le jeu du Rassemblement national ». Comme si passer sous silence certains faits – la nationalité d'un délinquant par exemple – était une solution préférable. Et comme si surtout c'étaient les conséquences politiques d'un drame qu'il fallait éviter et pas le drame lui-même.

L'autre reproche formulé après de telles affaires est de s'appuyer sur l'émotion pour réclamer de légiférer à chaud. C'est le fameux théorème « un fait divers, une loi ». L'équation est complexe. D'un côté, une loi n'est jamais une garantie contre la répétition d'actes criminels. Mais de l'autre, c'est aussi en réaction à des événements qui ont choqué ou ému l'opinion (affaire Sarah Halimi, affaire Palmade, attentats terroristes...) que la réponse pénale a pu être renforcée.

Dans le cas de la mort de Philippine, c'est un fait que le Marocain appréhendé n'aurait pas dû être en liberté. C'est un fait aussi que l'OQTF n'a pas été mise en œuvre. C'est un fait enfin que sa remise en liberté, que rien n'obligeait, a été prononcée quelques jours à peine avant la délivrance du laissez-passer consulaire. Ce qui signifie que cette mort-là aurait pu être évitée – et il est insupportable d'entendre dire que s'il avait été au bout de sa peine, il serait de toute façon passé à l'acte. Ce qui signifie aussi qu'il est non seulement légitime mais nécessaire de s'interroger sur une meilleure efficacité de la réponse administrative et de la peine pénale.

Ce ne sont pas des démagogues du « yaka faukon », mais le président de la République en personne qui s'était engagé à ce que la totalité des OQTF soient mises en œuvre. Ce ne sont pas des extrémistes démagogues mais la très respectable Cour des comptes qui avait formulé, au début de cette année, une dizaine de recommandations concrètes pour « améliorer la politique de lutte contre l'immigration clandestine ». De même, fin 2022, en divisant par deux le nombre de visas délivrés pour des Algériens, Marocains et Tunisiens, Gérard Darmanin avait prouvé que l'on pouvait faire pression sur les États réticents à récupérer leurs nationaux expulsables de France. Signe qu'entre la résignation et l'incantation, il y a la place pour la recherche de solutions. ■

Europe 1

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro

Écoutez Guillaume Tabard à 8h10
dans la Matinale de David Abiker avec **LE FIGARO**

Le singulier voyage du pape au Luxembourg et en Belgique

Jean-Marie Guénois

Attendu jeudi matin au Grand-Duché, François rencontrera ensuite une Église belge sinistrée.

Qui sait pourquoi le pape François se rend quelques heures au Luxembourg et quelques jours en Belgique ? Même à Rome, beaucoup de prélats ne saisissent pas les raisons de ce déplacement. À bien-tôt 88 ans, il rentre d'une tournée épuisante en Asie et en Océanie où il a certes démontré une forme étonnante. Mais il ouvre, lundi prochain, le marathon romain d'un mois de synode sur la gouvernance de l'Église, un acte capital de son pontificat. Quelle urgence y avait-il à visiter la Belgique, l'un des grands pays de tradition catholique

d'Europe, mais sans doute l'un des plus sécularisés ? Une « légère grippe » affectant François il y a trois jours a failli remettre en cause cette visite. Mais le pape a assuré sans faille, mercredi, la totalité de son audience générale hebdomadaire place Saint-Pierre.

Sauf incident de santé de dernière minute, le chef de l'Église catholique devait donc quitter Rome jeudi matin pour s'arrêter au Luxembourg, avant de gagner Bruxelles en fin d'après-midi, où il séjournera jusqu'à dimanche matin.

Son programme de voyage comprend des phases très significatives de repos. Au Luxembourg, François sera reçu à 10h30 par le grand-duc Henri de Luxembourg et



Le pape François sur la place Saint-Pierre, au Vatican, mercredi. GUGLIELMO MANGIAPANE/REUTERS

son épouse. Il déjeunera ensuite à l'archevêché, puis se reposera jusqu'à 16 heures, avant de visiter la cathédrale Notre-Dame. Même schéma vendredi à Bruxelles, où il commencera par visiter le roi des Belges, puis les autorités, avant de se retirer - dès 11 heures - à la nonciature, où il déjeunera et se reposera jusqu'à 16 heures. La fin d'après-midi sera consacrée à la rencontre des professeurs de l'Université catholique de Louvain, fondée il y a six cents ans. Programme également allégé samedi : après sa rencontre avec le clergé belge dans la basilique du Sacré-Cœur, le pape retrouvera la nonciature à 11h30, pour ne reprendre sa visite à l'université francophone de Louvain qu'à 16 heures. Dimanche matin, il recevra le président sortant du Parlement européen, Charles Michel, à la nonciature, avant de célébrer la seule messe publique de son voyage dans le stade Roi-Baudouin pour la béatification d'une religieuse carmélite, Anne de Jésus (1545-1621). Dès 12h45, son avion doit décoller pour Rome. Un programme à minima et sans relief particulier, sinon les deux visites prévues à l'université de Louvain, où le pape devrait recevoir un accueil poli mais froid. La rectrice, Françoise Smets, a

déjà promis dans son discours d'accueil « de mettre en lumière certains désaccords » dont « la place des femmes », dossier sur lequel « la position de l'Église peut sans doute encore progresser ».

La moitié des Belges se disent chrétiens

Quant aux messages du pape à cette université catholique, il ne devrait pas porter sur le catholicisme comme tel mais sur le féminisme, sur l'accueil des migrants et sur l'écologie. Le message ecclésial de François sera sans doute réservé au clergé belge, qui a perdu un tiers de ses effectifs en onze ans de pontificat, par vieillissement (80 % ont plus de 70 ans) et par rareté des vocations, avec des fidèles qui ne pratiquent pour ainsi dire plus. Un sondage publié en 2021 sous l'égide de chercheurs de l'université de Louvain a révélé que, si la moitié des Belges se disent chrétiens, 23 % affirment « pratiquer » leur foi, mais, dans cet échantillon, seulement une personne sur dix participe à un office une fois par semaine. Depuis 2018, plus de 130 églises catholiques ont été fermées. On estime qu'un tiers de la population de la région de Bruxelles est musulmane. Les affaires de

pédophilie dans le clergé et leur couverture par la hiérarchie ont également profondément choqué ce pays.

Autre caractéristique de cette Église sinistrée, sauf dans certaines communautés d'appartenance, communautés nouvelles ou communautés ethniques d'origines étrangères : la bénédiction des couples homosexuels. L'Église belge n'a pas attendu l'autorisation de Rome pour lancer, dès 2022, une prière ad hoc sous la conduite du cardinal Jozef De Kesel, alors archevêque de Malines-Bruxelles. Son successeur, M^{gr} Luc Terlinden, le jeune archevêque de Malines-Bruxelles, 55 ans, résume la situation : « *Le pape aime aller dans les lieux où la foi catholique est bousculée, où l'Église n'a plus sa position dominante.* »

Parmi les sujets les plus emblématiques d'une évolution sociétale aux antipodes des requis de l'Église vient surtout l'euthanasie. La Belgique l'a légalisée dès 2002 et l'a étendue aux mineurs en 2014. Une moyenne de 3 000 euthanasies est réalisée chaque année. Une des inconnues du voyage est de savoir comment le pape François va aborder, s'il le fait, cette question qui fâche l'Église. ■

L'autonomie des universités, credo de Patrick Hetzel

Caroline Beyer

Le nouveau ministre de l'Enseignement supérieur est aussi un pourfendeur des dérives islamo-gauchistes.

C'est Patrick Hetzel, 60 ans, discret député LR du Bas-Rhin depuis 2012 et proche du premier ministre Michel Barnier, qui a officiellement pris les rênes, le 23 septembre, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Si les syndicats du secteur et la gauche n'ont pas manqué d'épingler son appartenance politique au camp Les Républicains, ainsi que ses positions contre le « mariage pour tous », la PMA pour les couples de femmes et femmes seules ou encore la constitutionnalisation de l'IVG, les acteurs du monde de la recherche et de l'enseignement supérieur saluent l'arrivée d'un expert et d'un fin connaisseur.

« Patrick Hetzel a toujours promu les initiatives d'excellence et soutenu la recherche. Son discours est clair là-dessus, et correspond à ce que nous souhaitons », a estimé Michel Deneken, patron de l'université de Strasbourg et président d'Udice, cette alliance de treize grandes universités françaises qui milite pour une recherche d'excellence. « C'est quelqu'un qui connaît à la fois la dimension politique et la dimension opérationnelle et technique de son poste », ajoute Michel Deneken, rappelant que le nouveau ministre a été enseignant-chercheur, recteur et directeur de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (Dgesip). Mêmes échos positifs du côté du monde des grandes écoles, par les voix de la Conférence des grandes écoles et de la Conférence des directeurs d'école d'ingénieurs.

Alors que le budget 2025 s'annonce contraint, que plusieurs universités sont en déficit et que la précarité étudiante est une réalité, le nouveau ministre a clairement annoncé la couleur, lors de la passation de pouvoirs. « Non », a-t-il martelé, l'enseignement supérieur et la recherche, « ce n'est pas une dépense, c'est un investissement ». L'université « doit absolument jouer un rôle essentiel comme ascenseur social » et son accès « ne doit pas être l'apanage des grandes métropoles », a-t-il aussi fait valoir. Sur « l'attractivité de la recherche », Patrick Hetzel a enfin insisté sur la nécessité de « coopérer à l'échelle internationale en général et à l'échelle européenne en particulier ».

« Je suis alsacien, et lorsque l'on est alsacien, on peut être de droite et avoir l'Europe chevillée au corps. Les deux ne sont absolument pas inconciliables », a-t-il rappelé le

23 septembre. Venant d'un milieu modeste, c'est à l'école que ce luthérien, fils de restaurateurs, a appris le français. Diplômé de l'EM Strasbourg, docteur et agrégé en sciences de gestion, l'homme vient du sérail. Professeur des universités à Paris-II Panthéon-Assas, puis recteur de Limoges, il fut conseiller éducation du premier ministre François Fillon, avant d'être directeur général de l'enseignement supérieur, entre 2008 et 2012. À ce titre, comme numéro deux de Valérie Pécresse, alors locataire de la Rue Descartes, il a œuvré à la loi sur l'autonomie des universités (LRU), promulguée en 2007 par l'actuelle présidente LR de la région Île-de-France.

« Vision libérale »

En 2022, dans le magazine *Action universitaire*, Patrick Hetzel appelait à franchir une nouvelle marche dans cette autonomie, plaidant pour « débureaucratiser » le système, donner plus d'« autonomie pédagogique et budgétaire aux établissements » et permettre d'« expérimenter des dispositifs de gouvernance nouveaux ». Alors qu'en décembre 2023, le président Macron a justement promis « un acte II de l'autonomie des universités », les détracteurs de cette politique, nombreux dans les rangs des syndicats enseignants et étudiants, dénoncent d'ores et déjà la « vision libérale » du nouveau venu.

Ses opposants ne manquent pas non plus de rappeler ses combats contre l'islamo-gauchisme et le wokisme à l'université. En avril 2024, alors que des mobilisations étudiantes propalestiniennes agitaient Sciences Po, il avait porté, en tant que député, une proposition de résolution destinée à créer « une commission d'enquête relative à l'entrisme idéologique et aux dérives islamo-gauchistes dans l'enseignement supérieur ».

« L'idéologie islamo-gauchiste est de plus en plus décomplexée. Elle est désormais clairement observable et nous mesurons chaque jour un peu plus son emprise dans les milieux universitaires, mais aussi les associations et la vie étudiantes », écrivait-il aux côtés de Michèle Tabarot, autre députée LR. Ensemble, ils rappelaient que l'enquête, promise en 2021 par la ministre de l'Enseignement supérieur de l'époque, Frédérique Vidal, pour « distinguer ce qui relève de la recherche académique et ce qui relève du militantisme et de l'opinion », n'avait finalement pas été commandée. Faut-il s'attendre à une suite ? ■

T A J A N

Faites estimer, vendez et achetez aux enchères

Depuis plus de 30 ans, nos équipes vous reçoivent pour estimer gracieusement vos œuvres d'art et objets précieux !

Ventes en préparation

Arts d'Asie • 22 octobre et 09 décembre

Bijoux & Montres • 10 décembre

Important écran japonais, période Edo. Vente du 10 octobre

Parure à transformaion fin XIX*. Vente du 10 décembre

Cartier Réversible. Vendue 20 800 € en mai 2024

Pour tout renseignement
contactez Ariane de Miramon
+33 1 53 30 30 68
info@tajan.com

37, rue des Mathurins
75008 Paris
www.tajan.com

Agrément n°2001-006 du 7 novembre 2001

Monté en broche ou en collier, peut aussi se porter en diadème ou en épingle à chignon

Immigration, Rassemblement national... La macronie en crise existentielle dans la coalition Barnier

Loris Boichot

Le nouveau premier ministre, qui doit présenter sa feuille de route le 1^{er} octobre au Parlement, voit déjà s'effriter son pilier macroniste.

Un tour de table pour tenter de resserrer ses rangs. Mercredi, Michel Barnier a reçu à Matignon les responsables de sa coalition gouvernementale – renommée en « *socle commun* » par son entourage –, dont Gabriel Attal pour Renaissance et Laurent Wauquiez pour Les Républicains (LR). À l'ordre du jour : la rédaction d'une feuille de route commune. Pouvoir d'achat, immigration, dette, éducation... Pressé par ses partenaires de préciser ses intentions, le premier ministre de 73 ans veut créer le consensus maximal autour de son discours de politique générale, attendu mardi prochain à l'Assemblée nationale.

Lui, qui revendique le soutien de « 220 à 230 députés » – sur 289 nécessaires pour dégager une majorité absolue –, veut éteindre autant que possible la cacophonie de ces derniers jours. Pendant les soixante-douze heures qui ont suivi la nomination de son gouvernement, Michel Barnier a vu une partie du camp Macron prendre ses distances avec sa méthode sur trois sujets : une éventuelle hausse d'impôts pour les plus aisés, la politique d'immigration et le rapport au Rassemblement national (RN). Au point de fragiliser une assise déjà réduite et de mettre à mal l'objectif de « *cohésion* » fixé par le chef du gouvernement. « *Ça va être compliqué, ça va être difficile*, a admis mercredi sur TF1 la macroniste Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition écologique. *On aura des frottements*. »

Déjà secoué par un gouvernement droitisé, un large pan du parti présidentiel s'inquiète d'un virage durable. L'offensive du nouveau ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, concentre les méfiances. L'ancien sénateur LR de Vendée fait passer son prédécesseur, Gérald Darmanin, pour « un af-

freux gauchiste », a ironisé mardi l'ex-première ministre Élisabeth Borne, en réunion des députés Renaissance. Le président de la commission des lois de l'Assemblée, le macroniste Florent Boudié, lui a proposé d'être auditionné mercredi prochain à l'Assemblée nationale.

Connu pour sa ligne libérale-conservatrice, Bruno Retailleau a promis dès lundi dans *Le Figaro* de mener une « *politique de rupture* » sur l'immigration, à grand renfort de mesures de fermeté. « *Tous les moyens* » seront mis en œuvre pour « *baissér l'immigration en France* », a-t-il enchéri lundi sur TF1,

« Le RN, c'est 11 millions d'électeurs, ils sont députés comme les autres députés, il est logique et même légitime que le premier ministre et le gouvernement s'adressent à l'ensemble des parlementaires »

Gérard Larcher
Président du Sénat

en évoquant un rétablissement du « *délit de séjour irrégulier* » ou une limitation de l'aide médicale d'État (AME). Le scénario d'une réforme de ce dispositif, destiné aux clandestins, a provoqué la stupeur de plusieurs hauts gradés de la macronie. « *L'AME n'est pas un sujet d'attractivité pour l'immigration, mais bien un enjeu de santé publique* », a pointé sur X l'ancienne ministre de la Santé, Agnès Firmin Le Bodo.

En matière de politique pénale, le ministre de la Justice, l'ancien socialiste Didier Migaud, a lui-même répondu à son collègue de l'Intérieur, qui a déploré l'« *inexécution des peines* ». « *Le sen-*

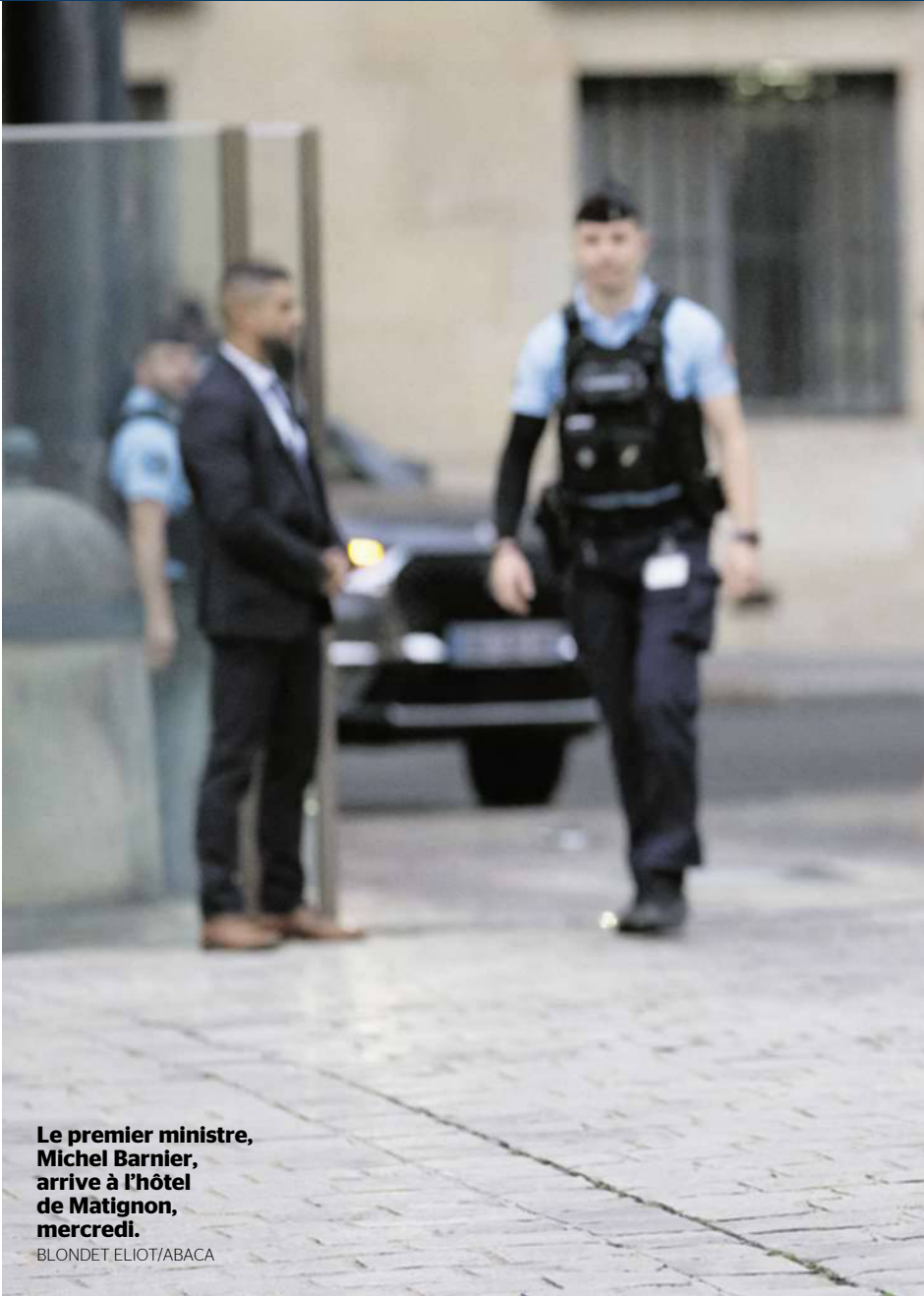
timent que la justice est lente ou ne condamne pas suffisamment » n'est « *pas toujours exact* », a répliqué lundi le garde des Sceaux, au « 20 Heures » de France 2.

Principal objet de tensions en macronie, dès la nomination de Michel Barnier : sa dépendance du RN, qui dispose du pouvoir inédit de renverser le gouvernement en votant la censure défendue par la gauche. Mardi, le premier ministre a appelé Marine Le Pen pour la rassurer et a recadré son ministre de l'Économie, Antoine Armand, après qu'il a affirmé exclure le parti nationaliste de l'« *arc républicain* ». Le nouveau patron de Bercy a ensuite dû rectifier ses propos et préciser qu'il recevra « *toutes les forces politiques représentées au Parlement* ».

Cette mise au point venue de Matignon a crispé de nombreux soutiens d'Emmanuel Macron, qui y ont vu une soumission aux desiderata de la dirigeante lepéniste. « *Une faute* », ont déploré une série de députés, à l'image des députés Ludovic Mendes (Renaissance) et Erwan Balanant (MoDem), pour qui « *le premier ministre doit s'expliquer* ». « *On ne négocie pas son programme avec le RN. Cela doit être simple et net* », a écrit sur X leur collègue David Amiel.

« *Le RN, c'est 11 millions d'électeurs, ils sont députés comme les autres députés, il est logique et même légitime que le premier ministre et le gouvernement s'adressent à l'ensemble des parlementaires* », a pour sa part fait valoir sur France Inter le président LR du Sénat, Gérard Larcher. Une position partagée jusqu'à l'aile droite de Renaissance et à Horizons, le parti d'Édouard Philippe.

Au-delà de ces débats de ligne, le chamboule-tout provoqué par l'alliance avec LR provoque une crise existentielle en macronie. Il faut dire que, vis-



Le premier ministre, Michel Barnier, arrive à l'hôtel de Matignon, mercredi.
BLONDET ELIOT/ABACA

à-vis des LR, le ressentiment reste fort dans le cœur de nombreux partisans du chef de l'État. Beaucoup n'ont pas oublié que leurs nouveaux partenaires de droite sont les mêmes qui les menaçaient d'une éventuelle censure pendant les débats sur le budget, à l'automne. Et que ce sont ceux qui ont poussé Élisabeth Borne à recourir au 49.3 pour faire adopter sans vote la réforme des retraites, faute de certitude sur leur soutien.

« *Ce qui manque, c'est un contrepoids dans l'architecture gouvernementale, appuie le porte-parole du parti Renaissance, Loïc Signor. Le PS a décidé de rester sur le bas-côté et est responsable du cavalier seul que s'apprête à faire Retailleau.* » Plusieurs redoutent une emprise des LR sur la formation présidentielle, au risque de l'affaiblir. « *On ne doit pas épouser ou juste répondre au récit des autres*, estime l'ex-ministre Aurore Bergé, députée Renaissance. *Le*

risque, sinon, c'est le délitement progressif. Tout notre enjeu, c'est de réinstaller notre propre récit politique. »

De leur côté, les LR n'hésitent pas à fustiger le bilan de sept ans d'un macronisme jugé conquérant. La nouvelle coalition est mal née, sur fond de défiance mutuelle, juge le député (ex-Renaissance) Sacha Houlié, en quête de décus pour consister un groupe parlementaire. « *Barnier n'a qu'une chose en tête, explique-t-il, dire que nous avons été des amateurs pendant sept ans et que c'est maintenant le retour des pros, de la bonne vieille droite conservatrice qui sait gérer.* »

Mardi, Michel Barnier a appelé David Lisnard « *pour s'excuser* », selon le récit du maire de Cannes (Alpes-Maritimes), après des propos controversés de la ministre Agnès Pannier-Runacher sur les inondations survenues dans sa ville. Une fois de plus, cette mise au point a agacé ses nouveaux alliés. ■

Antoine Armand, la bourde politique d'un jeune homme pressé

Célestine Gentilhomme
et Louis Hausalter

Il est le premier membre du nouveau gouvernement à s'être exprimé dans la presse, en un temps record. Quelques minutes seulement après l'annonce des noms des ministres, le JDD publiait une interview d'Antoine Armand, nouveau titulaire de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Mais cet appétit médiatique a aussi valu à l'équipe de Michel Barnier sa première secousse politique. En déclarant mardi sur France Inter qu'il refusait de travailler avec le Rassemblement national car ce dernier « *n'appartient pas* » à « *l'arc républicain* », Antoine Armand s'est attiré les foudres de Marine Le Pen et un recadrage public du premier ministre. Michel Barnier se serait bien passé de cette sortie intempestive à une heure de grande écoute, d'autant que son coup de fil passé à Marine Le Pen pour la rassurer n'améliore pas ses relations tendues avec le camp présidentiel, gêné de voir la figure de proue du RN se donner le rôle de surveillante générale de la coalition gouvernementale.

Les déclarations de soutien à Antoine Armand sont d'ailleurs plutôt venues de membres de l'aile gauche du groupe Ensemble de la République (EPR) présidé par Gabriel Attal. Celui qui est député sous les couleurs macronistes depuis 2022 n'est pourtant pas de cette sensibilité, au contraire. « *Localement, il tient un discours assez droitier. Il a un comportement aux antipodes de sa sortie*



Le nouveau ministre de l'Économie, Antoine Armand, et le ministre du Budget et des Comptes publics, Laurent Saint-Martin, devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, mercredi.

sur France Inter », glisse une élue de Haute-Savoie, sa terre d'élection. Une vidéo exhumée sur les réseaux sociaux le montre, au cours d'une réunion publique, tenir des propos fermes en faveur de l'expulsion de tout « *étranger délinquant multirécidiviste* ».

Dans les rangs du RN, on a d'ailleurs été surpris de la sortie de l'intéressé, avec lesquels les contacts ont toujours été bons, voire très bons. « *Antoine Armand était ce qu'on appelle un député "contact" entre nous et la macronie. Dès qu'on avait un problème, il faisait partie de ces élus vers qui on se tournait pour trouver une solution* », confie un député RN.

Comment les troupes marinistes expliquent-elles les propos du ministre sur la matinale radio la plus écoutée du pays ? « *Il s'est laissé embarquer et avait envie de plaire à France Inter* », raille le même.

Antoine Armand n'était pas habitué à stigmatiser ainsi les élus de Marine Le Pen. « *Vouloir continuer à battre le RN et l'affaiblir ça passe par regarder en face les problèmes sur lesquels ils prospèrent et les régler : sécurité, autorité et justice sociale* », assénait-il en juillet dans *L'Essor savoyard*, après sa réélection postdissolution, tout en se réclamant d'une « *sensibilité de centre droit et humaniste* ». Même si deux semaines

avant sa nomination, il se fendait de cette mise en garde sur Europe 1 : « *On s'est mis ensemble pour battre le RN, ce n'est pas pour proposer un gouvernement qui dépendrait de ses voix.* »

« Antoine Armand était ce qu'on appelle un député "contact" entre nous et la macronie. Dès qu'on avait un problème, il faisait partie de ces élus vers qui on se tournait pour trouver une solution »

Un député RN

Où habite politiquement Antoine Armand, dans ce magma idéologique qu'est la macronie ? « *Je suis un écologiste de droite* », aimait à dire ce spécialiste des questions d'énergie quand il a publié, au début de l'année, un livre intitulé *Le Mur énergétique français* (Éditions Stock), qu'il a notamment présenté à Nicolas Sarkozy lors d'une entrevue. « *Il a copié les conclusions de la commission d'enquête sur la souveraineté énergétique pour en tirer des royalties médiatiques* », grince le député Les Républicains Raphaël Schellenberger, qui a présidé ladite commission. Et d'enfoncer le clou sur ses déclarations polémiques : « *Il a peut-être été happé par la volonté de devenir un politicien plutôt qu'un homme d'État, avec une incompréhension de la situation politique. Le temps n'est plus aux leçons de morale, mais à chercher com-*

ment on travaille dans l'Hémicycle pour adopter des textes. »

L'arrière-petit-fils du résistant et haut fonctionnaire Louis Armand, grande figure de la SNCF, n'est donc peut-être pas parti sur les meilleurs rails. Ce Parisien de naissance, passé par le lycée Henri-IV, Normale Sup, l'ENA et l'Inspection des finances, est un homme vif et jovial, à l'humour parfois féroce. Mais son CV en or est-il suffisant pour prendre la tête du paquebot de Bercy à 33 ans, ce qui en fait le plus jeune ministre de l'Économie de la Ve République ? « *C'est un garçon excessivement brillant, très bosseur. Il est jeune mais il a une tête bien faite* », le défend l'ex-député MoDem Bruno Millienne, qui l'a côtoyé en commission d'enquête. Un autre ex-collègue est beaucoup moins bienveillant : « *Il faisait un peu grande gueule, un peu arrogant. Le costume est peut-être trop grand pour lui.* »

Investi par le parti macroniste aux législatives de 2022, Antoine Armand a bénéficié du précieux soutien de Bernard Accoyer, figure de la droite haut-savoyarde avec lequel il partage un fervent positionnement pronucléaire. La circonscription voisine, côté Savoie, a par le passé été détenue par un certain Michel Barnier. Une connexion qui a clairement favorisé son entrée au gouvernement. « *Barnier le connaissait depuis plusieurs années* », confirme un cadre de Renaissance. Antoine Armand, qui s'était rapproché de Gabriel Attal avant la dissolution, était aussi sur la liste des noms poussés par l'ex-premier ministre. De l'art de placer ses pions. ■



À l'Assemblée, Marine Le Pen prépare sa revanche

Paul Laubacher

Alors, quelle est la durée de vie du gouvernement de Michel Barnier ? « Oh... Quelques minutes, quelques heures, quelques jours, quelques semaines... », répond un proche de Marine Le Pen, hilare et fier de sa formule. Dans cette suite temporelle, il manque « quelques mois ». Et ce n'est pas anodin, tant les proches de Marine Le Pen estiment que leur patronne tient l'avenir du gouvernement dans ses mains.

En ce mois de septembre, le Rassemblement national (RN), fort de 126 députés, se sent tout puissant à l'Assemblée nationale. Traduit en « éléments de langage », cela donne : « *incontournable* », selon Jordan Bardella, son président. « *Le Rassemblement national a un positionnement plus central et plus important que jamais* », assène même Marine Le Pen, lors de la rentrée parlementaire du parti, mi-septembre.

Victime hier, lors des élections législatives anticipées, du « front républicain », voilà le mouvement nationaliste qui veut prendre sa revanche et qui a décidé d'être plus offensif sur son nouveau terrain de jeu : les travées du Palais Bourbon. « *On a effacé le front républicain en trois mois* », jubile aujourd'hui Jean-Philippe Tanguy. Le coup de fil du premier ministre, Michel Barnier, à Marine Le Pen, la veille, pour désavouer le nouveau ministre de l'Économie, Antoine Armand, qui avait déclaré ne pas vouloir discuter avec les élus RN, est le dernier exemple en date, et surtout le plus frappant.

La niche parlementaire du RN, qui aura lieu le jeudi 31 octobre, est une nouvelle preuve de ce que Marine Le Pen et ses 126 députés veulent faire. Il y a bien sûr la proposition de loi visant à abroger, en partie, la réforme des retraites d'Élisabeth Borne, mais aussi celle de la socialiste Marisol Touraine, censée être un piège à destination de la gauche. Marine Le Pen s'en est déjà pris aux socialistes, qui ont décidé de ne pas voter le texte du RN. « *Les électeurs de gauche, et au-delà les Français (...) sont une fois encore les otages du sectarisme, de la duplicité et de l'insincérité d'une gauche, multirécidiviste du coup de poignard dans le dos des travailleurs français* », écrit-elle sur X (ex-Twitter).

Deux autres textes de la niche RN pourraient, eux, embarrasser Les Républicains (LR), que ce soit le président du groupe parlementaire, Laurent Wauquiez, ou le nouveau ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau. Le

premier, porté par la députée RN du Gard Pascale Bordes, veut rétablir des peines planchers pour les récidivistes auteurs de crimes et délits, quand ces derniers relèvent du trafic de drogue ou sont « *commis contre une personne dépositaire de l'autorité publique* ». La seconde proposition de loi, de la députée de Gironde Edwige Diaz, entend systématiser les expulsions d'étrangers majeurs définitivement condamnés pour un crime ou délit « *puni d'une peine d'au moins trois ans d'emprisonnement* », et des mineurs de plus de 16 ans, portant atteinte « *aux intérêts fondamentaux de l'État, ou liés à des activités à caractère terroriste* ».

Clairement, les proches de Marine Le Pen s'attendent à ce que Bruno Retailleau et le gouvernement de Michel Barnier donnent un avis favorable à ces deux textes. « *Je ne vois pas comment le gouvernement pourrait s'y opposer. Je ne vois pas d'argument venant ni de M. Retailleau ni de M. Barnier par rapport à leur parcours politique* », affirme en conférence de presse Jean-Philippe Tanguy, qui décrit la niche parlementaire du RN comme « *la troisième épreuve du feu* » du gouvernement, « *après la déclaration de politique générale et le budget* ».

« Mobile » et « insaisissable »

Reste une question que tout le monde se pose, et même certains députés RN : quand, et pour quelles raisons, Marine Le Pen décidera-t-elle de censurer Michel Barnier ? La chef de file des députés RN laisse planer le flou sur cette décision qui aura de lourdes conséquences. « *La censure, ce n'est jamais, comme diraient certains parmi nous, pour se faire plaisir. C'est une décision grave* », proclame un proche de Marine Le Pen, alors que l'examen du budget approche.

Pour comprendre la nouvelle doctrine du RN sur ce sujet, il faut revenir au vote de la loi immigration, en décembre dernier. Cette loi, qui a provoqué une importante fracture au sein du camp présidentiel, est considérée comme un modèle de victoire tactique, politique et idéologique par les troupes de Marine Le Pen. « *Le matin même, Bardella disait qu'on n'allait pas la voter, et c'était vrai. Pendant la journée, Marine Le Pen a vu que la donne politique avait changé. Elle a donc décidé qu'on allait finalement la voter, au regard des gains idéologiques* », décrypte un cadre mariniste. Selon ses proches, la grande qualité de Marine Le Pen est avant tout d'être « *mobile* », et donc « *insaisissable* » pour ses adversaires. Et souvent même pour ses troupes. ■

La bataille pour les postes clés au Palais Bourbon a déjà repris

Wally Bordas

Les couteaux sont de sortie, et les stratégies s'aiguisent. Après la nomination au gouvernement de plusieurs personnalités qui détenaient jusqu'ici des postes clés à l'Assemblée, la question de leur remplacement se pose déjà au Palais Bourbon. La présidence de la commission des affaires économiques a été laissée vacante par Antoine Armand (Renaissance), désormais ministre de l'Économie. Même chose pour celle des affaires sociales, abandonnée par Paul Christophe (Horizons), nommé ministre des Solidarités, et pour celle de la commission des affaires étrangères, désertée par Jean-Noël Barrot (MoDem), nouveau patron du Quai d'Orsay. Surtout, le poste de vice-présidente de l'Assemblée nationale, obtenu par la députée LR Annie Genevard en juillet dernier, est également inoccupé, après sa promotion au ministère de l'Agriculture.

En vue des élections à venir, les appétits s'aiguisent déjà. Plus particulièrement pour la vice-présidence, poste très convoité. En juillet dernier, les macronistes et la gauche avaient décidé de priver les députés du Rassemblement national, pourtant très largement représentés dans l'Hémicycle - 127 élus -, de tous ces postes clés. En sera-t-il de même alors que, désormais, le gouvernement de Michel Barnier est soumis aux menaces continues des troupes de Marine Le Pen ? Les troupes marinistes envisagent en tout cas de présenter un candidat. En coulisses, l'ancien vice-président RN, Sébastien Chenu, mène une campagne à bas bruit pour compter les soutiens qu'il pourrait obtenir au sein de l'Hémicycle. « *Il est prudent, il ne veut pas y aller pour perdre* », confie l'un de ses proches.

Mercredi matin, à la buvette de l'Assemblée, Sébastien Chenu a évoqué le sujet avec quelques députés Horizons, parti d'Édouard Philippe, membre de la majorité. Ces derniers lui ont assuré qu'ils estimaient « *légitime* » et « *normal* » que le RN soit représenté au sein de cette instance. Des discussions qui pourraient pousser Sébastien Chenu à se lancer dans la bataille, d'autant qu'il

pourrait également trouver quelques soutiens chez Les Républicains ou le MoDem. Le parti de François Bayrou a par exemple toujours plaidé pour que le RN, qui possède de nombreux élus à la Chambre basse, soit représenté au sein des hautes instances de l'Assemblée. Une parlementaire MoDem appuie : « *Sébastien Chenu est un bon président de séance. Cela ne me dérangerait pas qu'il puisse retrouver sa place.* »

« Ce ne sont pas des pestiférés »

Chez Les Républicains, aussi, la réflexion est en cours. Au vu du « *deal* » passé avec les macronistes en juillet et confirmé par la coalition gouvernementale mise en place par Michel Barnier, le poste d'Annie Genevard devrait revenir à un député du groupe de Laurent Wauquiez. Comme les présidences de commission devraient également revenir à un député du groupe qui l'avait emporté en janvier (Renaissance pour les affaires économiques, Horizons pour les affaires sociales et MoDem pour les affaires étrangères). Sauf qu'au sein du groupe de la Droite républicaine, plusieurs députés plaident pour aider le RN Sébastien Chenu à retrouver son poste de vice-président.

« *Ce poste doit revenir au RN. Nos concitoyens ont été choqués que le parti de Marine Le Pen soit évincé. Je les combattrai toute ma vie, mais, démocratiquement, on ne peut pas nier la représentativité de 11 millions d'électeurs dans les instances de l'Assemblée* », plaide

par exemple Émilie Bonnivard. « *Cela a été une erreur d'exclure le RN du bureau. Ce ne sont pas des pestiférés* », juge également Philippe Juvin.

Sauf que Les Républicains savent qu'ils ne sont pas assez nombreux pour permettre à Sébastien Chenu d'être élu. Ils présenteront donc vraisemblablement un candidat pour remplacer Annie Genevard. « *La macronie est très opposée à un vice-président RN, et, si nous ne faisons pas bloc, on pourrait se retrouver avec un troisième vice-président Insoumis* », craint Émilie Bonnivard. Au sein du groupe, un appel aux candidatures a donc été lancé. Et selon nos informations, deux députées LR ont à ce jour fait savoir leur intérêt. Virginie Duby-Muller et Frédérique Meunier. Elles seront départagées par un vote interne qui aura lieu la semaine prochaine. « *Il faut s'en tenir à l'accord global tel qu'il avait été négocié au mois de juillet. Cette vice-présidence doit rester dans notre groupe politique* », plaide Virginie Duby-Muller.

Un avis partagé par le président des députés Renaissance, l'ancien premier ministre Gabriel Attal. Mais au sein du groupe MoDem, certains se verraient bien tenter leur chance pour laver l'affront qui leur avait été fait en juillet dernier, lorsque aucun de leur candidat n'avait été élu au bureau de l'Assemblée. Le député MoDem Romain Daubié, lui, préfère tempérer : « *Ce serait une raison de se fâcher avec LR pour pas cher. Vu la fragilité de notre coalition, ce serait une vraie folie de faire ça.* » ■



Sébastien Chenu (RN) pourrait se présenter à la vice-présidence de l'Assemblée, poste qu'il a déjà occupé entre juin 2022 et juin 2024.

BLONDET ELIOT/ABACA

Retraites : la gauche veut éviter de tomber dans le piège tendu par le RN

Pierre Lepelletier

Sur l'échelle du risque politique à gauche, la proposition de loi RN d'abrogation de la réforme des retraites clignote rouge. Les députés du Nouveau Front populaire, qui ont fait de cette mesure leur principal totem programmatique, sont pris au piège de ce dilemme depuis que le parti à la flamme a inscrit le texte à l'ordre du jour de sa niche parlementaire, le 31 octobre. De fait, le NFP est confronté à deux solutions inconfortables : mêler ses voix à celles des nationalistes, quitte à renoncer au principe de ne jamais soutenir les initiatives lepénistes ; ou ne pas voter le texte, et donc donner le sentiment de délaissier cette lutte pour des intérêts partisans. Bref, un casse-tête.

Même si le débat se poursuit, la deuxième option est pour l'instant considérée comme la moins mauvaise. Au PS, la décision a en tout cas été tranchée en ce sens mardi, en réunion de groupe : « *En juillet dernier, nous avons toutes et tous été élus dans le cadre du front républicain. Nous restons fidèles à notre ligne de conduite et aux conditions de notre élection.* » En privé, Boris Vallaud, le patron des députés socialistes, considérait que voter ce texte du RN revenait à « *faire sauter une digue* ».

« *Il faut de la constance. On ne peut pas dire que nous ne voterons jamais rien avec l'extrême droite et d'un coup se mettre à le faire. Ce n'est pas ce que souhaitent les gens de gauche* », estime également un député Insoumis, qui fait part d'une position « *personnelle* ». Car certains à gauche estiment que le débat mérite d'être posé sur ce

texte si particulier. « *Quand on dit que nous voulons tout faire pour que cette réforme des retraites injuste faite dans le dos des Français soit abrogée, il faut être cohérent, et donc on doit tout faire pour qu'elle soit abrogée* », jugeait par exemple Fabien Roussel, le secrétaire national et ex-député du PCF, depuis la Fête de L'Humanité mi-septembre.

De son côté, Marine Le Pen maintient opportunément la pression. Sur X, elle a interpellé « *les électeurs de gauche* » qui se « *sont massivement mobilisés pendant des semaines* » pour empêcher l'adoption de la réforme des retraites. « *Ils sont une fois encore les otages du sectarisme, de la duplicité et de l'insincérité d'une gauche multirécidiviste du coup de poignard dans le dos des travailleurs français* », a-t-elle dénoncé. « *Nous n'allons pas convaincre les Français que sur des arguments moraux. Il faut leur démontrer que la proposition du RN n'est pas adaptée, ni sur la forme, ni sur le fond* », répond un député Insoumis.

Pédagogie parlementaire

Pour déjouer ces procès, qui menacent d'empoisonner l'automne de la gauche, les responsables du NFP dénoncent « *l'imposture* » de Marine Le Pen, qui refuse pour l'instant de renverser le gouvernement de Michel Barnier. « *J'ai l'impression que, jusqu'alors, le RN ne souhaite pas le censurer* », a relevé Mathilde Panot, la présidente du groupe LFI, lors d'une conférence de presse mardi à l'Assemblée nationale. « *Si Marine Le Pen était vraiment fidèle à ce qu'elle dit, alors elle voterait la motion de censure, car ce gouvernement va mettre en œuvre la réforme des retraites* », a in-

sisté Olivier Faure, le premier secrétaire du PS, mercredi matin sur BFMTV.

En parallèle, les chefs du Nouveau Front populaire s'appliquent à faire de la pédagogie parlementaire pour démontrer que le texte du RN n'a aucune chance d'aller au bout. Ils rappellent que, même si la proposition de loi lepéniste était adoptée à l'Assemblée, elle ne pourrait de toute façon pas passer l'étape du Sénat puisque le Rassemblement national n'y compte pas de groupe, et ne pourrait donc pas l'inscrire à l'ordre du jour dans le cadre d'une niche parlementaire. Contrairement à la gauche, qui peut compter sur les socialistes, Les Écologistes et les communistes.

Voici donc le contre-plan du NFP : profiter de la niche parlementaire du groupe LFI, le 28 novembre, pour soumettre sa propre proposition d'abrogation à l'Assemblée, avant qu'elle soit récupérée « *au début de l'année 2025* » par le Sénat, dans la niche d'un des trois groupes de gauche. À majorité de droite, la Chambre haute rejeterait probablement le texte, mais la navette parlementaire est ainsi faite que le dernier mot reviendrait à l'Assemblée, au terme des différentes lectures. « *Seule la gauche peut permettre à une proposition de loi abrogeant la réforme des retraites d'entrer définitivement en vigueur* », en conclut le PS. Dans le doute, le NFP ne néglige pas les autres leviers dont il dispose pour, a minima, détricoter les mesures d'application de la réforme contestée : ils entendent notamment s'appuyer sur l'examen du budget de la Sécurité sociale (PLFSS) pour déposer des amendements. ■

Israël brandit la menace d'une opération terrestre au Liban

Guillaume de Dieuleveult Correspondant à Jérusalem

Le bras de fer opposant l'État hébreu au Hezbollah ne cesse de se durcir. Pour la première fois, une roquette de la milice chiite a visé Tel-Aviv.

Le bras de fer entre Israël et le Hezbollah ne cesse de se durcir. L'État hébreu cherche à pousser la milice chiite jusqu'au point de rupture. Mais, pour l'instant, cette dernière ne cède pas. L'objectif de l'opération « Flèche du nord », lancée officiellement lundi par Israël, est de sécuriser la frontière nord du pays et d'y permettre le retour de 60 000 personnes, évacuées depuis bientôt un an. Pour l'instant, Israël s'en tient à des bombardements aériens, principalement dans le sud du Liban et dans la plaine de la Bekaa, à l'est.

Mais l'armée brandit désormais la menace d'une offensive terrestre. Mercredi, son chef d'état-major, le général Herzl Halevi, a demandé aux soldats de la septième brigade blindée de se préparer à « une possible entrée » au Liban, expliquant que les bombardements aériens ont pour but de préparer l'arrivée des troupes dans le sud du Liban.

Un message identique avait été diffusé, en début d'après-midi, par le servi-

ce de communication de l'armée : une courte vidéo sur laquelle on peut voir Ori Gordin, le général commandant la région nord d'Israël, s'adresser aux officiers de la septième brigade. « Nous sommes entrés dans une nouvelle phase de la campagne. Nous devons être totalement prêts à l'action et aux manœuvres », leur intime-t-il. Dans la foulée, le haut commandement a annoncé la mobilisation de deux brigades de réservistes supplémentaires, « afin de continuer le combat contre l'organisation terroriste du Hezbollah, la défense de l'État d'Israël et pour créer les conditions permettant le retour des résidents du Nord dans leurs maisons. »

Début septembre, c'était devenu un but officiel de la guerre menée par Israël après l'attaque terroriste du Hamas, le 7 octobre 2023. Depuis, le rythme des affrontements avec le Hezbollah ne cesse de s'accélérer.

Mercredi, l'aviation israélienne a encore durement frappé au Liban. En milieu de journée, elle affirmait avoir bombardé près de 300 cibles : selon

elle, des soldats du Hezbollah, des sites de lancement de roquettes, des dépôts d'armements. Elle annonçait aussi avoir détruit 60 sites consacrés à l'observation et au renseignement. La veille, dans une frappe ciblée à Beyrouth, elle a tué le commandant de la brigade du Hezbollah chargée des roquettes.

Siège du Mossad visé

Comme pour prouver qu'il n'avait rien perdu de sa force de frappe, le mouvement islamiste a répliqué, mercredi matin, en projetant une roquette vers Tel-Aviv, où les sirènes d'alarme ont sonné à 6 h 30. D'après le Hezbollah, le tir était destiné au siège du Mossad, les services de renseignements extérieurs israéliens. La roquette a été interceptée par le système de défense longue portée « Fronde de David ».

C'est la première fois que la milice chiite tire aussi loin en Israël. Mais cela fait plusieurs jours qu'elle accroît progressivement la portée de ses attaques. Mercredi, les sirènes ont sonné dans

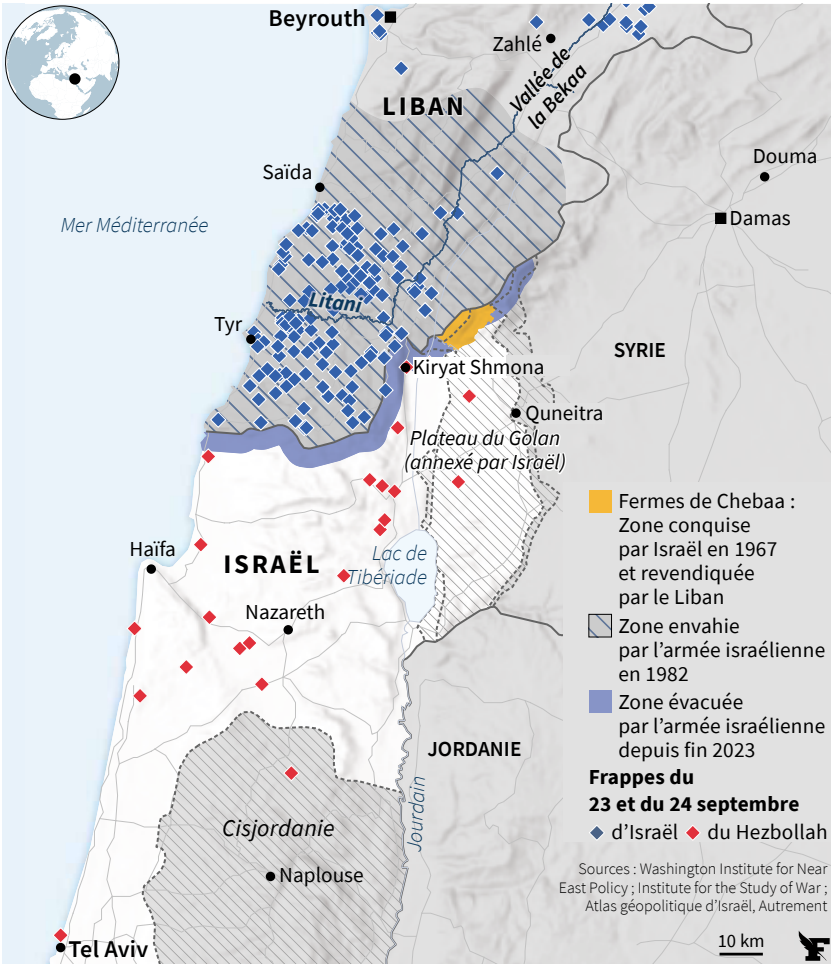
tout le nord d'Israël. Le Dôme de fer, le système de défense aérienne israélien a intercepté la plupart des roquettes, ce qui explique un bilan humain relativement faible : deux blessés dans une explosion survenue dans le kibboutz Saar, proche de Nahariya. Plus loin de la frontière, l'alarme a aussi sonné dans les villes de Rosh Pina et de Safed, vers lesquelles le Hezbollah a tiré une salve d'une quarantaine de roquettes, destinées selon lui à une base militaire.

Le Dôme de fer en a intercepté environ la moitié. Des maisons ont été frappées, sans faire de victimes, leurs habitants s'étant réfugiés dans leur *mamad*, l'abri antibombes équipant toutes les habitations récentes en Israël. La route reliant les deux villes a dû être coupée. Encore plus au sud, l'alarme a aussi sonné à Geva Carmel, non loin de l'autoroute numéro 4. C'est un axe routier très emprunté, reliant la zone industrielle de Haïfa au centre d'Israël, la région la plus peuplée du pays. Les sirènes et les explosions des intercepteurs du Dôme de fer ont entraîné une

interruption de la circulation : camions et voitures se sont arrêtés en catastrophe, leurs occupants s'allongeant à même le bitume, se couvrant la tête des mains, avant de repartir, l'alarme passée.

Cette situation alarme la Maison-Blanche, selon laquelle l'attaque du Hezbollah sur Tel-Aviv est « très inquiétante. » Les États-Unis essaient toujours de trouver une solution diplomatique au conflit. Il en existe une, sur le papier du moins : la résolution 1701 des Nations unies, prise après la guerre de 2006. Elle prévoit que le Hezbollah retire ses troupes au nord de la rivière Litani, à une quarantaine de kilomètres d'Israël. Mais elle est violée depuis des années, la milice chiite ayant au contraire intensifié sa présence tout le long de la frontière.

C'est pourquoi Israël n'accorde que peu de crédit à une solution diplomatique. Benyamin Netanyahu doit se rendre aux États-Unis d'ici à jeudi. Avant de s'envoler, il devait réunir son cabinet de sécurité. ■



La guerre sans cesse recommencée contre le voisin du nord

Georges Malbrunot

Si, depuis plusieurs semaines, l'objectif de guerre israélien au Liban est clair, les moyens pour y parvenir restent confus. Au point qu'après plusieurs jours de frappes intensives et d'audacieuses opérations d'infiltration et de liquidations des cadres du Hezbollah, qui est toutefois loin de s'être effondré, une question hante des observateurs en Israël : Tsahal tombera-t-elle une fois de plus dans le piège du borbier libanais ?

L'appareil sécuritaire israélien connaît bien son voisin du Nord pour l'avoir envahi en 1982 dans l'espoir – vain – d'éradiquer la structure combattante palestinienne de l'OLP et de son chef Yasser Arafat, que le Mossad épargna toutefois de sa vindicte avant qu'un navire français ne vienne l'extirper de Beyrouth pour l'emmener à Tunis. Mais l'entrée des chars israéliens au Liban contribua à la création sous égide iranienne du Hezbollah, « le Parti de Dieu » chiite, qui depuis n'a cessé de se renforcer, malgré deux décennies d'occupation israélienne de son bastion du Sud-Liban et une guerre de 33 jours en 2006, conclue par une sorte de match nul.

Mais depuis bientôt un an, dans le sillage de l'attaque terroriste du Hamas en Israël, la puissante milice chiite a bouleversé la doctrine fondatrice de la sécurité de l'État hébreu : c'est-à-dire porter le fer au-delà de ses frontières en occupant des portions de territoires ennemis. Or, durant cette période, 70 000 à 80 000 Israéliens menacés par les roquettes du Hezbollah ont dû quitter leur maison le long de la frontière avec le Liban.

Pour les faire revenir chez eux – c'est l'objectif de guerre israélien – « il n'y a que deux solutions, estime Randa Slim, experte au Middle East Institute de Washington, la diplomatie en vue d'un cessez-le-feu à Gaza, et une incursion terrestre de l'armée israélienne au sud du Liban. Mais les deux sont désagréables pour Netanyahu ».

Le Hezbollah cessera d'attaquer Israël si un cessez-le-feu à Gaza est conclu entre son allié le Hamas et l'État hébreu ; « pas avant », a répété jeudi son chef, Hassan Nasrallah. Benyamin Netanyahu et Yahya Sinwar, le chef du Hamas, étant opposés à une telle trêve, le feu israélien va continuer de s'abattre sur le sud du Liban et la Bekaa, les fiefs du Hezbollah, mais désormais sur les villages dans le Chouf et au nord de Beyrouth semant aussi la mort parmi des civils. Si Benyamin Netanyahu veut forcer son

ennemi à accepter ses conditions. Quelles sont-elles ? Là encore, le flou demeure, symbolisé par la formule israélienne : « redéfinir des arrangements de sécurité » à la frontière libanaise. Une formule assez vague pour laisser la diplomatie opérer.

Les derniers arrangements de sécurité, qui datent de la fin de la précédente guerre de 2006, n'ont jamais été vraiment appliqués, ni par le Hezbollah, qui ne s'est pas retiré du Sud-Liban pour y laisser la place à l'armée libanaise, ni par Israël, qui occupe toujours une minuscule portion de territoire – les Fermes de Chebaa. Les réactiver sous une forme plus robuste est l'enjeu des négociations qu'Américains et Français mènent depuis plus de six mois entre Israël et le Li-

« Il n'y a que deux solutions, la diplomatie en vue d'un cessez-le-feu à Gaza, et une incursion terrestre de l'armée israélienne au sud du Liban. Mais les deux sont désagréables pour Netanyahu »

Randa Slim Experte au Middle East Institute de Washington

ban. Mais, fidèle à sa doxa qui consiste à lier ses attaques contre Israël à la guerre à Gaza, le Hezbollah n'est prêt à ouvrir les discussions qu'une fois un cessez-le-feu conclu entre le Hamas et l'État hébreu. Bref, on tourne en rond. D'où la décision prise par Benyamin Netanyahu de « changer le centre de gravité » de sa guerre à Gaza vers le Liban. Par une réoccupation militaire du sud du pays, malgré l'opposition américaine ? Mercredi, l'État hébreu a annoncé le déploiement de deux brigades de réserve, près de la frontière avec le Liban.

Affaibli, le Hezbollah se frotte les mains, comme l'a ouvertement dit Nasrallah jeudi, en souhaitant « la bienvenue » aux soldats israéliens. En mai 2000, Ehoud Barak, le premier ministre d'alors, ordonna le retrait unilatéral de ses militaires du Sud-Liban, laissant le Hezbollah en prendre illico presto le contrôle, après y avoir mené une intense guérilla contre Tsahal et ses miliciens de l'Armée du Liban sud. En réoccupant ne serait-ce qu'une partie du Liban ou en y menant des opérations coups de poing, Israël redonnerait au Hezbollah la légitimité de résister qu'il a perdue en 2000. Le piège se refermerait aussi sur l'armée libanaise. Son état-major le redoute. C'est elle qui serait aux avant-postes face à Tsahal. Impossible de l'af-

fronter, compte tenu du rapport de force. « Le Hezbollah nous traiterait alors de collabos », s'inquiète un haut gradé à Beyrouth.

« Plus qu'un accord de sécurité qu'il sait illusoire, Netanyahu cherche à créer un no man's land jusqu'au fleuve Litani, privant le Hezbollah de tout soutien populaire », anticipe Joseph Bahout, chercheur libanais au Centre Carnegie à Beyrouth.

Une telle option ne neutraliserait cependant pas la structure militaire du Hezbollah, en grande partie cachée plus au nord du Litani, qui devrait lui permettre de résister assez longtemps à la foudre israélienne. Mais face à une Administration américaine paralysée par l'élection présidentielle de novembre, Netanyahu semble avoir le temps, pariant qu'une pression militaire accrue sur le Hezbollah finirait par lui aliéner des appuis au sein de la société libanaise. Pari déjà tenté, mais sans véritable succès. En revanche, une telle escalade risquerait de conduire le Hezbollah à recourir à ses missiles guidés de plus longue portée, capables de frapper Israël en profondeur. Pendant longtemps, leur emploi requerrait un aval iranien, que Téhéran ne semble pas prêt à donner à son allié, refusant une guerre totale contraire à ses intérêts actuels. Pour combien de temps encore ? ■

L'ONU face à son impuissance

Isabelle Lasserre

Les guerres d'Ukraine et de Gaza ont servi d'accélérateur à la contestation, par les pays du Sud, de l'ordre international dominé par les Occidentaux.

Rarement une Assemblée générale de l'ONU aura autant révélé ses divisions et son impuissance, voire son incapacité à faire face aux défis qui se couent la gouvernance mondiale. « *La majorité des pays du Sud ne soutiennent pas la vision des États-Unis au Moyen-Orient et ne sont pas derrière Israël... Et puis, la Chine et la Russie sont en embuscade dans la guerre d'influence mondiale* » : pour son dernier discours devant l'Organisation des Nations unies, Joe Biden a acté la disparition du système international issu de la Seconde Guerre mondiale en même temps qu'il a reconnu l'affaiblissement des États-Unis comme leader de l'ordre mondial.

Le président américain aurait pu prononcer les mêmes mots sur l'Ukraine : l'invasion russe de février 2022 a souligné l'inefficacité de ce qui était jusqu'à l'organe de décision le plus important du monde, comme l'échec des États-Unis à imposer leur vision du conflit hors de l'Europe. L'ONU est devenue inaudible sur les grands conflits. Elle a été incapable de prendre des mesures collectives suffisamment efficaces pour arrêter la guerre russe en Ukraine. Elle n'a pas réussi à mettre un terme à la guerre civile au Soudan. Son système de gouvernance a été mis à rude épreuve par les conflits au Moyen-Orient.

« La majorité des pays du Sud ne soutiennent pas la vision des États-Unis au Moyen-Orient et ne sont pas derrière Israël... Et puis, la Chine et la Russie sont en embuscade dans la guerre d'influence mondiale »

Joe Biden

Président des États-Unis

Elle oublie parfois ses valeurs. En juin, lors d'une réunion sur l'Afghanistan organisée au Qatar, l'ONU a cédé aux conditions des talibans, qui exigeaient qu'elle se tienne sans les femmes et sans que soit même évoqué leur sort, alors qu'elles sont victimes d'un « *apartheid* » dans leur pays... Selon l'ONU, l'organisation reste également silencieuse sur le sort des femmes iraniennes. En 1960, de Gaulle raillait le « *machin* » qui avait succédé à la Société des Nations. Aujourd'hui, les rapides changements de rapports de force dans le monde menacent l'ONU dans ses fondements mêmes.

Miné par les divisions de ses cinq membres permanents, les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, le Conseil de sécurité de l'ONU a systématiquement échoué dans sa capacité à mettre fin aux grands conflits, au point qu'il ressemble aujourd'hui davantage à un théâtre politique où s'affrontent les grandes puissances qu'à un organe de décision. La Chine et la Russie utilisent depuis longtemps leur veto pour protéger leurs intérêts ou régler leurs conflits avec leurs voisins.

Pour Emmanuel Macron, « il ne peut pas et il ne doit pas y avoir de guerre au Liban »

Emmanuel Macron a exhorté Israël à « *cesser l'escalade au Liban* » devant le conseil des Nations unies, à New York, ce mercredi 25 septembre. « *Il ne peut pas et il ne doit pas y avoir de guerre au Liban* », a-t-il clamé à la tribune. « *Le risque principal (au Proche-Orient) est celui de l'escalade. Le Hezbollah prend depuis trop longtemps le risque insoutenable d'entraîner le peuple libanais dans la guerre* », a-t-il déclaré. Et de poursuivre : « *Nous agissons pour faire émerger une voie diplomatique*

Mais, depuis la guerre en Ukraine, qui comme le conflit à Gaza a servi d'accélérateur à l'effondrement du système international, ces deux pays bloquent toutes les actions globales aux Nations unies. Moscou a cessé toute coopération avec l'Occident sur des sujets jadis considérés comme étant des zones d'intérêts mutuels nécessitant des actions de coopération, comme les efforts pour entraver les avancées du programme nucléaire iranien. La Russie bloque les initiatives américaines pour imposer de nouvelles sanctions contre les milices qui font du nettoyage ethnique au Soudan. La Chine entrave les tentatives d'établir une mission de maintien de la paix à Haïti. Pékin et Moscou s'opposent à la création d'un nouveau traité de l'ONU contre les crimes contre l'humanité. « *Le pire pour nous est-il de ne pas réussir à faire voter des textes, ou de faire voter des textes qui ne servent à rien ?* », résumait récemment un haut diplomate français en parlant de l'action de son pays au Conseil de sécurité...

Les différentes agences de l'ONU ne se portent guère mieux. La principale organisation d'aide aux Palestiniens, l'UNRWA, est dans le collimateur d'Israël depuis que plusieurs de ses employés ont été accusés d'implication dans les pogroms perpétrés le 7 octobre par le Hamas contre l'État hébreu. La Cour internationale de justice et la Cour pénale internationale sont elles aussi considérées comme partiales par les Américains et les Israéliens pour leurs actions menées contre Israël, à la suite des atrocités perpétrées ces derniers mois par Tsahal contre des civils à Gaza. Les agences de l'ONU peinent de plus en plus à produire des solutions. Elles ne sont plus que le reflet des divisions du monde.

Les blocages du Conseil de sécurité étaient déjà la règle pendant la guerre froide. Mais l'impuissance de l'ONU reflète aujourd'hui l'accélération des changements du monde et le fossé grandissant qui oppose le « Sud global » à l'« Occident collectif », notions imparfaites, mais qui révèlent néanmoins la réorganisation du système international. Dominé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale par un Occident en perte de vitesse, il est ouvertement contesté par les pays du Sud, qui veulent transformer leur poids économique grandissant en influence politique. Au sein de ce « Sud global », plusieurs pays ont pris la tête d'une confrontation ouverte avec l'Occident, visant à redistribuer la puissance au détriment des États-Unis et de l'Europe : la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord.

Porteurs d'un autre modèle, celui d'une gouvernance autoritaire, ils accusent l'Occident de mener une politique de « *deux poids deux mesures* » dans les grandes crises internationales. Ils montrent du doigt les États-Unis et leurs votes pour protéger Israël à l'ONU. Désireux de « *corriger l'histoire* », ils manifestent leur mépris de la charte des Nations unies, des références universelles, des systèmes basés sur les droits de

pour épargner les vies civiles (...)

Nous appelons Israël à cesser les frappes au Liban et le Hezbollah à cesser ses tirs, a-t-il déclaré.

Le chef de l'État a également évoqué Gaza estimant qu'« *Israël a le droit légitime de protéger les siens*.

Pour autant, la guerre qu'Israël mène à Gaza n'a que trop duré (...)

Il faut que le cessez-le-feu vienne au plus vite. C'est une question de volonté politique », a-t-il aussi martelé à la tribune. **S.T.**



Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'est adressé à l'Assemblée générale de l'ONU, mercredi, à New York.

MIKE SEGAR/REUTERS

l'homme et la démocratie. Les liens de ces puissances révisionnistes ont été resserrés par les guerres en Ukraine et au Proche-Orient. Mais la désaffection à l'égard des principes de l'ONU avait déjà été encouragée par Donald Trump, dont le mépris des organisations internationales et des systèmes d'alliances multilatérales, avait contribué à décomplexer la parole des pays émergents. C'est l'ancien président américain, en effet, qui avait retiré son pays de

l'accord sur le climat de Paris et de l'accord sur le nucléaire iranien.

Les nouveaux concurrents des pays occidentaux multiplient les initiatives *ad hoc* hors du cadre de l'ONU. Certains ouvrent des pourparlers avec les talibans ou esquissent des plans de paix pour l'Ukraine. D'autres tentent de consolider le pouvoir nouveau du groupe des Brics, qui essaient de constituer un contre-pouvoir face aux Occidentaux. « *Ce n'est plus à l'ONU que les choses se passent*.

C'est en partie notre faute : nous n'avons pas su réformer la gouvernance mondiale », reconnaît un responsable français.

La Société des Nations n'avait pas survécu à la Seconde Guerre mondiale. L'ONU réussira-t-elle à se transformer suffisamment pour résister à celles d'Ukraine et du Proche-Orient ? Dans un cas comme dans l'autre, le nouveau rapport de force mondial en train d'être dessiné par le XXI^e siècle, sera moins favorable à l'Occident. ■



LIBRE
DE FAIRE
LE TOUR DE
L'ACTU

PIERRE DE VILNO
19H - 21H
EUROPE 1 SOIR

Europe 1



Pékin a testé un missile intercontinental

Sébastien Falletti Correspondant en Asie

La Chine a lancé son premier ICBM au-dessus du Pacifique depuis 1980, alors qu’une purge secoue sa force stratégique.

Dans la «grammaire» de la dissuasion nucléaire, chaque virgule compte. En testant un missile balistique intercontinental (ICBM) au-dessus du Pacifique ce 25 septembre, la Chine a envoyé un message oblique aux États-Unis. Le régime communiste signale sa détermination à relever le défi stratégique de la première puissance mondiale sur le théâtre décisif de leur bras de fer au long cours.

L’Armée populaire de libération (APL) a lancé «avec succès» à 8h44 un engin équipé «d’une ogive factice d’entraînement» en «haute mer», a annoncé le ministère de la Défense. Le «missile balistique intercontinental» est tombé «avec précision dans la zone maritime prédéterminée», ajoute le communiqué, sans révéler sa trajectoire, s’il a flirté avec la base américaine de Guam, ni son point de départ. Il s’agit a priori d’un lancement terrestre, plutôt que depuis un sous-marin, puisqu’il a été conduit

par «l’unité des fusées», fer de lance de la force stratégique chinoise, aujourd’hui secouée par une purge implacable.

Pékin évoque un essai de «routine», qui ne «vise aucun pays», et précise que les nations riveraines ont été informées. Il s’agit pourtant bien d’une première depuis plus de quatre décennies, lorsque la République populaire avait testé un rudimentaire DF5, en 1980, au sortir de l’ère maoïste. Si la deuxième puissance mondiale teste régulièrement des missiles en mer de Chine méridionale, ou dans le désert du Xinjiang, elle n’avait jamais envoyé un engin aussi loin vers le Pacifique. Hormis des fusées à vocation spatiale, ou un rare test d’un missile hypersonique en 2021, qui aurait accompli le tour de la Terre avant de s’écraser sur le territoire de l’empire du Milieu. Les militaires chinois pourraient avoir testé cette fois le DF 41, d’une portée d’environ 12000 km, capable de frapper le territoire américain.

Les experts s’interrogent sur la signification de ce grand bond en avant

balistique, sur le plan diplomatique, comme intérieur. «La Chine travaille à la crédibilité de sa dissuasion», juge Mathieu Duchâtel, à l’Institut Montaigne. Ce coup d’éclat survient dans un contexte tendu avec Washington, et réaffirme la volonté affichée du dirigeant chinois à combler son retard en matière balistique face aux États-Unis, et à la Russie, avec Taïwan en ligne de mire.

Brutales purges

Pékin compte plus que doubler son arsenal nucléaire d’ici à la fin de la décennie, selon les calculs du Pentagone, qui a tiré la sonnette d’alarme dans un rapport en 2022. Le nombre de têtes nucléaires, estimé aujourd’hui à 410, devrait bondir à 1000 en 2030, et à 1500 en 2035, toujours loin derrière Moscou (5889) et Washington (5500).

Xi a reçu en août Jake Sullivan, le conseiller à la sécurité nationale de Joe Biden, rappelant ses lignes rouges au sujet de l’île démocratique, que le régime communiste compte «réunifier» au

continent. Ce test s’inscrit dans un «programme annuel d’entraînement de routine», augurant d’une nouvelle normalité, et de possibles autres essais à venir. Comme un indice d’une posture atomique plus musclée, alors que la doctrine de Mao réserve la bombe à un usage purement défensif.

La signification politique intérieure pourrait être essentielle, alors que l’unité des fusées est dans la tourmente depuis 2023, ciblée par une brutale campagne anticorruption faisant rouler les têtes. Cet essai vient affirmer que la modernisation à marche forcée de l’APL décrétée par le tout-puissant chef de la Commission militaire centrale se poursuit, en dépit des brutales purges qui ont fait tomber deux ministres de la Défense. «Le message en interne ne doit pas être négligé : il s’agit de démontrer que les purges en cours ne portent pas atteinte aux capacités opérationnelles», analyse un ancien militaire, fin connaisseur de l’APL.

La mise au jour de failles embarrassantes dans le dispositif balistique aurait

précipité la purge, en pleine escalade des tensions avec Washington, avaient révélé les services de renseignements américains, au début de l’année. Des réservoirs d’engins remplis d’eau au lieu de carburant et des couvercles de silos défectueux empêchant le lancement des ICBM ont notamment été recensés, sonnant l’alarme à Pékin, selon Bloomberg. Au point de ralentir le calendrier ambitieux du dirigeant, et de potentiellement repousser une éventuelle opération dans le détroit de Taïwan, s’interrogent les spécialistes.

Cette reprise en main signale la détermination de Xi à nettoyer le «cancer» de la corruption chez les galonnés, obstacle à la montée en gamme d’une APL qui doit être en mesure de «gagner des guerres», selon le dirigeant. Le test d’un ICBM au-dessus du Pacifique vient réaffirmer que l’agenda présidentiel est sur les rails, quelques semaines avant l’élection américaine, aux lourdes implications sur les relations entre Pékin et Washington. ■

Au large des Philippines, la Chine provoque les États-Unis

Lancée à haute vitesse, la proue blanche du puissant navire des garde-côtes chinois coupe la trajectoire du BRP *Teresa Magbanua*. La coque racle bruyamment celle du plus moderne des bateaux de la flotte philippine. Quelques minutes plus tard, l’étrave griffée du numéro 5205 éperonne la poupe de son adversaire, laissant une déchirure de 90 cm, tout proche du pont d’envol des hélicoptères, montrent les vidéos filmées à bord.

À trois reprises, les navires de la Chine sont entrés en collision avec ceux de leur voisin d’Asie du Sud-Est, ce 31 août, aux abords de Sabina Shoal, à 140 kilomètres au large de l’île de Palawan, dans l’archipel des Spratley. Ce banc de sable affleurant des eaux cobalt est le nouvel abcès de fixation des tensions en mer de Chine méridionale, sous le regard anxieux des États-Unis dans la dernière ligne droite de leur campagne électorale.

Manille a déployé dans ce lagon tropical l’imposant *Teresa Magbuana*, long de 97 mètres, redoutant que la deuxième puissance mondiale n’en prenne le contrôle pour y bâtir une structure permanente au cœur de sa zone économique exclusive (ZEE), à plus de 1200 km de l’île chinoise de Hainan. Pékin accuse les Philippines des mêmes intentions, et de «violenter» sa souveraineté en «jouant les victimes» alors qu’ils sont «les véritables fauteurs de troubles», selon le *Quotidien du Peuple*. «Notre tolérance a des limites. Les Philippines doivent évacuer leur navire de Xianbin Jiao (le nom chinois du banc, NDLR) dès que possible», avait prévenu Wu Qian, porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, le 29 août, promettant des «contre-mesures».

Signe de la détermination de Pékin, dix navires chinois ont encerclé le BRP *Teresa Magbanua*, tel un essaim, selon les images dévoilées par le commandant des garde-côtes philippins, Jay Tarriela. Outre trois navires de garde-côtes, et cinq de la «milice maritime» communis- te, on distingue la présence, rare, de deux remorqueurs. De quoi nourrir la menace d’une opération inédite de remorquage par la force du bateau, qui marquerait un nouveau cran dans l’escalade. «Les choses deviennent sérieuses en mer de Chine du Sud. Les Chinois sont prêts à pousser leur tactique de zone grise jusqu’aux limites, juste en dessous du seuil qui déclencherait une intervention américaine. Ils veulent rappeler aux Philippines leur supériorité», juge Richard Heydarian, professeur à l’université des Philippines. Manille a réussi à rapatrier au port son navire pour des réparations, mais promet de défendre bec et ongles sa souveraineté.

L’empire du Milieu revendique 90 % de la mer de Chine méridionale, s’asseyant sur la convention sur le droit de la mer de l’ONU (Unclos) et un jugement du Tribunal international de La Haye, en 2016, qui avait démenti ses «droits historiques» sur la zone. Cette «ligne aux dix traits» est un contentieux toujours plus brûlant avec les pays riverains, le Vietnam, la Malaisie ou l’Indonésie, ainsi que



Un navire des garde-côtes chinois (à gauche) entre en collision avec le navire des garde-côtes philippins BRP *Teresa Magbanua* près de l’atoll de Sabina Shoal, dans la mer de Chine méridionale, le samedi 31 août. PHOTO TIRÉE D’UNE VIDÉO FOURNIE PAR LES GARDE-CÔTES PHILIPPINS/AFP

Washington, qui patrouille régulièrement la zone sous la bannière de la «liberté de navigation».

Ce bras de fer en haute mer attise le risque d’un dérapage lourd de conséquence, alors que les États-Unis sont liés par un traité de défense les engageant à voler au secours de l’archipel de 115 millions d’habitants en cas d’agression. Le Pentagone vient d’offrir une nouvelle réassurance à son allié fin août en proposant d’escorter les navires de garde-côtes philippins pour dissuader tout harcèlement. «L’escorte d’un navire est une option raisonnable» et qui rentre dans le cadre du traité de défense, a déclaré l’amiral Samuel Paparo, le chef du commandement militaire indo-pacifique en visite sur place. Il a, depuis, eu un échange «constructif» par vidéoconférence avec le général Wu Yanan, commandant du théâtre méridional de l’APL, mettant en garde contre les actes de «coercition» de la marine chinoise.

Le traité conclu en 1951 couvre aussi bien les navires de guerre que les «coques blanches» des garde-côtes, avait déjà clarifié l’Administration de Joe Biden, dans un avertissement à la marine chinoise. Le commandement américain «surveille étroitement» ce regain de tensions, juge un spécialiste militaire de la zone, à la merci d’un accrochage dans la dernière ligne droite de la campagne électorale entre Donald Trump et Kamala Harris. Un incident entraînant la mort d’un marin philippin pourrait enclencher une crise diplomatique-militaire entre les deux premières puissances mondiales.

Manille a pour le moment décliné cette



offre, préférant mener seul sa défense, mais ne s’interdit pas des opérations conjointes avec des pays partenaires pour dissuader Pékin, comme elle l’avait fait au printemps lors de l’exercice Balikpapan, aux côtés des marines américaine et australienne. Les Philippines «restent en charge de leur propre défense en mer de Chine du Sud», a confirmé le Pentagone, tout en réaffirmant son rôle de «conseil» durant cette période tendue.

Le régime communiste a fustigé les réassurances des États-Unis, les accusant d’encourager les «provocations». «Aucun pays ne fait plus pour semer le trouble et saper la paix et la stabilité»

dans la région, a martelé Wu, jurant que la Chine ne céderait pas aux «intimidations».

Les alliés peinent à déjouer les tactiques de Pékin, qui use d’un large éventail d’outils offensifs allant des garde-côtes aux «milices maritimes» en passant par des pêcheurs, en restant scrupuleusement sous le seuil de l’action militaire. «Les Américains réalisent les limites du statu quo et du traité de défense. Mais les Philippines gardent l’option américaine en ultime ressort. Ils veulent démontrer aux pays d’Asie du Sud-Est qu’ils ne sont pas inféodés à l’Oncle Sam», juge Richard Heydarian. Et contre la propagande chinoise qui dénonce une vassalisation sous la houlette du président Ferdinand Marcos Jr.

Les frictions au large de Sabina Shoal sont un prolongement de celles de Second Thomas Shoal, à soixante kilomètres de là, un banc de sable disputé de longue date, où la marine philippine a échoué le BRP *Sierra Madre*, un vieux navire de guerre pour faire office de garnison face aux prétentions de son imposant voisin. Plusieurs incidents entraînant des collisions ont eu lieu cette année, les garde-côtes chinois empêchant le ravitaillement de ce ratiot rouillé symbole de la résistance philippine.

Après un fragile compromis annoncé en juillet, les tensions se sont déportées vers Sabina Shoal, point d’appui pour les garde-côtes philippins face à l’imposante base chinoise de Mischief Reef. Un récif transformé en île artificielle désormais doté d’une piste d’atterris-

sage et de puissants radars, sous le règne de Xi Jinping. L’ancienne colonie américaine veut prévenir un nouveau fait accompli, comme à Scarborough Shoal, atoll poissonneux dont les navires chinois ont pris le contrôle en 2012, sous le regard timoré de l’Administration de Barack Obama.

Rompant avec son prédécesseur Rodrigo Duterte, Marcos Jr, élu en 2022, affiche sa détermination à défendre la souveraineté de l’archipel, surfant sur un sentiment populaire antichinois

«La Chine se fiche de sa mauvaise réputation. Elle contrôle le rythme de l’escalade. Elle sait que les Américains ne veulent pas d’une crise en pleine campagne électorale»

Evan Laksmana

Expert à l’International Institute for Strategic Studies basé à Singapour

grandissant. Le fils du dictateur, mise sur la communication pour «exposer» au grand jour la «coercition» chinoise, en vue de rallier des soutiens diplomatiques internationaux, plutôt qu’une réplique par la force. Manille mise sur la «transparence» et se garde même de répondre aux agressions des puissants canons à eau de l’adversaire, pour endosser le rôle de «David face au Goliath» communiste.

Cette stratégie de «victimisation» a accru la visibilité d’un contentieux ancien et récolté de nouveaux soutiens diplomatiques, notamment en Europe. Mais elle peine à enrayer l’avancée chinoise sur les flots, «exposant les limites de la stratégie philippine», note Evan Laksmana, expert à l’International Institute for Strategic Studies. «La Chine se fiche de sa mauvaise réputation. Elle contrôle le rythme de l’escalade. Elle sait que les Américains ne veulent pas d’une crise en pleine campagne électorale», ajoute l’expert basé à Singapour. Le dossier a été au cœur de la visite à Pékin de Jake Sullivan, le conseiller à la Sécurité nationale de Biden fin août. Le régime peut s’appuyer sur une nette supériorité en nombre de navires pour défier son voisin jusqu’aux abords de ses côtes, tout comme sur une influence économique sans rival.

Dans la majestueuse baie de Manille, des dizaines de barges draguent le fond pour bâtir des polders, et des futurs projets immobiliers, juste en face de l’ambassade des États-Unis. Elles appartiennent à une entreprise chinoise d’ingénierie visée par des sanctions américaines, et ayant participé à la construction des îles artificielles, défiant la souveraineté de l’archipel. Comme un symbole de la puissance du dragon, fort d’un commerce bilatéral de 41 milliards de dollars, soit le double de celui des États-Unis. ■

S.F. (CORRESPONDANT EN ASIE)

Tempête Boris : les inondations ont été amplifiées par le changement climatique

Alissa de Chassey

Une étude souligne l'impact du réchauffement sur l'intensité de l'événement météorologique qui a frappé l'Europe centrale.

On compte 24 morts et des dizaines de disparus après le passage de la tempête Boris en Europe centrale, qui a commencé le 14 septembre. L'Union européenne a déjà promis de débloquer 10 milliards d'euros en aide aux pays touchés (Pologne, Roumanie, Hongrie, Autriche, République tchèque et Allemagne). Habitations ravagées, ponts écroulés ou rupture de barrage, les conséquences sont très lourdes. Même si le phénomène météorologique est bien naturel, une étude rapide de la WWA (World Weather Attribution) avec la contribution de 24 chercheurs, pointe du doigt l'influence du changement climatique sur son amplitude et son intensité.

La tempête Boris a été déclenchée par une goutte froide, une poche d'air froid d'origine polaire située à plus de 5 000 m d'altitude, qui a rencontré un air chaud et humide au-dessus de la mer Méditerranée, puis, en suivant son chemin, au-dessus de la mer Noire. La dépression qui s'est formée a été entravée par un anticyclone puissant situé sur la Russie, ce qui a entraîné un cumul extrême de précipitations, s'abattant ensuite sur toute l'Europe centrale.

Ce que révèle l'étude, qui s'est concentrée sur les 4 jours les plus intenses de la tempête Boris, du 12 au 15 septembre, c'est que le réchauffement climatique a augmenté le volume des précipitations, en accroissant la quantité de vapeur d'eau transportée

« Tant que le pétrole, le gaz et le charbon ne seront pas remplacés par des énergies renouvelables, des tempêtes comme celle de Boris déclencheront des pluies encore plus fortes, provoquant des inondations qui paralyseront l'économie »

Dr Joyce Kimutai Chercheuse au Grantham Institute à Londres

par la goutte froide, au contact des eaux chaudes de la Méditerranée et de la mer Noire, qui atteignent en ce moment des températures records. Ce phénomène a « créé la tempête parfaite », décrit la Dr Joyce Kimutai, chercheuse au Grantham Institute (Londres) qui a participé à l'étude. Pour les chercheurs, il s'agit des plus fortes précipitations jamais tombées sur l'Europe centrale. Le réchauffement climatique impacte l'ensemble de la planète, mais ses effets sont particulièrement forts en Europe. Selon les données de 2024 issues de Copernicus, les températures moyennes mondiales ont augmenté de 1,3 °C par rapport au début de la période industrielle, tandis qu'en Europe, cette augmentation atteint 2,3 °C.

Sauf qu'au niveau de la mer Méditerranée, l'augmentation est encore plus significative. Davide Faranda, directeur de recherche au CNRS en sciences du climat, parle « d'une augmentation de 5 °C à 7 °C concernant la mer Méditerranée, donnant une température en surface proche des 30 °C avant le passage de la goutte froide. Cela a rendu la dépression de la tempête Boris plus profonde. » Les chiffres de l'étude de la WWA sont alarmants : le changement climatique aurait rendu les récentes pluies diluviennes deux fois plus probables et jusqu'à 7 % plus intenses. Une étude française de même type réalisée en partie par le CNRS, ClimaMeter, annonce quant à elle une augmentation d'intensité de 20 %. La WWA a comparé grâce à des modèles météorologiques de pointe l'impact de la tempête Boris sur un monde plus froid de 1,3 °C. Des dommages conséquents auraient de toute façon été constatés mais avec une intensité et une quantité de pluie plus réduites. « L'impact du changement climatique et du réchauffement est avéré », alerte Davide Faranda.

« Tant que le pétrole, le gaz et le charbon ne seront pas remplacés par des énergies renouvelables, des tempêtes comme celle de Boris déclencheront des pluies encore plus fortes, provoquant des inondations qui paralyseront l'économie », avertit Joyce Kimutai. Les gaz à effet de serre résultant de la production d'énergie fossile réchauf-

fent l'atmosphère au-dessus des continents, mais aussi les mers et les océans.

« Dans l'idée qu'on atteindra un jour un réchauffement à +2 °C, on peut dire que ces événements vont continuer à être plus fréquents et plus intenses », indique la Dr Friederike Otto, chercheuse au Grantham Institute à Lon-

dres et l'une des auteurs de la récente étude du WWA. « Les prochaines régions touchées ne seront peut-être pas exactement les mêmes, mais on sait que l'Europe centrale restera particulièrement touchée par ce type de phénomène. » Alors que faire ? Davide Faranda insiste sur l'urgence de la réduction des émissions de gaz à effet de serre,

mais rappelle qu'il faudra aussi faire d'importants efforts d'adaptation pour résister aux futures catastrophes naturelles. « On réfléchit avec différents acteurs, pas uniquement entre climatologues, mais aussi avec les acteurs locaux. Il faut adapter les transports, le tourisme, l'agriculture... », explique le scientifique. ■



Le passage de la tempête Boris, qui avait fait monter le niveau de l'eau jusqu'au premier étage des habitations mi-septembre, a dévasté les rues de Klodzko, dans le sud-ouest de la Pologne. ADRIEN SARLAT

Le sud-ouest de la Pologne traumatisé par la montée des eaux

Adrien Sarlat
Klodzko

Autour des élégantes bâtisses colorées de Klodzko, un paysage de désolation. Les maisons de poupées vertes, roses et jaunes de la vieille ville typiquement polonaise côtoient les débris, les tas de boue et de déchets qui jonchent les rues. Le long des routes, les panneaux arrachés se mêlent aux amas de déchets informes que les inondations ont traînés ici et là. Dans cette petite ville à la frontière polono-tchèque, le passage de la tempête Boris a fait monter le niveau de l'eau jusqu'au premier étage des habitations mi-septembre.

Essoufflée, Barbara Glinska s'appuie sur son balai pour souffler un instant. Depuis trois jours, elle s'attelle à débayer son hôtel-restaurant, que les eaux avaient complètement submergé. « Toute la cuisine et la partie restaurant au rez-de-chaussée ont été inondées. L'eau est montée jusqu'au premier étage, donc les cinq chambres qui s'y trouvaient sont aussi détruites », raconte la patronne, l'air fatigué, entre les murs décrépis de sa salle de réception.

Comme tous les sinistrés de Klodzko, elle peut compter sur des volontaires venus de toute la Pologne pour l'aider à vider son établissement. Partout dans les rues, ils s'activent avec ferveur pour débayer les habitations et les commerces dévastés par les eaux. Le long des rues s'entassent de l'électroménager, des fauteuils, des canapés encore humides et tachés de boue et

tout un tas d'autres vestiges de la vie quotidienne réduits en miettes et noircis par la tourbe.

« Ça crève le cœur de voir la ville où je suis née, où j'ai mes amis, ma famille, dans cet état », regrette Sandra, sans se départir de son énergie et de sa bonne humeur. La trentenaire qui habite aujourd'hui aux Pays-Bas a revêtu sa combinaison orange et attaché ses cheveux pour porter assistance aux sinistrés dans sa ville natale. « Je suis venue pour le week-end chargée de vivre pour les habitants, mais je ne pouvais pas rester plus longtemps car j'ai un enfant en bas âge », glisse-t-elle. « Ici tout le monde s'entraide, on partage une miche de pain pour les repas, tout se fait dans la tradition polonaise. » Le temps d'une courte pause, elle plaisante avec Mateusz, un soldat de 25 ans venu d'un village alentour pour aider de sa propre initiative. « En militaire comme en civil, partout où on a besoin d'aide, je suis là pour offrir la mienne. »

Cet esprit de solidarité redonne de l'espoir à Barbara. L'hôtière pense déjà à la réouverture de son établissement pour trouver de la motivation. « Certes ce serait plus facile de vendre et de partir en courant. Mais non, je vais rester », assure-t-elle les yeux humides.

C'est la troisième fois que la vallée de Klodzko est inondée depuis la fin du communisme, et ici, chacun a en tête les « inondations du millénaire » de 1997, qui avaient englouti Wrocław, la capitale régionale. À l'époque, elles avaient coûté la vie à 56 personnes. Mais pour les Dudek, le passage de la tempête Boris a été encore plus destructeur. Cette famille d'agriculteurs

vit aux abords de Łądek-Zdrój, une petite ville de montagne elle aussi ravagée par la tempête, qui a pris ici des airs de déluge. « L'eau est montée jusqu'au toit de la maison. Les machines ont été inondées, toute la grange a été retournée. Il n'y a pas de mots pour décrire tout ça, c'est un massacre », se désole Bogusław, impuissant. Son terrain, situé plus en hauteur, a échappé à la montée des eaux, mais la maison et l'exploitation de son frère, à flanc de rivière, ont été complètement submergées.

« Ça peut mener à des épidémies »

Sur son terrain, ses machines agricoles sont éparpillées en pièces détachées dans le sol boueux. Et de l'autre côté du cours d'eau, les 6 hectares d'avoine, de blé, de sarrasin et d'orge, que la famille cultivait ont été noyés. Jerzy et son fils Wojciech n'ont pu sauver que deux tracteurs en s'enfuyant dessus. « Pour l'instant on n'a pas encore pensé à l'avenir car l'ampleur de la tragédie est si grande qu'on ne sait pas par où commencer », résume Wojciech dépit, dont le père est « détruit psychologiquement ».

Autour d'eux de nombreuses autres fermes ont aussi souffert. À quelques kilomètres de là, l'eau a fait irruption dans la grange où Rafal avait entreposé 50 tonnes de blé. Une semaine après la décrue, il ne sait pas quoi faire de sa récolte qui dégage de plus en plus de chaleur à mesure qu'elle pourrit. « Les pompiers m'ont conseillé de l'éparpiller dans des champs, car si je le laisse dans la grange, elle risque de prendre feu. » Comme de nombreux céréaliers polonais, il s'était déjà trouvé en difficulté

avec l'afflux de grains ukrainiens au début de l'année. « C'était difficile, et maintenant c'est pire », lâche le trentenaire, le regard sombre.

Si les habitants de la région en sont à constater les dégâts, dans certaines villes jusqu'ici épargnées, le cauchemar des habitants ne fait que commencer. Les décrues dans la vallée de Klodzko ont gonflé le lit de l'Oder, le principal fleuve de Basse-Silésie, menaçant d'autres localités de crues de retard. À Brzeg, le pic des inondations est arrivé vendredi dernier, soit une semaine après les premières pluies, alors même que le soleil brillait sur la ville. L'eau du fleuve a inondé des terrains et des maisons sur 50 cm malgré la mobilisation des pompiers et de l'armée pour tenter de sécuriser les digues.

Mais si les habitants de la rue Olawska ont les pieds dans l'eau, c'est que les crues du fleuve ont fait exploser les canalisations du quartier. Leurs eaux marron et odorantes se sont déversées dans le jardin de Danuta et ont envahi sa cage d'escalier. « Tout ça ce sont des excréments, c'est plein de bactéries. Il y a des enfants qui vivent dans l'immeuble, ça peut mener à des épidémies. Et surtout, cette eau empest vraiment ! Si personne ne fait rien, elle pourrait rester jusqu'au printemps », se scandalise-t-elle.

Alors qu'aujourd'hui, certaines villes du Sud-Ouest, dont les ponts ont été arrachés par la tempête, restent coupées du monde, les risques de crues continuent de remonter l'Oder. Plus d'une semaine après le passage de Boris, la tempête n'a pas fini de faire des dégâts en Pologne. ■

Basket : Fauthoux, le bouillant « Petitou » à la tête des grands Bleus

Christophe Remise

L'ancien meneur de Pau succède à Vincent Collet sur le banc de l'équipe de France, vice-championne olympique.

Deux salles, deux ambiances. Après quinze ans de mandat de Vincent Collet, avec le succès que l'on sait, la Fédération française de basket (FFBB) a choisi de confier les rênes des Bleus à Frédéric Fauthoux, 51 ans. Un technicien, « ému » et qui s'est dit « béni » lors de sa première prise de parole, mercredi, qui ne pourrait pas être plus différent de son prédécesseur. « Freddy est beaucoup plus dans l'expression, il est agité sur le banc, très expressif, il pique des colères », décrit l'ancien sélectionneur Claude Bergeaud, qui a entraîné le bouillant Fauthoux à Pau et en sélection. « À part une ou deux fois, vous ne me verrez pas déborder. Par match ? Par saison. (Rires) », s'amuse l'intéressé, désireux de mettre en place un « basket total » et qui, après la médaille d'argent aux Jeux olympiques de Paris 2024, veut « maintenir la sélection au plus haut niveau mondial ».

« C'est quelqu'un d'extrêmement festif, jovial, simple, accessible et abordable. Il a des valeurs familiales qui ont toujours prôné la proximité des gens, l'amour des gens. Il est très agréable à vivre. Et il a l'amour de la vie, il rigole tout le temps », décrit encore Bergeaud, qui a vu le jeune Fauthoux faire ses premiers pas à Pau, à son retour de l'Insep. « J'ai très vite été impressionné par sa main, son tir, il était déjà entreprenant dans sa façon de jouer malgré un physique modeste. C'était un meneur à l'ancienne, mais il pouvait être utilisé pour faire peur par son adresse », ajoute-t-il. Légende béarnaise et homme d'un seul club, Pau, de 1990 à 2007, Fauthoux n'a pas toujours été installé dans le costume de numéro 1, souvent

mis en concurrence, mais toujours précieux, gagnant, leader et même capitaine à la fin. Plus de 800 matchs, sept titres de champion de France, trois Coupes de France, 47 sélections en Bleu. Cela pose le personnage.

« La force de Freddy, c'est d'être dans le présent, dans la tête des joueurs et de ce qu'ils ressentent, parce qu'il est encore joueur dans son esprit. Il a toutefois adopté une attitude en termes de hiérarchie, c'est le patron, c'est lui qui décide »

Claude Bergeaud
Ancien sélectionneur des Bleus

L'histoire aurait toutefois pu être différente. Président palois jusqu'en 2008, Pierre Seillant l'avait « imposé contre vents et marées en 1990 à l'entraîneur de l'époque, Michel Gomez, qui ne souhaitait pas le garder dans l'effectif ». Celui qui lui a trouvé le surnom de « Petitou » a eu raison d'insister, se souvenant d'un « joueur intelligent, un "clutch player" qui n'hésitait pas à prendre et à mettre le shoot qu'il fallait en fin de match ». Meneur pur jus, adresse, caractère, sa fille Marine lui ressemble. « Quand on dit que les chiens ne font pas des chats, c'est le cas. C'est Fred en fille ! », s'amuse Pierre Seillant à propos de l'internationale tricolore de 23 ans, argentée à Paris 2024 sous les ordres de Jean-Aimé Toupiane, par ailleurs reconduit dans ses fonctions.



Laquelle Marine Fauthoux a fait ses premiers pas à l'Elan Pau Nord-Est, là où son papa a débuté comme entraîneur, en Nationale 3 (5^e division), en 2013. Reconversion qui n'a surpris personne. Adjoint aux sports à la mairie de Pau à partir de 2008, il s'est toujours intéressé à la formation. « Il venait voir les matchs des espoirs, il transférait des choses aux entraîneurs d'Horsarrieu et il y allait même le mercredi après-midi pour s'occuper de l'école de basket », raconte Bergeaud, qui l'avait placé à Pau Nord-Est. « Première année, coup de maître, il monte en N2. Parallèlement, il s'occupait des benjamins, où était son

frère ». Suite logique, le banc de l'Elan ? « Malheureusement, mes successeurs ne lui ont jamais donné la chance d'entraîner à Pau. Cela a été l'objet de fâcheries », grince Pierre Seillant.

Antoine Rigau deau lui a fait confiance, lui, le prenant comme adjoint à Levallois, en 2015. Quelques mois plus tard, il lui laissait les rênes. En première ligne. En 2020, Fauthoux se déclarait officiellement « intéressé » par les Bleus. Mais Collet est reparti pour un tour et le natif de Saint-Sever rejoignait, en tant que numéro 1 bis, l'Asvel de Tony Parker. « Quand Parker, rincé physiquement après son titre en NBA, fait une première

Frédéric Fauthoux, le nouveau sélectionneur des Bleus (ici, en février 2023), veut « maintenir l'équipe au plus haut niveau mondial ».

MARTIN ALEX/ PRESSE SPORTS

phase lamentable à l'Euro 2005, au lieu de lui foutre la tête sous l'eau pour en profiter, Freddy a fait l'inverse : il l'a remotivé, il lui a parlé... Et c'est pour cela que je l'avais pris. Ils sont devenus amis à partir de cette campagne où Tony a jugé que c'était un vrai coéquipier, un mec qui a comme priorité le résultat de l'équipe », se souvient Bergeaud, patron des Bleus de 2003 à 2007.

2022, Fauthoux prenait les rênes de la JL Bourg, où il a récemment prolongé jusqu'en 2027 et qu'il a mené jusqu'en finale de l'Eurocoupe la saison passée. Et le voilà désormais à la tête de l'équipe de France, un « rêve » devenu réalité. « Le voir arriver où il est maintenant, c'est exceptionnel. C'est comme une fusée », juge Pierre Seillant, admiratif et fier.

Reste à savoir si la fusée Fauthoux est déjà prête à s'imposer chez les Bleus. En tant que « head coach », son palmarès est vierge. Les qualités sont là, connues de tous, mais le CV n'est pas (encore ?) garni. « En étant resté à Pau, il a joué sous les ordres des meilleurs entraîneurs, Gomez, Monclar, Bergeaud, Herbert, et s'est imprégné de leur savoir-faire. Après, il a fait sa propre soupe. Et elle n'est pas si mauvaise », s'amuse Pierre Seillant avec tendresse.

Claude Bergeaud n'est pas plus inquiet, estimant que le nouvel homme fort de l'équipe de France « a capitalisé depuis le temps. Il n'est pas allé vendre du foie gras sur les marchés après la fin de sa carrière, il est toujours resté dans le basket et il a joué très longtemps. Il est jeune là-dedans mais l'expérience capitalisée lui confère aujourd'hui une forme de bouteille, il a bien vieilli », décrypte-t-il, soulignant que Fauthoux a eu l'occasion de « mettre en place tout ce qui avait bouillonné dans sa tête » après sa carrière de joueur à Levallois, Villeurbanne et Bourg-en-Bresse. « Patron ? Il l'a toujours été. Il aime prendre des responsabilités et aussi innover, être où on ne l'attend pas, c'est son côté gascon qui ressort de temps en temps. (Sourire.) »

Et de conclure : « La force de Freddy, c'est d'être dans le présent, dans la tête des joueurs et de ce qu'ils ressentent, parce qu'il est encore joueur dans son esprit. Il a toutefois adopté une attitude en termes de hiérarchie, c'est le patron, c'est lui qui décide. » Premiers tours de piste dans son nouveau costume pour le « Petitou » ? Les 21 et 24 novembre contre Chypre. ■

EN BREF

Football : fin de carrière pour Raphaël Varane

Le défenseur français de 31 ans a annoncé sa retraite « avec une immense fierté et un sentiment de plénitude » ce mercredi sur son compte Instagram. Son aventure à Côme aura donc tourné court. Touché à un genou depuis le début de la saison, le champion du monde 2018 n'a pas été inscrit sur la liste des joueurs utilisables pour la Serie A. Il n'a joué qu'un seul match en Coupe d'Italie avec sa nouvelle équipe, qu'il a rejointe libre l'été dernier après trois saisons en Angleterre, à Manchester United. Face à cette situation difficile, le Nordiste a préféré dire stop. « Je veux partir fort, sans me contenter de m'accrocher au jeu, explique-t-il. Il faut une bonne dose de courage pour écouter son cœur et son instinct. Les désirs et les besoins sont deux choses différentes. Je suis tombé et je me suis relevé un millier de fois, et, cette fois, c'est le moment de m'arrêter et de raccrocher les crampons. » Formé au RC Lens, Varane a passé dix ans au Real Madrid entre 2011 et 2021, où il s'est constitué l'un des plus beaux palmarès du sport français, glanant notamment quatre Ligue des champions (2014, 2016, 2017, 2018), et il a disputé 93 matchs avec l'équipe de France.

Lyon retrouve l'Europe

Après deux ans et demi d'absence sur la scène européenne, Lyon retrouve la Ligue Europa, ce jeudi (21 h, Canal+), face à l'Olympiakos, dans un contexte morose, après un début de championnat raté.

En vedette à Roland-Garros, le padel voit sa pratique exploser

Romain Schneider

Alors que débute ce week-end la 3^e édition du Greenweez Paris Major à la Porte d'Auteuil, le nombre de joueurs et de terrains (pistes) est en plein boom en France.

En cinq ans, un millier de pistes (les terrains sur lesquels se pratique le padel) ont poussé un peu partout en France pour bientôt atteindre les 2600 cages de verre, et ce n'est que le début. Synthèse de plusieurs jeux de raquette, sur un terrain plus petit qu'un court de tennis, encadré de murs et de grillage, le padel s'était surtout développé en Espagne, où on dénombre pas moins de 15000 pistes et 4 millions de pratiquants (deuxième sport national après le foot et devant le tennis), avant d'apparaître dans notre pays. Encore inconnue chez nous il y a dix ans, la pratique s'est développée de manière spectaculaire en passant, en cinq ans, de 80000 à 500000 pratiquants. Tous les acteurs économiques de la discipline considèrent que le padel en France suit la voie tracée en Italie, où sont comptabilisés 1,2 million de pratiquants et 10000 pistes.

La Fédération française de tennis a fait de la « raquette trouée » du padel son meilleur allié en redonnant vie à certains de ses clubs en difficulté. La FFT, qui revendique plus de 1 million de licenciés « multi-raquettes », propose une licence spécifique padel, avec à ce jour 65000 adhérents. Mais l'offre de terrains est encore insuffisante par rapport à la demande, très forte, même si

des centres privés exclusivement dédiés à la discipline commencent à fleurir dans l'Hexagone.

« Activité ludique et accessible »

Situés à quelques minutes de Paris centre, Casa Padel propose le plus grand club indoor en France (12 pistes), à Saint-Denis, et Urban Soccer vient de lancer un complexe avec le même nombre de pistes sur l'île de Puteaux. Aujourd'hui, le groupe Players, avec sa marque 4Padel s'impose comme le numéro un dans l'Hexagone (128 pistes sur le territoire ; objectif : 200 en 2025). Acteur historique du foot à 5, il a complété son offre avec l'ambitieux padel, qui entend à terme devenir le sport de loisir le plus important de France. « On est au début de l'histoire, explique Guillaume Debelmas, l'un des trois cofondateurs du groupe avec Tony Jalinier et Joseph Viéville. Quand on a lancé le foot à 5, il y a vingt ans, on parlait de rien. Aujourd'hui, il y a 4 millions de joueurs. Après avoir ouvert nos premières pistes à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne) et Bordeaux (Gironde) en 2014, nous avons accéléré le développement. On s'aperçoit que le padel, activité ludique et accessible par excellence, crée de nouveaux joueurs qui n'avaient jamais touché une raquette de tennis auparavant. Au départ, c'était un

complément au "five". Maintenant que le marché est là, on va accélérer la création des centres exclusivement padel avec 6 à 8 ouvertures par an. »

Trois projets vont ainsi sortir de terre dès 2025 sur deux ex-sites des Jeux de Paris 2024, à Vaires-Torcy et au Centre aquatique olympique. Avec toujours comme problématique la difficulté de trouver un emplacement avec un loyer rentable dans Paris. Le rêve serait d'avoir un centre de padel en plein cœur de Paris, poursuit Debelmas. C'est aussi pour ça qu'on a installé une piste à l'Hôtel du Collectionneur, dans le 8^e arrondissement. C'est une opération qui va durer un mois et demi pour permettre à des Parisiens de franchir le pas, car les pistes sont souvent trop éloignées de chez eux. »

En fonction des estimations, le marché mondial du petit sport qui monte représenterait déjà entre 2 et 5 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Le leader de l'équipement de tennis Babolat réalise par exemple près de 20 % de ses ventes en France grâce au padel, qui pourrait même égaler le tennis dans les années à venir. Face à des sports rentables comme le padel, « le tennis est en danger », a récemment déclaré Novak Djokovic, appelant son sport à se réinventer. À titre d'exemple, le coût moyen d'une piste avoisine les 50000 euros (dalle, terrain

et équipements), contre 80000 pour un court de tennis.

Comparaison n'est pas raison. Sur le haut niveau, le tennis, sport roi des raquettes, n'est en revanche pas près d'être chassé de son trône. Sous l'impulsion du circuit Premier Padel, financé par Qatar Sports Investments (QSI), par ailleurs propriétaire du Paris Saint-Germain, les dotations ont bondi, mais on est encore à des années-lumière de celles du tennis. Le Major de padel, organisé à Roland-Garros à partir de ce samedi, distribue ainsi une enveloppe globale de 525000 euros, quand celle du Grand Chelem de la Porte d'Auteuil s'élève à 53,478 millions...

L'an dernier, 37000 amateurs éclairés s'étaient déplacés à Roland-Garros pour voir en action le gratin mondial du padel. Ils seront probablement plus cette année, mais cette discipline se jouant exclusivement en double, pas simple pour les fans de s'identifier à un joueur référence. Elle manque encore également d'universalité, puisque l'immense majorité des meilleurs joueurs et joueuses de l'élite sont de nationalité argentine ou espagnole.

Mais avec la multiplication des pistes et des pratiquants, la France du padel peut espérer demain jouer les premiers rôles à domicile et sortir le haut niveau de sa relative confidentialité. ■

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de **9h à 13h** et de **14h à 18h** (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de **9h à 13h**.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel
carnetdujour@media.figaro.fr

Téléphone
01 56 52 27 27

sur notre site
carnetdujour.lefigaro.fr

Tarif de la ligne € TTC :
Du lundi au jeudi
26 € jusqu'à 25 lignes
24 € à partir de 26 lignes
Vendredi ou samedi
29 € jusqu'à 25 lignes
27 € à partir de 26 lignes
Réduction à nos abonnés : nous consulter

Les lignes comportant des caractères gras sont facturées sur la base de deux lignes ; les effets de composition sont payants ; chaque texte doit comporter un minimum de 10 lignes.

Reprise des annonces sur :
carnetdujour.lefigaro.fr
www.dansnoscoeurs.fr

deuils

Irai, Tourouvre-au-Perche (Orne). Neuilly-sur-Seine.

Mme Andrieu-Guitrancourt, son épouse, Guillaume et Dorota Andrieu-Le Prevost d'Iray, Rodolphe et Fabienne Andrieu-Le Prevost d'Iray, Serge et Brenda Andrieu-Guitrancourt, ses enfants, Tatiana, Alexandra, Maximilien, Thibault, Inès, Alice, Kévin et Hélène, Jade, Pierre-Arick, ses petits-enfants, Keanu, son arrière-petit-fils, et toute sa famille

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Jean-Nicolas ANDRIEU-GUITRANCOURT docteur en droit,

le 21 septembre 2024, à l'âge de 91 ans.

La messe d'obsèques aura lieu le mardi 1^{er} octobre 2024, à 15 heures, en l'église Saint-Pierre d'Irai.

Une messe du souvenir sera célébrée ultérieurement, en Seine-Maritime.

Cet avis tient lieu de faire-part.

85, route de Randonnai, 61190 Irai.

Mme Marie-France Bernheim, ses enfants et petits-enfants, M. Gerald Bernheim, son épouse, leurs enfants et petits-enfants, Mme Brigitte Bernheim, son époux, leurs enfants et petits-enfants

ont la douleur de vous faire part du décès de

Mme Claudine BERNHEIM née Lazard,

survenu le 13 septembre 2024.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Éric Billet, son époux,

Cyril, Fabrice et Bruyère, Gildas, ses fils et sa belle-fille,

Anaïs, sa petite-fille,

ont la profonde tristesse de vous faire part du décès de

Mme Éric BILLET née Chantal Arbeltier Julien de la Boullaye,

survenu le 22 septembre 2024, à l'âge de 80 ans, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-d'Auteuil, 1, rue Corot, Paris (16^e), ce jeudi 26 septembre, à 14 h 30.

Lyon. Saint-Bonnet-le-Château (Loire).

M. Yves Blanc, son mari,

Mathieu, Stéphane, Geoffroy et Justine, ses enfants, ses belles-filles et son gendre

ainsi que ses 13 petits-enfants

ont la douleur de vous faire part du rappel à Dieu de

Mme Betty BLANC née Fougerat,

le 21 septembre 2024, à Lyon, dans sa 81^e année.

La messe de funérailles sera célébrée en la collégiale de Saint-Bonnet-le-Château, le vendredi 27 septembre 2024, à 14 heures.

M. Alain Fresnel (†) et Mme, née Florence Mettetal, ses parents,

Carine Baron (†), née Fresnel, et Jean-Sébastien Baron, sa sœur et son beau-frère,

Ariane (†), Aurore et Anaïs Baron, ses nièces,

toute sa famille et ses très nombreux amis

ont l'infinie tristesse de vous faire part du décès de

Florian, Georges, Hubert FRESNEL École centrale de Lyon 97,

survenu à Montréal (Canada), le 7 septembre 2024, dans sa 50^e année, des suites de maladie.

Deux hommages lui ont été rendus à Montréal, les 14 et 19 septembre derniers.

Un culte d'action de grâces aura lieu le samedi 28 septembre, à midi, au temple de Saintes (Charente-Maritime), 2, cours Reverseaux.

« Que ses jugements et ses voies sont impénétrables ! » Romains 11, 33.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Alexandra CASTILLON ancien professeur de russe au lycée Montaigne, à Paris,

est décédée le 24 septembre 2024, à son domicile.

Les obsèques religieuses auront lieu le vendredi 27 septembre, à 15 h 30, au cimetière orthodoxe russe de l'Acor, à Nice.

Mme Dominique du Crest, ses enfants et petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès, le 24 septembre 2024, du

colonel (e.r.) Dominique du CREST

La messe d'À-Dieu sera célébrée le mardi 1^{er} octobre, à 15 heures, en l'église de Sassierges-Saint-Germain.

Moulleron-en-Pareds (Vendée).

Arnaud et Anne de Chantérac, Bruno et Marie-Laure de Salins, Emeric et Marie-Laure de Gaillard, François et Nathalie de Gaillard de Lavaldène du Grail, Georges et Aude Marchand, ses enfants,

ses 23 petits-enfants, leurs conjoints et ses 35 arrière-petits-enfants,

en union de prières avec son épouse Thérèse (†), née d'Aillières, sa petite-fille Sophie (†), son frère Bernard (†), mort pour la France en août 1944,

ont la grande tristesse de vous faire part du rappel à Dieu du

comte de GAILLARD de LAVALDÈNE du GRAIL chevalier de l'ordre national du Mérite, croix du combattant volontaire de la Résistance, croix du Combattant,

maire honoraire de Moulleron-en-Pareds,

le 24 septembre 2024, dans sa 100^e année.

La messe d'enciellement sera célébrée le samedi 28 septembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Hilaire de Moulleron-en-Pareds, suivie de l'inhumation.

Une messe d'À-Dieu aura lieu à Paris ultérieurement.

Mme Joseph Lafont, née Sabine Andrieu-Guitrancourt,

M. et Mme Thomas Lafont et Valentin, M. et Mme Matthieu Lafont, Charlotte, Manon, Joséphine et Suzanne, M. et Mme Germain Lafont, Elisa, Paul et Laetitia

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Joseph LAFONT chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand,

survenu le 22 septembre 2024, dans sa 88^e année, muni des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-Nazareth, 351, rue Lecourbe, Paris (15^e), ce jeudi 26 septembre, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Fréville (Seine-Maritime), le vendredi 27 septembre, à 14 h 30.

Catherine Gidel, son épouse, ses amis proches, Ana-Maria

ont la douleur de vous faire part du décès de

Henry GIDEL professeur des Universités, écrivain,

survenu à Paris, le 21 septembre 2024, dans sa 100^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Pionsat (Puy-de-Dôme), le mardi 1^{er} octobre 2024, à 15 heures, suivie de l'inhumation au cimetière du village.

catherinegidel@orange.fr

La comtesse Hadelin de La Tour du Pin Chambly de La Charce, née Christine Loizeau, son épouse,

Cyrille, Alexis, Charles, Victor et Gaspard, ses fils,

font part du rappel à Dieu de

S.E. le comte Hadelin de LA TOUR du PIN CHAMBLY de LA CHARCE officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, commandeur dans l'ordre de Saint-Charles, médaille d'honneur des Affaires étrangères,

le 23 septembre 2024, à Paris.

La messe d'obsèques aura lieu le vendredi 27 septembre, à 14 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, 15, rue Ampère, Paris (17^e).

L'inhumation se tiendra le mardi 1^{er} octobre, à 14 h 30, au cimetière Saint-Aré, route de Moulins, à Decize (Nièvre).

Gaël et Christine Aizier, Laurent et Élisabeth Aizier, Arnaud Aizier, ses enfants,

Armelle et Charles Édouard, Agnès et Thibaut, Adrien et Iris, Fanny, Albane, ses petits-enfants,

ses arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Sylviane LESIMPLE-AIZIER née Michel,

le 20 septembre 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 30 septembre, à 10 h 30, en l'église de Piriac-sur-Mer (Loire-Atlantique).

Isabelle et Jean-Damien Gayot, François Mathieu, Philippe Mathieu et Christine Nové-Josserand, ses enfants,

Florence et Alexandre, Sandrine et Chris, Olivier, Clémentine, Margaux, Nina, Théo, Alex, ses petits-enfants,

Clément, Lucie, Léna, ses arrière-petits-enfants,

et toute sa famille

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Monique MATHIEU née Raimond,

survenu dans sa 96^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 27 septembre 2024, dans l'intimité familiale, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Courbevoie, suivie de l'inhumation au cimetière ancien de Neuilly-sur-Seine.

Monaco.

Anne-Claire de Clermont-Tonnerre et sa famille,

Isabelle et Dominique Majorel, ses enfants, et ses petits-enfants

ont le regret de faire part du décès de

M. Yves MAJOREL chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite, croix de la Valeur militaire, officier des Palmes académiques,

survenu à Monaco, le 22 septembre 2024.

La messe de funérailles sera célébrée le vendredi 27 septembre, à 9 h 30, en l'église Saint-Nicolas de Monaco. L'inhumation aura lieu au cimetière de Taden (Côtes-d'Armor).

Paris.

Le comte et la comtesse Antoine de Rochechouart, le comte Alexis de Rochechouart, ses enfants,

M. et Mme Pierre-Louis Malézieux, le comte Maxence de Rochechouart, Mlle Angélique de Rochechouart, Mlle Diane de Rochechouart, ses petits-enfants,

font part du rappel à Dieu du

comte Charles-Louis de ROCHECHOUART

le 20 septembre 2024, dans sa 90^e année, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, à Paris (16^e), le vendredi 27 septembre 2024, à 10 heures.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale, le samedi 28 septembre, au cimetière de Breuil-Chaussée (Deux-Sèvres).

23, avenue Foch, 75116 Paris.

M. Alain Rostand, son frère, Mme Bernard de Communes de Marsilly, sa sœur, en union avec ses frères et sœurs, Germain Rostand (†), Gérard Rostand (†), Michel Rostand (†), Colette Charoy (†), Philippe Rostand (†), Gilles Rostand (†), Hélène Berlier de Vauplane (†), et leurs conjoints,

ses 35 neveux et nièces, leurs enfants et petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Mlle Marguerite ROSTAND

le samedi 21 septembre 2024, dans sa 100^e année.

La messe d'obsèques sera célébrée le vendredi 27 septembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Germain de Flamanville (Manche), suivie de l'inhumation au cimetière, dans l'intimité familiale.

messes

Une messe sera dite ce jeudi 26 septembre, à 19 heures, en la crypte de l'église Notre-Dame-d'Auteuil, Paris (16^e), à l'intention de

Ghislaine d'AMBLY

décédée le 22 juillet 2024.

En vente vendredi 27 et samedi 28 septembre avec votre Figaro



En couverture Israël/Gaza : un an après le 7 octobre

Culture Dans les coulisses de la Comédie française

Evasion En Colombie, dans la jungle du Pacifique

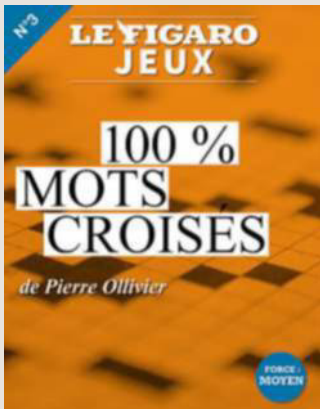


Numéro collector La traversée des apparences

Iconique Lætitia Casta Métamorphose(s)

Exclusif Une nouvelle inédite de Marie Darrieussecq

Les éditions du Figaro



Le Figaro Jeux : 100% Mots Croisés N°3 En vente actuellement En vente chez votre marchand de journaux et sur www.figarostore.fr

LE FIGARO
le carnet du jour

Les Triplés ont 40 ans cette année et toujours un esprit d'enfant

Publiez votre annonce de naissance et recevez en cadeau* l'album de bébé des Triplés illustré par Nicole Lambert

carnetdujour@media.figaro.fr - 01 56 52 27 27

* Offre valable du 07/09/24 au 31/12/24, dans la limite des albums disponibles



Justin Trudeau à Ottawa, le 17 septembre.

JUSTIN TANG / AP

Les Canadiens lassés par Justin Trudeau, jadis « Étoile du Nord »

PAR **Ludovic Hirtzmann**
Montréal

« **L**es libéraux réussiraient mieux s'ils remplaçaient leur mort-vivant », a titré récemment *The Globe and Mail*, pourtant l'un des quotidiens les plus modérés du Canada, en référence à Justin Trudeau. Le charme du premier ministre libéral n'opère plus. À 52 ans, celui que ses détracteurs ont surnommé « Kid Kodak » pour son éternel sourire de premier communiant, père de trois enfants, divorcé depuis un an de l'ancienne animatrice de télévision Sophie Grégoire, vacille dans les sondages. Alors que son gouvernement, minoritaire, pourrait être renversé d'ici les élections d'octobre 2025, son rival conservateur Pierre Poilievre est crédité de 45 % des intentions de vote, contre 25 % pour les libéraux et 15 % pour la gauche néodémocrate (NPD).

L'écart avec Pierre Poilievre se creuse dans les sondages depuis dix-huit mois. « *Justin Trudeau ne va pas démissionner. Il faut le congédier* », a estimé Poilievre. Celui-ci multiplie les motions de censure contre le gouvernement... Sans succès pour l'instant, mais encouragé par la récente rupture d'une entente conclue lors des dernières élections de 2021 entre le NPD et le parti libéral. En cassant cet accord, le chef du parti néodémocrate, Jagmeet Singh, place Justin Trudeau sur un siège éjectable. L'impopularité de ce dernier est telle que les néodémocrates ne veulent pas être associés à sa chute. « *Une élection est plus probable que dans le passé. Je n'ai pas peur d'en déclencher une* », a assuré Jagmeet Singh.

C'est dans ce contexte de tensions extrêmes sur la scène politique canadienne qu'Emmanuel Macron devait s'entretenir avec son homologue, mercredi soir à Ottawa, des grands enjeux internationaux et du soutien à l'Ukraine dans un pays qui compte 1,3 million de Canadiens d'origine ukrainienne. Le président de la République se focalisera ce jeudi sur l'intelligence artificielle, lors de rencontres avec des investisseurs financiers québécois du secteur. Le chef de l'État français, dont le dernier passage à Montréal date de 2018 dans le cadre du G7, devrait aussi, à une semaine du sommet de Villers-Cotterêts, soutenir des projets de développement de la francophonie, avec - c'est une première - le concours d'investisseurs du secteur privé. La visite présidentielle, prévue initialement en juillet et annulée pour cause de dissolution de l'Assemblée nationale en France, aurait dû se tenir en Acadie, dans les provinces de l'Atlantique, de facto le seul endroit où l'on parle encore largement le français, hors Québec.

Justin Trudeau est avant tout victime de l'usure du pouvoir. S'il parvient à terminer son mandat l'an prochain, il aura dirigé le pays pendant dix ans, loin toutefois du record de son père, Pierre Elliott Tru-

deau, dont les gouvernements auront duré sur une période de quinze ans. La perspective dynastique est pour beaucoup dans la réussite du chef libéral à se hisser au pouvoir. « *Justin Trudeau est la chose la plus proche de la royauté au Canada* », a écrit son biographe, Stephen Maher, dans son livre, *The Prince*.

Un quart de siècle après sa mort, l'aura de Pierre Elliott Trudeau reste intacte. Il a été l'un des plus brillants et flamboyants premiers ministres de la Confédération, et représente ce qui fait l'essence, dans l'imaginaire collectif, de l'âme canadienne : multiculturalisme, tolérance, maintien de la paix, bilinguisme... Même si ce dernier, effectif seulement dans une partie du pays, n'est qu'un mythe destiné aux campagnes de communication touristiques du pays. Le fils de Pierre Elliott Trudeau et de Margaret Sinclair a joui d'une exceptionnelle popularité lorsque les Canadiens l'ont porté pour la première fois au pouvoir en 2015.

À partir de 2018, les crises se sont ensuite succédées. Cette année-là, le Canada, répondant à une demande de Donald Trump, a arrêté à Vancouver Meng Wanzhou, l'héritière de l'équipementier chinois Huawei. Les Chinois ont embastillé des Canadiens en guise de représailles. Les analystes ont dénoncé ensuite l'incapacité du chef du gouvernement à se sortir de ce mauvais pas. Meng Wanzhou a été libérée trois ans plus tard, mais les relations entre Pékin et Ottawa ne s'en sont jamais remises. Outre des crises de politique intérieure en 2019, le chef du gouvernement a dû faire face à une forte contestation de la rue lors de la pandémie. Cette opposition a culminé lorsque des camionneurs, opposés aux mesures sanitaires, ont bloqué Ottawa en février 2022.

Justin Trudeau a dû affronter l'année suivante une deuxième crise chinoise. Pékin a été accusé d'ingérence dans les élections fédérales de 2019 et de 2021 au profit de députés libéraux. Les médias canadiens ont mis en lumière des dons de la Chine à

des proches du premier ministre. Ce que ce dernier a balayé d'un revers de la main, non sans tout faire pour retarder la création d'une commission d'enquête indépendante. « *Ingérence de la Chine au Canada : est-ce que Trudeau a quelque chose à cacher ?* », a alors titré le *Journal de Montréal*. Le premier ministre a été éclaboussé par plusieurs autres scandales : pour ses vacances luxueuses chez l'Agha Khan, pour un voyage de Noël au Costa Rica ayant coûté 200 000 dollars, et un autre 162 000 dollars en Jamaïque, avec épouse et enfants, aux frais des contribuables. Mais, aujourd'hui, nombre de Canadiens reprochent surtout à leur dirigeant d'avoir déséquilibré les infrastructures essentielles du pays, qu'il s'agisse de la santé ou des services publics, en doublant les quotas d'immigration annuelle et en augmentant les chiffres de l'immigration temporaire sans en avoir mesuré les conséquences, notamment le manque de logements.

La « trudeaumania » a vécu. Il est bien loin le temps où le magazine américain *Rolling Stones* faisait sa une sur le play-boy canadien qu'elle surnommait « *L'Étoile du Nord* ». Dès son arrivée en politique, lors des législatives de 2008, Justin James

« L'inculture du premier ministre en matière d'affaires internationales est patente. Se rendre en Inde accompagné de plusieurs ministres de confession sikh lorsqu'on connaît le caractère explosif de cette question dans ce pays, relevait de la pure bêtise »

Jocelyn Coulon

Ex-conseiller aux affaires étrangères de Justin Trudeau

Pierre Trudeau a tout misé, ou presque, sur son image. Capitalisant sur son aura de rock star d'un mètre quatre-vingt-huit, il a joué à fond la carte du politicien humain, accessible et sympathique. Loin apparemment des technocrates, bien qu'élevé dans les palais de la Confédération, « Justin » dégageait en 2015 l'image d'un garçon cool.

Le premier ministre n'a alors pas démerité, par ses aides à la classe moyenne et aux entreprises. Sans oublier la lucrative légalisation de la marijuana en 2018 que les Canadiens appelaient de leurs vœux. Le chantre du multiculturalisme se déplaçait à l'aéroport de Toronto pour accueillir des réfugiés syriens, enchaînait les selfies de Halifax à Vancouver, auprès de pères de famille ou de jeunes femmes tout sourire. Au point de vivre une longue lune de miel avec ses concitoyens. *Un selfie avec Justin*, c'est justement le titre ironique d'un livre écrit par Jocelyn Coulon, son ex-conseiller aux affaires étrangères. Il y souligne la difficulté de son ancien patron à gérer les dossiers internationaux. Probablement pour

imiter son père, si original, Justin s'est déguisé en cow-boy, en chef amérindien, sans que cela ne porte à conséquence, ni lorsque des magazines américains ont exhumé des photos de lui, jeune, le visage grimaçant de noir.

Lorsqu'il s'est déguisé « en Indien » à Delhi avec son épouse et ses trois enfants lors d'un voyage officiel, l'opération de communication a en revanche tourné à la catastrophe. Le faux pas de la famille Trudeau en sari a transformé ce voyage en fiasco. Car c'est sur la scène internationale que les faiblesses du premier ministre sont les plus criantes. Jocelyn Coulon nous avait alors confié : « *L'inculture du premier ministre en matière d'affaires internationales est patente. Se rendre en Inde affublé de tels costumes, mais surtout accompagné de plusieurs ministres de confession sikh lorsqu'on connaît le caractère explosif de cette question dans ce pays, relevait de la pure bêtise*. » Par des bourdes diplomatiques, le Canada s'est fâché avec la Chine, l'Inde, l'Arabie saoudite, le Venezuela et la Russie.

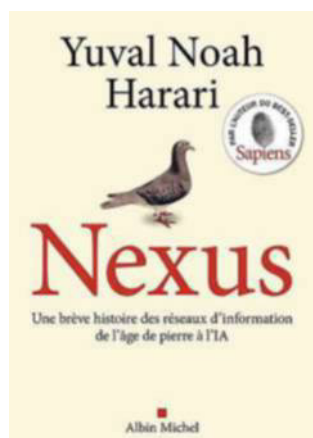
Sur la scène nationale, la langue de bois a lassé. Le premier ministre n'a convaincu ni les populations autochtones, ni les anciens combattants. Les écologistes lui ont reproché de beaucoup parler, sans pour autant agir pour la planète. Ottawa a acheté un pipeline, Trans Mountain, pour 4 milliards de dollars à une entreprise privée. Son agrandissement a coûté 34 milliards de dollars aux contribuables. Le chef libéral a voulu satisfaire l'industrie pétrolière et les électeurs de l'Ouest canadien même si ceux-ci votent toujours conservateur.

Malgré son impopularité, Trudeau compte sur sa bonne étoile pour être réélu. Après tout, lors des premières semaines de la campagne électorale de 2015, il était perçu dans l'opinion comme le moins susceptible de succéder au conservateur Stephen Harper. Les libéraux, sous sa houlette, semblaient une nouvelle fois assurés de perdre les élections, jusqu'à ce que le chef du NPD de l'époque, Thomas Mulcair, en tête dans les sondages, prenne position en faveur de l'autorisation du port du voile intégral lors de la prestation de serment de citoyenneté canadienne. Cela lui a fait perdre l'élection. L'hebdomadaire national de référence, *Maclean's*, avait alors titré : « *The niqab election*. » Les Canadiens ont alors porté au pouvoir le fils Trudeau.

En 2019, les libéraux ont été élus à la tête d'un gouvernement minoritaire. Celui-ci a survécu jusqu'en 2021. Justin Trudeau, à nouveau élu à la tête d'une minorité de députés, n'a dû sa survie que grâce à son alliance avec les néodémocrates, jusqu'à ce jour. Un record de longévité pour un politicien constamment fragilisé. C'est pourquoi cet ancien professeur de français de Vancouver, titulaire d'une licence en littérature, croit en sa bonne étoile et est persuadé qu'il peut reconquérir le cœur des Canadiens. N'est-il pas né un jour de Noël ? « *Gare à ceux qui croient que je ne suis pas le fils de mon père* », avait-il prédit il y a une dizaine d'années sur un plateau de télévision, avant d'être élu trois ans plus tard. ■

Peut-on encore empêcher l'IA de tuer la démocratie ?

Dans son nouvel ouvrage, l'historien israélien soutient que l'invention d'une nouvelle technologie de l'information a toujours été un catalyseur historique majeur. Totalitarisme, anarchie, monde divisé en blocs hermétiques : de quel monde va accoucher l'IA ? Vertigineux.



■ **NEXUS. UNE BRÈVE HISTOIRE DES RÉSEAUX D'INFORMATION DE L'ÂGE DE PIERRE À L'IA** De Yuval Noah Harari, Albin Michel, 550 p., 24,9 €.



CHRONIQUE
Eugénie Bastié

« **L**e Goliath du contrôle totalitaire ne tardera pas à être battu par le David de la puce électronique. L'information est l'oxygène des temps modernes », crânait le président américain Ronald Reagan en 1989. On pensait alors que l'informatique ouvrirait des lendemains meilleurs, qu'elle abattrait les murs, qu'elle étendrait la démocratie aux quatre coins du monde. Las, on sait aujourd'hui à quel point ce technoptimisme était naïf. David est devenu Goliath et c'est la puce électronique qui promet aujourd'hui des lendemains totalitaires.

Dans son nouveau pavé ? Nexus, l'historien israélien Yuval Noah Harari, connu pour ses best-sellers *Sapiens* et *Homo deus* nous propose une histoire de l'information de l'âge de pierre à l'intelligence artificielle. L'histoire de l'humanité est une longue marche en avant vers l'accumulation de données. De la tablette d'argile au smartphone, qui contient plus d'informations qu'il n'y en avait dans toute la bibliothèque d'Alexandrie. Google sait tout de nous, mais nous ne savons pas mieux répondre à la question « *qu'est-ce qu'une vie bonne ?* » qu'à l'époque d'Aristote. Pourquoi ? Pourquoi emmagasinons-nous de l'information sans forcément produire de la sagesse ? Tout simplement parce que l'information n'est pas la vérité. Yuval Harari s'érige contre la vision naïve de l'information, selon laquelle celle-ci serait la représentation de la réalité. Ce qui caractérise l'information, ce n'est pas la représentation, c'est la connexion : l'information est ce qui relie différents points pour en faire un réseau : le *nexus*. La libre circulation de l'information ne conduit pas forcément au triomphe de la vérité, elle peut aussi alimenter une bulle de mensonges.

Harari prend l'exemple de l'invention de l'imprimerie. Entre 1454 et 1500, 12 millions de livres sont imprimés en Europe, soit plus que le total de livres copiés à la main lors des mille années précédentes. Une révolution inouïe. Certes, cette invention a accompagné l'humanisme et le dialogue des grands savants aux quatre coins de l'Europe. Mais il serait faux de lier forcément l'imprimerie à la diffusion de sa-

voir et à la science. Elle fut aussi une formidable propagatrice de fake news et de complots. Ainsi la chasse aux sorcières, phénomène plutôt moderne que médiéval, est directement liée à l'imprimerie, qui joua un rôle décisif dans la propagation d'une croyance en une conspiration satanique mondiale. *Le Marteau des sorcières* d'Heinrich Kramer, sorte de manuel de chasse aux sorcières, fut un best-seller. De même, l'invention des médias de masse (journaux, radios) a permis l'avènement de la démocratie de masse au XX^e siècle. Mais aussi des totalitarismes.

Si l'imprimerie a concouru à la chasse aux sorcières, et la radio aux massacres des Tutsis, à quoi pourrait bien conduire l'Intelligence artificielle ? L'invention d'une nouvelle technologie de l'information est toujours un catalyseur historique. L'IA va créer des réalités politiques et personnelles absolument nouvelles. Et nous ne sommes pas prêts.

« **Dans les années à venir, nombre de gens pourraient bien se retrouver à vivre dans des régimes de surveillance totale qui feront passer la Roumanie de Ceausescu pour une utopie libertarienne** »

D'autant, nous dit Harari, que la révolution actuelle de l'informatique n'a rien à voir avec les précédentes. À la différence d'un livre ou d'un poste de radio, les ordinateurs sont capables de poursuivre des buts et de prendre des décisions. En 2016-2017, les algorithmes de Facebook ont attisé d'eux-mêmes les violences perpétrées contre les Rohingyas en Birmanie. Non qu'ils soient délibérément méchants ou politisés, mais, ayant remarqué que les contenus les plus violents attiraient le plus de vues, ils les ont mis en avant.

Quatre-vingts ans seulement nous séparent de l'invention du premier ordinateur. Ce n'est rien et les progrès sont déjà vertigineux. « *En termes d'évolution des ordinateurs, la distance séparant l'amibe du tyranosaure pourrait être parcourue en l'espace d'une décennie. Si GPT-4 est l'amibe, à quoi ressemblerait le tyranosaure ?* », se demande Harari. À quoi ressemblerait un totalitarisme qui s'appuierait sur l'intelligence artificielle ? La différence fondamentale entre les nouveaux bureaucrates numériques et leurs prédécesseurs de chair et de sang est qu'ils ne dorment jamais, qu'ils sont actifs 24 heures sur 24, répli-

cables à l'infini et capables de surveiller n'importe qui n'importe où. Déjà, le régime iranien s'appuie sur un logiciel de reconnaissance faciale pour traquer les femmes ne portant pas le voile au volant de leur voiture : elles reçoivent immédiatement un SMS en guise d'avertissement, et voient leur voiture confisquée si elles récidivent. « *Dans les années à venir, nombre de gens pourraient bien se retrouver à vivre dans des régimes de surveillance totale qui feront passer la Roumanie de Ceausescu pour une utopie libertarienne* », écrit Harari.

La démocratie est une conversation, et toute conversation repose sur le langage. En piratant le langage, les ordinateurs pourraient rendre extrêmement difficiles la tenue d'une conversation. Le totalitarisme n'est pas la seule option. L'IA pourrait aussi nous faire basculer dans une forme d'anarchie numérique où il sera devenu impossible de distinguer entre la parole d'un humain et celle d'un robot. Ou encore un « *rideau de silicium* » qui séparerait les blocs, qui utiliseraient des réseaux informatiques totalement hermétiques entre eux. C'est déjà le cas entre la Chine et Les États-Unis.

Toute société humaine repose sur des faiseurs de mythes et des bureaucrates. Toute société repose sur un équilibre subtil entre ordre et vérité. Mais que se passe-t-il quand la machine est à la fois bureaucrate et faiseuse de mythes ? Quand on lui confie à la fois la tâche de faire régner l'ordre et de chercher la vérité ? Yuval Harari nous prévient : il faut agir vite, avant que l'IA soit hors de contrôle. Et ce n'est pas là l'alarmisme surjoué d'un transhumaniste fou. En 2016, un ordinateur battait le meilleur joueur du monde au jeu de go, grâce au 37^e coup, un coup complètement inattendu qui se verra payant à la fin de la partie et auquel aucun des joueurs de go qui avaient joué à ce jeu depuis mille ans n'avait jamais pensé. Les ingénieurs ne savent même pas par quel processus le robot en est arrivé à une telle conclusion. « *Dans l'IA, les réseaux neuronaux qui s'approchent de l'autonomie restent actuellement inexplicables*. » Absolument vertigineux. Nous n'avons aucune idée de ce que peut donner l'IA dans les années qui viennent. Mais nous pouvons établir des garde-fous : briser la concentration inouïe des données en démantelant les Gafam, faire basculer ces géants de la tech vers un modèle commercial où les utilisateurs paieraient par de l'argent plutôt que par leurs propres données, mettre en place des accords mondiaux sur l'intelligence artificielle. Il n'est pas trop tard pour éviter l'apocalypse numérique. ■

Claude Habib réinvente le féminisme conservateur

La spécialiste du XVIII^e siècle français ose un bel éloge de la femme au foyer et du goût de la famille. Un plaidoyer à lire d'urgence à l'heure de la crise démographique qui commence.



■ **LE PRIVÉ N'EST PAS POLITIQUE** De Claude Habib, Gallimard, 208 p., 18 €.



TÊTE-À-TÊTE
Charles Jaigu

On ne regrettera jamais assez que le régime de Vichy ait fait le choix d'une devise qui mettait en avant la famille et le travail. Ces deux valeurs devinrent louches pour longtemps. Elles furent amalgamées à un conservatisme qui était hélas un collaborationnisme. Dans le climat de l'après-guerre, ces deux codes de la réussite occidentale ont été peu à peu démodés pour toutes sortes de raisons, l'une d'entre elles étant qu'elles étaient compromises par « les collabos » et tout simplement antimodernes. On ne peut guère s'étonner que tout cela ait débouché trente ans plus tard sur l'exultation hédoniste de 1968. Elle porta sur les fonts baptismaux la critique tous azimuts du travail et de la famille. Les cigales ont écrasé les fourmis, et elles continuent depuis au moins trente ans.

Ce préambule nous amène au livre de Claude Habib dont la lecture est une joie sans mélange. Sa fine maîtresse nous rassure à propos d'une idée simple que nous n'osions nous avouer : le féminisme est une idée moderne devenue folle. Mais équilibré et pondéré, il reste une grande idée, et il rejoint le parti du bon sens. Car cet essai juste est informé des arguments de l'adversaire, dont il tient compte. Tout le féminisme n'est pas à jeter au panier, et Claude Habib ne fait pas l'éloge du macho lourdingue, du droit de cuissage, ou de l'interdiction de l'avortement. Mais elle n'a pas peur de parler la langue ancienne de la douceur du foyer. La vocation féminine pour la maternité, les relations confiantes - mais pas dupes - entre les hommes et les femmes ne lui semblent pas être des idées fascistes, vichystes, ou autocratiques. Elle a fort bien décrit, jadis, cette mixité des sexes qu'ont inventée les sociétés européennes, où hommes et femmes se parlent à égalité dès l'Ancien Régime. On lui doit d'avoir dans son livre *Galanterie française* (Éditions Gallimard) montré comment les garçons furent peu à peu dressés à la prévenance à l'égard de ce sexe qu'on disait faible - il l'est en effet face à l'excès physiologique de testostérone masculine - afin que les deux sexes puissent s'estimer dans et en dehors du foyer. Égalité signifie néanmoins

différence. On tremble de l'écrire, même dans les pages du *Figaro*. « *Pester contre la charge mentale, c'est méconnaître en quoi le ménage est le lot des femmes* », ose-t-elle, en philosophant fort bien sur les prédispositions féminines à entretenir un foyer heureux. En dépit de toutes les exceptions qui démontrent combien les femmes sont douées pour mille autres choses, il faut oser dire qu'« *en règle générale* » le féminin est habité par un désir de fonder une famille durable. Le corps est un destin, disait Freud. Le corps de la femme est un vaisseau de vie. Et cela prédispose à une passion particulière à l'égard de la vie familiale. Celle-ci, qu'on ne se méprenne pas, n'est pas exclusive d'une vie professionnelle. « *La passion maternelle n'est pas le contraire du travail, tout ce qui est épanouissant produit une énergie supplémentaire* », nous dit Claude Habib qui se souvient d'avoir été folle amoureuse et fugueuse à 16 ans, ce qui ne l'a pas empêchée de réussir ses études. « *Le féminisme, si critique à l'égard du patriarcat, ne s'est guère soucié de préciser l'agencement familial qui pourrait lui succéder, en dehors de vagues incantations à l'amour en régime d'égalité* », note-t-elle.

« **Tant que les femmes vivront la maternité comme un dilemme, tant qu'elles devront faire à leurs enfants le sacrifice de leurs ambitions, la natalité restera navrante** »

Si un certain féminisme emporte l'approbation machinale de tous, surtout dans les médias, c'est qu'on se dit qu'il faut peut-être tordre le bâton dans l'autre sens pour qu'il redevienne droit. Mais le mâle macho ne sera jamais considéré comme suffisamment déconstruit. « *Hannah Arendt disait qu'il faut se méfier de la logique d'une idée poussée si loin qu'elle détruit cette idée* », se souvient Claude Habib pendant notre conversation. À un moment, le remède devient pire que le mâle. C'est ce qui arrive au féminisme, qui a politisé la famille et qui traque la lutte des classes et des genres dans la moindre variante hétérosexuelle du rapport entre les sexes. « *La dénonciation des féminicides, d'abord entreprise par les "colleuses" puis répercutée par les médias, concernait 118 femmes en 2022, un chiffre certes désolant, mais qu'il faut relativiser en le rapportant aux 15,5 millions de femmes vivant*

en couple dans le pays. La même année, la France déplorait 724 morts par noyade », s'agace l'auteur. L'expression « culture du viol » qu'on entend beaucoup ces jours-ci, non seulement à propos du procès de viols de Mazan, mais de toute la société française, lui paraît bien exagérée. « *Un rapport sexuel déplaisant n'est pas un viol. Un rapport sexuel qu'on regrette après coup n'est pas un viol* », ajoute-t-elle. Un viol suppose « *un effet de surprise et violence* ». Le reste relève de l'obscurité des relations humaines. « *S'il n'est pas brillant de corrompre en usant d'un avantage professionnel ou monnayé, il n'est pas glorieux de se laisser corrompre* », nous dit-elle à propos des femmes qui se désolent après coup d'avoir accepté un rapport sexuel qu'elles ne voulaient pas. « *Et que dit-on de toutes celles qui les ont refusés ?* », demande Claude Habib. On risque à terme d'en arriver à la conclusion qu'elle formule sous forme de boutade : « *Autant dire qu'un homme ne pourrait avoir de relation avec sa partenaire à moins qu'elle se trouve plus grande en taille et plus âgée que lui, plus forte physiquement et mieux dotée économiquement*. »

Le privé se définit comme « *ce qui peut se soustraire au regard extérieur* ». La vie publique, elle, est politique, et par définition exposée à la conflictualité. « *Le privé devrait être voué à la douceur et l'indulgence du foyer* », ce qu'il est de moins en moins, tant il est scruté par la politique et poreux aux réseaux sociaux. On se souvient d'André Gide. Son « *Familles, je vous hais ! Foyers clos ; portes refermées ; possessions jalouses du bonheur* » dont il parlait dans *Les Nourritures terrestres* avait quelques accents de vérité au début du XX^e siècle. Mais Gide serait sans doute le premier à ne plus haïr la famille et ses secrets aujourd'hui que le divorce est autorisé, le chef de famille aboli, et qu'elle se montre partout. Réconcilier les femmes avec la maternité et la vie de famille, voilà qui est politique. « *Tant que les femmes vivront la maternité comme un dilemme, tant qu'elles devront faire à leurs enfants le sacrifice de leurs ambitions, la natalité restera navrante*. » Il faut donc chercher des solutions. Dans sa conclusion, l'auteur suggère d'ouvrir le système des allocations familiales aux femmes de moins de 25 ans, afin de ne pas dissuader d'être mère jeune. Elle suggère surtout que la société fasse un effort renouvelé pour que toute femme faisant le choix d'arrêter sa vie professionnelle pour être mère au foyer se voie garantir un retour dans le métier qu'elle a quitté, même des années plus tard. Cela paraît bien difficile à organiser. Mais l'objectif est salutaire. ■

Ministre de l'Intérieur à droite, garde des Sceaux à gauche : l'impossible « en même temps » sur le régalien

» Lire aussi **PAGES 2 À 4**



THIBAUT DE MONTBRIAL ET ALEXANDRE STOBINSKY

Alors que la question de l'application des OQTF des délinquants étrangers ou des interdictions judiciaires de territoire fait son retour dans le débat de manière tragique, il est urgent de retrouver une cohérence politique entre Beauvau et Vendôme, plaident l'avocat et le magistrat*.

La sécurité des Français repose sur deux piliers : la police, du ressort de la police nationale et de la gendarmerie nationale, et la justice, incombant aux magistrats. Si chacun a un rôle bien défini, la réussite d'une politique de sécurité ne peut donc résulter que d'une cohérence globale entre ces différents acteurs. C'est pourquoi nous avons toujours souligné l'importance cruciale d'avoir des ministres de l'Intérieur et de la Justice en accord sur les objectifs, tant l'expérience a montré que le régalien s'accommode mal du « en même temps ».

C'est pourtant ce que donne à penser la nomination à l'Intérieur de Bruno Retailleau, figure d'une droite assumée, et de Didier Migaud à la Justice, le seul homme ouvertement de gauche du gouvernement. Dans la foulée, les discours de passation, au cours desquels Bruno Retailleau martelait sa volonté de retour à l'ordre pendant que Didier Migaud saluait la figure de Christiane Taubira, confirmaient l'impression initiale de philosophies pénales opposées. Et que dire de cette présence non coordonnée des deux ministres dans les « 20 Heures » de lundi, le ministre de l'Intérieur parlant sur TF1 alors que le garde des Sceaux s'exprimait sur France 2. Comme un symbole : deux institutions régaliennes méritant l'intérêt des deux plus grands journaux télévisés – et des Français – se faisant face sans s'écouter.

Avant même la nomination du gouvernement, la simple création d'un pôle régalien à Matignon « police, justice, immigration » avait déjà suscité la réaction de l'Union syndicale des magistrats. Lier les trois termes, offrir à un préfet un tel pôle dont un magistrat ne serait que l'adjoint était vécu comme un affront à l'autorité judiciaire. Cette crispation entre la Justice et l'Intérieur n'est au fond qu'un reflet des tensions sociétales. La magistrature est en train de perdre une grande partie de l'opinion. La police et la gendarmerie ont quant à elles toujours la confiance de nombreux Français. Dans le même temps, ceux qui désignent les forces de sécurité intérieure comme une institution structurelle-

ment violente et raciste jouent également Vendôme contre Beauvau. À l'inverse, le fantasme de juges rouges dans chaque tribunal exprimé par d'autres favorise tout aussi dangereusement cet antagonisme délétère.

À l'aube de l'action du gouvernement de Michel Barnier, les enjeux de sécurité sont immenses. La violence ne cesse d'augmenter et nul ne peut désormais prétendre en être à l'abri ; le narcotrafic sape les fondements mêmes de l'État de droit – et entraîne désormais l'évacuation d'un immeuble d'habitation à Échirolles –, l'exécution des peines est un défi quotidien, et un policier ou gendarme est blessé toutes les demi-heures. La question récurrente et terriblement actuelle de l'application des

Il n'y a, littéralement, plus de temps à perdre, et le risque qui résulterait pour la France d'une absence de cohérence totale dans l'action des ministères de l'Intérieur et de la Justice est majeur

OQTF des délinquants étrangers ou des interdictions judiciaires de territoire ne peut plus souffrir d'une guerre de chapelles et nécessite une coordination tant de Beauvau, de Vendôme, mais aussi du Quai d'Orsay. Il n'y a, littéralement, plus de temps à perdre, et le risque qui résulterait pour la France d'une absence de cohérence totale dans l'action des ministères de l'Intérieur et de la Justice est majeur.

Le locataire de Beauvau est parfaitement fondé à faire valoir ses attentes en termes de politique pénale. Et l'indépendance constitutionnellement protégée de la magistrature – rappelée à raison par le nouveau garde des Sceaux – n'est pas antinomique d'une politique pénale clairement définie par l'occupant de la Place Vendôme. Lorsque le ministre de la Justice prend une circulaire de politique pénale générale, il l'adresse aux magistrats du parquet –

pour attribution – mais aussi aux magistrats du siège – pour information. Les procureurs restent quant à eux parfaitement libres de leurs orientations pénales et de leurs réquisitions. Mais ces circulaires dessinent, à juste titre, un chemin. Elles participent à donner à la chaîne pénale une cohérence au regard de la volonté du gouvernement qui « détermine et conduit la politique de la nation ».

Comme nous l'avons souvent rappelé, les magistrats composent avec des législations qui n'ont cessé d'augmenter les quantums d'emprisonnement encourus tout en multipliant les alternatives à l'incarcération ou les possibilités de sortie anticipées. Ces injonctions contradictoires des différents législateurs qui se sont succédé et qui y ont aussi trouvé un moyen de réguler la surpopulation carcérale participent d'un processus en laxisme de la justice, souvent injuste même si les juges ne peuvent ignorer le durcissement du pays sur les questions régaliennes. L'expression de « choc d'autorité » est ainsi désormais reprise par une immense partie des responsables politiques, et correspond à une attente que le corps social a largement exprimé dans les urnes. L'autorité judiciaire y a évidemment toute sa place.

Plus que jamais, il est urgent de retrouver une cohérence politique entre Beauvau et Vendôme. La façon dont la justice s'est mise au diapason des efforts de la police et de la gendarmerie sur le terrain au moment des émeutes de l'été 2023 montre que cet impératif n'a rien d'utopique. Chacun comprend que la complexité de la situation politique actuelle et les affres budgétaires ne permettent pas de mettre en œuvre l'ensemble des mesures que la sécurité des Français mériterait. Si le contexte est plus aux petits pas qu'au grand soir, il est toutefois essentiel que ceux-ci soient coordonnés. L'enjeu, la paix publique et la sécurité de nos concitoyens, n'est ni de droite ni de gauche : il est vital. ■

* Thibault de Montbrial est avocat et président du Centre de réflexion sur la sécurité intérieure. Alexandre Stobinsky est magistrat au tribunal judiciaire de Nanterre.

La légalisation de l'euthanasie ne saurait être une priorité politique

Le nouveau gouvernement est à peine nommé que déjà s'élèvent les voix des activistes pro-euthanasie : la légalisation de la mort administrée devrait être la priorité législative en ce début de mandature. On loue une « grande loi républicaine » ; on évoque un « texte très attendu par les citoyens » ; on enjoint le législateur à légiférer « le plus rapidement possible ».

Tant d'empressement a de quoi laisser paniquer. Il est évident que, dans la configuration politique actuelle, la tentation peut être grande d'instrumentaliser un sujet sociétal tel que la fin de vie. Certains y voient l'occasion idéale d'obtenir un consensus factice permettant de rassembler des parlementaires de différents bords. Pour autant, cette exploitation politique d'un enjeu humain d'une telle gravité serait indécente à bien des égards.

Cela devrait être évident : légiférer sur l'euthanasie ne saurait être une priorité au regard des dossiers d'un tout autre intérêt général qui attendent le nouveau gouvernement. Le sauvetage du système de santé est quant à lui une obligation vitale, quand un tiers de la population n'a pas accès aux soins. Le financement du grand âge et des situations de dépendance est un devoir politique, alors que les deux tiers des Ehpad sont en déficit, dans un contexte de naufrage financier du secteur. L'inclusion des personnes handicapées est un impératif dont nos concitoyens ont saisi la valeur en termes de cohésion nationale à la faveur des Jeux paralympiques.

Dans ce contexte, comment prétendre que la légalisation de la mort provoquée devrait être prioritaire dans l'agenda gouvernemental et au rang des préoccupations essentielles des Français ? Du reste, on ne peut pas les tromper. Une étude Harris Interactive du 5 septembre montre que le système social est le deuxième sujet considéré comme étant le plus prioritaire pour le gouvernement, loin devant la fin de vie, qui est classée quinzième. Nos concitoyens ne sont pas obsédés par le projet de « choisir leur mort ». Ils veulent simplement vivre leur vie, reconnus dans leurs droits fondamentaux, d'autant plus en situation de vulnérabilité.

Par ailleurs, il est illusoire de penser que le droit à la mort médicalisée provoquerait un

consensus dans les travées de l'Assemblée nationale. Les débats parlementaires relatifs au dernier projet de loi nous ont démontré qu'il s'agit d'une question clivante, propice aux outrances et susceptible de diviser, d'opposer plus que de rassembler. Des députés ont ainsi quitté l'Hémicycle, mettant en cause la teneur des débats, la faiblesse des arguments, la fragilité des encadrements. Ils ont alerté en vain des conséquences vertigineuses et irréversibles d'une législation libéralisant la mort provoquée dans des conditions d'exercice de ce droit que d'autres pays n'avaient pas été en mesure de maîtriser. Pour preuve, des articles décisifs de ce projet de loi ont été adoptés à une courte majorité par quelques dizaines de parlementaires dans un Hémicycle clairsemé. C'est insulter les parlementaires qui ont exprimé des réticences fortes et justifiées à l'égard d'un projet de loi inabouti que d'estimer que la proposition de loi, déjà déposée à l'Assemblée le 17 septembre, surmonterait l'illusion d'un consensus contesté y compris au sein du gouvernement.

L'heure est aux vulnérabilités qui viennent bousculer le mythe de la toute-puissance, non à l'obsession d'une libéralisation de la mort légalement ordonnancée en réponse à des souffrances humaines

Si d'aventure l'idée d'une évolution législative intervenait dans les années à venir, elle exigerait un changement radical de méthode. Le processus législatif engagé avant la dissolution n'était pas à la hauteur des enjeux : auditions menées au pas de charge, mépris de la parole des soignants (y compris des psychiatres), invisibilisation des personnes exprimant leur refus d'une loi qui accentuerait leurs vulnérabilités du fait de leur maladie, de leur handicap et de leur âge. La question de la mort provoquée mérite une tout autre approche, impliquant humilité, écoute, profondeur et hauteur de vue, véritable souci des valeurs démocratiques en termes de bienveillance, de justice et de solidarités.

Sur le fond, il serait inimaginable de reprendre un texte qui, sur bien des aspects, aurait été le plus laxiste au monde : des critères d'admissibilité larges et flous, une validation solitaire et toute-puissante par « un médecin », l'administration de la mort par n'importe qui et n'importe où, un contrôle inexistant, une coercition très forte sur les équipes dans les établissements de santé et médico-sociaux contraints d'organiser la mort provoquée en leurs murs. S'agit-il des normes éthiques que l'on souhaiterait ériger pour favoriser le bien commun ? Les fondements de l'éthique et de la déontologie devront-ils s'adapter à des pratiques qui les bafouent ?

Les débats en commission spéciale puis en séance publique ont démontré que les maigres « garde-fous » promis par l'exécutif ne résistaient pas à l'empressement de certains parlementaires déterminés à ouvrir le plus largement possible l'accès à la mort administrée. En première lecture, des députés proposaient déjà l'euthanasie pour les mineurs, par anticipation ou pour les personnes souffrant de troubles psychiques. Ces pratiques sont déjà en vigueur dans certains pays qui pourtant avaient affirmé avec force que leur législation s'y opposerait.

Décidément, ce serait une faute grave de sacrifier les valeurs du soin et du non-abandon sur l'autel de manœuvres politiciennes. L'heure est aux vulnérabilités qui viennent bousculer le mythe de la toute-puissance, non à l'obsession d'une libéralisation de la mort légalement ordonnancée en réponse à des souffrances humaines. Celles-ci méritent mieux de notre part que l'insuffisance de notre mobilisation en termes de solidarités et de capacités d'action de notre système de santé. La priorité est de reconstruire notre unité nationale autour des principes de fraternité, de sollicitude, et de bienveillance. Affirmer aujourd'hui cette position, c'est contribuer aux devoirs de vérité et de responsabilité dont nos parlementaires, comme chaque membre de la communauté nationale, doivent comprendre qu'il s'agit d'une exigence et d'une urgence politiques. ■

* Laurent Frémont est enseignant en droit constitutionnel à Sciences Po. Emmanuel Hirsch est professeur émérite d'éthique médicale à l'université Paris-Saclay. Ensemble, ils ont fondé le collectif Démocratie, éthique et solidarités.



LAURENT FRÉMONT ET EMMANUEL HIRSCH

La proposition de loi sur la fin de vie déposée par Olivier Falorni a été jugée recevable ce lundi. Pour les cofondateurs du collectif Démocratie, éthique et solidarités*, il est à craindre que ce texte apparaisse comme l'opportunité de trouver un consensus factice dans une Assemblée divisée.

Augmenter les impôts ? Une lâcheté inefficace !



CHRONIQUE
Luc Ferry

L'état des comptes publics apparaissant chaque mois pire que prévu, de bonnes âmes se précipitent à suggérer des hausses d'impôts pour combler des trous qui prennent l'allure de gouffres.

Pour avoir géré pendant deux ans le plus gros budget de l'État, je puis affirmer qu'augmenter les impôts serait pourtant calamiteux tant sur le plan économique que paradoxalement budgétaire et politique.

La première raison, pour quiconque prendra le temps d'aller vérifier les chiffres, c'est que nous sommes déjà champions d'Europe des prélèvements obligatoires. Si nous voulons éviter de continuer à perdre en compétitivité, si nous voulons enrayer un déclin déjà bien enclenché et ne pas pénaliser encore davantage les « entreprises qui font des profits » comme l'a dit notre nouveau premier ministre dans le sillage de la gauche, autrement dit toutes les entreprises qui ne sont pas en faillite, augmenter les impôts est à l'évidence la dernière chose à faire !

La deuxième raison tient au fait que la vieille antienne selon laquelle il faut « faire payer les riches » ne rapporterait rien, c'est même l'inverse. D'abord parce que les gains récoltés dans un premier temps par un État qui a accumulé mille milliards d'euros de dette en sept ans ne représenteraient même pas l'épaisseur du trait, mais pire encore, parce que les entreprises répercuteraient aussitôt le surcoût en serrant les boulons sur l'emploi, ce qui ferait en réalité baisser les recettes de l'État.

La troisième raison est elle aussi paradoxale : d'un point de vue keynésien, augmenter les impôts quand on est déjà le pays le plus imposé d'Europe, c'est mécaniquement prendre le risque d'affaiblir la demande

intérieure, donc la relance par la consommation et avec elle la croissance alors même qu'elle s'annonce déjà dramatiquement faible pour les deux années qui viennent. Enfin, écrasées de charges, nos entreprises peinent à investir dans l'innovation, ce qui accroît la désindustrialisation et la perte de compétitivité.

« Si la droite se met à défendre les pires lubies de la gauche, non seulement elle est mal partie, mais elle ouvre en plus un “casus belli” avec une macronie qui se targue, pour une fois à juste titre, d'avoir réussi à baisser un peu les prélèvements obligatoires »

Le gouverneur de la Banque de France, favorable à une augmentation d'impôts, déclare sans rire, mais quand on connaît un peu le fonctionnement de l'État, c'est pourtant comique, que cette augmentation ne serait que « provisoire », elle ne « durerait que le temps de revenir sous la fameuse barre des 3 % ». Ben voyons ! Je me tiens les côtes, car, d'ici qu'on repasse sous les 3 %, je pense que j'aurai quitté ce bas monde depuis belle lurette.

Si on laisse de côté les questions économiques et budgétaires pour se tourner vers la politique, ce débat sur l'impôt est en outre dévastateur. Si la droite se met à défendre les pires lubies de la gauche, non seulement elle est mal partie, mais elle ouvre en plus un casus belli avec une macronie qui se targue, pour une fois à juste titre, d'avoir réussi à baisser un peu les

prélèvements obligatoires, la plupart des anciens du gouvernement assurant qu'ils ne pourront en aucun cas soutenir un premier ministre qui irait dans cette direction funeste.

Alors que faire ? Pour bien comprendre la situation, il faut évidemment se demander pourquoi des gens qui se veulent raisonnables proposent des mesures qui ne le sont pas. La réponse est simple : ceux qui veulent dans l'urgence « faire payer les riches » sont tétanisés de peur, d'abord à l'idée que les marchés et les agences de notation finissent par se réveiller, ensuite que l'UE, qui vient de nous « mettre en examen » avec d'autres pays dont les comptes publics explosent, ne finisse tout simplement par nous mettre sous tutelle. Dans ces conditions, que faire ? Supprimer des niches fiscales que sont pourtant, comme dirait avec humour Alphonse Allais, « le seul endroit où le contribuable n'est pas traité comme un chien », reviendrait en réalité à augmenter sournoisement les impôts sans rien rapporter de significatif pour autant.

Il faut donc mettre en place un véritable plan de baisse des dépenses, un plan qui soit enfin suffisamment sérieux pour convaincre les marchés, les agences de notation et l'Europe, ce qu'une augmentation d'impôt décidée à la va-vite ne réussira de toute façon jamais. Comme me l'a répété chaque jour, quand il travaillait pour moi, l'excellent Jérôme Fournel, l'actuel directeur de cabinet de Michel Barnier, c'est d'abord et avant tout le nombre de fonctionnaires qu'il faut réduire en ne renouvelant pas certains départs à la retraite. C'est efficace, plus facile à faire qu'on ne le dit, il suffit « seulement » d'un peu de courage, autrement dit de ce qui manque le plus cruellement à nos gouvernants depuis vingt ans. ■

Les trois impôts « exceptionnels et temporaires » qui ont marqué les Français et les scénarios possibles



ANALYSE
Jean-Pierre Robin

Exceptionnel et temporaire : ces deux mots magiques irriguent le débat sur les hausses d'impôts, tel un édulcorant faisant passer la pilule amère en pharmacie. On les retrouve même sur les lèvres de Patrick Martin, le patron du Medef, quand on l'interroge s'il faut « augmenter la fiscalité des entreprises comme le suggère le gouvernement » (entretien *Le Parisien*, 24 septembre). Il y met toutefois deux conditions préalables : que l'État fasse « des efforts bien supérieurs à ce qu'il demande aux entreprises », et « que l'effort demandé n'enraye pas la dynamique d'investissements et de créations d'emplois ».

Pour leur part, les Français de toutes générations savent de quoi il retourne. Ils ont vécu au moins trois formes de fiscalité présentées comme « exceptionnelles et temporaires ». La plus ancienne est la vignette automobile, créée à titre temporaire en 1956 par Guy Mollet - président du Conseil des ministres - pour financer un fonds de solidarité au profit des personnes âgées dans l'attente d'une « ressource pérenne ». Elle ne fut supprimée qu'à l'automne 2000 par Laurent Fabius, en tant que ministre des Finances de cohabitation, et sous la pression du président Jacques Chirac qui dénonçait une prétendue « cagnotte fiscale » liée à la conjoncture faste (croissance de 3 % à 4 % l'an !).

Autre trouvaille, la CRDS (contribution pour le remboursement de la dette sociale), prélevée sur tous les revenus, salaires et autres. Censée éponger les dettes de l'Assurance-maladie, elle avait été conçue en 1996 pour une durée de treize ans. Elle a été prolongée à plusieurs reprises, dont la dernière fois en juillet 2020 pour une dizaine d'années supplémentaires. Le prétexte de cet allongement voté en catimini par le Parlement fut la pandémie de Covid. Une belle entorse en tout cas au mantra de Bruno Le Maire, ministre des Finances, de ne pas augmenter les impôts.

De même, en 2011, suite à la grande crise financière de 2008-2009, le gouvernement Fillon a institué la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus de 3 % et 4 %. Elle venait s'ajouter à la tranche de 45 % de l'IR, « jusqu'à l'année au titre de laquelle le déficit public est nul », ce qui était prévu pour 2017 selon l'engagement du président de la République, Nicolas Sarkozy. Autant dire que la dite « contribution exceptionnelle » existe toujours.

Et tout comme les Trois Mousquetaires étaient quatre, il faut ajouter à ces trois impôts une autre forme de « prélèvement exceptionnel et temporaire », l'emprunt forcé instauré par le gouverne-

ment de Pierre Mauroy en avril 1982. L'État a pu ainsi lever 14 milliards de francs (l'équivalent de 5,4 milliards d'euros 2023) auprès de tous les foyers fiscaux dont l'impôt sur le revenu était d'au moins 5 000 francs (1 928 euros). Il s'agissait bien d'un emprunt, certes peu rémunérateur (taux inférieur à l'inflation), assez vite remboursé, et pas d'un impôt. Curieusement, une telle forme de financement n'est plus jamais évoquée par nos gouvernements.

Pendant longtemps et depuis la guerre de Cent Ans, les impôts « exceptionnels », essentiellement sur le patrimoine, étaient liés aux guerres. Plus précisément les après-guerres (napoléoniennes, Première et Seconde Guerre mondiale), toujours catastrophiques pour les finances publiques. Les nations européennes y songèrent toutes en 1919, mais seule l'Italie réussit à instaurer une taxe de 3,3 % à 54,3 % sur les patrimoines acquis depuis 1914.

Le Fonds monétaire international lui-même a fait la recension en 2013 de toutes les levées fiscales « one off » - une fois pour toutes - opérées par les États de façon à assainir leurs comptes. Le FMI n'entendait nullement faire œuvre d'historien ; il s'agissait d'examiner si une « super-taxe sur le capital » (« capital levy » en anglais) était envisageable pour alléger l'endettement public. Lequel représentait alors en moyenne 110 % du PIB dans les seuls « pays avancés » (deux fois plus au Japon) et avait grimpé de 35 points de pourcentage du fait de la « grande récession » de 2008-2009 et de la crise des dettes souveraines en Europe. Le FMI en avait conclu que dans les pays de la zone euro, « les taux de taxation nécessaires pour ramener les ratios de dettes (en % du PIB) à leur niveau de la fin 2007 nécessiteraient une imposition d'environ 10 % sur tous les ménages disposant d'une épargne nette positive ».

Depuis les années 2010, d'autres événements « exceptionnels » ont émergé pour plomber les comptes et justifier des mesures hors norme. À la suite de la pandémie de Covid, l'idée d'un effacement des titres d'État détenus par la Banque centrale européenne a rencontré un vif succès en France. En réalité, une politique de gribouille, la BCE ayant pour actionnaires les États ! À l'hiver 2020, un groupe d'experts universitaires britanniques (Wealth Tax Commission) a étudié à son tour la possibilité d'un impôt « one off » sur la fortune pouvant toucher jusqu'à 8,2 millions de foyers fiscaux outre-Manche.

Tout aussi « exceptionnelle » que le Covid, la transition énergétique ne justifierait-elle pas une solution du même acabit ? Au nom de quoi le rapport Mahfouz/Pisani-Ferry préconisait, au printemps

2023, d'instaurer un prélèvement forfaitaire de 5 % sur les 3 000 milliards d'euros d'actifs financiers détenus par les 10 % des ménages les mieux dotés. Notons que le patrimoine immobilier serait épargné par cette mesure, du fait qu'il est lui-même dévalorisé en raison même de la transition énergétique...

Inutile d'évoquer les multiples difficultés pratiques et politiques (fuite des capitaux entre autres) qu'impliquent de telles propositions. Après avoir « cramé la caisse » comme on dit, il était inévitable que les esprits s'échauffent. Faudrait-il s'en remettre à l'intelligence artificielle dont on sait qu'elle est elle-même très énergivore ? ■

LES RENCONTRES DU FIGARO



YASMINA REZA

Le 4 novembre, à 20 h, Salle Gaveau.

SYLVAIN TESSON

Le 2 décembre, à 20 h, Salle Gaveau.

Tarif : 28 €.

Réservations : 01 70 37 18 18

ou www.lefigaro.fr/rencontres.



LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président-directeur général
Charles Edelstenne

Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Charles Edelstenne

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélie (International),

Anne Huet-Wuilleme (Édition,
Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Télévision),
Yves Thérard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7 h à 18 h :
sam. de 8 h à 13 h au 01 70 37 31 70, Fax : 01 55 56 70 11.
Gérez votre abonnement : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end
Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen
sous le numéro FI/011/001. Eutrophisation : Ptot 0,002 kg/tonne de papier.

Ce journal
se compose de :
Édition nationale
1^{er} cahier
18 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous
10 pages
Cahier 4 Littéraire
12 pages

Robert Bourgi: « Les présidents africains finançaient toute la classe politique française »



PAR
Yves Thréard

Ce pilier des relations franco-africaines pendant des décennies sort ses mémoires. Il y raconte sa vie, et revient notamment sur l'épisode des costumes offerts à Fillon pendant la présidentielle de 2017.

Au cœur de la « Franc-afrique », Robert Bourgi a régné en maître à côté de son mentor, Jacques Foccart. Omar Bongo l'appelait « fiston ». Il a été et reste proche de tous les présidents qui comptent en Afrique noire francophone. Il en a vu des valises de billets arrivées à Paris, mais jamais il n'a été cité en justice dans de grandes affaires (Elf, « Angolagate »...). ! Tout cela, il le raconte dans *Ils savent que je sais tout* (Max Milo). Ce septuagénaire d'origine libanaise, né à Dakar, se présente à la fois comme « un Oriental, un Africain et un Français ».

LE FIGARO. - Votre livre renferme nombre de révélations explosives. Pourquoi avoir promis à Omar Bongo de dire, un jour, tout ce que vous saviez de la « Franc-afrique » ?
ROBERT BOURGI. - Il m'a fait cette demande, en mars 2009, peu avant le décès



Robert Bourgi, d'origine libanaise, né à Dakar, se présente à la fois comme « un Oriental, un Africain et un Français ».

de son épouse Édith-Lucie Bongo, la fille du président congolais Denis Sassou Nguesso, toujours au pouvoir. Il m'a adjuré d'être sa mémoire alors que la République française se détournait de lui et lui montrait même du mépris. À partir de 2002, Jacques Chirac rechignait à le recevoir. Son si cher « Jacques », qu'il avait tant aidé, ne le prenait même plus au téléphone. Il en a été extrêmement peiné, lui qui finançait une grande partie de la classe politique française depuis des décennies. Malgré sa jovialité, Bongo était ultra-sensible. Il a reformulé sa demande peu avant sa propre disparition, la même année : que je dise, le moment venu, tout

ce que j'avais vu, entendu et fait en direct, et en quoi la France lui était redevable. Je suis sorti de ma réserve, en septembre 2011, chez l'un de vos confrères, pour révéler les modes de financement de la droite. Ce livre complète cette interview avec des révélations sur les autres présidents africains qui ont financé les campagnes de 1995 et 2002.

Vous racontez que plusieurs chefs d'État africains ont donné 10 millions de dollars au total à chacune de ces deux présidentielles. Des lois interdisaient déjà pareils dons à l'époque. Vous n'avez pas eu peur d'être inquiété ?

Contrairement aux rumeurs, je n'ai jamais été un porteur de valises et n'ai jamais personnellement porté une mallette ou un sac de « cash » destiné aux figures de la droite. Le procédé était simple : Chirac me faisait toujours comprendre qu'une campagne électorale approchant, il me fallait délivrer ce message dans les capitales africaines. Les chefs d'État envoyaient alors un émissaire à mon cabinet, à Paris, avec une importante somme. Plusieurs millions de francs ou de dollars. Lorsque Chirac dirigeait la mairie de Paris, j'allais à l'Hôtel de Ville avec son chauffeur, Jean-Claude Laumond, pour la remise des fonds, ou chez l'immense Jacques Foccart, orchestrateur de ces opérations. Nous allions chez lui, 95, rue de Prony, à Paris, ou dans sa villa de Luzarches, dans le Val-d'Oise. Une fois Chirac à l'Élysée, les fonds passaient plutôt par le secrétariat général. Il y avait les lois, mais rien n'était fait qui puisse me compromettre.

Quels étaient les plus gros donateurs ?
Très largement Omar Bongo, depuis Pompidou jusqu'à Chirac sans discontinuer. Puis le Zaïrois Mobutu Sese Seko : un très gros contributeur, fidèle de Chirac, de Foccart et un ami de la France, laquelle l'a empêché de finir ses jours sur son sol, en 1997, sur ordre direct d'Alain Juppé, alors premier ministre. Arrivent ensuite Denis Sassou Nguesso, le Burkinabé Blaise Compaoré ou l'Ivoirien Laurent Gbagbo. Je révèle d'ailleurs comment ce dernier, ami ancré à gauche, a financé la campagne de Chirac en 2002.

Les présidents africains arrosaient-ils tous les partis, de gauche comme de droite ?
Je savais qu'ils finançaient pratiquement toute la classe politique. Je garde le souvenir de Roland Dumas dans l'antichambre d'Omar Bongo, quelques mois avant la présidentielle de 1988. Il est rentré dans son bureau et en est sorti en me disant : « Ne vous inquiétez pas Bourgi, je vous en ai laissé ! »

Vous révélez que Mitterrand et Chirac consultaient des marabouts africains...
Ces marabouts étaient principalement des Maliens désignés par plusieurs présidents, dont Bongo et Compaoré. J'ai présenté mon propre marabout à Chirac. Il s'agissait de Chérif Alioune Aidara, célèbre imam de Ziguinchor, au Sénégal. Il consultait aussi régulièrement le marabout de Bongo, un Malien qui lui avait prédit sa défaite en 1988. En 1995, à Libreville, il a, inversement, prédit sa victoire. Omar Bongo m'a aussitôt demandé de prendre son Falcon 900 avec le marabout en question pour en informer le patron du RPR.

De tous les hommes politiques actuels, Nicolas Sarkozy est votre préféré. Vous condamnez tout de même son discours de Dakar sur « l'homme africain qui n'est pas assez entré dans l'histoire ».
Ce discours était une faute ? J'aime Nicolas Sarkozy, mais cela ne m'interdit absolument pas de dire qu'il a commis une faute avec ce discours. Pour les Africains, ce fut une humiliation.

L'histoire de ce continent est réelle, avec ses empires, ses administrations, ses savants... À sa décharge, Sarkozy a découvert ce discours à la dernière minute. Il m'a confié ne pas avoir eu le temps de le modifier.

En 2005, Nicolas Sarkozy vous dit : « Je ne veux plus un seul sou d'Afrique. » Il veut mettre fin à un système. Il est pourtant poursuivi aujourd'hui pour des soupçons de financement par Kadhafi de sa campagne de 2007. Qu'en savez-vous ?
Je le connaissais depuis 1982, mais j'ai véritablement renoué en septembre 2005. Je venais de me brouiller avec Dominique de Villepin. Il m'a reçu à bras ouverts avec cette remarque : « Robert, les chiraquiens, ils te prennent et ils te jettent. J'en sais quelque chose. » Pour connaître les pratiques de Chirac, il m'a tout de suite averti qu'il refuserait tout argent venu d'Afrique noire. Pas un franc CFA n'est remonté à Nicolas Sarkozy sous mon « magistère ». Et si cela avait été le cas, je l'aurais immédiatement puisque j'organisais les voyages pour le RPR et l'UMP depuis les années 1980. Concernant la Libye, la justice s'est emparée de ce dossier. À elle de se prononcer. La générosité extravagan-

« L'Afrique s'est mondialisée. La France n'a pas su s'adapter à cette nouvelle donne. Surtout, elle commet toujours la même erreur : l'arrogance »

te de Kadhafi était connue. Pour autant, je n'imaginais pas un instant un financement de Sarkozy par ce biais. Si Seïf al-Islam Kadhafi avait les preuves de ce qu'il avance, il les aurait produites depuis longtemps pour venger son père, lynché dans les conditions que l'on sait.

Avez-vous conscience qu'avec l'histoire des costumes que vous avez offerts à François Fillon, vous avez fait gagner Emmanuel Macron en 2017 ?
Je suis fait de chair et de sang. Quand vous avez œuvré autant pour un homme que vous voyiez deux à trois fois par semaine depuis 1980 et qui vous manque à ce point, ce n'est pas acceptable. Il m'a effacé de ses tablettes pendant la campagne de 2017, avant de m'adresser un SMS parfaitement courtis.

Nicolas Sarkozy était, dites-vous, au courant de l'opération...
Il en ignorait tout et n'a jamais été derrière cette décision, mais il savait que j'étais déterminé à disqualifier le candidat Fillon. Il m'a demandé de penser à notre famille politique. La chute de Fillon a évidemment ouvert un boulevard à Emmanuel Macron.

Vous semblez à présent apprécier Jordan Bardella. Pourquoi ?
De très nombreux sujets nous séparent, comme la politique au Moyen-Orient ou l'immigration. Je lui trouve cependant des qualités et l'ambition qui n'existent plus du tout dans ma famille politique.

Comment expliquez-vous la haine antifrançaise qui s'exprime en Afrique noire ?
Je constate avec tristesse le délitement de la relation de la France avec ce continent. Je le fais remonter à la fin de la présidence Chirac. Désigner la « Franc-afrique » comme responsable est si commode... Ce système est critiquable en bien des points, mais il a fourni de très grands connaisseurs et experts. Or cette expertise s'effiloche complètement par manque de connaissances, d'intérêt et de « réseaux » au sens relationnel du terme. L'Afrique s'est mondialisée. La France n'a pas su s'adapter à cette nouvelle donne. Surtout, elle commet toujours la même erreur : l'arrogance.

Et si c'était à refaire ?
Ces Mémoires racontent ma vie et peuvent laisser penser que je suis arrivé au bout du chemin. Si je pouvais remonter le temps, je referais le même parcours en m'inscrivant dans le contexte nouveau de la jeunesse africaine émergente. Les grands Africains que j'ai connus ne sont plus là, mais la nature africaine reste et je peux encore cheminer main dans la main avec elle. ■

NOUVEAU
OCTOBRE - NOVEMBRE 2024

LE FIGARO
HISTOIRE

L'Amérique et le monde, de l'isolationnisme à la quête de l'hégémonie

A l'approche de l'élection présidentielle américaine, le rapport que les Etats-Unis entretiennent avec le reste du monde ne cesse d'intriguer. De son rêve de neutralité originel à son rôle de gendarme de la planète, le pays a toujours balancé entre isolationnisme et interventionnisme, sans jamais renoncer à une expansion continue. Réunis par *Le Figaro Histoire*, les meilleurs spécialistes racontent les étapes de cette métamorphose et décryptent les moments clés du siècle américain. Des interventions militaires aux opérations de la CIA en passant par l'invention d'un soft power économique et culturel, un dossier spécial pour comprendre la place et les enjeux d'une puissance qui ne cesse de se réinventer pour assurer son hégémonie.

Au cœur de l'actualité, *Le Figaro Histoire* a mené l'enquête sur le papyrus retrouvé par des archéologues dans une tombe égyptienne qui a livré des dizaines de vers inédits du grand poète tragique Euripide. Côté reportages, il vous emmène visiter, au musée Jacquemart-André, les trésors de la Galerie Borghèse, qui réunissent le temps d'une somptueuse exposition les génies de la Renaissance et du baroque italien, et vous raconte comment une équipe de charpentiers s'affaire à reconstruire à l'identique le spectaculaire navire amiral *La Mora*, sur lequel Guillaume de Normandie traversa la Manche il y a près de mille ans pour conquérir l'Angleterre.

Le Figaro Histoire, 132 pages.

**9€
9,90**

En vente actuellement chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr/histoire

Retrouvez *Le Figaro Histoire* sur X et Facebook

Ou abonnez-vous au *Figaro Histoire* en flashant ce QR Code

LE FIGARO

économie



SÉCURITÉ SOCIALE
TRAVAIL AU NOIR, CARTES
VITALE USURPÉES... LA FRAUDE
ESTIMÉE À 13 MILLIARDS **PAGE 23**

CONCURRENCE
GOOGLE CLOUD PORTE PLAINTES
CONTRE MICROSOFT AUPRÈS
DE BRUXELLES **PAGE 25**



**L'Allemagne se mobilise
pour sauver son
industrie automobile
en crise** **PAGES 20 ET 21**

Impôts : le plan pour récupérer jusqu'à 21 milliards d'euros

Matignon arbitre l'ampleur des mesures fiscales
qui serviront à redresser les comptes.
Le déficit public dépasserait 6 % cette année.

Les nouveaux locataires de Bercy l'ont admis : le déficit public français devrait dépasser les 6 % du PIB cette année. Sous le coup d'une procédure pour déficit excessif par la Commission européenne, et en pleine préparation de sa loi de finances 2025, le gouvernement doit théoriquement trouver 30 milliards l'an prochain pour commencer à redresser ses comptes. Par des économies essentiellement, assure-t-il. Mais Matignon se

penche aussi en ce moment sur une liste de hausses d'impôts, pour les Français les plus aisés et les entreprises : augmentation de la taxe sur l'électricité, abandon de la baisse de la CVAE, hausse de certaines charges patronales, crédit d'impôt recherche grignoté, ajustements sur les tranches du barème de l'impôt sur le revenu... Le potentiel de recettes supplémentaires identifiées pourrait grimper jusqu'à 21 milliards d'euros.

> FOCUS FIN DE CRISE AU CLUB MED

Président du Club Med depuis vingt-deux ans, Henri Giscard d'Estaing a gagné le bras de fer qui l'opposait depuis fin 2023 au patron de Fosun Tourism Group, son propriétaire depuis 2015. Cet été, il a dû encaisser l'éviction de son numéro deux, Michel Wolfovski, qui s'était opposé à la nomination d'un directeur financier parachuté par Fosun, Edmund Choi. Giscard d'Estaing a convaincu Fosun d'accepter sa proposition de nouvelle gouvernance, avec trois directeurs généraux délégués : Gino Andreetta, Gregory Lanter et Andrew Xu. Deux autres cadres de son équipe, Sylvie Brisson et Anne Browaey, voient leurs fonctions élargies. Cet organigramme permet de faire monter en grade des proches du patron français tout en satisfaisant Fosun. Edmund Choi sera bien directeur financier du Club Med, mais placé sous l'autorité d'Andrew Wu, nommé à la tête du pôle finance. Ce vétéran de Fosun, directeur général Chine du Club Med depuis plusieurs années, connaît bien Henri Giscard d'Estaing. Cette nouvelle organisation a pour ambition « d'inscrire le Club Med dans une nouvelle phase de développement, qui se traduira par un nouveau projet stratégique "Club Med 2030" ».

IVAN LETESSIER

L'HISTOIRE

Novo Nordisk pressé aux États-Unis de baisser le prix de ses médicaments anti-obésité

Le très conservateur patron de Tesla, Elon Musk, et le sénateur américain de gauche Bernie Sanders sont au moins d'accord sur un point : il faut baisser le prix des médicaments anti-obésité commercialisés par le laboratoire danois Novo Nordisk. « Elon Musk a raison », a admis Bernie Sanders mardi au Sénat. Résoudre le problème de l'obésité réduit considérablement le risque d'autres maladies, en particulier le diabète, et améliore la qualité de vie. Nous devons trouver un moyen de mettre les inhibiteurs d'appétit à la disposition de tous ceux qui le souhaitent. » Ce mardi, le directeur général (DG) de Novo Nordisk, Lars Fruergaard Jorgensen, était auditionné au Sénat. Si l'antidiabétique Ozempic et l'antiobésité Wegovy sont très populaires aux États-Unis (40 % de la population y souffre de surpoids), leur prix y fait polémique.

Face au patron danois, le sénateur américain n'a pas mâché ses mots. « Jugez-vous acceptable que 40 000 personnes meurent si vous n'agissez pas » pour rendre vos médicaments plus abordables ? Il a souligné qu'une dose mensuelle de Wegovy (encore non disponible en France) coûte 1349 dollars aux États-Unis mais 92 dollars en Angleterre et 137 dollars en Allemagne. Le DG a assuré qu'il « se pencherait » sur le sujet. Même si, à ses yeux, les prix américains s'expliquent par les spécificités du système de santé local, où des intermédiaires négocient des remises auprès des laboratoires pharmaceutiques pour le compte des compagnies d'assurance. Plus le prix des médicaments est élevé, plus leur commission l'est, a-t-il expliqué. Et il a souligné que 80 % des Américains ayant souscrit une assurance santé paient leur traitement moins de 25 dollars par mois. ■

MARIE BARTNIK

LA SÉANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2024

CAC 40 7565,62 -0,50%	EUROSTOXX 50 4917,67 -0,47%
DOW JONES 41988,01 -0,52%	FOOTSIE 8268,70 -0,17%
ONCE D'OR 2550,00 (2480,00)	NASDAQ 19981,37 +0,18%
PÉTROLE (Brent) 74,330 (75,150)	NIKKEI 37870,26 -0,19%

le **PLUS**
du
FIGARO ÉCO
ÉNERGIE
Innovation :
une pompe à
très haute
chaleur pour
l'industrie
PAGE 24



GENERATION SYNERGIE

Pour Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels, l'ÉNERGIE est le grand défi des futures générations. Pour le relever, nous participons activement à de nombreux projets territoriaux de transition énergétique que ce soit dans le photovoltaïque, l'éolien, la méthanisation... En 2024, nous avons atteint notre objectif d'1 milliard d'euros d'engagements, pour changer demain.

ARKEA BANQUE
ENTREPRISES & INSTITUTIONNELS
DE NOUVEAUX LIENS POUR CHANGER DEMAIN

UNE FILIALE DU
Crédit Mutuel
ARKEA



Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels. Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 1 185 987 450 euros, banque et courtage d'assurances. N° ORIAS : 07 026 594 - RCS BREST 378 398 911. Siège social : Allée Louis Lichou - 29480 Le Relecq-Kerhuon. Adresse postale : 3 Avenue d'Alphas CS 96 856 - 35760 Saint-Gregoire. Crédit photo : Getty Images

L'Allemagne se mobilise pour sauver son indus

Pierre Avril Correspondant à Berlin

Les constructeurs voient leurs ventes baisser. Volkswagen devrait procéder à des licenciements économiques.

Sur le ring de l'industrie automobile allemande, les constructeurs et le puissant syndicat IG Metall tantôt s'affrontent, tantôt se liquent face à l'État arbitre qui veille à la santé - chancelante - des deux combattants. Le dernier round en date a eu lieu mercredi 25 septembre, chez Volkswagen, avec l'ouverture d'un cycle de négociations salariales où les métallurgistes exigent des hausses de rémunération de 7% en dépit d'un sévère plan d'économie préparé par la firme de Wolfsburg. Et menacent de grèves d'avertissement cet hiver.

«Le turbocapitalisme ne fera jamais son entrée chez Volkswagen», a prévenu Daniela Cavallo, présidente du comité d'entreprise. Une manifestation a réuni 3000 salariés devant le château des ducs de Hanovre, où se sont retrouvés les partenaires sociaux. Actionnaire à hauteur de 10%, détenant 50% des droits de vote au conseil de surveillance, l'État régional de Basse-Saxe, dirigé par les sociodémocrates, devrait s'opposer à toute fermeture de site en Allemagne, une mesure un temps évoquée par la direction du groupe Volkswagen. Le ministre-président du Land, Stephan Weil, en appelle à des «mesures intelligentes».

Le premier round s'est déroulé lundi lors d'un sommet de la filière (*Autogipfel*), où le ministre de l'Économie et du Climat, Robert Habeck, a prononcé l'engagement que tous ses interlocuteurs attendaient : «*Nous avons besoin de signaux clairs et fiables pour le marché*», a déclaré le dirigeant politique écologiste, sous-entendu un soutien financier de Berlin. Une partie de l'économie de 10 milliards d'euros de subventions réalisées par le gouvernement après le report par le fabricant de puces Intel de son implantation dans le Brandebourg pourrait être mise à contribution au profit de la voiture.

« Nous avons besoin de signaux clairs et fiables pour le marché »

Robert Habeck
Ministre de l'Économie et du Climat

Après un coup de froid entre l'industrie et le pouvoir politique à la fin du gouvernement Merkel, lié au scandale du Dieseltgate, l'auto retrouve progressivement son crédit politique auprès du nouveau gouvernement. Il est vrai que la filière emploie 780 000 personnes en Allemagne. Outre IG Metall, les constructeurs al-

lemands et Tesla, les équipementiers Continental, Boch et ZF (qui a annoncé 14 000 suppressions d'emplois sur quatre ans) étaient présents lors du sommet de lundi. Aussi bien Mercedes que BMW accusent des chutes de leur rentabilité au premier semestre 2024. VW, de son côté, a déjà brisé un premier tabou en dénonçant un accord de garantie d'emplois censé courir jusqu'en 2029. La firme de Wolfsburg devrait, au moins dans un premier temps, recourir à des licenciements économiques.

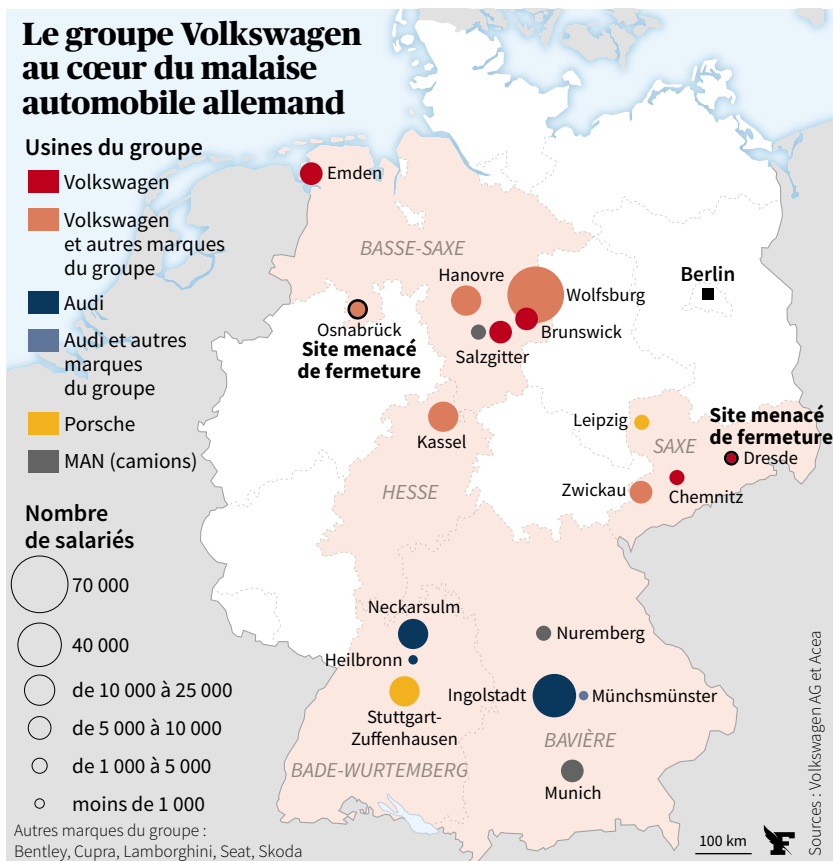
Robert Habeck a néanmoins exclu toute «*décision rapide*», semblant privilégier des réponses structurelles aux «*feux de paille*». «*Nous ne sommes pas confrontés à une crise de l'automobile, mais à une crise du "made in Deutschland"*», a appuyé la fédération patronale du secteur (VDMA), visant en particulier les coûts prohibitifs de l'énergie

dans le pays. Pour l'heure, aucune mesure concrète n'a été annoncée.

Jusqu'à présent, pris entre plusieurs feux, Berlin a très largement tâtonné dans sa réponse aux difficultés de la filière, surtout depuis que celle-ci a abordé - avec retard - le virage électrique. Son objectif de mise en circulation de 15 millions de véhicules à batterie est remis en cause. L'infrastructure à égale-tendance à patiner. Lors d'un précédent sommet, à l'automne 2019, l'ex-chancelière Angela Merkel visait l'installation d'ici 2030 de 1 million de bornes de recharge. Cinq ans plus tard, au 1^{er} mars 2024, le pays n'en comptait que 125 000 mais pointait néanmoins à la deuxième place en Europe à égalité avec la France, selon l'institut Statista, qui mesure le ratio par véhicule. Une loi actuellement examinée au Bundestag prévoit la présence obligatoire de bornes à proximité de chaque station-service.

Pour sa part, l'effet du programme public d'aide à l'achat de véhicules électriques s'est révélé éphémère et controversé. Depuis son expiration, le 31 décembre dernier, le marché national accentue sa chute, faisant de Volkswagen, doté des prix les plus bas, la principale victime. La suppression de ce bonus «*fut clairement une erreur*», estime le ministre-président (SPD) de Basse-Saxe, qui appelle le gouvernement à corriger celle-ci. Mais sa réintroduction, demandée par IG Metall, ne fait pas partie des priorités. «*Les aides publiques d'aujourd'hui sont toujours les impôts de demain*», met en garde la fédération allemande des machines-outils (VDMA), appelant plutôt Berlin à investir dans la recherche.

Le gouvernement Scholz se révèle plus protectionniste. Sans craindre de heurter ses partenaires européens et de



Le ministre allemand de l'Économie et du Climat, Robert Habeck, visite l'usine Volkswagen d'Emden, le 20 septembre.

Revigoré mais alarmiste, Renault lance un nouveau cycle de négociations sociales

Valérie Collet

Plus profitable, allégé de plusieurs milliers de salariés... Le groupe Renault de 2024 est bien plus affûté que celui de décembre 2021, date à laquelle le dernier accord social triennal avait été signé par trois organisations syndicales sur quatre. Il y a trois ans, les salariés étaient encore sous le choc. Début 2021, le Losange avait affiché 8 milliards de pertes nettes! Renault était aux abois. Ce jeudi, un nouveau round de discussions démarre dans une ambiance sensiblement différente. En juillet, le directeur financier du groupe Renault déclarait fièrement : «*En termes de profitabilité, nous atteignons un record, à 8,1% du chiffre d'affaires, en progression de 0,5 point sur un an.*» Un niveau de marge effectivement inédit pour Renault, plutôt abonné aux marges inférieures à 5% du chiffre d'affaires.

Pourtant, cet été, lors des premières réunions de cadrage qui ont réuni certains syndicats et la direction des ressources humaines, le management du groupe a tenu un discours empreint de gravité inquiétant dans un document écrit qu'il fallait désormais «*mener les transformations nécessaires à la survie de l'entreprise, dans un cadre socialement acceptable*», selon *Les Échos*.

Le Losange est-il à nouveau au bord du gouffre pour que les négociations sociales soient abordées dans ces termes? Dans les semaines qui ont suivi, des rumeurs de milliers de suppressions de postes ont animé les discussions de couloir. «*Des fake news, s'exclame un cadre de la direction. Il y aura certainement des mesures d'âge pour accompagner les salariés en fin de carrière sur la base du volontariat, comme cela se pratique depuis longtemps dans l'industrie automobile. Mais cela ne devrait pas concerner plus de 2000 salariés*», indique cette source.

Le précédent accord social prévoyait 1700 départs en trois ans sur la base du volontariat, notamment dans les rangs de l'ingénierie. Ils s'ajoutaient aux 4600 départs déjà enregistrés aux cours des deux années précédentes. Aujourd'hui, les syndicats se préparent à plus de deux mois de négociations sur des thématiques très variées : gestion des emplois et des parcours professionnels, organisation du temps de travail, formation, embauches, départs, partage de la valeur... mais sans boussole. Ils espèrent que leur direction n'a pas noirci le tableau au point de passer au second plan les contreparties aux efforts qui ont contribué à la réussite du plan de sauvetage baptisé Renaulution : primes, congés, mutuelle, télétravail... les pistes seront toutes passées en revue.



« Nous abordons 2025 avec un marché de la voiture électrique qui est à la moitié de ce qu'il devrait être, et ce sans visibilité sur les mesures de stimulation de la demande »

Luca de Meo
Directeur général de Renault

Mais plus largement, les représentants des salariés attendent d'être éclairés sur le plan d'action et la stratégie envisagés par la direction dans un contexte mondial très tendu. Les groupes chinois comme BYD, Saic (MG), Geely, allié de Renault dans sa branche thermique, et Leapmotor - partenaire de Stellantis - piaffent d'impatience sur le marché de l'électrique. Renault a d'ailleurs choisi de confier le développement de sa prochaine Twingo électrique à Launch Design, une société d'ingénierie chinoise basée à Shanghai qui compte un centre de style près de Turin. Un électrochoc pour les équipes maison de l'ingénierie. «*Le budget pour le faire en interne n'aurait pas été le même, indique-t-on chez Renault. Il avait été question de le confier à une société indienne. Finalement elle est chinoise.*»

Risque d'amendes

Renault prévoit de produire la petite voiture en Slovaquie dans son usine de Novo mesto. Plus rapide et moins cher... C'est d'ailleurs l'objectif que Luca de Meo martèle en interne. Le patron de Renault vise un temps de développement des véhicules de moins de cent semaines, contre trois ans précédemment. Le seul moyen de lutter contre les nouveaux géants de l'industrie automobile : Tesla et les acteurs

chinois, plus inspirés par les «Tech companies» que par les dinosaures de l'industrie automobile.

Autre sujet de préoccupation : les normes d'émissions de CO₂ requises en Europe. Renault se prépare à un budget 2025 particulièrement difficile à établir, miné par le risque d'amendes en raison du volume insuffisant de véhicules électriques vendus. Ce n'est pas un hasard si Luca de Meo martèle son argumentaire sur l'impossible seuil de CO₂ prévu par Bruxelles en 2025. «*Atteindre le niveau d'émissions de CO₂ requis en 2024 sera très dur. Mais en 2025, c'est un mur qu'il faudra franchir*», reconnaît un cadre de Renault. Mardi, Luca de Meo a une nouvelle fois alerté les autorités européennes dans une tribune parue dans le quotidien italien *Il Sole 24 Ore* : «*Nous abordons 2025 avec un marché de la voiture électrique qui est à la moitié de ce qu'il devrait être, et ce sans visibilité sur les mesures de stimulation de la demande, et surtout avec l'épée de Damoclès des amendes de plusieurs milliards, alors que nous, l'industrie automobile, sommes sur le point de lancer pas moins de 86 nouveaux modèles de voitures électriques en vingt-quatre mois*», écrit celui qui préside également l'Association des constructeurs automobiles européens. Les salariés de Renault défendront leur cause quelle que soit la hauteur du mur. ■

trie automobile

Le gouvernement Scholz tâtonne sur la nature des aides à accorder à ces industriels.



ANNEGRET HILSE/REUTERS

Le turbocapitalisme ne fera jamais son entrée chez Volkswagen



Daniela Cavallo
Présidente du comité d'entreprise de Volkswagen

créer un nouvel accroc dans la coalition gouvernementale, le ministre libéral des Transports, Volker Wissing, avait imposé aux Vingt-Sept, au printemps 2023, l'usage des e-fuels (carburants de synthèse) au-delà de 2035, date à laquelle les moteurs à combustion sont censés être bannis de l'Union européenne (UE) pour les voitures neuves. À l'époque, à Bruxelles, « on ne s'était pas couvert de gloire », a reconnu lundi Robert Habeck. Le leader écologiste n'exclut pas néanmoins une nouvelle révision de la directive.

À la demande du secteur, Berlin pourrait demander à nouveau aux États membres d'assouplir le calendrier (annuel) de réduction des émissions de CO₂. Le chef de la fraction conservatrice au Parlement européen, Manfred Weber, député CSU de Bavière, exige la suppression des pénalités imposées aux constructeurs qui ne respectent pas les

objectifs communautaires d'émissions. Pour sa part, le gouvernement Scholz envisage d'aider les contrevenants à effacer leur future ardoise.

De même, sous la pression de son industrie, l'Allemagne mène la fronde à Bruxelles contre le projet communautaire d'une hausse des droits de douane sur les véhicules chinois vendus à bas prix en Europe. Berlin s'oppose à la France sur le sujet. De fait, en partenariat avec des industriels locaux, les constructeurs allemands ont massivement localisé leur production en Chine, même si cette stratégie risque aujourd'hui de se retourner contre eux.

Volkswagen est soupçonné de complicité de travail forcé dans son usine du Xinjiang, où la minorité ouïgoure est persécutée. « L'influence exercée par les plus grands groupes allemands sur la politique chinoise du gouvernement devient inversement proportionnelle à leur poids

respectif dans l'économie », critique Max Zenglein, chef économiste à l'institut Merics. Bien que favorable à un durcissement vis-à-vis de Pékin et du régime chinois, l'écologiste Robert Habeck a déclaré lors du sommet qu'il n'était « pas fan des droits de douane ».

« L'Allemagne, tout comme l'UE, n'a aucune stratégie industrielle et la politique de Robert Habeck est la plus chaotique »

Ferdinand Dudenhöffer
Directeur du CAR

Ferdinand Dudenhöffer, le directeur du Centre de recherche sur l'automobile (CAR), voit dans ces contradictions, une faille de l'action publique allemande. « L'Allemagne, tout comme l'UE, n'a aucune stratégie industrielle, et la politi-

que de Habeck est la plus chaotique. Un jour, il fait de l'acier vert, le lendemain, il soutient les usines de batteries et le troisième, il passe à la voiture elle-même », critique cet expert. Son parti écologiste est en pleine crise après la démission, mercredi, de ses deux présidents.

Dans la crise qui secoue l'automobile allemande, Ferdinand Dudenhöffer distingue Volkswagen des autres constructeurs. Si les derniers souffrent d'un environnement défaillant et d'une compétitivité insuffisante, la firme de Wolfsburg aurait pour principal handicap d'être une quasi-« entreprise d'État » où IG Metall et les sociodémocrates, au pouvoir en Basse-Saxe, feraient la loi. « Cette situation capitaliste détruit la capacité d'adaptation de l'entreprise », estime le directeur du CAR. À l'heure d'échafauder un plan d'aide, de l'actionnariat de Volkswagen, il ne sera néanmoins pas question. ■



FABIAN BÄMMER/REUTERS, ANNEGRET HILSE/REUTERS

Des ouvriers manifestent avant l'ouverture d'un cycle de négociations salariales entre Volkswagen et les partenaires sociaux, mercredi, à Hanovre.

La Leapmotor T03, cheval de Troie de l'industrie chinoise en Europe

Emmanuel Egloff

Une offre de lancement à 18 900 euros, qui pourrait porter le prix final sous le seuil psychologique des 15 000 euros en cas de bonus de 4 000 euros sur les véhicules électriques. La nouvelle voiture d'origine chinoise Leapmotor T03, assemblée en Pologne et de ce fait probablement éligible au bonus, pourrait bien dynamiser le marché français du véhicule électrique. La Citroën ë-C3, dont les livraisons vont débiter très bientôt et qui occupe jusqu'à présent le rang de véhicule électrique le plus compétitif à 19 300 euros bonus inclus, pourrait particulièrement en souffrir. Cette situation est pour le moins étonnante, puisque Citroën appartient comme la marque Leapmotor au géant Stellantis.

Le partenariat entre Leapmotor et Stellantis a commencé en octobre dernier. Le groupe dirigé par Carlos Tavares a pris une participation de 21 % dans le capital du constructeur chinois. Surtout, les deux groupes ont créé une coentreprise, détenue à 51 % par Stellantis et 49 % par Leapmotor, pour produire, exporter et vendre les véhicules électriques du chinois en dehors des frontières de l'empire du Milieu. Et en visant plus particulièrement l'Europe.

Les deux partenaires sont allés vite, puisque la commercialisation des premiers véhicules Leapmotor sera disponible dans les points de vente dès le début du mois d'octobre. Les deux modèles commercialisés sont actuellement testés par la presse spécialisée du côté de Milan. Le premier, la Leapmotor T03, est une petite voiture urbaine du segment A. Elle affiche 265 km d'autonomie et un prix de 19 500 euros, ramené à

18 900 euros pour les premiers clients. Le second véhicule, le C10, est beaucoup plus imposant. C'est un SUV, électrique également, du segment D, bénéficiant de 420 km d'autonomie et d'équipements plus haut de gamme. Il est proposé à 36 400 euros (avec une offre de lancement à 34 900 euros). La T03 va concurrencer les Citroën ë-C3 ou Dacia Spring alors que le C10 devrait prendre des parts de marché au Model Y de Tesla.



LEAPMOTOR/STELLANTIS

Concurrente des Citroën ë-C3 et des Dacia Spring, la Leapmotor T03 pourrait bien dynamiser le marché français du véhicule électrique.

Outre leur prix, le succès de ces modèles va dépendre des réseaux de points de vente. Stellantis met tous les atouts de son côté sur ce plan, en utilisant une partie de celui de ses 14 autres marques. En France, le constructeur vise 120 points de vente d'ici à la fin du premier trimestre 2025. À l'échelle de l'Europe, ils devraient être 350 d'ici à la fin de 2024 et 500 d'ici à 2026.

Assemblage de kits

Pour aller aussi vite, Stellantis et Leapmotor ont fait au plus rapide. Il s'agit de vendre en Europe des véhicules conçus en Chine pour le consommateur chinois. Stellantis revendique un assemblage sur le Vieux Continent, plus précisément dans son usine polonaise de Tychy. C'est exact. Néanmoins, il s'agit essentiellement de la méthode dite CKD (pour « complete knock-down ») qui consiste à réaliser l'assemblage de kits provenant de Chine. Ce qui signifie que la grande majorité – la part exacte n'est pas connue – des pièces et des composants provient d'Extrême-Orient.

Cette méthode de fabrication explique que les deux partenaires soient capables de proposer un prix aussi compétitif. La Dacia Spring, du groupe Renault, dont les composants mais également l'assemblage final sont réalisés en Chine, affiche également

un prix de 18 900 euros. Sauf que la Spring ne bénéficie pas du bonus de 4 000 euros dévolu à l'achat d'une voiture électrique neuve. En effet, le gouvernement français a conditionné, depuis le début de l'année, l'obtention de ce bonus aux véhicules fabriqués sur le Vieux Continent. D'ailleurs, privées de ce bonus, les ventes de Dacia Spring se sont effondrées en France depuis le début de l'année.

Stellantis a joué plus subtil. Le fait d'assembler les véhicules Leapmotor en Europe, même à partir de composants chinois, devrait lui permettre de continuer à bénéficier du bonus « véhicule électrique ». La liste publiée par l'Ademe des voitures éligibles est attendue dans les prochaines semaines. Tous les spécialistes de l'automobile vont regarder avec attention les performances commerciales du Leapmotor T03 et de la Citroën ë-C3.

Un échec commercial de cette dernière pousserait sans doute les dirigeants de Stellantis à s'interroger sur leur stratégie concernant la marque aux chevrons. Surtout, un succès du véhicule à composants très chinois risque d'inciter les constructeurs à adopter la même stratégie que Stellantis pour leurs propres modèles. Les autorités françaises devraient, également, réfléchir à cette version moderne du cheval de Troie. ■

Le plan du gouvernement pour dégager jusqu'à 21 milliards en augmentant les impôts

Julie Ruiz Perez

Matignon arbitre en ce moment l'ampleur des mesures fiscales qui serviront à redresser les comptes.

Dans la dernière ligne droite de la préparation du budget, les réformes fiscales deviennent un jeu de piste. « *Oui, la situation de nos finances publiques est grave, et je n'irai pas par quatre chemins : en 2024, le déficit public risque de dépasser les 6 % du PIB* », a déclaré le ministre des Comptes publics, Laurent Saint-Martin, ce mercredi lors de sa première audition à la commission des finances de l'Assemblée. On est désormais loin des 5,1 % espérés il y a quelques semaines. La situation budgétaire est d'autant plus sinistre que le calendrier est serré. Le ministre a ainsi annoncé qu'il présenterait le texte du budget 2025 « *dans deux semaines* ». Avant cela, le premier ministre « *donnera des indications sur les différentes options de redressement des comptes* » au cours de son discours de politique générale prévu, pour l'heure, le 1^{er} octobre.

Mais les marges de manœuvre budgétaires sont encore plus serrées que le calendrier. Pour tenir à minima les critères européens (la France est sous le coup d'une procédure pour déficit excessif à Bruxelles), ce sont au moins 30 milliards d'euros qu'il faudra trouver dans le prochain budget. Même si, selon le ministre des Comptes publics, le rétablissement des comptes passera « *prioritairement* » par des baisses de dépenses, le nouveau gouvernement a aussi mis sur la table une liste de pistes d'augmentations d'impôts. À la clé, un potentiel de recettes supplémentaires pouvant aller jusqu'à 21 milliards d'euros.

Parmi les mesures étudiées, donc, la plus plausible – parce que relativement indolore – est celle d'une augmentation de la TICFE, à savoir la taxe sur l'électricité. Lors de la crise des prix de l'énergie, le gouvernement avait baissé son taux au minimum. Elle a été réaugmentée en février dernier, passant de 1 euro le MWh à 21 euros. Cette taxe pourrait être ramenée à son niveau d'avant-crise, soit 32 euros, dès janvier 2025. Vu les prix actuels du marché, le tarif réglementé pourrait quand même baisser sur la facture des consommateurs, malgré cette augmentation de taxe. Si le gouvernement choisissait d'inclure cette hausse dans le budget, cela pourrait rapporter jusqu'à 4 milliards d'euros supplémentaires aux caisses de l'État, indique un document de travail.

L'abandon de la baisse de la CVAE – un impôt de production – est, de source gouvernementale, inéluctable. Le pré-

cédent budget prévoyait de supprimer cet impôt d'ici à 2027, à un rythme de 1 milliard d'euros par an. Mais dans la situation budgétaire actuelle, les milieux patronaux ont peu d'espoir de voir cette promesse se réaliser. En réalité, pour

« Une hausse des charges généralisée serait un coup dur pour beaucoup de secteurs de l'économie »

Une source patronale

les entreprises, c'est plutôt les questions de hausses d'impôt qui sont à l'ordre du jour. En début de semaine, le président du Medef s'est d'ailleurs dit prêt à discuter de ce sujet sensible avec le nouveau gouvernement. En tout état de cause, Michel Barnier, avant même la nomination de son équipe ministérielle, avait commencé à plancher sur une surtaxe de l'impôt sur les sociétés.

Le premier ministre « *envisage une surtaxe sur l'impôt sur les sociétés* » – dont le taux a été ramené de 33,3 % à 25 % pendant le premier quinquennat d'Emmanuel Macron. Reste à savoir si ce dispositif serait particulièrement ciblé sur les grandes entreprises. « *Si l'impôt sur les sociétés était augmenté de 3 points pour toutes les entreprises, cela pourrait rapporter jusqu'à 7 milliards d'euros* ». La hausse, si elle était mise en œuvre, devrait être « *temporaire* ».

Le coût du redressement des finances publiques pour les entreprises pourrait ne pas s'arrêter là. Le gouvernement réfléchit également à augmenter les charges patronales au niveau du smic afin de « *recupérer* » 4 milliards d'euros sur les 75 milliards d'euros par an de manque à gagner que représentent les allègements de charges. « *Une hausse des charges généralisée serait un coup dur pour beaucoup de secteurs de l'économie* », commente une source patronale. Autre « *coup dur* » pour les entreprises, le gouvernement réfléchirait

également à toucher à deux totems fiscaux : le crédit d'impôt recherche (CIR) et le pacte Dutreil (voir ci-dessous), afin de récupérer respectivement 400 millions d'euros et 100 millions d'euros sur ces niches fiscales.

Certains particuliers pourraient également être visés par des « *prélèvements ciblés* » dans le prochain budget, selon la formule du premier ministre. Comme chaque année, les services de Bercy planchent sur les modalités d'indexation du barème. Traditionnellement, les cinq tranches du barème de l'impôt sur le revenu (IR) sont ajustées sur l'inflation afin que ceux dont les salaires augmentent au même rythme que les prix ne perdent pas de pouvoir d'achat. L'an dernier, Bruno Le Maire affirmait que cette mesure représentait environ 6 milliards d'euros de manque à gagner pour l'État. En ce moment, le gouvernement réfléchit à moduler l'indexation du barème l'an prochain afin de récolter jusqu'à 4 milliards d'euros de recettes supplémentaires. Ainsi, les tranches su-

périeures pourraient être relevées d'un montant inférieur à l'inflation – ou ne pas être relevées du tout. Autre moyen de se focaliser sur « *les plus fortunés* », toujours selon une formule du premier ministre, la flat tax – le prélèvement forfaitaire unique (PFU) – pourrait aussi être augmentée. Ce dispositif de taxation des revenus du capital perçus par les personnes physiques est actuellement plafonné à 30 %. L'exécutif pourrait choisir de le rehausser de 5 points – suivant une ancienne proposition de l'allié MoDem –, ce qui pourrait rapporter entre 1 et 2 milliards d'euros aux caisses de l'État.

Interrogé par les députés sur les hausses d'impôts, le ministre de l'Économie et des Finances, Antoine Armand, s'est contenté de répondre que le gouvernement était « *au travail* ». Et de renouveler les promesses du premier ministre de protéger les TPE et PME ainsi que les classes moyennes. « *Seul le chiffrage du projet de loi de finances fera foi* », indique de son côté un proche de Michel Barnier. ■



« *Oui, la situation de nos finances publiques est grave, et je n'irai pas par quatre chemins : en 2024, le déficit public risque de dépasser les 6 % du PIB* », a déclaré, ce mercredi, le ministre des Comptes publics, Laurent Saint-Martin, lors de sa première audition à la commission des finances de l'Assemblée.

Les aides à la transmission d'entreprise dans le viseur de l'exécutif

Louise Darbon

Les entreprises s'inquiètent des velléités de toucher aux droits de succession sanctuarisés par le pacte Dutreil.

Emmanuel Macron l'avait promis en 2022, il ne fait « *pas partie de ceux qui pensent qu'il faut augmenter les droits de succession à tout-va, au contraire* ». Son programme en était le reflet, avec la promesse de relever à 150 000 euros l'abattement sur les successions en ligne directe – entre parents et enfants et d'introduire un abattement de 100 000 euros sur les successions indirectes, entre les autres membres d'une même famille. Et ce, alors que la fiscalité sur les héritages est très impopulaire dans l'esprit des Français.

Mais à l'heure où l'on s'alarme de la dérive des finances publiques – jusqu'au nouveau ministre de l'Économie Antoine Armand, qui a reconnu devoir travailler dans « *un contexte budgétaire inédit* » –, la question de la taxation des successions revient sur le devant de la scène. La Cour des comptes présentait ce mercredi le rapport commandé par le président LFI de la commission des finances, Éric Coquerel, sur les droits de succession. Soulignant une « *situation des finances publiques qui interdit toute baisse d'impôt non financée par des économies en dépense* », les sages de la rue Cambon estiment

« *qu'une réforme des droits de succession (...) devrait nécessairement se faire à produit constant* ».

Autrement dit, si l'on veut baisser les taux d'imposition pour « *mieux prendre en compte les évolutions familiales et sociétales* », cela ne pourra se faire qu'en réduisant certains « *avantages fiscaux dérogatoires* », explique la cour. Avec en ligne de mire notamment, le fameux pacte Dutreil. Ce dispositif, qui a fêté ses 20 ans en 2023, permet – sous certaines conditions – une exonération des droits de donation ou de succession pour les transmissions de parts ou d'actions de sociétés qui exercent une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale à concurrence de 75 % de leur valeur.

Le dispositif permettrait de corriger l'écart important depuis les années 1980 entre la France et ses voisins européens en matière de taxation de la transmission d'entreprise – alors que la fiscalité s'élevait à environ 45 %. Si la cour rappelle la motivation à l'origine du Dutreil, soit « *éviter que les héritiers d'un chef d'entre-*

prise ne soient contraints, pour acquitter les droits de succession, soit de prélever sur l'entreprise des sommes excessives sous forme de dividendes, soit de céder l'entreprise à un tiers », elle souligne aussi que le Dutreil – ayant connu un franc succès – a un coût. Si le Conseil d'analyse économique l'évalue entre 2 et 3 milliards d'euros sur 2018 et 2019, les magistrats financiers jugent l'estimation « *incertaine* ».

« Niche fiscale » ou pas ?

Toujours est-il que, malgré l'acharnement du patronat à réfuter le qualificatif de « *niche fiscale* », la Cour des comptes s'inquiète de potentiels comportements d'optimisation fiscale favorisés par le dispositif – qui justifieraient de revoir ses conditions, et de les durcir. Sachant que le projet de loi de finances pour 2024 a déjà procédé à une restriction, sortant du dispositif l'éligibilité des sociétés civiles immobilières procédant à de la location meublée. Pour 2025, c'est un nouveau durcissement, qui rapporterait 100 millions d'euros aux caisses de l'État, que le gouvernement est en train d'étudier.

« *Là où les doutes naissent, c'est lorsque l'on rencontre des groupes d'entreprises structurés en holding* », explique Laurent Desmoulière, directeur de l'ingénierie patrimoniale et fiscale de Financière Meeschaert. Dans ce cas, la jurisprudence prévoit en effet que le pacte Dutreil ne s'applique à 100 % sur les titres de la holding que si celle-ci est considérée comme « *animatrice* », c'est-à-dire qu'elle participe activement, détient des participations majoritaires dans les sociétés commerciales, etc. Ainsi, même si les sociétés commerciales effectivement concernées par le pacte Dutreil ne représentent pas la majorité de la holding, la totalité de la trésorerie possédée par la holding peut être exonérée des droits de succession à 75 %. Une jurisprudence qui pourrait inciter à profiter du dispositif.

« *La trésorerie dans les holdings qui bénéficie du pacte Dutreil est justifiée* », affirme au contraire Frédéric Coirier, coprésident du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (Meti) et patron du groupe familial Poujoulat. « *Elle permet de financer la transmission, mais également d'investir dans la croissance de*

l'entreprise ou de faire face aux coups durs de la conjoncture », avance celui qui rappelle que les ETI n'ont eu que très peu recours aux prêts garantis par l'État lors de la crise sanitaire.

D'où une nécessité, selon lui, de maintenir ce dispositif indispensable à la richesse du tissu économique français, les ETI étant majoritairement détenues par des capitaux familiaux. « *Nous connaissons les conséquences de la fiscalité sur les successions d'entreprises : au début des années 1980, avant qu'on ne taxe les transmissions, la France avait autant d'ETI que l'Allemagne. Aujourd'hui, on compte 16 000 ETI allemandes contre seulement 6 200 en France* », rappelle le chef d'entreprise.

De quoi pousser les dirigeants sur le départ à s'inquiéter de leur succession, avant que l'exécutif ne se décide à y toucher. « *Le pacte Dutreil, plus on en parle aux entreprises, mieux ça vaut* », déclarait ainsi Patrick Martin, le patron du Medef, en juin dernier, tout en précisant – conscient des velléités des décideurs publics d'y toucher –, que « *moins on en parle à l'extérieur, mieux ça vaut* ». ■

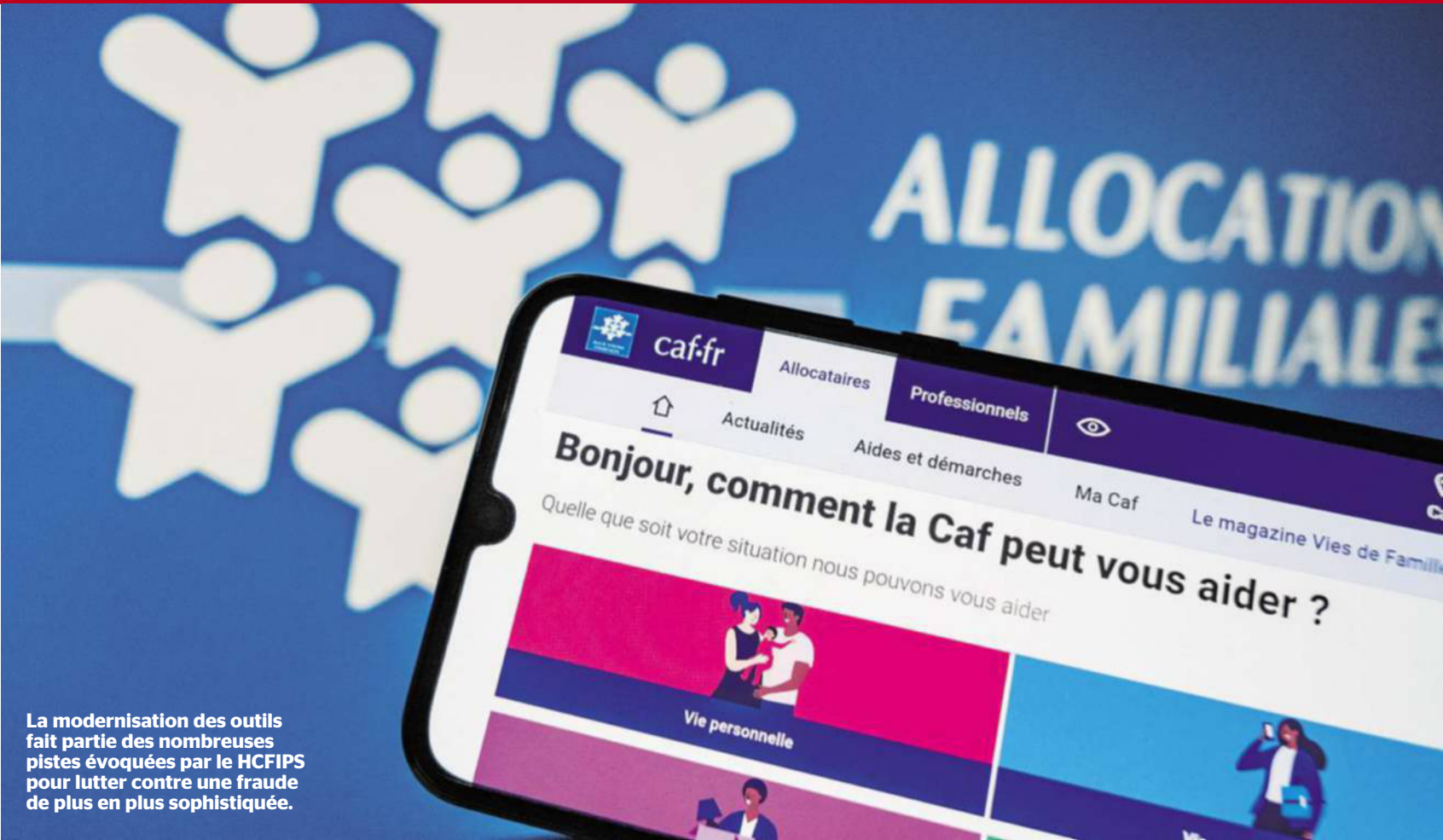
Travail «*au noir*», arnaques à la carte Vitale, détournement de minima sociaux... Longtemps sous-évaluée par l'administration, la fraude sociale dépasse largement les montants avancés. Elle atteindrait «*au moins 13 milliards d'euros*» et l'État s'est montré «*crédule*» sur le sujet, affirme le très officiel Haut Conseil de financement de la protection sociale (HCFIPS), dans un rapport publié mercredi.

Un montant loin des chiffres timides affichés par les caisses de Sécurité sociale. Ainsi, les caisses d'allocation familiale (CAF), qui versent plus de 100 milliards d'euros d'aides, se félicitaient l'an dernier d'avoir détecté... 351,4 millions d'euros de fraude en 2022. Quant à la caisse d'Assurance-maladie, elle s'enorgueillit d'avoir stoppé un montant «*record*» de fraude de 466 millions d'euros en 2023, et juge «*ambitieux*» son objectif d'atteindre 500 millions en 2024.

Au final, alors que la fraude sociale est évaluée à 13 milliards, seuls 2,1 milliards d'euros sont réellement détectés et redressés par les organismes, soit à peine 16 %. Et les fonds recouvrés se limitent à 600 millions. «*Des montants assez faibles*», reconnaît Dominique Libault, président du HCFIPS. Or, «*le système de protection sociale génère en France beaucoup de prélèvements, il est donc essentiel d'établir la confiance et l'équité avec une lutte contre la fraude efficace*», a martelé le haut fonctionnaire, ancien directeur de la Sécurité sociale.

Le rapport fait bien la distinction entre la fraude, qui suppose une intention de détourner le système, et des erreurs qui entachent aussi les comptes des caisses de Sécurité sociale. La Cour des comptes a ainsi refusé, en mai dernier, de certifier les comptes de la branche famille en raison d'un montant d'erreurs atteignant 5,5 milliards d'euros, concernant notamment le RSA, la prime d'activité et les aides au logement. Et la Cour n'a certifié qu'avec réserve les comptes des autres branches.

Pourtant les caisses ont fait des efforts ces dernières années, affectant davantage de personnel pour traquer les fraudeurs et développant des outils numériques performants comme le «*data mining*» ou le recoupement de fichiers entre administrations. Mais elles ont aussi dû faire face à de nombreuses critiques d'associations, accusant le «*fonctionnement délibérément discriminatoire*» des algorithmes utilisés. «*Il faut être transparent pour ne pas donner le sentiment qu'une population est pointée du doigt comme fraudogène, mais l'intelligence artificielle est un outil légitime*», affirme Dominique Libault, qui incite les cais-



La modernisation des outils fait partie des nombreuses pistes évoquées par le HCFIPS pour lutter contre une fraude de plus en plus sophistiquée.

JEAN-MARC BARRE/HANS LUCAS VIA AFP

Longtemps sous-évaluée, la fraude sociale dépasse 13 milliards d'euros

Marie-Cécile Renault

Seuls 2,1 milliards d'euros sont détectés. Et les fonds recouvrés se limitent à 600 millions.

ses à moderniser leurs outils et à former leur personnel pour lutter contre une fraude de plus en plus sophistiquée sur le dark web, en bandes organisées, sur les réseaux.

Parmi 81 pistes d'amélioration, il recommande de renforcer les échanges de fichiers entre les différentes branches de la Sécu entre elles, mais aussi entre la Sécu et les complémentaires santé. Le HCFIPS prône aussi une simplification des normes, qui par leur complexité peuvent être «*fraudogènes*» et encourage à passer d'une culture de contrôle à une approche de prévention dissuasive. «*La mauvaise qualité du droit est un facteur de fraude*», note Dominique Libault. Par exemple, alors que les déclarations de ressources des assurés sont très diverses en fonction des administrations, Dominique Libault appelle à adopter «*un revenu de référence plus simple et plus homogène*».

Mais l'État doit aussi mettre fin à une forme de «*crédulité*», poursuit le haut fonctionnaire, et intégrer dès l'origine le risque de fraude dans ses études d'impact et l'élaboration des normes.

« Le système de protection sociale génère en France beaucoup de prélèvements, il est donc essentiel d'établir la confiance et l'équité avec une lutte contre la fraude efficace »

Dominique Libault
Président du HCFIPS

Ainsi, «*sur les audioprothèses, dès le départ des spécialistes avaient alerté sur le risque de fraude*», rappelle-t-il. Au regard des révélations du livre *Les Fossoyeurs* de Victor Castanet sur les

Ehpad, «*l'État n'est pas assez observateur des stratégies des acteurs économiques qui s'installent sur des secteurs solvabilisés par la dépense publique*», souligne Dominique Libault, qui recommande la création d'un observatoire de la financiarisation de la santé.

Le sujet est devenu ultrasensible. Dès 2020, le magistrat Charles Prats avait mis le feu aux poudres en dénonçant dans *Le Cartel des fraudes*, l'existence d'une fraude sociale évaluée à 50 milliards. Un montant alors totalement contesté par les administrations. Mandatée, la Cour des comptes s'était déclarée incapable de fournir un chiffrage, mais Pierre Moscovici avait jugé «*possible d'assécher à la source une grande partie des risques de fraude*» en croisant en tous sens les fichiers sociaux, fiscaux, bancaires, mais aussi consulaires et scolaires, afin de vérifier les identités et les revenus des bénéficiaires.

Gabriel Attal, lors de son arrivée à Bercy comme ministre des Comptes publics au printemps 2023, s'était emparé du sujet, promettant de «*traquer la fraude - sociale et fiscale - partout où elle se trouve*», renforcer les moyens des administrations et alourdir les sanctions des contrevenants. «*Chaque euro fraudé (...) devra d'une façon ou d'une autre être payé pour financer nos services publics, notre modèle social, notre souveraineté*», martelait-il encore une fois, devenu premier ministre. Mais si sur le volet de la fraude fiscale, 15,2 milliards d'euros ont été recouvrés en 2023, la tâche s'est avérée plus compliquée sur le volet social. Si la traque contre les tricheurs doit être impitoyable, il est «*irraisonnable de penser que c'est le seul levier qui permettra de revenir à l'équilibre financier de la Sécurité sociale*», prévient Dominique Libault. ■

L'économie mondiale tourne la page de l'inflation

Anne Cheyvalle

L'OCDE est optimiste sur la croissance malgré les risques géopolitiques. Mais elle alerte sur l'endettement des États.

Un peu d'optimisme ne nuit pas dans un monde secoué de multiples turbulences. La tonalité du secrétaire général de l'OCDE lors de la présentation, mercredi, des prévisions d'automne était positive. «*L'économie mondiale tourne la page avec une inflation en repli et une croissance robuste*», a commenté l'Australien Mathias Cormann. «*Bien qu'ayant subi sur cinq ans la plus grande pandémie suivie de la plus grande crise énergétique, la croissance a été résiliente*», a surenchéri le chef économiste Alvaro Pereira, qui a salué «*le travail des banques centrales*». Quatre pays sur cinq au sein de l'OCDE se situent à moins de 1 % de la cible d'inflation. Dans les économies du G20, la hausse globale des prix devrait passer de 5,4 % cette année à 3,3 % en 2025 et dans les pays avancés, l'inflation sous-jacente (hors prix alimentaires et de l'énergie) devrait fléchir à 2,1 % l'an prochain.

Ce recul de l'inflation, même si des tensions, inquiétantes, persistent dans les services, est un «*facteur déterminant*» de la résilience. La croissance des salaires vient soutenir les revenus et les dépenses des ménages, même si leur pouvoir d'achat reste inférieur à celui d'avant la pandémie dans plusieurs pays. L'OCDE note aussi un «*redressement plus rapide que prévu*» du commerce mondial au premier semestre et une dynamique forte dans les services.

La consommation privée a en particulier dopé la croissance américaine, attendue à +2,6 % cette année, l'une des meilleures performances parmi les grands pays développés. Par rapport au dernier baromètre, publié en mai, les chiffres ont été revus à la hausse pour la France (+1,1 % en 2024 contre 0,7 % précédemment) - qui bénéficie aussi de la demande domestique et de l'effet Paris2024. Ainsi que pour l'Espagne, tirée par le boom touristique et l'investissement, et le Royaume-Uni.

À l'inverse, l'Allemagne, ex-locomotive européenne, devient le maillon faible de la zone euro avec un petit +0,1 %

La croissance russe en trompe-l'œil

En Russie, l'économie reste florissante, en apparence. L'OCDE a rehaussé ses prévisions de croissance de plus d'un point par rapport à mai, avec un rythme attendu désormais à 3,7 % pour 2024. Certes, ces données suggèrent que l'activité résiste malgré les sanctions occidentales. Or, l'économie est en surchauffe, dopée par les besoins militaires qui aspirent les travailleurs. Au premier trimestre, la production moyenne des industries liées à la guerre a augmenté de plus de 50 % par rapport à avant l'invasion

attendu en 2024, qui suit déjà une année 2023 dans le rouge. Le recul de la confiance a entraîné une hausse du taux d'épargne des ménages et pénalisé l'investissement des entreprises. L'Allemagne, très dépendante du moteur extérieur, subit le double effet d'une baisse de régime du marché chinois et de la concurrence frontale du «*made in China*» sur différents secteurs. Malgré la bonne tenue de la production industrielle, tirée par l'export, nouvelle grande priorité de Xi Jinping, la Chine devrait manquer sa cible de 5 % de croissance cette année. Pékin a annoncé ces derniers jours plusieurs mesures de relance

de l'Ukraine, tandis que celle des autres industries manufacturières n'a augmenté que de 0,5 %. En juillet, la banque centrale a relevé à nouveau son taux directeur de 18 % à 19 % pour endiguer l'inflation qui a atteint 9 %, le niveau le plus élevé depuis deux ans. «*Il est fort probable qu'il y ait un ralentissement important de la croissance l'année prochaine*», prévient Beata Javorcik, économiste en chef à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd). **C. G.**

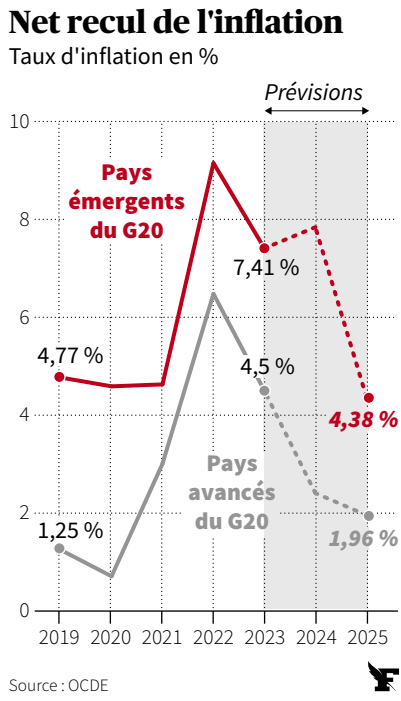
- dont une baisse des taux d'intérêt mercredi - pour soutenir le crédit bancaire et sortir l'immobilier du marasme. Des mesures qui restent insuffisantes pour enrayer la crise de défiance et la montée du chômage, tranchent nombre d'experts.

Marges de manœuvre

Face à une conjoncture globalement bien orientée, l'OCDE n'a pas manqué de lister les risques et incertitudes, au premier rang les tensions géopolitiques, qui pourraient avoir des «*répercussions négatives sur l'investissement et faire croître les prix des importations*». Il pourrait y avoir quelques écarts dans les trajectoires de désinflation, ce qui nécessite un pilotage fin des banques centrales. «*Elles vont suivre de très près les évolutions des prix et des marchés du travail*», souligne Alvaro Pereira.

Dans leur présentation, le secrétaire général et le chef économiste ont alerté sur le niveau très élevé d'endettement et la nécessité de reconstituer des marges de manœuvre budgétaire. D'autant que les États doivent assurer des dépenses supplémentaires pour la défense, la transition verte et le coût du vieillissement des populations. «*Les gouvernements doivent améliorer les ratios de finances publiques, l'efficacité des dépenses publiques et optimiser les recettes fiscales*», a appuyé Mathias Cormann. En rappelant que la dette publique des pays

du G20 avait représenté 113 % du PIB l'an dernier contre 73 % en 2007. Sur le volet recettes, l'OCDE suggère pour de nombreux pays d'accroître les recettes provenant des impôts indirects, des taxes environnementales et des impôts sur le patrimoine. ■



Elsa Bembaron
Envoyée spéciale à Château-Thierry

Cette installation, développée par Dalkia et EDF, fonctionne chez le papetier Wepa Greenfield.

C'est une première mondiale qui a lieu tout près de Château-Thierry (Aisne). L'usine de Wepa Greenfield produit de la pâte à papier à partir de papiers, cartons, tissus non tissés... Ici, le recyclage, on connaît donc très bien. Mais jusque-là, c'était pour traiter 200 000 tonnes de papier par an. Désormais, la chaleur aussi est recyclée, pour une application très particulière.

La prouesse technologique se cache dans un conteneur, collé à l'immense usine. Elle a pour nom Transpac, une pompe à chaleur haute performance développée par EDF R&D et sa filiale Dalkia. Pour comprendre l'intérêt de cette installation, il faut suivre le processus industriel de l'usine. Tout commence par des ballots de cartons et papiers destinés à être recyclés. Cette matière première est hachée, triée – il faut enlever des restes de plastiques, enlever les colles, les encres... – puis mélangée à de l'eau dans d'énormes cuves, avant de passer dans un presse-pâte. Lors de ce processus mécanique, environ 70 % de l'eau est retirée. « Les 30 % restant sont séchés par un apport de chaleur, sous forme de vapeur d'eau. Jusqu'à peu, cette chaleur était obtenue uniquement par deux chaudières à gaz, de 21 tonnes chacune, générant l'essentiel de la consommation énergétique du site », explique Gérard Varlet, responsable process chez Wepa Greenfield. Une fois séchées, les feuilles « brutes » sont expédiées à des papetiers qui en font des produits finis (ramettes de papier, tissus hygiéniques...).

Depuis quelques mois, la pompe à chaleur Transpac récupère la chaleur utilisée pour sécher les feuilles, et la rehausse à 140 °C pour la renvoyer dans le processus. Un cercle vertueux dans lequel la chaleur produite par le site industriel sert à produire la chaleur dont il a besoin, le tout en économisant 5 % de la consommation de gaz. Cela représente 1 000 tonnes de CO₂ évitées par an, puisqu'en France, l'électricité est décarbonée dans sa très grande partie.



La pompe à chaleur Transpac tient dans un conteneur. DALKIA

La France innove avec une pompe à très haute chaleur pour l'industrie

Surtout, cette PAC produit quatre fois plus d'énergie que ce qu'elle consomme, quand le rendement d'une chaudière gaz est inférieur à 1. Mais la grande innovation de cette Transpac tient en sa capacité à produire une chaleur à 140 °C, soit deux fois plus qu'une PAC normale.

Ce résultat est loin d'être anodin. Il a fallu près de quinze ans aux équipes d'EDF R&D pour en arriver là. « C'est le fruit d'un projet qui a démarré en 2010 dans les laboratoires d'EDF », relate Christian Poitou, responsable efficacité énergétique à la R&D d'EDF. Tout est parti d'un constat : l'industrie française produit 110 térawattheures de chaleur fatale par an – la chaleur résiduelle générée par les procédés de fabrication. Après l'avoir perdue pendant des années, les acteurs de l'énergie tentent désormais de valoriser ce gisement, qui équivaut au tiers de la production d'électricité nucléaire d'EDF de l'année dernière, par exemple. « L'idée de base est de récupérer de

la chaleur qui sort sous forme de vapeur à 70 °C pour la porter à 140 °C », résume Christian Poitou. Pour y parvenir, il a fallu tout réinventer : un nouveau compresseur pour la pompe à chaleur, mais aussi un nouveau fluide « frigorigène » (qui, contrairement à ce que son nom indique, est chaud) qui transporte la chaleur en restant toujours à l'état de vapeur. « Ça fonctionne un peu comme un frigo, mais à l'envers », résume-t-il.

Basculer sur une énergie décarbonnée

Réduction de l'empreinte carbone et efficacité énergétique : avec Transpac, l'usine de Château-Thierry coche deux cases très importantes pour son propriétaire allemand. Elle gagne aussi en compétitivité. « Ici, on produit de la pâte à papier, que l'on sèche pour l'expédier à des papetiers qui la mouillent pour en faire du papier », résume Gérard Varlet. Le circuit n'est pas optimum, face des concurrents qui intègrent les deux pha-

ses de production et donc, ne séchent le papier qu'en fin de production. Or, avec sa PAC, le site économise 150 000 euros par an sur sa facture énergétique. Moyennant un investissement de 700 000 euros, Wepa Greenfield se donne les moyens de pérenniser son activité. D'autant que ce démonstrateur a obtenu 400 000 euros de soutien de l'Ademe.

« Ce démonstrateur est unique au monde. Installé en avril 2023 et entré en fonctionnement en août de cette même année, il a fait la preuve de son efficacité », ajoute Éric Botrel, ingénieur d'affaires Dalkia Nord Ouest. Pour cette filiale d'EDF, l'enjeu est désormais de trouver de nouveaux clients. Les applications sont multiples, à la fois dans l'industrie, essentiellement papetière et agroalimentaire, mais aussi pour la fabrication de matériaux de construction, comme le Placoplâtre, qui nécessite une phase de séchage. « Nous voulons en faire une référence pour développer ce type d'installation »,

ajoute Éric Botrel, maintenant que la preuve a été apportée de la pertinence de la solution avec le passage au stade industriel.

Cela s'inscrit aussi dans une volonté politique nationale de basculer une partie de la consommation de gaz – énergie fossile – vers l'électricité, qui, elle, est décarbonnée grâce à la production du parc nucléaire français et aux renouvelables. Il s'agit à la fois de regagner en compétitivité, de réindustrialiser le pays sans plomber sa balance commerciale en important massivement des hydrocarbures et de préserver la planète en réduisant les émissions de CO₂. Plus prosaïquement, c'est aussi un enjeu fondamental pour EDF qui cherche à soutenir la consommation d'électricité en France. Elle a baissé depuis 2019, grâce aux efforts de sobriété et d'efficacité. Tout l'enjeu est désormais de gagner de nouveaux consommateurs en les faisant basculer des énergies fossiles aux électrons. Comme à Château-Thierry. ■

Le propriétaire d'Orangina-Schweppes se secoue à l'international

Olivia Détroyat

Le japonais Suntory veut déployer hors de ses frontières son portefeuille de thés, cafés, eaux et boissons aromatisées.

Dans un peu plus d'un an, Suntory Beverage and Food (SBF), la filiale du géant japonais Suntory dédiée aux boissons sans alcool et compléments alimentaires (Oasis, Orangina, Schweppes, Boss...), franchira une étape importante en Asie du Sud-Est. Il y inaugurera sa sixième usine dans la région, et sa quarante-cinquième dans le monde. Construite dans le delta du Mékong en coentreprise avec PepsiCo, elle représente un investissement d'environ 165 millions d'euros. Pepsi, la marque phare du géant américain, y sera notamment embouteillé, de même que ses boissons énergisantes Mountain Dew et Sting, et les thés glacés Tea+ du groupe japonais.

Ce mois-ci, c'est en Australie que Suntory a mis en service une usine de boissons rafraîchissantes, fruit d'un investissement de 245 millions d'euros qu'il a cette fois porté seul. Cet activisme industriel témoigne de la soif d'expansion de SBF en dehors de ses frontières, alors que le pays du Soleil-Levant pèse encore plus de 40 % de son activité. « Le Japon reste bien sûr le point névralgique de notre R&D, mais la majorité du potentiel de croissance se trouve bien en dehors du pays », résume Makiko Ono, PDG de Suntory Beverage and Food (10 milliards d'euros de chiffre d'affaires).

Comme ses pairs des boissons rafraîchissantes, sodas et jus, SBF est critiqué sur la teneur de ses bouteilles et subit la montée en puissance des marques de distributeurs en Europe et au Japon. Au premier semestre 2024, le groupe a vu la croissance de ses ventes passer sous les 3 % sur les six premiers mois de 2024, un cran en dessous de son objectif de croissance annuelle moyenne de 5 %. « Ma priorité va aujourd'hui à la croissance, d'abord en nous appuyant sur notre portefeuille d'une trentaine de grandes marques, que nous déployons selon les opportunités de tel ou tel pays », explique la PDG. Si, au Japon, nous sommes leaders en grande distribution et présents partout, l'idée est de « combler les trous » sur les autres marchés. Par exemple en Europe sur le segment de l'énergie (energy drinks, cafés...).

Cette incursion sur de nouveaux marchés se fait avec plus ou moins de réussite. En France, sa marque de boisson énergisante V, lancée en 2022, a dû être stoppée faute d'avoir trouvé son public à l'ombre du mastodonte Red Bull. Le groupe repart toutefois à l'offensive en cette rentrée avec le lancement dans l'Hexagone de la marque américaine d'energy drink Celsius, dont il assure la distribution en France, en Grande-Bretagne et en Océanie. « La marque a un positionnement plus fitness et sain, pour des consommateurs soucieux de leur hygiène

de vie », argumente la dirigeante. SBF étudie aussi, pour certains marchés occidentaux, le potentiel de son café premium prêt à boire Boss. Pilier de son portefeuille au Japon, cette marque a déjà été déployée aux États-Unis et en Océanie. En Australie, il va également tenter une incursion dans les boissons alcoolisées, avec des cocktails prêts à boire en canette attendus en rayon en 2025.

« Avec le travail de fond engagé, l'idée est de convaincre nos consommateurs que nos marques valent leur prix »

Makiko Ono

PDG de Suntory Beverage and Food

En France, son plus gros marché en Europe (plus de 10 % de son activité mondiale), Suntory BF planche aussi sur la manière de mieux tirer profit du potentiel de ses marques locales. « C'est le cas d'Orangina, qui pourrait être une marque un peu plus internationale », explique Makiko Ono. Certains de ses piliers sont sous pression : par exemple, Schweppes, victime de la baisse de la consommation de cocktails à base de tonic sur son important marché espagnol,

ou Oasis, qui a souffert à la fin des années 2010 d'une image vieillissante. Pour leur redonner de l'élan, le groupe a décidé de travailler en profondeur. Il a ainsi baissé le taux de sucres (avec ou sans adjonction d'édulcorants) de ses recettes, intégré 33 % de plastique recyclé (rPET) ou végétal dans ses bouteilles, modernisé la forme de ses emballages ou encore lancé de nouvelles références, comme Oasis Tropical, au goût plus fruité. Entamé avec Oasis en France en 2021, ce travail de fond a donné un coup de fouet à la marque. Elle a regagné 0,4 % de part de marché en volumes et 44 % de chiffre d'affaires depuis 2020, dans un contexte très inflationniste. De quoi convaincre SBF de dupliquer la recette sur Schweppes, et bientôt sur Orangina.

Réalisée en pleine flambée des prix de nombreuses de ses matières premières (plastique, orange, fructose, sucre...), cette montée en gamme n'est pas sans impact pour le consommateur. Le groupe s'apprête à passer sa quatrième hausse de tarifs en deux ans. « Avec le travail de fond engagé, l'idée est de convaincre nos consommateurs que nos marques valent leur prix », explique la dirigeante. Le groupe compte aussi sur la forte décélération de l'inflation en Europe pour accélérer son retour dans les Caddie. « Même si certaines de nos matières premières comme l'orange ou le fructose

continuent d'augmenter, nous prendrons en compte le degré de tolérance des clients à de nouvelles hausses de prix », précise Makiko Ono. Notamment en épargnant davantage les catégories qui ont connu les plus fortes inflations. »

Ce souci de préserver les volumes est crucial pour le groupe. Il veut porter sa marge opérationnelle à 10 % d'ici à 2026, contre 9 % aujourd'hui, loin des 13,1 % de marge affichés par PepsiCo, mais surtout des 24 % du roi du secteur Coca-Cola Company (Coca-Cola, Sprite, Fanta...). « Cela s'explique par des marges inférieures au Japon, dues notamment à notre forte présence dans le circuit des distributeurs automatiques, qui a souffert ces dernières années des restrictions sanitaires et du télétravail », conclut Makiko Ono.

Pour redresser la barre dans l'Archipel, le groupe compte augmenter les lancements de références premium, par exemple les thés revendiquant des bénéfices (certifiés) pour la santé. Mais aussi optimiser la localisation des quelque 360 000 distributeurs automatiques qu'il possède en propre dans le pays, soit un tiers du parc local. Le groupe y privilégiera des emplacements dans les lieux de voyages (gares, aéroports...) ou de fort trafic (centres commerciaux...). Et non plus simplement sur les trottoirs des rues. ■

Concurrence : Google Cloud porte plainte contre Microsoft auprès de Bruxelles

Ingrid Vergara

Google dénonce des pratiques anticoncurrentielles qui contraignent les entreprises dans leurs choix.

L'Europe comme terrain d'affrontement juridique de deux titans technologiques américains. Après les attaques verbales, Google a déposé plainte pour la première fois contre Microsoft auprès de la Commission européenne pour « pratiques anticoncurrentielles en matière de licences logicielles ». Troisième acteur mondial sur le marché du cloud derrière Microsoft, Google estime qu'il n'avait plus d'autres choix, après avoir tenté le dialogue, face à la stratégie – déjà éprouvée sur d'autres services – de son rival pour pousser des entreprises vers sa plateforme cloud Azure. Il accuse plus précisément Microsoft de jouer sur les conditions de licence de ses logiciels pour contraindre les entreprises à utiliser son infrastructure cloud Azure. « Les conditions de licence empêchent les organisations européennes de déplacer leurs charges de travail actuelles d'Azure vers des clouds concurrents – bien qu'il n'y ait aucune barrière technique à cela – ou imposent une majoration de prix de 400 % », explique Amit Zavery, le vice-président de Google Cloud Platform.

Gaspillage d'argent public

En 2023, ce dernier avait déjà publiquement accusé son concurrent d'utiliser sa position de leader dans les logiciels d'entreprises pour vendre ses produits dans le cloud. Selon lui, des restrictions d'usage, voire des interdictions de licences Microsoft vers un autre cloud, empêchaient les clients désireux de choisir un autre fournisseur de pouvoir le faire. « Si rien n'est fait rapidement, le marché de l'informatique dématérialisé sera dominé par Azure et ils augmenteront les prix comme ils l'ont fait par le passé », prévenait-il dans une interview aux Échos. L'américain ne s'était cependant pas joint à d'autres acteurs comme OVH et le Cispse (une organisation représentant les fournisseurs européens, mais qui compte aussi Amazon parmi ses membres) dans une plainte contre Microsoft auprès de Bruxelles sur ce sujet. Or cette plainte a été levée en juillet dernier après que Microsoft a passé un accord à l'amiable avec ces mêmes fournisseurs européens de services cloud, lui permettant d'éviter une enquête formelle de l'Union européen-



ne. « Microsoft a trouvé un accord pour répondre à des préoccupations similaires soulevées par des fournisseurs de cloud européens, alors que Google espérait que ces derniers poursuivent le contentieux. N'ayant pas réussi à convaincre les entreprises européennes, nous pensons que Google ne réussira pas non plus à convaincre la Commission européenne », a réagi un porte-parole de Microsoft.

Selon Google Cloud, Microsoft est le seul acteur sur le marché à adopter ce type de pratiques. « Nous avons reçu un grand nombre de plaintes de clients sur ce sujet », assure Amit Zavery. Le groupe évalue à 1 milliard d'euros le manque à gagner pour les organisations européennes et dénonce « une entrave à la compétitivité ». « Cela a également entraîné des effets négatifs en aval, notamment un gaspillage d'argent public, une concurrence étouffée, des restric-

tions pour les distributeurs et les partenaires et un risque accru pour les organisations exposées à la culture de sécurité "inadaptée" de Microsoft », ajoute le vice-président de la division cloud, faisant notamment référence à la panne géante mi-juillet provoquée par une mise à jour ratée d'un produit de sécurité CrowdStrike affectant les clients de Microsoft.

Google dénonce plus particulièrement l'utilisation de Windows Server, un ensemble de systèmes d'exploitation pour serveur de Microsoft, devenu la clé de voûte pour des applications et des services dans de nombreux environnements informatiques. Pendant des années, les entreprises qui avaient choisi cette brique logicielle avaient le droit de les exécuter sur un autre cloud. « Puis, faisant face à une concurrence accrue sur Azure, Microsoft a introduit de nouvelles

règles qui sont venues considérablement restreindre le choix des clients », accuse Google Cloud, qui date ce revirement des conditions d'utilisation à 2019.

Les règles européennes de l'antitrust bafouées

Dans une interview au Figaro l'an dernier, l'ancien président d'AWS, Adam Selipsky, partageait ces inquiétudes sur le marché du cloud. « Si l'on examine les comportements sur une longue période, il est clair qu'il y a eu un bon nombre de pratiques anticoncurrentielles, dont beaucoup ont été mises en évidence en Europe au cours de l'année écoulée. Nous pensons qu'il est très important que tous les fournisseurs, y compris Microsoft, offrent à leurs clients un véritable choix et la possibilité d'utiliser les fonctionnalités qu'ils souhaitent auprès du fournisseur de leur choix », expliquait-il.

La Commission européenne indique avoir pris acte de la plainte, qu'elle va évaluer dans le cadre de ses procédures habituelles. En juin dernier, Bruxelles avait conclu, dans le cadre d'une enquête ouverte après une autre plainte pour pratiques anticoncurrentielles sur son outil collaboratif Teams, que « Microsoft avait enfreint les règles européennes de l'antitrust ». Elle avait jugé insuffisant le changement annoncé par Microsoft quelques mois plus tôt de séparer la vente de son application Teams de sa suite bureautique Office. « Il est nécessaire de modifier davantage le comportement de Microsoft pour rétablir la concurrence », avait-elle conclu. Microsoft avait alors promis de poursuivre le dialogue avec Bruxelles. Leurs sujets de conversations vont donc s'étoffer dans les prochains mois. ■

Installer des recharges pour camions électriques, un défi

Guillaume Mollaret

Les scénarii à dix ans prévoient que les poids lourds à batterie représenteront entre 20 % et 30 % du parc.

C'est l'histoire de la poule et de l'œuf. Le poids lourd électrique est appelé à se développer, mais comment le pourrait-il s'il n'y a pas de bornes de recharge ?

En France, le marché est encore balbutiant. Début septembre, le gouvernement a annoncé avoir contribué, dans le cadre d'un appel à projet lancé par l'Ademe, à l'acquisition ou à la location par des PME de 248 poids lourds neufs (85 véhicules porteurs et 163 tracteurs routiers) pour un montant total de 19 millions d'euros. Cette flotte représente à elle seule près de la moitié des immatriculations électriques de ce type de véhicules enregistrées l'an dernier en France (531) ... Cependant, en 2030, le marché européen des poids lourds neufs devrait être composé, selon le cabinet BDO, de 35 % à 40 % de véhicules zéro émission de CO₂. Les poids lourds électriques en constitueront la majorité, devant les camions à hydrogène. Une autre étude estime que d'ici 2035, les poids lourds électriques représenteront entre 20 % et 30 % du matériel roulant. En effet, l'Union européenne impose aux constructeurs une baisse drastique d'émissions de CO₂ : -30 % à horizon 2030 et même -90 % d'ici 2040, le tout par rapport aux normes en vigueur en 2019.

Ainsi, pour accompagner les constructeurs, les concepteurs de bornes électriques commencent à mailler le territoire de petites stations de recharge. Elles représenteront, à horizon 2035, une puissance installée de 1,1 GW (gigawatt), soit davantage qu'une tranche nucléaire. En l'espace d'une année, le réseau autoroutier APRR (Eiffage) a inauguré six stations, pour 11 points de recharges pour poids lourds, sur l'axe Lyon-Paris en partenariat avec Engie Vianeo (groupe Engie) et Ionity (co-entreprise de plusieurs constructeurs automobiles allemands, Ford, Hyundai, Blackrock). Après avoir équipé la zone industrielle et logistique d'Heudebouville (Eure) en avril, la société néerlandaise Milence inaugurera d'ici la fin de l'année une station de recharge à Perpignan, sur un terrain à proximité immédiate de la plateforme multimodale Saint-Charles International, ainsi que d'autres stations, à ce stade hors réseau autoroutier (Bézières, Nancy, Caen...). Créée par les constructeurs Daimler Truck (Mercedes), Traton (Man, Scania) et Volvo Trucks (Renault, Mack), cette société néerlandaise s'est fixée pour objectif de mailler les grands couloirs européens de 1700 points de charges dans 15 pays d'ici 2027, avec cinq marchés prioritaires dont la France et l'Allemagne.

« Les constructeurs nous ont créés pour que les transporteurs n'aient pas à se poser la question de la recharge. Notre objectif est d'avoir une année d'avance sur les besoins du marché », explique Alexandre Hélibert, responsable des affaires publiques de Milence pour l'Europe du Sud.

Le foncier, un enjeu majeur

Si les installateurs de bornes de recharge ne communiquent pas sur les investissements consentis, la somme s'élève pour chaque installation à plusieurs millions d'euros. « L'investissement est variable car il dépend du foncier disponible, dont nous faisons parfois l'acquisition comme à Heudebouville et Perpignan, mais aussi du travail d'aménagement (opéré à Perpignan par NGE, NDLR) », détaille Alexandre Hélibert.

Équipées parfois de panneaux photovoltaïques, les aires de recharge doivent offrir plusieurs services : Wi-Fi, services de propreté, d'hygiène et de sécurité destinés aux routiers. Ce qui nécessite de bâtir de nouvelles constructions lorsque les aires de recharge sont situées sur le réseau secondaire et non dans une station-service déjà existante de l'autoroute.

L'enjeu foncier est majeur car ces installations de recharge prennent de la place, les poids lourds y stationnant 45 minutes. Selon l'étude menée par la filière, en fonction de la configuration retenue, « c'est une place sur six, et jusqu'à une place sur trois, qui pourrait être perdue ».

Pour pallier, au moins partiellement, ce problème, Vinci Autoroutes, concessionnaire de la moitié du réseau autoroutier français, travaille avec un consortium industriel et de recherche (Université Gustave-Eiffel et établissement public Cerema) dans le cadre d'un appel à projet lancé par Bpifrance sur la possibilité pour les véhicules électriques – poids lourds et voitures – de se charger en roulant, ce qui offrirait, sinon une alternative, un complément à l'installation de bornes de recharge. Deux technologies concurrentes, dites de « recharge dynamique », sont actuellement à l'essai : l'une par rail conducteur développée par la société Elonroad ; et l'autre par bobines inductives par l'entreprise Electreon.

« Elles seront mises à l'essai dès l'an prochain sur une portion de 2 km de l'A10 où circulent quotidiennement 4 000 à 4 500 poids lourds. Si les tests sont concluants, nous nous mettrons ensuite à la disposition de l'État afin de penser le mo-

dèle économique de déploiement de ces solutions sachant que chacune coûte entre 4 millions et 5 millions d'euros du kilomètre. Il faut refaire l'enrobé afin de poser l'infrastructure mais aussi installer les réseaux électriques nécessaires », explique Louis du Pasquier, directeur des mobilités décarbonées pour Vinci Autoroutes.

Tout l'enjeu pour les constructeurs de bornes consiste à proposer une recharge satisfaisante en temps et en puissance. Selon Avere-France, l'association nationale pour le développement de la mobilité électrique, « la plupart des constructeurs sortiront avant 2025 des camions avec une autonomie de 500 km et au-delà. Ces tracteurs électriques pourront ainsi couvrir plus de 90 % des missions du long-routier. »

« La plupart des poids lourds sont aujourd'hui rechargés dans un temps allant de 45 minutes à 1h20, selon le niveau de décharge des batteries », poursuit, pour Milence, Alexandre Hélibert. Comme ses concurrents, cette entreprise travaille à la création d'une installation permettant la recharge complète d'une batterie poids lourd en l'espace de 45 minutes ; un temps correspondant à la durée minimum et obligatoire de repos, après 4h30 de conduite, pour un chauffeur routier. ■

Rachida Dati met sur pause la fusion de l'audiovisuel public

Caroline Sallé

Sans enterrer le projet, la ministre de la Culture axe sa priorité sur le financement des télévisions et radios publiques. Elle a trois mois pour régler la question.

L a même ministre, mais avec une feuille de route différente ? Lorsqu'elle avait décroché le maroquin de la Culture en janvier dernier, Rachida Dati s'était montrée déterminée à faire bouger les lignes. D'emblée, la nouvelle locataire de la Rue de Valois avait fait de la fusion des différentes entités de l'audiovisuel public, dossier sensible et maintes fois reporté, l'une de ses priorités. Il fallait, disait-elle, «rassembler les forces» en vue de créer un «pôle puissant» de l'audiovisuel public.

Ce projet d'une fusion de France Télévisions, Radio France, France Médias Monde (RFI, France 24) et l'Institut national de l'audiovisuel (INA) était sur de bons rails au printemps. Le chantier devait avancer en deux temps. Première étape, transitoire, la création d'un holding pour chapeauter France Télévisions et Radio France en 2025. Et, dans la foulée, une fusion dès 2026. Voté en première lecture au Sénat, puis en commission culture à l'Assemblée nationale, le texte avait de bonnes chances d'aboutir. Le consensus qui semblait s'être dégagé au sein des deux Chambres laissait penser que Rachida Dati pouvait rassembler une majorité des voix. Mais il s'est retrouvé bloqué après la dissolution de l'Assemblée en juin dernier.

Et maintenant ? « Quand bien même un texte serait voté avant la fin de l'année, on ne peut pas imaginer la mise en place d'un holding dès 2025 », confie un bon connaisseur du dossier. Si l'on considère, Rue de Valois, que la fusion n'est plus la priorité du moment, « le projet est mis sur pause mais il n'est pas enterré », assure néanmoins cet expert. Le diagnostic qui a conduit Rachida Dati à vouloir une réforme de la gouvernance demeure inchangé. Le modus operandi pourrait en revanche évoluer. La ministre prévoit en tout cas des consultations pour envisager la suite. « Il n'y a pas de raison que Rachida Dati, la nouvelle ministre de la Culture, pense

différemment de Rachida Dati, la précédente ministre de la Culture », considère un acteur du secteur des médias.

Sans doute que le tempo sera moins allegro. « Si ce texte était présenté à l'Assemblée, qui le porterait ? Personne ne s'est encore positionné sur le sujet. Il faut avant tout que le premier ministre lui-même, Michel Barnier, s'empare du dossier et donne un arbitrage, sachant qu'il a bien d'autres priorités », indique un acteur de la sphère politique. Avant de se prononcer, il évaluera les chances que ce projet de holding puis de fusion a de passer au Parlement. Rien ne sert de travailler à un texte s'il est condamné d'avance.

« Le gouvernement ne s'aventurera pas à créer un holding ou à faire une fusion de l'audiovisuel public en pleine campagne présidentielle, en 2027. Et d'ici à ce qu'il y ait une nouvelle dissolution de l'Assemblée... »

Un acteur de la sphère politique

Le calendrier s'annonce assez serré. « Le gouvernement ne s'aventurera pas à créer un holding ou à faire une fusion de l'audiovisuel public en pleine campagne présidentielle, en 2027, poursuit-il. Et d'ici à ce qu'il y ait une nouvelle dissolution de l'Assemblée... » Beaucoup d'incertitudes, en somme, pèsent sur ce projet.

En attendant, la ministre de la Culture va devoir s'atteler à un chantier bien plus urgent : le financement de l'audiovisuel public. Une priorité absolue puisqu'il reste à peine trois mois pour régler cette question à 4 milliards d'euros. Depuis la suppression de la redevance télé par Emmanuel Macron, en 2022, le financement de l'audiovisuel public est assuré, de manière transitoire, par l'affectation d'une fraction de



Le diagnostic qui a conduit Rachida Dati (ici, lundi, à l'Élysée) à vouloir une réforme de la gouvernance demeure inchangé. SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

TVA. Ce mécanisme deviendra caduc le 31 décembre prochain.

Avant l'été, les députés Quentin Baillon (Renaissance) et Jean-Jacques Gaultier (LR) avaient préparé un texte devant assurer au secteur un financement pérenne, via un «prélèvement sur recettes» du budget de l'État. Mais la dissolution de l'Assemblée est passée par là. En juillet, ce sont les sénateurs qui s'étaient mobilisés. Les LR

Cédric Vial et Roger Karoutchi et les centristes Catherine Morin-Desailly et Laurent Lafon avaient annoncé le dépôt d'une proposition de loi organique visant à pérenniser le mode de financement actuel, par une fraction de TVA. Cette pérennisation serait un moyen d'éviter une budgétisation, qui soumettrait l'audiovisuel public aux aléas des révisions annuelles de ses subsides.

Mercredi, durant la Conférence des présidents, le président du Sénat, Gérard Larcher, a souhaité que cette proposition de loi sur le financement de l'audiovisuel public soit inscrite rapidement à l'ordre du jour, après le 17 octobre. « Là encore, on ne sait pas ce que pense le premier ministre. La balle est dans son camp », déclare un acteur de la sphère politique. ■

Comment Amazon réinvente Alexa

Keren Lentschner

Face à la concurrence de ChatGPT et autres, le géant va lancer une nouvelle version de son assistant vocal dopée à l'IA générative.

À la fin de l'année, Alexa soufflera ses dix bougies. Un anniversaire en demi-teinte pour l'assistant vocal d'Amazon. Avec plus de 500 millions d'appareils dans le monde qui intègrent cette technologie, inspirée à l'époque de la série Star Trek, c'est un succès commercial pour le géant mondial de l'e-commerce. En France, les usages liés à Alexa (écouter de la musique ou les infos, ouvrir les volets de la maison, contrôler le thermostat à distance...) ont ainsi progressé de 25 % en un an. Mais le développement d'Alexa a coûté des centaines de millions de dollars, et la division à laquelle il appartient (Devices & Services) reste lourdement déficitaire, la plupart des interactions liées à Alexa étant gra-

tuites. Surtout, avec la percée de l'IA générative et l'engouement pour les assistants conversationnels comme ChatGPT capables d'interagir avec les humains en langage naturel et de produire des contenus à la demande, Alexa a pris un coup de vieux. Contraint de réagir, Amazon s'apprête à dévoiler dès le mois prochain selon la presse américaine, une nouvelle version d'Alexa dopée à l'intelligence artificielle générative.

Baptisée « Remarkable Alexa » en interne, le nouvel assistant vocal d'Amazon devrait permettre une expérience plus interactive et fluide. Il proposera chaque jour une revue de presse, basée sur les centres d'intérêt et journaux préférés des utilisateurs. Le nouvel Alexa devrait aussi aider les utilisateurs dans leurs tâches quotidiennes comme rédiger un message ou trouver une recette en fonction des ingrédients dont dispose l'utilisateur ou des contraintes alimentaires des membres de la famille. Il serait également doté d'outils d'aide au shopping qui présenteraient l'avantage de générer des ventes sur Amazon. Un consommateur sera par exemple prévenu lorsqu'un produit qu'il convoite est en solde. Alexa devrait aussi proposer un outil dédié aux enfants, sécurisé, permettant d'avoir des conversations et de répondre à leurs questions. L'assistant d'Amazon devrait aussi être capable de poser des questions à ses utilisateurs afin de mieux cerner leurs besoins.

D'après la presse américaine, la plupart de ces nouveaux services pourraient être payants et inclus dans un abonnement mensuel autour de dix dollars. La version originale d'Alexa resterait néanmoins disponible gratuitement. « Lorsque nous apportons des fonctionnalités supplémentaires qui ont suffisamment de valeur pour les utilisateurs, nous ne nous interdisons pas de les rendre payantes », commente Clément Monjou, directeur général d'Alexa en France.

Il aura fallu un an à Amazon pour réinventer Alexa. Plus longtemps que prévu. En septembre 2023, le groupe de Seattle avait, en effet, annoncé son intention de doter Alexa de nouvelles fonctionnalités à base d'IA afin d'amé-

liorer l'expérience utilisateur. Un nouveau département composé de plusieurs milliers de personnes a été créé à cet effet, supervisé par le scientifique à l'origine d'Alexa, Rohit Prasad, promu à la tête de l'IA d'Amazon. Sa mission : accélérer dans la course à l'IA générative pour ne pas se laisser distancer par Microsoft, Google ou OpenAI. Très impliqué sur ce sujet, le PDG d'Amazon, Andy Jassy, s'entretient avec le patron de l'équipe d'IA toutes les 4 à 6 semaines. Amazon, qui a bâti ses propres modèles de langage, est également venu puiser des forces en externe. Il a notamment noué un partenariat avec la start-up Anthropic - dans laquelle il a investi 4 milliards de dollars - et s'appuie sur ses grands modèles de langage pour Alexa.

« Une personnalisation de l'expérience »

Mais les défis techniques ne manquent pas. « Alexa répond instantanément aux questions posées. Avec l'IA générative, il y a un très court moment de latence. Cela suppose donc des ajustements, explique Clément Monjou. Par ailleurs, avec la plupart des assistants conversationnels, les requêtes sont écrites, au travers de "prompts". Avec Alexa, l'interaction primaire est la voix ». Amazon se heurte aussi au fait que sa technologie est déjà intégrée à des millions d'appareils. « Il faut s'assurer de la compatibilité de toutes les améliorations envisagées. On ne peut pas débrancher ce qu'on a déjà vendu ! », ajoute Clément Monjou. Enfin, la prudence s'impose, à la fois au niveau de la sécurité et de la réglementation, l'assistant vocal étant intégré au cœur même du foyer, dans des appareils utilisés par des adultes comme des enfants.

Amazon, qui utilise de l'IA depuis longtemps dans ses services, notamment dans ses recommandations de produits, est convaincu d'avoir une carte à jouer face à ses rivaux. « Notre proposition de valeur est unique, insiste Clément Monjou. La plupart des assistants conversationnels ne sont pas ancrés dans le quotidien des utilisateurs ou au sein de leur maison. Alexa permet une personnalisation de l'expérience, bien plus qu'un "prompt" dans une page ». ■

LA SÉANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE

LE CAC	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAPECH	3I/12	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAPECH	3I/12	
ACCOR	40	+0,3	40,65	39,72	0,34	+15,61	LVMH	617,5	+0,55	620,9	611,1	0,071	-15,83
AIR LIQUIDE	172	-0,46	172,64	171,06	0,111	-2,34	MICHELIN	36,37	-0,76	36,89	36,37	0,148	+12,05
AIRBUS	133,5	-1,05	134,2	133,06	0,135	-4,49	ORANGE	10,65	-1,25	10,74	10,575	0,259	+3,36
ARCELOMITTAL SA	22,21	-1,11	22,7	22,21	0,288	-13,5	PERNOD RICARD	129,5	-0,35	131,1	128,45	0,17	-18,94
AXA	35,5	-1,83	35,85	35,35	0,174	+20,38	PUBLICIS GROUPE SA	100,2	+1,66	100,6	98,4	0,133	+19,29
BNP PARIBAS ACT.A	62,31	-0,81	62,66	61,58	0,143	-0,45	RENAULT	38,93	-1,27	39,42	38,72	0,364	+5,49
BOUYGUES	30,96	-1,43	31,4	30,7	0,277	-9,26	SAFRAN	213,2	-0,61	214,2	212,4	0,124	+33,7
CAPGEMINI	189,65	+0,08	189,65	186,85	0,128	+0,48	SAINT GOBAIN	82,46	+0,44	82,76	80,9	0,311	+23,7
CARREFOUR	15,765	-0,1	15,905	15,705	0,363	-4,83	SANOFI	102,44	-1,2	103,62	102	0,1	+14,13
CREDIT AGRICOLE	13,81	-1,04	13,9	13,715	0,15	+7,45	SCHNEIDER ELECTRIC	241,15	+0,48	242,25	237,55	0,101	+32,66
DANONE	65	-0,64	65,32	64,56	0,158	+10,77	SCIENTIE GENERALE	22,15	-1,12	22,3	21,99	0,307	-7,8
DASSAULT SYSTEMES	35,7	+0,76	35,82	34,99	0,068	-19,29	STELLANTIS NV	13,776	-1,61	13,974	13,678	0,081	+34,85
EDENRED	34,29	+2,24	34,35	33,04	0,25	-36,66	STMICROELECTRONICS	25,185	-0,43	25,465	24,85	0,246	+44,34
ENGIE	15,795	+0,06	15,795	15,6	0,147	-0,77	TELEPERFORMANCE	100	+3,95	100	95,68	0,279	+24,27
ESSILORLUXOTTICA	206	+0,05	207,6	204,6	0,072	+13,44	THALES	148,35	+0,07	148,85	147,55	0,07	+10,75
EUROFINS SCIENT.	54,2	+15	54,52	53,2	0,229	-8,1	TOTALENERGIES	60,71	-1,94	61,56	60,36	0,215	-1,44
HERMES INTL	2032	+114	2048	1991,5	0,072	+5,9	UNIBAIL-RODAMCO-WE	77,22	+0,63	77,3	76,2	0,167	+15,39
KERING	228,95	0	232,75	225,2	0,198	+2,62	VEOLIA ENVIRON.	29,65	-0,9	29,77	29,44	0,189	+3,82
L'OREAL	382,05	-0,33	386,8	380,15	0,056	-15,22	VINCI	108,9	-0,95	109,65	108,55	0,145	+4,22
LEGRAND	105,25	+12	105,5	102,7	0,226	+11,85	VIVENDI SE	10,37	-1,19	10,485	10,35	0,183	+7,17

LES DEVISES												
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6276	AUD	Lingot 1KG	76 633,4€	+27,47%						
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,5044	CAD	Lingot 100g	7 674,34€	+27,42%						
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8365	GBP	Lingot 50g	3 843,17€	+27,37%						
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	8,716	HKD	Lingot ONCE (31,10g)	2 395,67€	+27,31%						
JAPON	YEN	161,49	JPY	Lingot 10g	777,53€	+27,01%						
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9495	CHF	Lingot 2,5g	201,51€	+25,8%						
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,1194	USD	20Ft NAPOLÉON	477,11€	+27,49%						
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,373	TRY	20Ft SUISSE	472,77€	+27,49%						
MAROC	DIRHAM	11,103	MAD									
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	38,209	TRY									
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	54,1441	EGP									
CHINE	YUAN	7,8692	CNY									
INDE	ROUPIE	93,575	INR									
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	147,2664	DZD									

L'OR

Lingot 1KG	76 633,4€	+27,47%
Lingot 100g	7 674,34€	+27,42%
Lingot 50g	3 843,17€	+27,37%
Lingot ONCE (31,10g)	2 395,67€	+27,31%
Lingot 10g	777,53€	+27,01%
Lingot 2,5g	201,51€	+25,8%
20Ft NAPOLÉON	477,11€	+27,49%
20Ft SUISSE	472,77€	+27,49%

CRYPTOMONNAIES

Sponsorisée par Bitpanda : https://www.bitpanda.com/fr		
Bitcoin	64 134,404€	+47,27%
Ethereum	2 650,895€	+13,36%
BNB	608,84€	+93,55%
Solana	149,848€	+37,66%
XRP	1,59€	-5,97%





DÉFILÉS
CHEZ SAINT LAURENT,
L'ESPRIT D'YVES PLANE
SUR L'ÉTÉ 2025 **PAGE 29**



ARTS
POUR SA 17^E ÉDITION, LA BIENNALE DE
LYON PROPOSE UN PARCOURS FLUIDE
AUTOUR DE 78 ARTISTES **PAGE 32**



Lesage, un siècle de mode(rnité)

Albert Lesage, puis son fils François, ont brodé les merveilles de haute couture de Karl Lagerfeld pour Chanel, d'Yves Saint Laurent ou encore d'Elsa Schiaparelli. La maison qu'ils ont fondée rayonne toujours sur les défilés, et fait l'objet d'une exposition à Paris. **PAGE 28**



Madrid : le Bernabéu privé de concerts

Mathieu de Taillac Madrid

Face au tollé du voisinage du stade du Real, le club a décidé d'annuler ou de reprogrammer les événements musicaux. Un défi économique.

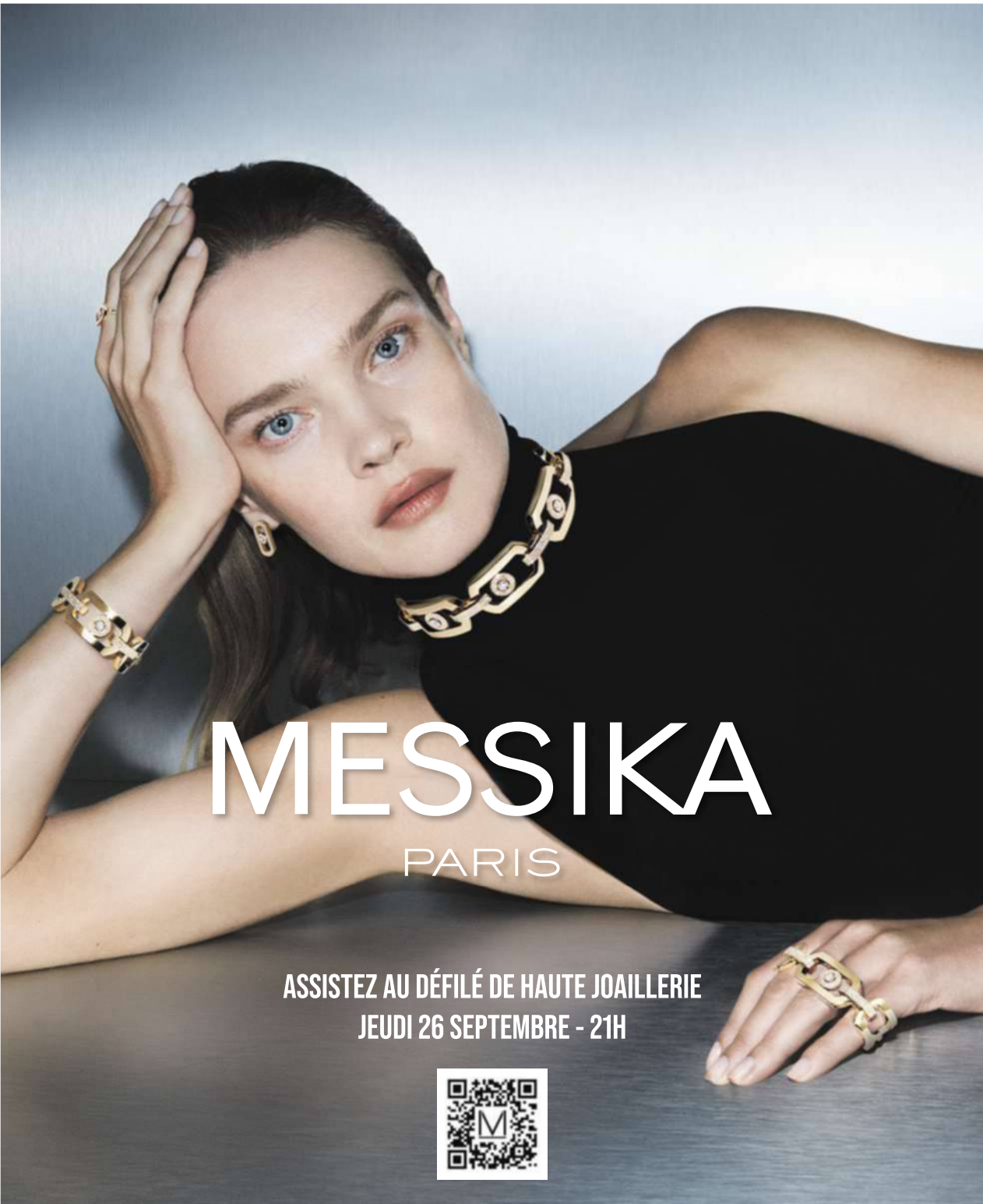
« **L**a première fois, ça a été un choc. Un bruit assourdissant qui a fait trembler tout le quartier. Dans l'école de ma fille, les enfants se sont mis à danser ! Et ce n'étaient que les essais ! » José Manuel Paredes est voisin de Santiago Bernabéu, le stade où joue le Real Madrid, et porte-parole du collectif Perjudicados Bernabéu. Après le festival Locos por la musica, le 26 avril dernier, 16 concerts ont été organisés dans l'enceinte récemment rénovée. De la star mondiale Taylor Swift à l'icône latino Luis Miguel, 17 concerts en cinq mois ont été donnés, contre 12 entre 1983 et 2018, selon Perjudicados. Et, à chaque fois, au vu des mesures mandatées par le collectif, en violation de la réglementation sur les nuisances sonores, 60 décibels le maximum autorisé en soirée. Sans oublier la gêne occasionnée par les 60 000 spectateurs rassemblés et qui, à la différence des supporters de football, peuvent consommer de l'alcool.

« Un enfer », se plaint Paredes, qui reconnaît pourtant son amour pour le club dont il est « socio » (abonné actionnaire). Jusqu'à ce que la mobilisation des résidents du cosu quartier de Chamberi marque un beau but contre le Real. Le 8 septembre, le roi de la bachata, Romeo Santos, s'excusait auprès de ses fans, furieux de ne pas entendre la musique qui empêchait pourtant les voisins de dormir. Cinq jours plus tard, le club annonçait an-

nuler ou reprogrammer les concerts prévus jusqu'en mars 2025. Le temps, dit le Real, qui a décliné la proposition du Figaro de s'exprimer sur le sujet, de « continuer à travailler pour que soient réunies les conditions précises de production et d'émission du son pour permettre d'organiser des concerts dans notre stade ».

Une gageure, de l'avis des spécialistes. « Dans un stade ouvert, avec des gradins et des accès à l'air libre, il faut construire des systèmes d'absorption zénithale et latérale très forts », indique à ElDiario.es Francesc Daumal i Domènech, architecte et expert judiciaire en acoustique, avant de qualifier la possibilité de réduire les décibels aux limites légales de « quasiment impossible ».


Au-delà de l'amour de l'art, le défi pour le Real est économique. Car si le club transforme d'un coup son stade en une gigantesque salle de concert, sans autre licence que des autorisations dites extraordinaires de la mairie, c'est en vertu d'un contrat avec un fonds d'investissement étasunien. Lequel a injecté 360 millions d'euros dans ses finances contre 30 % des revenus d'exploitation du stade jusqu'en 2042. Et le club mise aussi sur la part des revenus qui lui revient pour rembourser, à raison de 100 millions par an, le coût faramineux de la refonte du stade : 1,17 milliard d'euros. Pendant cinq mois, les espèces qu'il comptait mobiliser ont été excessivement sonnantes... Elles menacent aujourd'hui de le faire trébucher. ■



MESSIKA

PARIS

ASSISTEZ AU DÉFILÉ DE HAUTE JOAILLERIE
JEUDI 26 SEPTEMBRE - 21H



Sous les ors de l'Opéra Garnier, les filles Chanel défilent. « Quarante-six silhouettes qui redéfinissent l'opulence pure et dure de la haute couture », peut-on lire ce matin de juin dernier dans les colonnes du Figaro. Les mannequins se succèdent, l'un vêtu d'un bustier de velours noir constellé de plus de 2500 perles et pampilles de cristaux, un autre sanglé dans un tailleur de tweed composé de dentelles superposées allant du rose pâle au noir pailleté bleu. Clou du spectacle, la mariée est évidemment en blanc. Évoquant un bouquet, le buste de sa robe est fait de pétales de fleurs brodés à l'aiguille et au crochet de Lunéville, ornés de nacre, de satin et de cristal. Derrière ces merveilles de broderies, un nom : Lesage. « Le destin de cette entreprise est extraordinaire. Peu aurait parié que la broderie allait être une industrie encore très forte au XXI^e siècle, relève Bruno Pavlovsky, président des activités mode de Chanel, qui a pris ce métier d'art sous son aile en 2002. Mais Lesage, c'est d'abord une aventure humaine, de famille et d'homme, et cet homme, c'est François Lesage et c'est aussi une histoire de créateurs et de leurs visions de la broderie depuis 1924. »

Pour comprendre l'influence de Lesage, il faut effectivement remonter aux années 1920. La mode est alors aux toilettes richement décorées et le monde entier nous envie notre haute couture. « C'est un moment délicieux, le déploiement de la féerie des élégances. Que de crêpes, de mousselines et d'organdis ! Que de fleurs, d'aigrettes et de perles ! Tout cela, toutes ces choses fragiles et papillonnantes représentent la vie moderne, ses grâces, ses vertus spéciales et ses petites perversités », écrit-on dans la revue Art, goût, beauté.



LESAGE, CHANEL



François Lesage avait cette qualité immense d'être un bricoleur de génie. Il brûlait des paillettes au fer à repasser, froissait des morceaux de cuir, mettait du vernis sur des fils d'or pour en faire des rubans... Personne n'avait fait ça avant lui

Il était une fois Lesage

Margaux Krehl

Sans elle, la haute couture ne serait sans doute pas ce qu'elle est aujourd'hui. La maison de broderie française fête ses 100 ans avec une exposition qui ouvre ce jour et retrace les belles heures de son atelier.

de la mode, la haute couture résiste. Elle se fait plus rare, et donc plus exceptionnelle encore. Succédant à son père Albert, décédé en 1949, François Lesage est celui qui va propulser la maison dans une nouvelle ère, repoussant les limites de la broderie. « François Lesage avait cette qualité immense d'être un bricoleur de génie. Il brûlait des paillettes au fer à repasser, froissait des morceaux de cuir, mettait du vernis sur des fils d'or pour en faire des rubans... Personne n'avait fait ça avant lui. Il imaginait des choses comme dans un laboratoire de petit chimiste, rappelle Hubert Barrère, directeur artistique de Lesage depuis 2011. Il avait aussi un grand sens de la communication, ce qui lui a permis de se distinguer. À une époque, on ne parlait absolument pas des fournisseurs, il fallait faire croire que tout était réalisé dans les maisons de couture. Lui a commencé à parler, à raconter qu'il travaillait pour les plus grands couturiers. Ce faisant, il a permis de mettre en lumière les métiers d'art, et particulièrement la broderie. » Pierre Balmain, Cristobal Balenciaga, Hubert de Givenchy font appel à ses services. « Les broderies de M. Lesage allient la fabuleuse technique, toujours et toujours renouvelée, surprises après surprises, à l'inspiration si vaste et aussi, et c'est important, à la parfaite qualité inimitable et unique », dira même Marc Bohan, directeur artistique de Dior de 1961 à 1989.

« La maison Lesage était le royaume de mon père. C'était son univers, son atelier, ses brodeuses, qu'il appelait "ses filles", raconte Jean-François Lesage. Né en 1965, il se souvient d'une enfance entourée de broderies. « Je trouvais ça à la fois naturel et différent, car je savais que ce n'était pas



1. Broderie Lesage pour Yves Saint Laurent, haute couture hiver 1989.
2. Tailleurs imprimés en 3D et brodés de sequins pour Chanel, haute couture hiver 2016.
3. François Lesage dessinant dans son atelier dans les années 1990.
4. Deux brodeuses dans les premiers ateliers Lesage, rue de la Grange-Batelière (Paris 9^e), dans les années 1960.
5. Échantillon pour Schiaparelli, haute couture été 1939.
6. Roses Lesage pour Balmain, haute couture hiver 1953.

comme ça chez les autres. Je me souviens du défilé des brodeurs et brodeuses se présentant chaque matin à notre domicile pour récupérer leurs essais. François leur laissait des commentaires : plus grand, plus petit, plus brillant, plus mat, plus moussu... Toutes sortes de termes amusants. Dans notre salon, il y avait aussi cette table de billard toujours couverte d'échantillons. J'avais pris l'habitude, tôt le matin avant de partir à l'école, avant même que mon père ne soit réveillé, d'aller les regarder. »

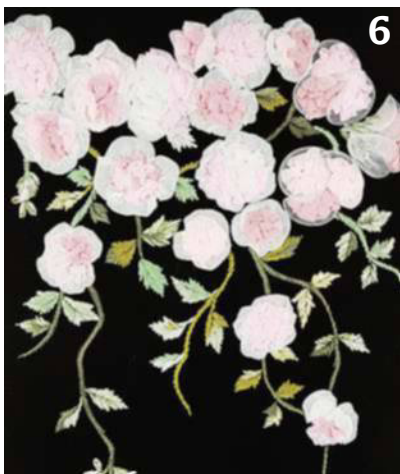
Jean-François Lesage n'échappera pas plus à l'appel de l'aiguille. S'il envisage dans un premier temps d'embrasser la carrière de commissaire-priseur, un voyage au Pakistan dans le courant des années 1980 lui fait l'effet d'un électrochoc. Là-bas, il découvre des intérieurs opulents aux étoffes brodées, un art de l'ameublement d'un raffinement extrême... Et un savoir-faire unique qu'il rapporte à Paris, avec en tête l'idée de créer un atelier dédié à l'univers des arts décoratifs. En 1993, le petit-fils d'Albert Lesage inaugure Lesage Intérieurs, en France, et l'atelier Vastrakala, à Madras (Chennai), en Inde. « J'avais envie d'ouvrir un nouveau chapitre pour la maison, d'aller en Inde dans un endroit offrant la possibilité de réaliser de grandes broderies, ce qui n'existait pas à Paris. »

Dans la capitale, François Lesage continue de tirer son épingle du jeu. Rien ne lui fait peur. Yves Saint Laurent lui donne comme seule inspiration Van Gogh pour son défilé haute couture printemps-été 1988 ? Le brodeur lui présente des échantillons reprenant les plus beaux tableaux

du maître, donnant naissance aux célèbres vestes brodées Les Iris et Les Tournesols – qui s'envoleront aux enchères, en 2019, à respectivement 175 000 euros et 382 000 euros. « Pour être dans les temps, l'atelier s'est transformé en fourmilière, nous avons travaillé à 80 brodeuses, une bonne quinzaine de dessinateurs, toutes les équipes et moi-même, se souvient Murielle Lemoine, directrice de la maison Lesage. M. Saint Laurent a trouvé le résultat fantastique. » Autre de ses collaborations majeures, celle avec Karl Lagerfeld, nommé directeur artistique de Chanel en 1983 – pour la petite histoire, Coco Chanel n'a jamais fait appel à François Lesage en raison de sa rivalité avec Elsa Schiaparelli. « Pour moi, la haute couture sans broderies n'existe pas. Je le dis tout de suite, avait déclaré le couturier allemand. On brode partout dans le monde, en tout genre et à tous les prix. Mais s'il y a une chose unique et inimitable, c'est bien la broderie de Paris. » D'ailleurs, au début des années 2000, alors que les métiers d'art sont menacés, c'est un François Lesage vieillissant qui sollicite l'aide de Karl. Conscient du rôle essentiel de ce savoir-faire, le groupe Chanel acquiert l'atelier de broderie qui, bien sûr, continue à travailler pour tous les acteurs de la mode. À sa mort, en 2011, lui succède Hubert Barrère, pour lequel « le maître mot d'un brodeur, c'est d'être un illusionniste, faire croire à quelque chose qui n'existe pas ou le rendre plus beau qu'il n'est dans la nature ». À son tour, il sera l'auteur de petits bijoux de haute couture, tels ces dix tailleurs imprimés en 3D, brodés de sequins et embellis de galons de l'hiver 2015 de Chanel.

Quatre de ces pièces uniques sont aujourd'hui présentées dans l'exposition « Lesage, 100 ans de mode et de décoration », aux côtés d'autres réalisations brillantes pensées pour Balenciaga, Jacquemus ou encore Louis Vuitton. Des échantillons, des documents d'archives ainsi qu'une partie plus moderne mettant à l'honneur la décoration d'intérieur, les arts visuels et le design d'objet complètent cette vaste rétrospective installée jusqu'au 5 janvier à la Galerie du 19M. Le bâtiment, sis porte d'Aubervilliers, accueille depuis 2021 douze maisons d'artisanat réunies sous l'ombrelle des Métiers d'art de Chanel, dont les brodeurs et brodeuses de tout âge de Lesage. « Le fait que mon père ait œuvré à cette mise en valeur des métiers d'art a fait prendre conscience de l'importance de la broderie, qui transforme un tissu, le fait vivre, le fait briller, relève Jean-François Lesage. Ce qui est merveilleux, c'est que la passion est restée la même, tout comme la qualité du travail. Il y a une manière d'assembler les matériaux, de répondre de manière humble aux mots-clés que donnent les créateurs de mode, de continuer à faire des propositions, à s'adapter aux maisons, qui font de Lesage un brodeur à part. » ■

« Lesage, 100 ans de mode et de décoration » jusqu'au 5 janvier à la Galerie du 19M, 2, place Skanderbeg (Paris 19^e). Réservation gratuite sur le19m.com



Carla Bruni en (fausse) fourrure, jambes nues et talons aiguilles, vapote au premier rang du défilé Saint Laurent. Qu'importent la pluie et le froid, l'ex-première dame est, ce mardi soir, terriblement «Saint Laurent». Aussi insensible aux qu'en-dira-t-on et libre de ses choix que Betty Catroux et Catherine Deneuve, assises aussi aux côtés de François-Henri Pinault, fidèles parmi les fidèles d'YSL. Que pensent-elles de ces jeunes femmes qui foulent le podium devant elles, en costume, cravate et lunettes de vue, hommage au style personnel du couturier ? La première est indéchiffrable derrière ses lunettes noires. La seconde, impassible, scrute comme à son habitude chaque silhouette des pieds à la tête...

Lors de la collection homme en mars dernier, Anthony Vaccarello, le directeur artistique, avait déjà présenté un très beau défilé d'avatars du jeune Yves Mathieu-Saint-Laurent. «*Je me suis rendu compte que de nombreux magazines avaient photographié ces looks sur des femmes*, explique-t-il un peu plus tôt dans son bureau du siège social de la griffe, rue de Bellechasse, où a également lieu le show. *Et par ailleurs, nous avons retrouvé une interview écrite de la fin des années 1990 où on demandait au couturier "Qui est la femme Saint Laurent pour vous ?" et il répondait cette phrase: "La femme Saint Laurent, c'est moi." Je suis donc parti de son allure de ces années-là, qui me touche particulièrement, avec ses complets très masculins, sa cravate un peu trop grosse, un peu trop bordeaux, mais toujours très très chic.* »

Se succèdent les costumes croisés à larges épaules et revers généreux, pantalon ample léchant le sol, chemise à grand col et cravate à motifs, à rayures, à pois ou unie que l'on croisait dans les quartiers d'affaires des années 1980. Les mannequins ont les mains dans les poches, et des lunettes aux montures massives inspirées du célèbre modèle en écaille d'Yves. Les manches de chemise sont retournées sur celles de la veste, la cravate est rentrée dans la ceinture. Les complets sont taupe, bleu marine, gris, ou parfois désassortis – et c'est encore plus beau. Passé par-dessus, un bomber, une veste de pilote, un blouson en cuir ou un trench... La saison dernière, Vaccarello avait créé «un» seul look tout en bas nylon, quasiment impossible à produire et qui posait la question de ce que les clientes de la maison pouvaient s'acheter. Là, elles auront donc du tailleur, de la chemise et du blouson, mais aussi quelques robes bain de soleil gipsy chic en noir et imprimés tapisserie très sombres, portées avec veste en cuir et colliers à la Loulou de la Falaise. Également, de très jolies vestes sans col, en brocart bicolore (vert et fuchsia, pourpre et safran, bourgogne et bronze...) à gros boutons verroterie telles de lointaines cousines des fameuses vestes hommage à Van Gogh. Elles viennent réchauffer des blouses de dentelle dégageant les épaules et des minijupes en volants de soie d'où dépassent des fonds de robe, avec toujours cette envie de flirter avec les conventions bourgeoises – ce qui ne provoquera jamais autant de remous que la collection Scandale de 1971, qui avait choqué l'establishment avec ce

Saint Laurent

Esprit, es-tu là ?

Hélène Guillaume

« Yves » derrière la femme Saint Laurent, le noir antipop chez Courrèges et Dries Van Noten sans Dries... À Paris, les créateurs relisent le passé (parfois très récent) pour une mode d'aujourd'hui.

qu'on disait être inspiré des prostituées des années d'Occupation... Si ce débat est depuis longtemps dépassé dans l'industrie qui parfois se complait même dans le laid, le seul mauvais goût, ici, c'est la maigreur de certains mannequins de la fin, et en particulier cette très jeune fille blonde dont on doute franchement que l'IMC respecte la charte commune signée par Kering et LVMH en 2017.

Après les bombers Saint Laurent, la collection de Courrèges nous pose question sur la saison ! Où sont les robes légères et les imprimés fleuris des défilés de l'été d'antan ? En tout cas pas chez Nicolas Di Felice, qui commence son show avec une sorte de robe housse cachant les bras et dont la capuche camoufle le visage, d'un noir luisant. Noires encore, les robes qui lui succèdent, construites ou déconstruites en se basant sur la précédente – une suite logique dirait-on en mathématique. «*Cette saison, je me suis intéressé aux notions de cycles, et à la forme du ruban de Moebius, qui n'a ni début ni fin. Parce que nous pouvons passer des heures et des vies à essayer de trouver notre propre chemin pour rentrer à la maison*», explique le Belge, qui, s'il n'a pas exploré

l'optimisme cher à André Courrèges, semble faire écho à sa formation en génie civil. Au centre de la scénographie, un plateau aimanté fait circuler des milliers de billes de métal dans un bruit hypnotisant de vagues. Les mannequins font le tour, avec leurs lunettes masques un peu Space Age, leur perf en laine, les pantalons taille basse dégrafés sur le côté, les robes en maille métal. Après le noir, du blanc, puis du chair. Les pantalons ont les jambes reliées par une jupe, les robes enveloppent une jambe comme un pantalon. Comme construit devant derrière, le tailoring affiche ses poches, habituellement sur les fesses, sur les hanches. Pour le soir, des robes en crêpe noir font terriblement envie. Il manque tout de même à Di Felice de nouvelles pistes ainsi que l'esprit cool et pointu de ses débuts.

«*C'est du Dries avec quelque chose en plus... Enfin, en plus...* » Le complice de longue date du designer belge (qui s'est retiré des podiums il y a quelques mois) qui nous parle quelques minutes avant le show ne trouve pas le mot. En effet, comment est le nouveau Dries Van Noten sans Dries Van Noten, mais réalisé par l'équipe de Dries Van Noten ? Sans trop de surpri-

ses, on retrouve sur le podium de l'été 2025 beaucoup de ses codes : l'effet python, les clachs de couleur, les déshabillés et le costume d'homme détourné, un col de veste à moitié relevé révélant la feutrine picotée, les broderies indiennes de fils d'argent dégoulinant d'une épaule, les joggings en soie, etc. En ça, l'exercice est plutôt bien réalisé par la relève. Mais ce qui a toujours fait la singularité de DVN, c'est l'émotion que suscitait sa femme, hors du lot, jamais apprêtée, semblant mélanger les éléments de son vestiaire presque au hasard, toujours sur le fil du rasoir (c'est d'ailleurs la façon dont lui-même créait son stylisme, au dernier moment, et presque au doigt mouillé). Ici, les filles font plus «jeunes» et surtout leur allure est plus sexualisée, avec leurs talons un peu trop hauts, leurs minishorts en lingerie et leurs brassières largement dévoilées par les vestes ouvertes. En cherchant à être «moderne», le studio perd en subtilité et en sensualité, d'autant que les très nombreux sacs (qu'on ne voyait quasiment pas chez Dries, autrefois) n'aident pas. Disons donc que c'est loin d'être déshonorant et qu'il y a toujours de très jolies pièces, mais plutôt que du Dries avec quelque chose en plus, c'est du Dries... sans Dries. ■

Vente ReSee, il n'y en aura pas pour toutes les « Philophiles »

«*Phoebe Philo est vraiment la Yves Saint Laurent de notre époque*, lance l'experte Sofia Bernardin, cofondatrice de ReSee. *Ses créations chez Céline ont la même intemporalité.* » Le site de revente organise jusqu'à samedi la deuxième édition de sa vente éphémère, en collaboration avec The Archive, de pièces emblématiques de la Britannique alors qu'elle œuvrait chez Céline. Évidemment ses fans, les « Philophiles », sont dans les starting-blocks. «*On s'attend à un engouement au moins équivalent à notre dernière vente de ses collections il y a deux ans*, reprend l'Américaine. *Le "Old Céline" est ce que nous vendons le plus sur le site, toutes marques confondues. Tous nos créneaux de rendez-vous pour cette vente étant déjà complets, nous allons en ouvrir d'autres.* » Seront disponibles, entre autres beautés, de nombreuses pièces de son ultime collection (été 2018) et beaucoup de ses vestiaires «prefall» et «spring», «*très demandés car plus portables et aussi géniaux*». Les prix de ces trésors vont de 400 € à 4 000 € (une incroyable robe marron imprimée et son jupon en tulle). Ce qui reste une affaire vu les tarifs (très) élevés de la marque à son nom, Phoebe Philo, lancée en 2023.

V. G.

Les 50 ans de Mugler sans Thierry

Pauline Castellani

À l'occasion de cet anniversaire, un documentaire sur l'histoire du créateur star et de sa marque met en parallèle l'élaboration d'une collection et d'un nouveau parfum.

Il y a là tout l'imaginaire fantasque et avant-gardiste de Mugler. Les petits secrets de fabrication de la robe Chimère, hallucinant assemblage d'écailles et de plumes multicolores de l'hiver 1997-1998, quasiment moulée sur le corps d'Adriana Karembeu. L'apparition spectaculaire de Zendaya lors de la première de *Dune II*, en février dernier, en combinaison chromée Robot de 1995, exhumée spécialement des archives. Les préparatifs du défilé printemps-été 2024 de l'actuel directeur artistique de la mode, Casey Cadwallader. La musique de *Too Funky*, de George Michael (1992), dont Manfred Thierry Mugler signa le clip mémorable peuplé d'une armée sexy de top-modèles. Mais au-delà des images cultes du passé et des coulisses survoltées des

veilles de collection – somme toute assez banales pour un documentaire de mode –, le réalisateur Matthieu Menu s'attache à décrypter l'empreinte laissée par le couturier décédé en 2022 sur la pop culture, un demi-siècle ans après le lancement de sa marque.

Une féminité de super-héroïnes

L'Américain Casey Cadwallader, originaire d'une petite ville du New Hampshire, avait 15 ans en 1994, âge d'or de Mugler : «*Des stars du porno sur le podium, des bourgeois au premier rang, des mannequins transgenres et des pop stars...* Je me suis dit : «*Qu'est-ce que c'est que ça ?*», témoigne-t-il. À l'époque, je ne comprenais pas ce que je voyais mais je savais que c'était fasci-



MICHEL ARNAUD/CORBIS VIA GETTY IMAGES

Thierry Mugler en 1995 et sa combinaison Robot haute couture, ressortie pour Zendaya en février.

tradition et l'innovation, le chic et la vulgarité », selon Adrian Corsin, directeur général mode de la marque. À l'exemple du parfum star Angel, qui révolutionna le secteur il y a trente ans avec son flacon-étoile bleu si rupeux et son odeur régressive de barbe à papa (pionnière d'une multitude de senteurs gourmandes). L'histoire de ce succès racontée, là, par son parfumeur Olivier Cresp – qui dévalisa les boulangeries de paquets Haribo pour affiner son accord bonbon – est mise en regard de l'élaboration de la récente version Elixir : essais de nouveaux accords, réunions avec les grands patrons de L'Oréal, tournage d'une publicité avec l'actrice transgenre Hunter Schafer... S'il a parfois des airs de film promotionnel (ou comment booster les ventes d'un parfum en en dévoilant quelques coulisses habilement choisies), le documentaire a toutefois le mérite de replonger le téléspectateur dans l'univers extravagant d'un couturier superstar qui a changé l'esthétique des années 1980 et continue d'inspirer de nombreux stylistes. ■ *Inside the Dream. Dans les pas de Thierry Mugler, diffusé sur Canal+ à partir du 25 septembre.*

CÉLINE



Courrèges



Dries Van Noten

ALESSANDRO LUCIONI / LAUNCHMETRICS.SPOTLIGHT ; KRISTY SPAROW/GETTY IMAGES

Le retour des parfums qui cocottent ?

Pauline Castellani

Adieu sillages discrets... Cette rentrée signe le renouveau des petites bombes olfactives aux notes puissantes et à la concentration élevée. Pour le bonheur des jeunes gens qui cherchent à se distinguer et, plus largement, des clients qui en veulent pour leur argent.

«**P**uissants, opulents, extravagants... forcément excessifs. » Telle est la description que fait Amélie Huynh, à la tête des parfums D'Orsay, de ses nouveaux extraits, dont Tonka Hysteria et Incense Crush concentrés à 35 % ! « C'est le fantasme du philtre d'amour qui séduit dès les premiers instants. À la différence des eaux de parfum classiques qui misent beaucoup sur les notes de tête plus légères et volatiles pour convaincre, les extraits s'appuient sur des notes de cœur et de fond en overdose. La vanille, l'encens, la tubéreuse, les bois précieux... Il s'agit que ce soit capiteux et charnel. » Rappelons, ici, que la concentration des fragrances n'étant pas soumise à la législation, elle varie selon chaque fabricant. Ainsi la cologne contient, en général, 2 % à 4 % de concentré de parfum, l'eau de toilette 5 % à 20 %, l'eau de parfum 10 % à 20 % et l'extrait entre 15 % et 35 %. Avec étonnement, certains parfumeurs se font, de plus en plus souvent, briefer à 40 % !

Cette rentrée, nombreuses sont les marques à théâtraliser leurs compositions. Ludovic Bonneton chez Bon Parfumeur lance, lui aussi, trois nouveaux extraits façon «*parfums indélébiles*» dont un Iris Cartagena 502 délicieusement poudré quand d'autres - Ormaie, Les Eaux Primordiales, Loewe, Byredo... - amplifient leurs best-sellers à l'aide de notes soutenues et d'un sillage tenace. On friserait presque l'opulence des années 1980, lorsque l'air ambiant était saturé d'Opium d'Yves Saint Laurent (1977), de Giorgio de

Beverly Hills (1981), d'Obsession de Calvin Klein (1985)... Des concentrés de séduction et de sex-appeal, parfois si entêtants qu'interdits dans certains restaurants de New York afin de ne pas incommoder la clientèle - ce fut le cas de Poison de Christian Dior en 1985. «*Aujourd'hui, c'est précisément ce que recherche la jeune génération : se faire remarquer avec des notes presque saturées qui se projettent tout autour d'eux, comme pour créer leur propre espace olfactif. La Gen Z ayant grandi avec les très costauds La Vie Est Belle de Lancôme et Sauvage de Dior, les formules puissantes ne l'intimident plus vraiment, analyse Arnaud Guggenbuhl, directeur marketing parfumerie fine chez Givaudan. Ces nouveaux consommateurs restent à l'affût de versions encore plus concentrées, d'autant que ces élixirs reprennent souvent les codes d'une parfumerie plus directe, "défacettée". Pour eux, le propos apparaît ainsi plus linéaire, la note immédiatement compréhensible, le parfum moins déceptif lorsqu'il évolue sur la peau.* »

Élixirs, extraits et autres absolus

C'est justement cette lisibilité que le parfumeur Aurélien Guichard, fondateur de Matière Première, a voulu souligner dans sa collection des Extraits en revisitant cinq de ses succès. «*Le but n'était pas de faire un parfum qui cocotte, il y a d'autres manières de donner une impression de puissance que d'augmenter simplement la concentration. Nous avons,*



1. Iris Carthagena 502, extrait de parfum, Bon Parfumeur, 160 € les 100 ml.
2. Tonka Hysteria, extrait de parfum, D'Orsay, 180 € les 50 ml.
3. Earth, élixir, Loewe, 215 € les 100 ml.
4. La Panthère, Les gouttes de parfum concentré, Cartier, 83 € les 15 ml.
5. Yvonne, extrait de parfum, Ormaie, 225 € les 50 ml.
6. Radical Rose, extrait de parfum, Matière Première, 350 € les 100 ml.
7. Ambre Supermassive, extrait de parfum, Les Eaux Primordiales, 245 € les 50 ml.
8. Gris Dior, esprit de parfum, Dior, 395 € les 80 ml.

en prime, surdosé la matière première principale pour qu'elle soit encore plus visible mais invité également un ingrédient qui rend sa texture palpable. Pour Radical Rose, par exemple, l'immortelle souligne un aspect plus corsé de la note rose, elle lui apporte un côté sombre et minéral. C'est ce minimalisme autour de la matière brute qui permet finalement cette sensation de profondeur, d'intensité, de chaleur. » Même esprit de radicalité olfactive pour Francis Kurkdjian, qui a densifié quelques sillages de la collection privée de Dior en Esprits de parfum - le gris clair de l'emblématique Gris Dior devenant ainsi un envoûtant gris d'orage. «*Pour faire le parallèle avec la couture, j'ai redessiné les compositions d'origine afin d'en accentuer les traits saillants, un peu comme lorsqu'on précise les contours d'un croquis de mode. Depuis la naissance de cette collection privée en 2004, le monde du*

parfum a bien évidemment évolué, il est monté en gamme et de manière plus prosaïque, le consommateur "en veut pour son argent", il attend suffisamment de tenue et de diffusion. Et à travers ces surconcentrations, il y a surtout la recherche de la plus belle expression olfactive d'un parfum. » Rien que par leur dénomination, ces élixirs, extraits et autres absolus suggèrent des matières premières riches et enveloppantes. Des ingrédients forcément plus onéreux que ceux employés dans la parfumerie mass-market. Suite logique, ces créations qui, il est vrai, s'utilisent en beaucoup plus petites quantités, sont vendues jusqu'à 50 % plus cher que les eaux de parfum classiques.

Pour pousser le luxe jusqu'au bout, certains invitent même à une gestuelle plus intimiste qu'un simple spray, rappelant le parfumage des années 1930, lorsque les bouchons à tige des flacons permettaient de déposer une goutte précise sur les points de pulsation du cou et des poignets. On retrouve avec plaisir ce rituel quasi narcissique grâce aux Gouttes de Parfum Concentré de Cartier, version sans alcool de quatre fragrances signature du joaillier dont La Panthère. Composées à parts égales de concentré de parfum et d'huile de peregrina, ces formules sont pensées pour un usage modulable du plus léger (une goutte dans une crème pour le corps, dix dans l'eau du bain), au plus opulent (cinq gouttes derrière l'oreille). «*C'est le véritable luxe : pouvoir jouer avec un même style hors des tendances massives du marché. Car cette course à l'opulence engendre malheureusement une nouvelle forme d'uniformisation : pour faire un parfum très puissant qui rentre dans la législation, tout le monde finit par utiliser les mêmes molécules, alerte Mathilde Laurent, parfumeur chez Cartier. D'autant que je ne suis pas si sûre que la demande de puissance des consommateurs soit bien réelle. Avez-vous déjà entendu quelqu'un dire "moi, ce que j'adore, c'est gêner tout le monde avec mon parfum" ? En revanche, ils regrettent souvent de ne plus sentir leur fragrance au bout d'un certain temps : on peut porter des bombes olfactives qui laissent un sillage sur plusieurs mètres, notre nez finit toujours par s'y habituer. Bien sûr, s'il reste important d'offrir ce genre de concentrations à destination de ceux qui aiment se plonger à l'excès dans leur fragrance, ce ne doit pas faire oublier une parfumerie de délicatesse, de simplicité, de transparence. Une parfumerie qui ne se perçoit que lorsque l'on s'approche de l'autre et appelle une forme de séduction plus intime.* » ■



Hôtels : des signatures olfactives pour se sentir chez soi... ou pas

Pour mieux se singulariser et fidéliser leur clientèle, la plupart des grands établissements développent leur propre parfum d'ambiance... au risque de gêner l'odorat de certains clients.

«**L**e Royal Monceau, le Crillon, le Park Hyatt, le Meurice... J'identifie chacun de ces lieux à leur parfum, confie Éric, habitué des déjeuners d'affaires dans les palaces parisiens. De la même manière que de belles boiseries, une moquette épaisse et une musique en sourdine, la signature olfactive participe à l'impression de luxe. D'ailleurs lorsque je rentre dans un lieu qui n'a pas d'odeur, il me paraît tout de suite moins cosy. Pire, quand un parfum trop fort ou trop cheap saisit le nez dès le lobby, cela fait baisser, selon moi, le standing. » Des sillages 5 étoiles qui, lorsqu'ils sont mal ciblés, frôlent la faute de goût. «*Si l'objectif est de créer une sensation immédiate de confort et de bien-être, critères indispensables pour un hôtel, certains ingrédients peuvent vite devenir clivants comme l'oud et le patchouli, très puissants, convient Stéphane Arfi, fondateur d'Emosens, spécialisé dans le marketing olfactif. À l'inverse des compositions aromatiques et légères, fleuries et hespéridées, bien plus consensuelles. Par exemple, la fleur d'oranger plaît beaucoup, elle a un côté propre, une douceur naturelle vrai-*

ment agréable. Même chose pour la figue, très populaire depuis qu'elle a parfumé la boutique Colette dans les années 2000. Le concept store parisien a beau avoir fermé ses portes en 2017, nos clients sont nombreux à nous demander le même genre de senteur. Elle a tellement marqué l'identité du lieu qu'ils en espèrent un impact similaire. Mais on ne parfume pas un palace de l'avenue Montaigne comme un hôtel branché du quartier du Marais. »

Des bougies pour des senteurs moins envahissantes

Faire l'unanimité parmi la clientèle hétéroclite d'un établissement - hommes et femmes, voyages d'affaires et touristes en goguette, Gen Z et boomers - n'est pas toujours chose aisée. Christine se souvient ainsi de son dernier séjour marseillais : «*En deux jours, j'ai beaucoup circulé dans le lobby de mon hôtel, mais le mélange d'encens et de rose était si désagréable qu'au bout d'un certain temps, j'ai choisi de le contourner en faisant un détour par l'extérieur ! J'en ai eu des migraines...* » Quant à Marie, elle remonte instinctivement son pull devant son nez lorsqu'elle

entre dans ce palace du centre parisien : «*Ni chic ni luxueuse, l'odeur plutôt vulgaire attaque les narines et devient tout de suite entêtante. Cela s'atténue heureusement au niveau du restaurant mais lorsque les serveuses circulent, on a l'impression qu'elles sont imprégnées de ce même sillage qui flotte tout autour d'elles.* »

Pour ne pas brouiller les sens, la puissance de diffusion importe tout autant que les accords eux-mêmes. Et pour mieux programmer l'intensité, la plupart des hôtels utilisent désormais des technologies de nébulisation, c'est-à-dire des microparticules sèches qui passent par les gaines de soufflage du système de clima-

tisation. D'autres préfèrent l'ambiance plus discrète obtenue grâce aux diffuseurs par capillarité, bougies et autres céramiques parfumées. «*Les bougies permettent de cibler plus précisément l'espace en créant des sphères de senteur moins envahissantes. On n'a pas toujours envie d'être poursuivi par une odeur jusque dans l'ascenseur ou dans la salle de gym de l'hôtel, une séance de cardio n'est pas franchement compatible avec un air saturé de notes ambrées, prévient Julien Pruvost, directeur de la création de Trudon qui fournit de nombreux hôtels en bougies parfumées. Nous conseillons à nos clients de s'en tenir aux espaces communs comme le lobby, les salons de réception et certains couloirs. À l'inverse, cela reste très compliqué d'imposer un parfum en chambre, l'espace le plus intime qui soit. Le Waldorf Astoria d'Amsterdam a pourtant eu la bonne idée d'installer, dans les couloirs, un trolley avec notre collection de senteurs afin que chaque client puisse concevoir sa propre atmosphère. C'est assez malin car après tout, recréer un cocon intime et relaxant est l'essence même de l'hôtellerie.* » ■



Trudon fournit de nombreux hôtels en bougies ou diffuseurs. TRUDON

Gautier Battistella
Tamuda Bay (Maroc)

Au Maroc, entre Tétouan et Cabo Negro, le dernier-né des hôtels de la collection s'émancipe déjà de ses aînés de Marrakech et de Casablanca par sa personnalité et sa situation imprenable. Visite privée et exclusive pour « Le Figaro ».

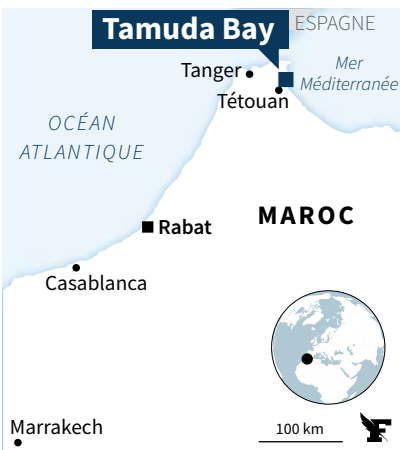
Depuis la route, on le soupçonne à peine. Nulle avenue ombragée d'orangers ou porte titanesque. Mais on devine une présence, un battement. Il se tient là, alangui sur 700 mètres en bord de plage, baigné de sable et de lumière, veillé par le mont Zemzem (435 mètres d'altitude) et quelques mouettes, pas mécontentes de la vue. En ces lieux, au IV^e siècle avant J.-C., prospérait une cité commerciale, riche de sa position stratégique sur les routes de la Méditerranée. Aujourd'hui, Tamuda Bay, long ruban sablonneux de 35 kilomètres, s'étire entre les villes de Fnideq (au nord) et de Martil (au sud). La famille royale aime à s'y rafraîchir l'été, imitée en cela par les Marocains du Sud, mais aussi de nombreux Français et d'Espagnols parce qu'il n'y a pas que Majorque et Marbella dans la vie. Longtemps, l'exubérante Marrakech ou la capitale économique Casablanca ont bénéficié de toutes les attentions du royaume. En 2000, un an après son accession au trône, le roi Mohammed VI met cap au nord. Résultat, vingt ans plus tard : Tanger Med, plus grand port d'Afrique, a entraîné l'effervescence d'une région avide de modernité (la population de Tanger a bondi de 200 000 à 2 millions d'habitants en deux décennies). Voilà désormais la nouvelle perle de la côte, éclatant symbole de cette renaissance, le Royal Mansour Tamuda Bay.

Bientôt 18 heures. Le soleil roule à l'horizon, un doux ressac embrasse la plage avec de petits bruits de baisers. L'eau de votre piscine privée vous emprisonne d'un voile de soie, il faudra pourtant s'en libérer : sur la table, un cocktail de fruits frais vient d'être déposé par le majordome. Lorsqu'il pénètre dans l'une des villas du front de mer, l'auteur flaire le danger : comment écrire une ligne sur ce miracle de douceur qui ne ressemblât pas aux flonflons béats d'un dossier de presse ? Autant plaider coupable : le nouveau venu est un astéroïde, appelé à bousculer le nord marocain, de la même façon que son aîné a rebattu les cartes de l'hôtellerie à Marrakech, il y a dix ans. Chaque client y est accueilli comme un daïf, un hôte de marque. Symbole de l'hospitalité marocaine et acteur clé de la transformation du pays, le Royal Mansour Tamuda Bay s'inscrit dans cette lignée royale.

Dix hectares, 55 suites, un spa de 4300 m², trois chefs étoilés
Imaginez un resort de dix hectares, 55 suites et villas, trois offres gastronomiques imaginées par trois chefs étoilés (le français Éric Frechon, les frères italiens Alajmo et l'Espagnol Quique Dacosta), un médi-spa de 4300 mètres carrés, 600 employés pour un maximum de 200 invités, soit trois personnes par clients ! Le RMTB laisse bouche bée. Une fois les superlatifs évacués, scrutons l'âme des lieux, car il en va des hôtels comme des hommes : certains ont une âme. Et comme les hommes, ce caractère est inexplicable. Le Tamuda Bay est un sourire tourné vers la Méditerranée. Lorsqu'un enfant pénètre dans l'hôtel, il se voit offrir un petit lion en peluche portant un foulard à son nom, un ensemble d'aventurier griffé Royal Mansour, et, délice éphémère, son prénom en lettres de chocolat. Partout, cet accueil simple, délicat, sans afféterie, et d'une discrétion royale.

Sitôt apparu, voilà le butler évanoui. J'hésite presque à vous en révéler le secret, de peur de trahir le mystère d'une organisation unique au monde : tout comme à Marrakech, il existe au Royal Mansour Tamuda Bay une ville sous la

Royal Mansour Tamuda Bay, nouvelle perle de la Méditerranée



ville, un réseau de galeries souterraines flambant neuves, où paressent les berlines des clients (Rolls, Maybach, Porsche), et où l'on circule en voiturette de golf. Pâtisseries, boulangers, blanchisseurs, chauffeurs, butlers, responsables de la restauration : c'est ici que travaillent, mangent, se croisent et se reposent les employés de l'hôtel. Au mur, des affiches célèbrent les anniversaires du mois. L'attention aux salariés, trait fondamental de l'ADN Royal Mansour, se décline aussi bien à Marrakech qu'à Casablanca. Un détail parmi d'autres ? Les lits sont équipés d'un système qui permet de les surélever afin que les femmes de chambre ne se brisent pas les reins.

Le supplément d'âme ne s'étudie pas en école : il se gagne par le respect, et sur le temps long. Cette dimension sociale dépasse les seuls 2000 « collaborateurs » de la collection. Chaque hôtel entend développer un écosystème local d'excellence, comme l'arbre s'enracine dans une terre. La Collection Royal Mansour cherche à faire gagner du temps au pays.

Le prisme gastronomique est en cela fascinant. « Rejoindre le Royal Mansour, c'est un vieux rêve qui se réalise », chuchote à voix basse le chef étoilé Éric Frechon, comme pour ne pas déranger le murmure des oiseaux qui s'affairent

avant la nuit. Au Royal Mansour Casablanca, sa brasserie ne désempt pas. Son pâté en croûte et son soufflé au chocolat sont déjà signature.

Éric Frechon mais aussi Hélène Darroze, les frères Massimiliano et Raffaele Alajmo, le chef espagnol Quique Dacosta, tous multi-étoilés, et même le maître japonais Keiji Matoba : la liste des chefs ayant choisi de travailler avec le Royal Mansour donne le vertige. Aucun d'eux n'a cédé à la tentation de dupliquer ses « tubes », tous ont investi un territoire neuf, inspirés de leur expérience et de leur rapport à la terre marocaine. Les volailles et les agneaux proviennent des domaines royaux et, à Casablanca, la truite servie en sashimi et travaillée façon ikejime au Sushi Bar provient de l'Atlas ; elle est ensuite transportée vivante dans des caissons oxygénés. Le reste est à imaginer - motiver des petits producteurs, négocier les meilleurs arrivages de poissons ou s'adapter au cycle des saisons (ainsi celles de l'abricot et la cerise ne durent que quinze jours, par manque d'eau). « Travailler ici est un exercice d'humilité quotidien, commente Massimiliano Alajmo, chef de Coccinella et plus jeune cuisinier de l'histoire à avoir reçu trois étoiles au Guide Michelin à 28 ans. Jamais on ne s'impose : le chef est italien mais les cuisiniers sont

Situé sur un long ruban sablonneux, le Royal Mansour Tamuda Bay, véritable destination gastronomique, incarne l'excellence de l'art de vivre dans le nord du Maroc.

ROYAL MANSOUR TAMUDA BAY

marocains. Le savoir se diffuse dans les deux sens. Hélène Darroze, patronne de la Grande Table Marocaine à Marrakech, ne dit pas autre chose : « J'ai l'impression de revivre mon apprentissage et j'adore ça ! » Son best-seller de l'été ? Un tajine de homard bleu et riz au safran, servi avec un condiment iodé.

La chef aux six étoiles Michelin a décidé d'anoblir certains produits, délaissés par les cuisiniers marocains, comme les sardines ou les cardons. À Éric Frechon, le Royal Mansour Tamuda Bay avait confié une mission de « fine dining », autour « d'une trame française, rehaussée d'une touche japonisante et d'un trait oriental ». Singulier défi pour l'ancien du Bristol. Le résultat ? Un beau turbot cuit à l'arête accompagnée d'une tomate confite, assaisonnée de soja, gingembre, citronnelle, câpres. Les extrêmes du monde se rejoignent dans une assiette. Et si c'était cela, au fond, la Collection Royal Mansour ? Réunir le monde sous un même toit - pourvu qu'il soit royal, évidemment. ■



« Chaque hôtel raconte le passé et l'avenir du Maroc »

Jean-Claude Messant est le président-directeur général de la collection hôtelière de luxe Royal Mansour.

LE FIGARO. - Vos derniers-nés à Casablanca et Tamuda Bay seront-ils capables d'affirmer leur identité face au mythique hôtel de Marrakech ?

JEAN-CLAUDE MESSANT. - C'est déjà le cas. Et cela tient en deux mots : leur situation géographique. Chaque hôtel raconte l'histoire de sa région. Le Royal Mansour Casablanca est l'héritier de l'hôtel El Mansour, construit en 1953, qui a accueilli en son temps Mohamed Ali ou Sean Connery. L'hôtel actuel rend hommage à son architecture moderniste, mobilier épuré et style Art déco, mais, entre-temps, il a gagné 14 étages ! Depuis le début des travaux, le quartier s'est anobli. De la

même façon, Tamuda Bay entend faire vivre la région au-delà de l'été, notamment grâce aux offres du médi-spa et des restaurants, ouverts toute l'année. L'objectif est d'attirer une clientèle nouvelle, locale, et de s'implanter durablement dans la région.

La gastronomie, justement. Comment fait-on pour rassembler sous sa bannière autant d'étoiles Michelin ? Le plus simplement du monde : une rencontre, une envie partagée, des valeurs communes. Pour ces grandes stars, travailler pour le Royal Mansour n'est pas un choix de carrière, c'est un geste du cœur. Leur curiosité est notre trésor : ils s'inspirent de leur environnement en même temps qu'ils inspirent les équipes, ils se nourrissent et nous nourrissent. Le chemin du cœur passe par le ventre, disait Paul Bocuse,

et j'ajouterais : l'avenir de la Collection Royal Mansour et du Maroc passe aussi par la cuisine.

La naissance de la Collection Royal Mansour augure une nouvelle ère, avec pour objectif la Coupe du monde de football 2030. Avez-vous d'autres projets en vue ?

La mission qui nous a été confiée ne se limite pas à Marrakech, Casablanca ou Tamuda Bay. Nous avons l'intention de révéler d'autres destinations. Avec une promesse inchangée : offrir le meilleur, qu'il s'agisse d'hospitalité, de savoir-faire, d'expériences culinaires ou humaines. Et se réinventer, toujours. Les hôtels de la Collection Royal Mansour ont pour mission de raconter le passé et l'avenir du Maroc. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR G.B.

+ CARNET DE ROUTE

Y ALLER

De nombreuses compagnies (Ryanair, Transavia, Iberia, RAM) proposent des vols directs pour Tétouan, depuis plusieurs villes françaises (Paris, Toulouse). Air Arabia Maroc ouvre une nouvelle ligne Paris-Tétouan dès le 27 octobre 2024. Compter 250 € l'A/R.

DORMIR AU RMTB

Le Royal Mansour Tamuda Bay (RMTB) est proposé à partir de 1200 € la nuit en villa. Compter 11 000 €



pour une villa en front de mer, 25 000 € pour la Princièrre de 1300 m², et 35 000 € pour la Royale de 1700 m². Tél. : (+212) 538 10 01 00 ; royalmansour.com/tamuda-bay

QUE FAIRE AUTOUR ?

À pied : randonner sur les sentiers forestiers qui dominent la baie de Tamuda, un pied sur la montagne, un autre dans la mer. Sur le plateau verdoyant de Fahs Lamhar s'ébattent des troupeaux de chevaux sauvages. Prenez de la hauteur et gravissez les 838 m de la montagne Blanche (Jbel Labyad). Sur le plan touristique, la médina de Tétouan n'est située qu'à 5 km et la blanche Tanger à 1 h 30 de voiture, par la plus belle route qui soit ! L'arrière-pays offre aussi une extraordinaire variété de paysages, de la « Perle bleue » Chefchaouen au verdoyant paradis d'Akchour.

Les expériences suivantes sont proposées par l'établissement (prix non communiqués). En Range Rover : escapade dans les forêts de pins, avec déjeuner chez l'habitant du pays jbal. Après un 18-trous sur le golf de Cabo Negro, partez en mer pour du yachting de luxe sur l'un des Riva de l'hôtel (comptez 7 000 € pour privatiser le bateau une journée). Ceux qui aiment ce qui est exclusif iront dîner à la belle étoile au Relais de Chasse du Royal Mansour.

La guerre des mondes à la Biennale de Lyon

Valérie Duponchelle et Béatrice de Rochebouët Envoyées spéciales à Lyon

Les 78 artistes, surtout de la scène française, ont presque tous leur espace. La visite est plus fluide, mais le propos plus flou.

Que vient-on chercher au juste dans une biennale ? Le reflet du monde du moment et la découverte des artistes de demain, avec une ligne directrice qui ne doit pas perdre le visiteur en route. Une biennale est à l'art ce que la méga-production est au cinéma : il faut surprendre, séduire, voire emporter dans un flot continu de 280 œuvres et de 78 artistes, presque à parité égale. À Lyon, la plus jeune artiste, Sofia Salazar Rosales, a 25 ans. La plus âgée, Annette Messenger, 81 ans.

Cette 17^e édition du plus grand événement contemporain en France a été confiée à Alexia Fabre, 57 ans, ancienne directrice du Mac Val, laboratoire de l'art à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Depuis 2022, elle a succédé à Jean de Loisy à la tête des Beaux-Arts de Paris et apporté son sens éducatif et une certaine autorité sous des airs plutôt rieurs (20 artistes viennent de son école). Le résultat est là : on sent que les artistes ont travaillé et retravaillé pour se surpasser. Le duo qu'elle forme avec Isabelle Bertolotti, directrice du Musée d'art contemporain de Lyon et directrice artistique de la biennale, a été à l'évidence fructueux.

Place aux Grandes Locos

Chaque artiste a son espace, ou salle au macLyon, mais il doit le mériter. Le Québécois Michel de Broin a ainsi d'abord longuement œuvré sur maquettes pour que son installation lumineuse, *Mortier Fatî* – *Ligne de lumière*, soit à l'échelle des Grandes Locos, afin de « célébrer la résilience et la beauté des imperfections dans un lieu autrefois consacré à la réparation de locomotives ». Si on fait abstraction du thème peu convaincant, comme souvent dans les biennales – « *Les Voix des fleuves* », traduit en anglais « *Crossing the Water* » –, tout est de ce fait plus fluide, plus lisible, plus grand public. Un énorme effort a été fait sur les cartels, factuels, biographiques, clairs. C'est le contrepied de ceux, dogmatiques, abscons et prétentieux, de la biennale 2019 et de ses 7 curateurs issus du Palais de Tokyo à Paris qui laisserent plus d'un festivalier perplexe ou exaspéré.

Les contraintes font l'artiste. L'annonce de la suppression des usines Fagor, site de 29 000 m² repris depuis par la ville, avait semé le doute. Que les coupes dans le budget, à la baisse d'année en année, ont renforcé. Au final, le budget 2024 est de 8 millions d'euros dont 56 % de financements publics et 44 % de ressources propres. Sous la présidence assez cash de Laurent Bayle, qui fut le pilier de la Phil-



harmonie de Paris, appuyée par Sabine Longin, ancienne du Musée Picasso et de la Fondation Giacometti, cette biennale a dû trouver 1,68 million d'euros de mécénat et partenariats privés (TGV inOui a pris en charge tous les voyages des artistes, soit une

valorisation totale de 100 000 euros). C'est plus que la billetterie, estimée à 17 %, soit 1,36 million d'euros, et plus que le ministère de la Culture – Drac, soit 18 % et 1,5 million d'euros. Dans le contexte aigu de la politique locale, la métropole reste le financier numéro

Mortier Fatî (simulation de l'installation aux Grandes Locos, 2024), par Michel de Broin (ci-dessus).

Cuir mouvement (2022), par Lyz Parayzo (ci-contre).

un de l'événement, soit 31 % et 2,5 millions d'euros.

En 2022, la 16^e Biennale de Lyon des commissaires Sam Bardaouil et Till Fellrath avait pris l'histoire de Lugdunum comme thème transversal et largement essaimé sur 12 lieux à travers

la ville historique. Ce cru 2024 se concentre sur 9 sites d'exposition, d'où ont donc disparu les usines Fagor et surtout le Musée Guimet après quelques couacs avec la ville. Place à la ligne B du métro, station Gare-Part-Dieu, où Edi Dubien a installé ses tableaux et ses sculptures androgynes sous vitrine. Place aux Grandes Locos, nouveau lieu qui a demandé une intense opération de nettoyage et de mise aux normes (50 000 m², dont la biennale n'utilise « que » 20 000 m² et deux halls). Dans le Hall 1, cathédrale industrielle dans son jus, les artistes sont à leur aise. Spectaculaire comme le tube géant de bois, reposant sur ses petites tortues de bronze, de l'artiste autrichien Hans Schabus dont le *Monument for People on the Move* a été l'attraction du vernissage. Du plus sonore avec *Sensitive*, le labyrinthe de bouteilles qui s'achève par un gong, du compositeur Bastien David au plus social, avec *Ride* du jeune duo Jérémie Danon et Kiddy Smile, sorte de *Taxi Driver* du documentaire qui enferme 12 interprètes noirs dans une voiture et les fait débattre de la non-représentation des Noirs dans le cinéma français.

300 000 visiteurs attendus

Changement d'optique à l'IAC de Villeurbanne et au macLyon qui ont choisi de donner une salle, ou presque, à chaque artiste. Cela permet de découvrir la jeune Serbe Nadezda Kircanski, qui met en scène de façon saisissante l'attente de soins par un jeu de projections vertes sur les murs nus et un bouquet de chaises vertes (*Nothing Special 1.0*, à l'IAC). D'être ému par la vidéo du Danois Jesper Just, qui transforme une scène de bar en prière universelle qui chante *Crying* (*No Man is a Island III*). Ou le retour terrifiant d'un soldat qui a combattu en Afghanistan, par l'artiste israélien de Berlin Omer Fast (*Continuity*, 2012). Deux habitués des Biennales de Venise. Le mieux peut être l'ennemi du bien. Les séries accablantes de Taysir Batniji, né en 1966 à Gaza, évoquent les destructions des maisons dans cet endroit par les photos de clés devenues inutiles, et les longues démarches pour avoir un passeport français. Le message l'emporte sur l'art, avec sa scénographie minimaliste.

Plus plastique, le ballet tourbillonnant de lames coupantes sur fond de lumière rose de l'artiste brésilienne Lyz Parayzo, 30 ans, qui attire au lieu de faire peur (*Cuir mouvement*, 2024). Le but affiché ? 300 000 visiteurs attendus pour cette guerre des mondes où, derrière un titre flou, tous s'affichent pour un et chacun œuvre pour soi. ■

Biennale de Lyon, jusqu'au 5 janvier 2025.

Les cinq coups de cœur du « Figaro »

■ Oliver Beer

À 39 ans, ce Britannique est un alliage particulier de compositeur et d'artiste, pluridisciplinaire à l'extrême. Fin et pâle comme un jeune homme peint par Ingres, cet artiste de la galerie Ropac imagine faire bouger l'art par le son, comme ces *Resonance Paintings-Nymphs* où un haut-parleur fait vibrer les pigments sur la toile en hommage à Monet, cet été, dans le cadre de « Normandie impressionniste ». Son installation de *Resonance Project (The Cave)* aux Grandes Locos, conçue dans le cadre de Mondes Nouveaux, est spectaculaire : huit interprètes de haut niveau, de Rufus Wainwright à Woodkid et Mélissa Laveaux, chantent leur premier souvenir musical dans une grotte paléolithique de Dordogne. « J'ai le rêve de ce projet depuis dix ans, explique celui qui a suivi une formation en composition, cinéma et arts visuels. « Chaque pièce architecturale est un morceau de musique. J'ai pu descendre dans ces grottes ornées. On chuchote la note dans la grotte, qui la renvoie avec une force incroyable. Puis j'ai fait descendre les huit chanteurs. J'ai appris à chacun à faire chanter la grotte. Elle sert de diapason. Ils chantent leur souvenir musical le plus profondément enfoui, comptines ou chants révolutionnaires. Cette polyphonie des souvenirs est



raccordée par le fil rouge qu'est le diapason de chaque grotte. J'ai établi ainsi une carte des notes et des peintures. »

■ Hilary Galbreath

Des matelas blancs sur le sol sur lequel sont écrits les témoignages des personnels du tourisme. Sur les murs, tous les mots-clés de cet univers sont reliés comme un énorme diagramme farfelu. Simple, édifiant, touchant, ce procédé à l'aspect bricolé touche sa cible (*Be Our Guest*, à l'IAC de Villeurbanne). C'est le message de l'Américaine Hilary Gal-



breath en kilt de collégienne anglaise, née en 1989 en Floride, qui vit et travaille à Rennes.

■ Pilar Albarracín

Cette fière Andalouse, née à Séville en 1968, défendue par la galerie Vallois, a le féminisme joyeux et frontal. On éclate de rire devant ces rangées de Cocotte-Minute qui sifflent tels des trains et fulminent de frustration au son de *L'Internationale* (*Marmites enrégées*, 2010, aux Grandes Locos), sa danseuse de flamenco, dont les talons rouges écrasent

les pieds du danseur, ses cierges pascals, synonymes des pénitents de la semaine sainte et de la « romeria » d'El Rocio, brandis par une main aux ongles peints démesurés de fétichiste, ses décorations en cire venues des chars de procession (*Lumière et ombres*, au macLyon).

■ Malo Chapuy

Né en 1995 à Laon, dans l'Aisne, ce diplômé des Beaux-Arts de Paris (2022) a une fascination pour le Moyen Âge et les enluminures. S'inspirant des maîtres anciens, usant de leurs techniques de la

Saint Nicolas sauvant les naufragés (2024), par Malo Chapuy (à gauche).

Be Our Guest (2024), par Hilary Galbreath (à droite).

tempera et de la dorure sur bois, il invente des miniatures où les pèlerins marchent sur un paysage au fond duquel fument des hauts-fourneaux, où s'alignent des éoliennes. Ces reliques modernes firent un malheur à Artissima en 2022, puis à Art Basel Miami Beach chez la galerie Mor Charpentier. Elles sont accrochées en écho à l'histoire médicale du Grand Hôtel-Dieu, devenu (en partie) Cité de la gastronomie, avec ses boiseries et ses portes aux serrures ouvragées.

■ Chantal Akerman

Le Jeu de Paume s'apprête à célébrer cette cinéaste et poète qui bouleverse ou qui irrite par son hypersensibilité et son radicalisme formel. Au début du parcours du macLyon, son deuxième film, *L'Enfant aimé ou Je joue à être une femme mariée*, date de 1971. Une scène extraite devient l'installation *In the Mirror* qui explore le corps, la relation à soi et aux autres. Une entrée en matière ultraféminine. ■

V.D. ET B.DER.

Samuel Benchetrit, chef d'orchestre facétieux de « La Famille »

Anthony Palou

Au Théâtre Édouard-VII, il met en scène un dîner à rebondissements opposant deux frères ennemis. Et ménage le suspense avec adresse et beaucoup de drôlerie.



De gauche à droite : Jérôme (François-Xavier Demaison), la belle-fille (Kate Moran), la mère (Claire Nadeau), Max (Patrick Timsit), et le père (Michel Jonasz).

CYRIL BRUNEAU

Samuel Benchetrit est un abonné de ce lieu mythique qu'est le Théâtre Édouard-VII à Paris. Après *Maman* (2021) et *Lapin* (2023), voici *La Famille*, l'histoire d'une famille dysfonctionnelle qui se voit peu mais dont le père, la mère, les deux frères, Max et Jérôme, ainsi que son épouse, Alice, vont devoir se réunir pour un événement qui va changer leur vie», gazouille le communiqué de presse.

Cet «événement» se passera le temps d'un apéro. Voilà une pièce bien charpentée et bien mise en scène. La preuve, elle a tenu bien assis, pendant une petite heure et demie, les spectateurs qui n'ont pas eu le temps de regarder leur montre.

Le décor ? Un salon-salle à manger un peu vieillot. Canapé, vieille chaîne

hi-fi, un aquarium sans poissons, une maquette de voilier, le mur du fond tapissé d'un panorama alpestre, une table basse, un fauteuil. Nous sommes chez les parents de Max et Jérôme. Assis face au public, le père (Michel Jonasz) regarde à la télévision un documentaire sur les criquets pèlerins. Derrière lui, la mère (Claire Nadeau) tourne anxieusement en rond. C'est elle qui ouvre le bal : «Ils ne devraient pas tarder. N'empêche, ça fait longtemps qu'on n's'est pas retrouvés tous ensemble ici...» Le père avachi dans son fauteuil : «Pour Noël.» Elle : «Noël, ça n' compte pas. Ce sont des obligations. On fait semblant. On n'a jamais été heureux, finalement, à Noël.» Lui : «À Pâques non plus. Je n'ai pas souvenir d'une explosion de bonheur à Pâques.»

Une conversation banale vite interrompue par l'arrivée de Jérôme (François-Xavier Demaison) et de son épouse Alice (Kate Moran). Jérôme n'a pas l'air dans son assiette. Il semble, a priori, avoir tout pour être heureux : avocat, deux enfants, une femme sublime, une berline de marque allemande. Max, comme d'habitude, est en retard.

Un duel saignant

Le voilà. Applaudissements. Il est interprété par Patrick Timsit. Max a l'air d'un pousse-mégot. Veste de survêtement, jean pas net, barbe de trois jours, voix éraillée reconnaissable. Il embrasse tout le monde sauf Jérôme, son frère cadet à qui il ne sert même pas la pince. Ils ne se sont jamais entendus, les deux frères. Dès que Jérôme a vu le jour, Max l'a trouvé détestable.

Mais Jérôme doit lui demander un service. Un truc vital.

Si le critique vous dévoile l'objet de cette requête un peu spéciale, le spectacle perdra (un peu) de son tabasco. À partir de cette demande urgente monteront les moments d'intensité tragico-comiques puisque Max a décidé de partir au Tibet et ne compte en aucun cas rendre service à son frère. Sauf si... Si quoi ? Eh bien, à la condition que ce dernier lui «prête» sa femme Alice à la belle chute de reins, pendant un an. Max, comme le Père Noël, est une ordure. Les deux frères vont, sous nos yeux, régler leur compte. Le duel sera saignant et (drôlement) pertinent puisque tout le monde dans la salle semble s'y retrouver.

Le spectateur pointilleux remarquera ici et là des gaucheries, des naïvetés, des

fautes de goût mais la pièce tient ses promesses jusqu'à l'ultime retournement. Samuel Benchetrit a du métier, un côté roublard dans le sens noble du terme. Contre toute attente, ce ne sont pas les deux protagonistes, les deux vedettes (les deux frères), qui émergent, mais les trois autres personnages : le père, la mère et la belle-fille. Michel Jonasz, Claire Nadeau et Kate Moran rafflent la mise. Le premier dans sa déconcertante décontraction, la seconde dans sa douce loufoquerie, la troisième dans sa beauté autoritaire. La famille s'étoilera en mille morceaux comme un pare-brise avant de se recoller sous les meilleurs auspices. Allez-y sans crainte et payez-vous un bon rognon sauce madère après la représentation. À bon entendeur... ■

La Famille, au Théâtre Édouard-VII (Paris 9^e).

Tél. : 01 47 42 59 92. www.theatreedouard7.com

À Rochefort, la maison de Pierre Loti vers la renaissance

Claire Bommelaer

Le 10 juin 2025, la demeure de l'écrivain et voyageur rouvrira au public après une restauration de fond en comble.

Après douze ans de fermeture, la maison de l'écrivain Pierre Loti, à Rochefort (Charente-Maritime) va enfin rouvrir ses portes. Elle sera inaugurée le 21 mai prochain, date anniversaire de l'élection de Pierre Loti à l'Académie française, et sera ouverte au public à partir du 10 juin, date anniversaire de sa mort.

L'histoire de la renaissance de cette maison tient du petit miracle. Pierre Loti, grand voyageur et marin, hérite de la maison familiale en 1871 et décide d'en faire un décor de théâtre pour ses souvenirs de voyages. La maison possède entre autres choses un extraordinaire salon oriental, dit «turc», une mosquée, dite

«syrienne», une chambre arabe venue d'Algérie, une pagode japonaise ou une salle chinoise. Dès son ouverture à la visite, en 1969, le succès public est immédiat. Jusqu'à ce que le plafond de la mosquée menace de s'effondrer. «Nous avons dû fermer mais nous n'avions pas le budget pour restaurer», rappelle le maire de Rochefort, Hervé Blanché. La maison de Pierre Loti doit son salut à la Mission Bern, qui lui donne un coup de projecteur formidable, en 2018. Mécènes et collectivités locales suivront, permettant de lancer les travaux. Ils représentent 13 millions d'euros hors taxes, dont 3,5 millions versés par la ville, et 805 551 euros venant du mécénat.

Ils vont s'avérer délicats : «La structure se tassait, car Pierre Loti n'était pas architecte et il n'avait pas hésité à supprimer des murs porteurs», raconte Elsa Ricaud, architecte du patrimoine. «Nous avons été obligés de recréer des fondations, tout en menant en parallèle les restaurations de décors, et la mise aux normes de la maison.»

Étroitesse des espaces

Depuis 2018, la liste des métiers mobilisés sur cette petite maison est longue comme le bras, et va du gros œuvre aux gestes les plus pointus. Sculpteurs, bronziers, passementiers, staffeurs, plombiers, menuisiers, tailleurs de

pierre, peintres... En tout, 34 corps de métiers se sont succédé au chevet de la maison.

L'étréitesse des espaces a rendu la tâche compliquée pour tous. Outre la mise en sécurité du plafond syrien du XVIII^e siècle – un des rares existant dans le monde –, quasiment toute la maison et ses planchers ont dû être démontés. Le bois du plafond de la salle gothique était infesté de termites, et a dû être reconstitué. Par ailleurs, 1000 objets et meubles – dont un rideau de quatre mètres qui n'avait pas bougé depuis cent trente ans – ont été restaurés, depuis le musée municipal. D'ici à mai prochain, la restauration du salon

turc doit encore être achevée, avec l'aide du Centre de restauration des musées de France, implanté au Louvre et à Versailles.

En 2025, la visite s'étoffera de la salle chinoise reconstituée, d'un nouveau petit musée dédié à l'enfance de l'écrivain, d'une salle de médiation et des jardins. La chambre aux abeilles, celle du couple, a été restaurée et sera, elle aussi, visitable. Afin de respecter le monument, et d'éviter d'avoir à le refermer une nouvelle fois, les visites ne seront plus libres, mais guidées (une heure et demie par groupe de dix). L'objectif est de faire entrer 30 700 visiteurs par an. ■

Laurie Anderson plane avec Amelia Earhart

Olivier Nuc

La musicienne américaine, et veuve de Lou Reed, sort «Amelia», un album consacré à la vie de la pionnière de l'aviation.

«Ce projet a été repoussé tant de fois que j'ai encore du mal à croire que j'ai bien réussi à l'achever», explique Laurie Anderson. L'artiste américaine était à Paris au début de l'été pour présenter son nouvel album, *Amelia* (Nonesuch/Warner), consacré à la pionnière de l'aviation américaine, Amelia Earhart, disparue au-dessus de l'océan Pacifique en 1937. Laurie Anderson a commencé à réfléchir à ce concept en l'an 2000. «À l'époque, le Carnegie Hall m'avait commandé un travail autour de l'aviation. J'avais proposé trois pièces de musique pour orchestre à ce moment-là. C'était affreux ! Ils m'ont rappelé huit ans plus tard afin de reprendre les parties de cordes. Cela a traîné encore quelques années et la pandémie est survenue. Une fois qu'on a pu enregistrer, j'avais composé une partie supplémentaire.»

Ce qui a maintenu l'enthousiasme de la compositrice pendant tout ce temps, c'est l'histoire d'Amelia Earhart. Fascinée par son personnage, la musi-

cienne a voulu lui rendre un hommage puissant. «C'était une amoureuse de la vitesse et de la technologie. Elle est tout simplement à l'origine de l'aéronautique américaine.» Sur son disque, Laurie Anderson, musicienne volontiers expérimentale, conjugue avant-garde et poésie. Et en profite pour rappeler la dimension féministe de son personnage de prédilection. «Amelia est née à une époque (1897, NDLR) où l'on apprenait la couture et la cuisine aux jeunes filles. Elle a permis aux femmes de faire connaissance avec la mécanique, les moteurs. Le problème, c'est que quatre-vingt-sept ans après sa mort, il est encore difficile pour les femmes d'accéder à des métiers de l'ingénierie.»

Ne jamais chercher à plaire

Laurie Anderson, compagne de route du Parti démocrate, ne cache pas son inquiétude au sujet de la prochaine élection présidentielle américaine. Sans jamais prononcer son nom, elle évoque le candidat républicain. «Cet homme est vraiment terrifiant. Il est du



Laurie Anderson lors du Starmus Festival 2024 à Bratislava (Slovaquie), le 16 mai dernier.

FRANK-MICHAEL ARNDT/FUTURE IMAGE VIA REUTERS CONNECT

genre à mépriser les femmes. Son élection serait un vrai cauchemar.»

En France, Laurie Anderson est connue pour un tube, le titre *O Superman*, qui passait souvent à la radio en 1981 et qui eut une belle carrière en Grande-Bretagne. Une anomalie dans le parcours de cette femme qui n'a jamais cherché à plaire aux foules. Après des études de sculpture et de violon, elle a navigué avec bonheur entre musique, arts plastiques, installations multimédias, performances. Amoureuse de la France, elle a enregistré l'album aux studios Miraval, propriété de Brad Pitt. Le travail de cette désormais septuagénnaire a toujours été mieux compris en Europe que dans son pays natal. «Philip Glass, Steve Reich ou Trisha Brown ont beaucoup plus travaillé en Italie, en Allemagne et aux Pays-Bas qu'ailleurs, notamment dans le réseau des galeries d'art. Le problème, c'était d'arriver à se faire payer autrement qu'en tableaux !», se souvient-elle en riant.

Laurie Anderson a vécu la bohème typique de la scène arty new-yorkaise

des années 1970. «J'ai longtemps vécu dans un squat sans eau courante, sans chauffage et sans électricité à une époque où il était plus facile de vivre comme artiste. Mes amis et moi n'aurions jamais imaginé gagner de l'argent avec nos œuvres en ce temps-là.»

Aujourd'hui, Laurie Anderson déplore que les artistes s'autocensurent par peur de choquer. En 1975, elle s'est installée dans un studio au bord de l'Hudson River où elle vit toujours, mais seule depuis la disparition de son mari, la rock star Lou Reed, en 2013. «Je l'aimais tant. Quel homme magnifique, lance-t-elle. Ma crainte, avec le passage des années, est que mes souvenirs avec lui s'éloignent progressivement. Cela fait déjà onze ans qu'il est parti», dit-elle avec de la mélancolie dans la voix. Avant leur rencontre en 1992, Laurie Anderson n'avait jamais entendu parler du Velvet Underground. «C'est idiot mais je pensais que le Velvet était un groupe britannique. Je suis toujours en contact avec John Cale, le seul Britannique de la bande d'ailleurs. Un homme délicieux.» ■

«Le monde n'existe pas»: aux frontières du réel

Céline Fontana

La série d'Erwan Le Duc pour Arte, avec le très intense Niels Schneider, interroge sur le mode du thriller, notre rapport à la vérité.

Il y a vingt ans, Adam, harcelé en raison de son homosexualité, a fui sa ville d'origine. Il s'est forgé une nouvelle personnalité, une nouvelle identité même. Désormais journaliste à Paris, il revient dans cette petite cité du nord de la France afin d'enquêter sur le meurtre d'une jeune fille dont il se refuse à croire que le héros de son adolescence, son seul ami d'alors, suspecté, soit le coupable. Mais c'est à une quête très intime que se livre en fait cet antihéros au fil de rencontres qui vont le perdre pour, qui sait, mieux se retrouver.

Pas un personnage qui ne soit perturbé et perturbant. Étrange ce patron de bar qui fait de la BD. Un peu trop pugnace cette journaliste locale omniprésente. Quid de ce bibliothécaire qui donne l'impression d'espionner ces concitoyens ? La mère de la victime ne se livre-t-elle pas trop facilement ? Et la femme du suspect (toujours délicieuse Maud Wyler) est-elle vraiment au-dessus de tout soupçon ? Adapter un roman aussi littéraire et cinéphile que *Le*

monde n'existe pas (2020) de Fabrice Humbert, partager ses questionnements sur le journalisme, transposer son récit des États-Unis au bassin minier nécessitait nombre de pas de côté qui n'ont pas effrayé Erwan Le Duc.

Un trouble permanent

Bien au contraire, c'est même la marque de fabrique du réalisateur de *Perdrix* et de la série *Sous contrôle*. L'étrangeté règne, il y a comme un flottement que ne renierait pas le David Lynch de *Twin Peaks*. Les fausses pistes se multiplient. Les repères volent en éclats. Ce meurtre a-t-il d'ailleurs bien eu lieu ? Cette minisérie (4x52 minutes) pour Arte interroge la frontière parfois ténue entre la réalité et la fiction, la manière dont celle-ci se réécrit et évolue, la question de la narration. On songe à *La Nuit où Laurier Gaudreault s'est réveillé* pour cette manière fluide de déployer le passé et le présent dans une même scène. À cette même série de Xavier Dolan encore dans sa façon de distiller du suspense, de l'angoisse au cœur d'un drame familial.



SARAH ALCALAY/ARTE/IMAGESCOMPAGNIE/© ARTE

Niels Schneider incarne un homme à la paranoïa larvée qui le mène parfois au bord de l'implosion.

« Dans le livre, le trouble qui se crée est passionnant, confie Erwan Le Duc. C'est une enquête mais, quand on avance, au lieu de se dévoiler, les choses se complexifient. Il faut en permanence travailler sur ce trouble. Que choisit-on de montrer ? Quel rapport a la réalité avec ce que l'on va voir ? Les personnages que le héros rencontre vont aussi bousculer cette perception. Chaque protagoniste finit par se contredire lui-même. J'installe une grammaire, puis je contredis ce que j'ai dit. Avec le chef opérateur, nous étions aussi un peu obsédés par les reflets. Des éléments concrets viennent

nourrir les sensations. C'est un récit intellectuel, mental, mais aussi très physique. » Une approche physique qui passe également par l'incarnation du personnage principal. Quelques mois après sa performance explosive pour *D'argent et de sang*, dans le rôle d'Attias, trader éclatant, le chien fou à la beauté du diable et roi de l'arnaque à la taxe carbone, Niels Schneider apparaît ici dans un registre diamétralement opposé.

Celui d'un homme sombre et introverti, à la paranoïa larvée qui le mène parfois au bord de l'implosion. « Je me suis rasé le crâne et j'ai pris de la masse musculaire car Adam a accumulé une certaine violence en lui due au harcèlement dont il a été victime, analyse-t-il. En se développant et en évoluant vers

l'âge adulte, il a eu besoin de se créer une armure, de s'aguerrir et de se donner une apparence plus dure même si c'est un garçon extrêmement sensible. Il a besoin de se protéger, comme si la menace était toujours présente. »

Le monde n'existe pas a tout du thriller, en apparence du moins, mais ce ne serait pas lui rendre justice que d'oublier son aspect burlesque, sa fantaisie, son humour absurde. Les frères Coen comme Bruno Dumont (*P'tit Quinquin*) ne sont jamais loin sur ce terrain de jeu. Le résultat en est d'autant plus intrigant et jubilatoire. ■

« Le monde n'existe pas » À 20 h 55, sur Arte Notre avis : ●●●○

«Lutter contre les délits routiers»: le fléau des écarts de conduite

Benjamin Puech

À partir de retransmissions d'audiences, ce documentaire éclaire les rouages d'une justice débordée par les infractions commises au volant.

Ce qu'il a fait après être entré en collision avec la Peugeot ? Il ne sait plus, il ne sait pas. Le juge l'aide : « Vous avez commis un délit de fuite... » Le chauffard est tout de même venu tenter d'amoindrir sa peine au tribunal d'Aix-en-Provence. Il a préféré se défendre seul plutôt que de prendre un avocat. À l'écouter, la victime serait la coupable. Il n'a pas pu commettre de délit de fuite, ajoute-t-il, puisqu'il ne connaissait pas l'existence de cette infraction... Ces arguments ne font visiblement pas le poids face à l'enquête sur laquelle se fonde le juge, qui ne prend pas la peine de masquer sa lassitude.

Ce saisissant documentaire retransmet des captations d'audiences. Et plonge au cœur d'une justice débordée

par les atteintes à la sécurité routière. Plus de 40 % des peines prononcées chaque année dans nos tribunaux. Les trois procédures, très différentes de nature, donnent à voir le difficile métier des magistrats chargés de se pencher en appel sur les doléances des prévenus. Le chauffard qui ne connaissait pas le délit de fuite, donc. Mais aussi un jeune homme condamné pour conduite en état d'ivresse et en récidive. Il voudrait qu'on le comprenne. Il a fait des efforts. Le priver de permis, ce serait l'empêcher de travailler. Son métier ? Ambulancier... Le juge lui rappelle alors ses antécédents et les insultes qu'il a proférées contre sa compagne et les forces de l'ordre lors de son interpellation. Sa peine ne sera pas amoindrie : cinq mois

de prison avec sursis, annulation du permis de conduire et obligation, après réobtention de celui-ci, d'utiliser un système antidémarrage par test d'alcoolémie pendant quatre mois.

La souffrance des familles

Instructif mais un peu court, un débat en fin d'émission se penche d'ailleurs sur la question des antécédents judiciaires et de leur poids dans une condamnation. « On tord le cou à la présomption d'innocence. Dans les pays anglo-saxons, la lecture du casier ne se fait qu'après que la personne est condamnée. En France, on commence par là », regrette l'avocat Hubert Delarue. « On voit aussi les éléments positifs de la personne à ce moment-là. Et il

faut faire confiance aux juges, qui savent faire la part des choses », rétorque le magistrat Jean-Louis Périès, président de la cour d'assises du procès des attentats de novembre 2015.

La troisième audience donne la parole à un motard, dont la passagère a trouvé la mort après que le pneu de son véhicule a éclaté sur l'autoroute. Il s'agissait de son épouse. Le tribunal confirme la culpabilité de l'employé d'une société de dépannage, qui a fait preuve de négligence dans la réparation du pneu en question. À la barre, le mari endeuillé peine à contenir son émotion. En plus d'éclairer les nuances du raisonnement juridique, ce magazine, un épisode d'une série de six, intitulée *Justice en France* et disponible déjà pour

partie en replay, rend palpable la souffrance des familles de victimes. Le 29 août dernier, encore, une fillette était fauchée à Vallauris par une moto. Preuve que cette souffrance est entendue, la qualification d'homicide routier pourrait, un changement symbolique, remplacer à terme celle d'homicide involontaire en cas de circonstances aggravantes. À condition que le Parlement aille au bout du processus d'adoption de la loi, interrompu par la dissolution de juillet dernier. ■

« Tribunal correctionnel : lutter contre les délits routiers » À 21 heures, sur LCP Notre avis : ●●●○

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 6720 HORIZONTALLEMENT

1. Femmes fatales et énigmatiques. - 2. Vient d'un liquide qui fait envie. - 3. Découvert par les Curie, il doit son nom aux origines de Marie. - 4. Favorise la procréation. Bois éclaté. - 5. Manquent de souplesse avec la marque du vieux. - 6. Personnes. L'entrée des artistes. - 7. Convient du passé. Exercices. - 8. Partie du cassoulet ou patrie du cassoulet. Tout petit détail. - 9. Dispositif à foyer fermé. - 10. Grande foire internationale. S'exprima avec des tremblements dans la voix. - 11. Corde sensible. A mal agi. - 12. Juifs péninsulaires.

VERTICALEMENT

1. Gestes d'effacement. - 2. Mise en avant dans le commerce. - 3. Rattaché à un point d'attache. Un art vaguement maîtrisé. - 4. Finit sa vie en Déesse Blanche. Offre des pensées. Note. - 5. Elles étaient chantées près du feu. Rafranchit Robert Ménard. - 6. Ongulés harnachés. Est peut-être victime du coup du lapin. - 7. Dieu comme Toutatis. Bouquet de pensées. Canard cochon. - 8. Distributeurs du crédit agricole. Se calme en passant à table.

	1	2	3	4	5	6	7	8
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								

SOLUTION DU PROBLÈME N° 6719

HORIZONTALLEMENT

1. Ancêtres. - 2. Mercredi. - 3. Boiler. - 4. Unaus. Pi. - 5. Lans. Mis. - 6. Attelée. - 7. No. Sexte. - 8. Clé. Miro. - 9. Iota. CES. - 10. Égrisa. - 11. Rio. Pion. - 12. Sentence.

VERTICALEMENT

1. Ambulanciers. - 2. Néonatalogie. - 3. Criant. Étron. - 4. Éclusés. Ai. - 5. Très. LEM. Spé. - 6. RER. Mexicain. - 7. Ed. Piètre. Oc. - 8. Sidis. Éosine.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION



SU|DO|KU

RCT-JEUX

GRILLE 4860 MOYEN

		6		2	3		9	4
9		3		7				
							1	6
6	1		4			9		
3	9							1
5	2		8			6		
						7	5	
7		2		4				
		9		6	2		4	3

GRILLE 4861 CHAMPION

	2			9	8			
			2			9	8	
	4							
9		2		1				5
			8	5				7
7		1		6				2
	7							
			1			5	4	
	6			4	5			

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

MOTS À CASER

I	B	E	R	I	Q	U	E	C	E	T	R	N
D	A	N	O	U	T	R	E	R	E	L	U	E
I	N	E	T	A	E	N	I	V	R	A	N	T
O	D	O	R	A	N	T	C	A	R	M	E	
T	O	U	R	D	E	P	A	S	S	E	E	
I	N	T	E	R	T	R	I	P	E	S	S	N
S	E	P	A	R	I	O	S	O	T	R	U	C
M	O	U	S	S	O	N						
E	N	T	R	E	M	E	L	E	B	E	T	T

5	2	7	6	3	9	1	4	8
9	8	1	2	4	7	5	6	3
3	4	6	8	1	5	9	7	2
7	6	5	9	8	4	3	2	1
8	1	2	3	5	6	4	9	7
4	3	9	1	7	2	8	5	6
2	9	8	5	6	1	7	3	4
1	5	4	7	2	3	6	8	9
6	7	3	4	9	8	2	1	5

1	7	2	5	4	3	8	6	9
9	5	4	8	6	2	1	3	7
6	3	8	1	7	9	5	4	2
4	9	6	3	5	8	2	7	1
2	8	5	6	1	7	4	9	3
3	1	7	2	9	4	6	5	8
8	2	9	4	3	5	7	1	6
5	6	3	7	2	1	9	8	4
7	4	1	9	8	6	3	2	5

MOTS À MOT

En regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de trois lettres proposés, composez un troisième mot de six lettres.

B	I	S	+	A	R	A	=	R				
E	S	T	+	R	U	E	=			R		
E	R	E	+	S	I	C	=				S	



Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag



ÉPHÉMÉRIDE St-Côme
Soleil : Lever 07h44 - Coucher 19h38 - Dernier quartier de Lune

TF1

21.10
HPI
Série. Policière

Fra. 2024. Saison 4, saison 3. Avec Audrey Fleurot, Mehdi Nebbou, Bruno Sanches. 2 épisodes. Tout en enquêtant sur le meurtre d'une influenceuse, l'équipe au complet est préoccupée par une seule question : qui est le père du bébé de Morgane ?

23.25 HPI. Série. Policière. De mille feuk - S comme Italie.

CANAL+

21.00
Football : Ligue Europa Sport

1^{re} journée : Lyon - Olympiakos. En direct. L'Olympique Lyonnais connaît un début de saison compliqué dans le championnat de France. Son aventure dans la Ligue Europa vaut-elle lui redonner de la confiance ?

22.57 Soir d'Europe le débrief. Mag. **23.59** Clique. Magazine.

G8

19.42 Touche pas à mon poste.

21.19 Y'a que la vérité qui compte
Magazine. Prés. : Pascal Bataille et Laurent Fontaine. 1h42. Inédit. Première diffusion. Sur le plateau, les animateurs reçoivent des personnes qui entreprennent une démarche qui leur tient fortement à cœur.

23.01 Y'a que la vérité qui compte.

france.5

20.05 C à vous la suite. Talk-show.

21.10 Les 5 vies de la Terre
Documentaire. GB. 2023. Réal. : James Tovell. 1h45. 2 épisodes. Inédit. En 4,5 milliards d'années, notre planète passe d'un enfer inhospitalier à un véritable paradis pour la vie, une vibrante planète verte.

22.55 C ce soir. Talk-show. En direct. **00.05** C dans l'air. Magazine.

france.2

20.55
Envoyé spécial
Magazine

Prés. : Élise Lucet. 1h50. L'eau minérale en eaux troubles. L'industrie de l'eau minérale a été fortement secouée par une série de scandales et de révélations. Le magazine «Envoyé spécial» enquête au sein d'un marché fortement concurrentiel.

22.45 Complément d'enquête. Mag. **00.20** Nous, les Européens. Mag.

arte

20.55
Le monde n'existe pas
Série. Policière

Fra. 2023. Saison 1. Avec Niels Schneider, Maud Wyler. 2 épisodes. Inédit. Un journaliste retourne dans sa petite ville d'origine du nord de la France, qu'il avait fuie des années plus tôt, pour y enquêter sur un meurtre.

22.30 Le monde n'existe pas. Série. Policière. 2 épisodes. Inédit.

W9

19.50 Les cinquante. Jeu. Le roi. Inédit.

21.10 Air Force One
Film. Action. EU/Ail. 1997. Réal. : Wolfgang Petersen. 2h10. Avec Harrison Ford. Air Force One, l'avion présidentiel américain, est assailli par des terroristes qui prennent en otage le Président, son épouse et leur fille.

23.20 Le détournement du vol 93. Téléfilm. Suspense. Avec Ty Olsson.

RMC
DÉCOUVERTE

19.55 Wheeler Dealers France. Doc.

21.10 Bayesian : les mystères du naufrage du superyacht
Documentaire. EU. 2024. 1h10. Inédit. Le 18 août 2024, un événement météorologique exceptionnel frappe le superyacht « Bayesian » alors qu'il est ancré près du port de Porticello.

22.20 Hors de contrôle. Documentaire. Le naufrage du Costa Concordia.

france.3

21.05
Meurtres à...
Série. Policière

Fra. 2019. Saison 8. Avec Philippe Caroit, Nadège Beausson-Diagne. Meurtres à Cayenne. Le corps d'un biologiste est retrouvé éborgé, après une soirée de carnaval, au pied du Fort Cépérou, qui surplombe Cayenne. Des signes cabalistiques sont gravés sur le visage de la victime.

22.50 La France en vrai. Deux volets.

6

21.10
Cauchemar en cuisine
Documentaire

Prés. : Philippe Etchebest. 1h45. Saint-Gervais. Le chef intervient chez Mimose et Georget, à Saint-Gervais dans le Gard. Il va aller de surprises en surprises dans ce restaurant.

22.55 Cauchemar en cuisine. Documentaire. Prés. : Philippe Etchebest. Alixan. Strasbourg.

TMC

19.15 Quotidien. Inédit.

21.25 Comment je suis devenu super-héros
Film. Fantastique. Fra. 2020. Réal. : Douglas Attal. 1h55. Avec Pio Marmai. Inédit. Un inspecteur veut mettre fin au trafic de drogue qui donne des super-pouvoirs aux gens ordinaires.

23.20 Super-héros malgré lui. Film. Comédie. Avec Philippe Lacheau.

HISTOIRE TV

19.55 Mystères d'archives. 2 ép.

20.50 Jésus : enquête sur le mystère du Saint-Suaire
Documentaire. Fra. 2023. Réal. : Vincent Nèquache. 0h50. Le Saint-Suaire de Turin est une relique chrétienne célèbre en raison de l'image énigmatique qui y est imprimée.

21.40 Jérusalem : La construction de la cité de Dieu. Documentaire.

LE FIGARO TV
Île-de-France

12.00 Points de vue. **18.30** Le Buzz TV.
Claire Chazal, présentatrice du magazine « Au bonheur des livres », sur Public Sénat. Interviewée par Nicolas Voltaire et Damien Canivez. **19.00** Bienvenue en Île-de-France. Présenté par Victoire Sikora.

21.00

Au fil de la Durance
Le Figaro patrimoine, documentaire. **22.30** Le Club Le Figaro Idées
Eugénie Bastié reçoit, sur le thème « #MeToo : terreur ou révolution ? », les journalistes et essayistes Caroline Fourest et Noémie Halioua.

Pour regarder le Figaro TV ?
Canal 34 de la TNT
en Île-de-France ou sur les box
SFR 468 | Orange 345
Free 203 | Bouygues 247

À LA DEMANDE
NETFLIX
Nobody Wants This

Au cours d'une soirée, Joanne, une podcasteuse spécialisée dans la sexualité, connue pour sa langue bien pendue, fait la connaissance de Noah, un homme séduisant qui attire immédiatement son attention. Rabbini, sexy et anticonformiste, il titille son imagination. La relation qu'ils nouent rapidement est confrontée à de nombreux défis, l'agnosticisme farouche de Joanne et le traditionalisme de la famille de Noah ne sont pas les moindres. Kristen Bell et Adam Brody forment un couple irrésistible dans cette comédie romantique qui parvient à capter efficacement l'air du temps tout en mêlant humour et émotion. Cette série de dix épisodes, créée par Erin Foster, se révèle pétillante et divertissante.

MATIN

APRÈS-MIDI

LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	20/31	AMSTERDAM	14/18	ATHÈNES	19/29
BARCELONE	22/27	BELGRADE	14/27	BERLIN	14/19
BERNE	13/15	BRUXELLES	13/19	BUDAPEST	14/25
COPENHAGUE	12/15	DUBLIN	11/13	LISBONNE	20/23
LONDRES	14/17	MADRID	18/21	PRAGUE	13/19
RABAT	18/25	ROME	18/26	TUNIS	22/33

la chaîne météo

lachainemeteo.com

Par téléphone : **3201** (2,99 €/min)
LIVE 24/24
CANAL+ GRATUITÉ
Sur L'APPLI La Chaîne Météo

MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°3945

BOUT DE COROLLE	PIÈCES DE VAISSELLE	COUP DE KARATEKA	CALES AU GARAGE	USTENSILE DE BUCHERON	ÉCHANGER DES PROPOS GALANTS	VIN DE L'AUDÉ	ÉTOILE MONTANTE	SUITE DE VERS MELO-DIEUX	PLONGER DANS LE NOIR	COPAINS	GROSSE BISE DU POÈTE AUSSI	SOCLES DE BALLES
BIEN ISOLÉE	IMME-DIATEMENT	ENLEVER LES TRIPES	ARMISTICE	APPAREIL ÉLÈVA-TEUR	PROPOS GALANTS	ÉTIRE À NOUVEAU	NON COPIÉE	ACTIVE, ÉNERGIQUE		SYMBÔLE DE L'ARGON		MALADIE RENALE
				VEU PIEUX				MARCHE COMMUN				
TRANS-PERÇAI					DESSINE AUTRE-MENT				MALAXE			
A L'ORIGINE DU JAZZ					RADIUM				CHAMPI-GNON DES BOIS			
				DIGNE D'ÉLOGES					DEMONS-TRATIF	MATIÈRES TEXTILES		
				IL ABREGÉ LA SÉRIE					QUI EST À MOI	COHORTE		
RINCÉE ET VIDÉE					CÉCITÉ						AVION LÉGER	TERMINAI-SON DU PREMIER GROUPE
BEIGNET EXOTIQUE					UNE PETITE A CRO-QUER (D)						CONJON-CTION	
			QUATRE APRÈS HENRI			ESPACE DE TEMPS	C'EST-À-DIRE EN BRIEF	IL OUVRE L'APPETIT			ON LA GAVE POUR SON FOIE	
			VOLCAN ACTIF EN EUROPE			MUSIQUE RYTHMÉE	POUTRE	MUSARDA OURDA				
TISSAGE PROCHE DU TWILL	ALIMENT AMBRÉ		HABITE	REFUSE D'ADMET-TRE LA VÉRITÉ	CIRCONS-PECTE			SUPPRIMER DES BOUR-GEONS				
	CONSPUÉ				MONDE DE ROCAILLE							
						BERGER UN PEU BUCOLIQUE			FILET D'EAU EN CAMPAGNE			
						DIANA			A ÉTÉ APTE			
INDÉFINI												
CULTIVÉE			BOULIER DE ZEUS ET D'ATHENA						PUNCH PAS FOR-CÉMENT CRÉOLE			
					IL EST BALISÉ DE ROUGE ET DE BLANC			CÔTÉ DU VENT SUR UN NAVIRE				

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT
L O O J V L T E A E B L B
F O R C E R C S A A M O I N D R I S S E M E N T
N A T A L E A R P I O N T O I S A L A D E S
A D I E U X M L R S A T R I A D E I R C
O S T A C U I T E S D U E G N E T E I N T S
N N O P R E S T E N E R I E T E R S E R B O P
I N T E R S T I C E A C R E S A P T E S N I
P E N A L E S S O U R N O I S A G I R
N E G A T I F S S A C E T A L E R A
O S E E S F A U T E U I L S C E R E S

Amir Tibon, rescapé des « portes de Gaza »



PAR
Cyrille Louis

Le journaliste israélien, qui se trouvait dans le kibboutz Nahal Oz durant l'attaque du Hamas, livre un récit captivant du 7 octobre et analyse la crise dans laquelle son pays s'enfonce depuis lors.

Dans la foule des visages qui peuplent les souvenirs du 7 octobre 2023, il y a ceux des victimes, des otages libérés ou encore aux mains du Hamas, ainsi que de leurs proches qui se battent sans répit pour obtenir leur libération. Et puis il y a ceux des survivants, dont les récits entremêlés permettent de reconstituer cette journée d'horreur. Amir Tibon, jeune et talentueux journaliste au quotidien israélien *Haaretz*, occupe parmi eux une place singulière. Son livre-témoignage, dont la traduction française vient de paraître*, ne se limite pas au récit minutieux et haletant d'une longue réclusion dans l'abri blindé de sa maison en lisière du kibboutz Nahal Oz, avec sa femme et

ses deux filles alors âgées de 1 et 3 ans, tandis que les hommes du Hamas pillaient, tuaient et kidnappaient tout autour d'eux. Avec un sang-froid qui force le respect, il s'efforce aussi de penser la tragédie qui a précipité son pays en territoire inconnu.

Au soir du 7 octobre, alors que des soldats israéliens se battent encore dans certaines localités en lisière de la bande de Gaza, quelques lignes postées sur les réseaux sociaux propulsent Amir Tibon à l'avant-scène de cette tragédie. «*Nous sommes en vie, a-t-il écrit pour rassurer ses proches. Nos filles sont des héroïnes. Elles ont attendu en silence dans notre pièce sécurisée pendant dix heures sans nourriture ni électricité. Les soldats qui sont arrivés sont des héros. Et le plus grand des héros est mon père, qui est venu de Tel-Aviv, a conduit les soldats jusqu'à nous et les a aidés à tuer les méchants.*» Ce détail, qui n'en est pas un, frappe les esprits. Le général à la retraite Noam Tibon, qui a jadis commandé les forces israéliennes au Liban et en Cisjordanie, n'a pas hésité à sauter dans sa voiture pour voler au secours de ses enfants pris au piège. En chemin, il a croisé des survivants hagards de l'immense rave party prise pour cible par le Hamas, contourné des barrages de police et parfois dû slalomer entre les dépouilles qui jonchaient le bitume, avant de convaincre un jeune soldat de l'accompagner à Nahal Oz. Au même moment, par contraste, les élites politiques et militaires du pays semblaient prises d'une inexplicable torpeur, dont les terroristes allaient tirer profit pour semer le chaos et la mort.

«*Le 7 octobre, l'armée s'est effondrée et nous avons mesuré à quel point son haut commandement avait perdu le contrôle*», soupire Amir Tibon, bras



Le journaliste israélien, Amir Tibon, vendredi dernier, à Paris. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

croisés, tête légèrement penchée sur le côté. Ce matin-là, dans un café proche de la Maison de la radio, il enchaîne les interviews dans le cadre d'une tournée promotionnelle qui a débuté à Berlin et doit se poursuivre aux États-Unis. Un peu plus tard, il filera au Quai d'Orsay pour y rencontrer des diplomates en charge du Proche-Orient. Ancien correspondant de *Haaretz* à Washington, désormais titulaire de la correspondance diplomatique, Tibon suit de près les efforts visant à prévenir un embrasement régional. «*Votre pays est le seul à pouvoir peser en vue d'une désescalade au Liban*», glisse-t-il, sans manifestement trop y croire.

Amir Tibon, comme la plupart des 400 résidents de Nahal Oz, se rattache à ce qu'on appelait jadis le « camp de la paix ». Couramment arabophone,

auteur d'une biographie du président palestinien Mahmoud Abbas, il a voulu croire à la possibilité d'un accord avec les Palestiniens – sans rien ignorer pour autant de la radicalité du Hamas ni du rejet qu'Israël suscitait, bien avant le 7 octobre, chez de nombreux Palestiniens. «*Le fait que le Hamas veuille nous assassiner n'a surpris personne*, dit-il, *car ses chefs revendiquent cet objectif depuis sa création.*» Soudain, son regard se voile de tristesse. «*Le plus douloureux, dans cette histoire, c'est que des habitants ordinaires de Gaza sont venus leur prêter main-forte pour piller, vandaliser et parfois pire... Jusqu'au 7 octobre, nous étions persuadés qu'il y avait à Gaza des gens qui rejetaient cette violence – et, d'une certaine façon, je le crois toujours. Mais ce matin-là, certains d'entre eux sont repartis avec une télévision, une voiturette de golf ou un otage juif...*»

État aux Palestiniens. Je reconnais qu'il s'agit d'une solution imparfaite, mais je n'en connais pas de meilleure. Croit-on pouvoir tuer ou expulser les 2 millions d'habitants de la bande de Gaza, comme le promet l'extrême droite ? Ou préfère-t-on leur accorder la citoyenneté israélienne, au risque de voir la population juive devenir minoritaire ? On a beau retourner le problème dans tous les sens, nous sommes condamnés à vivre avec cette réalité. Israël est notre pays, et nous n'avons nulle part d'autre où aller... »

Amir Tibon consacre une partie de son récit à l'histoire de Nahal Oz, l'une des localités créées après l'indépendance pour veiller sur les « portes de Gaza ». Il évoque les contacts noués jadis par les habitants du kibboutz avec des Palestiniens de l'enclave, ainsi que les espoirs suscités dans les années 1990 par les accords d'Oslo. Il raconte aussi la guele de bois et les guerres à répétition qui ont suivi la prise du pouvoir par le Hamas en 2007. Mais les pages les plus évocatrices de cette rétrospective sont peut-être celles qu'il consacre à la visite de Moshe Dayan, en 1956, lors des obsèques d'un habitant tué par des Palestiniens alors qu'il patrouillait en lisière du kibboutz. «*Ne blâmons pas ses meurtriers aujourd'hui*», avait alors lancé le héros de la guerre d'indépendance aux habitants endeuillés, convaincu que ceux-ci devaient se préparer à essuyer d'autres attaques du même type. «*Depuis huit ans maintenant, les avait-il sermonnés, (les Palestiniens) restent dans le camp de réfugiés de Gaza et nous voient transformer sous leurs yeux leur terre et leurs villages, où leurs ancêtres et eux-mêmes résidaient auparavant, pour en faire notre foyer.*»

Sept décennies plus tard, alors que plus de 1700 Israéliens et de 40 000 Palestiniens ont perdu la vie au cours de l'année qui s'achève, Amir Tibon met en garde : «*Les portes de Gaza pèsent encore sur notre pays. (...) Dans les années et les décennies à venir, elles pèseront encore plus lourdement sur notre âme.*» ■

* «*Les Portes de Gaza*», Christian Bourgois Éditeur, 480 pages.

NOUVEAU

LE FIGARO MAGAZINE

présente

FIG MAG JEUX

100% Laclos 42

40 GRILLES DE MOTS CROISÉS DE MICHEL LACLOS

UNE ÉDITION COLLECTOR DU GRAND MAÎTRE D

Grille n° 25

Édition collector

Le Figaro Magazine rend hommage au pape des verbicrucistes. Une compilation de 40 de ses meilleures grilles pour vous faire découvrir ou apprécier à nouveau l'art de croiser les mots.

7€
,50

EN VENTE ACTUELLEMENT
chez tous les marchands de journaux
et sur www.figarostore.fr



UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety

Recadrer (re-ka-dré) v. tr. Rectifier la position.

Certaines déclarations de ministres ont contraint Michel Barnier à opérer ce qu'on peut appeler un recadrage.

Le mot vient du latin *quadrus*, qui signifie quatre, comme le nombre de côtés d'un cadre : celui dans lequel le premier ministre aimerait que ses troupes restent. La réaction de Barnier est logique, elle entre dans le cadre normal de la cohésion gouvernementale.

Si tel ou tel veut ouvrir le feu, autant que son tir soit cadré, c'est-à-dire qu'il atteigne son but. Mais il y a fort à parier que le chef du gouvernement préférerait que ses ministres observent une réserve (état qui a aussi ses cadres).

Surtout si la déclaration a pour but d'égratigner un portefeuille voisin du sien – il arrive dans un gouvernement que certains ne puissent pas s'encadrer.

Il ne reste plus aux recadrés qu'à battre en retraite.

Si l'avertissement ne suffit pas, alors le premier ministre sera obligé de leur indiquer la porte. Et alors, leur photo, qui vient juste d'être apposée sur le mur du ministère, sera retirée du cadre dans lequel l'intéressé n'aura pas voulu se tenir. ■

LE FIGARO littéraire



HISTOIRE

EMMANUEL DE WARESQUIEL MONTRE QUE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE PÈSE SUR NOS IMAGINAIRES COLLECTIFS

PAGE 10

BANDE DESSINÉE

APRÈS LISBONNE, NICOLAS BARRAL S'ATTACHE AU MYSTÉRIEX FERNANDO PESSOA

PAGE 11



Quand la réalité se venge de la fiction

DOSSIER De plus en plus de romanciers s'emparent de figures réelles pour écrire leurs fictions. Ce qui n'est pas sans risques. Enquête.

PAGES 2 À 4



De Gaulle l'inquiet

On ne compte plus les biographies du général de Gaulle, depuis Philippe Barrès jusqu'à Jean-Luc Barré en passant par Éric Roussel. Quelle place, donc, pour un nouveau livre ? Dès les premiers pages, on est éclairé par le propos de l'auteur : c'est à une lecture de De Gaulle qu'il nous convie. L'analyse subtile d'une pensée et d'une action appuyées sur la vie exceptionnelle de l'homme de la France libre.

La réflexion de Teyssier tient en deux mots accolés à son sujet : l'angoisse et la grandeur. Le second est communément associé à de Gaulle. Mais le premier renvoie à un état moins connu, une inquiétude existentielle qui le caractérisa pourtant, nichée dans une nature sensible : angoisse de la défaite, du déclin, de la décadence, une constante préoccupation le conduisit à faire de son action une entreprise quasi métaphysique.

Clausewitz, Guibert (penseur militaire du XVIII^e siècle), Klemperer, autant de lectures du Général connues des biographes, mais sans qu'ils en dégagent leur influence réelle sur sa pensée et son action. Et ses relations avec Paul-Boncour, Tardieu ou plus tard Reynaud pour imposer ses vues dans la sphère publique et politique ? On est loin de l'intrigue, de l'ambition, explique l'auteur, les entreprises du jeune officier relèvent plutôt d'un impératif : ça ou la mort.

Arnaud Teyssier est spécialiste des institutions politiques. Ce qui l'intéresse dans de Gaulle, c'est ce qui, dans sa vie, forge l'héritage politique et administratif sur lequel nous vivons bon an mal an depuis soixante-cinq ans : la Ve République, régime porté par un État que le chef vainqueur contribua lui-même à rétablir en 1944, notamment avec la création de l'ENA : Teyssier fait remonter la genèse de la ré-

flexion gaullienne sur ces sujets aux années 1930, où l'on trouve effectivement trace dans ses premiers écrits de cette nécessité de former une élite (militaire et civile) au service d'une autorité politique.



LA CHRONIQUE
d'Étienne de Montety

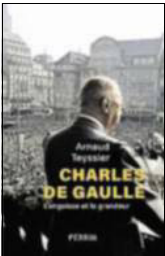
Puis viendront la Libération, le discours de Bayeux, et enfin la mise en œuvre de sa pensée par les institutions nouvelles de 1958.

Herméneutique du général : Teyssier avait ainsi procédé avec Richelieu, dégageant de la vie du Cardinal l'idée qu'il se faisait de l'administration des hommes et des choses et la constitution d'une « monarchie administrative » - qui perdure aujourd'hui. Richelieu, de Gaulle : à plusieurs reprises, d'ailleurs, il associe les deux hommes, notant « leur conception sacerdotale du gouvernement des hommes qui écarte toute forme de jouissance du pouvoir et prend de ce fait un caractère intempestif ».

Cette citation nous permet d'ajouter un mot sur le style d'Arnaud Teyssier :

c'est celui d'un remarquable analyste qui ne sacrifie pas plus à la clarté qu'à la profondeur. Rien d'intimidant dans sa lecture. On chemine dans ce livre magistral comme pour une promenade dans l'histoire et la pensée d'un homme.

Et à de nombreuses pages, de surcroît, le présent s'éclaire. ■



CHARLES DE GAULLE. L'ANGOISSE ET LA GRANDEUR
D'Arnaud Teyssier, Perrin, 650 p., 26 €.

Gallimard
présente

PIERRE ADRIAN
HOTEL ROMA

Photo F. Mantovani © Gallimard

PIERRE ADRIAN
Hotel Roma

« Un itinéraire littéraire et amoureux sur les traces de l'écrivain Cesare Pavese. Un livre magnifique. »
Lilia Hassaine, *France Inter*

« Simple et savant, mélancolique et lumineux : le bel hommage d'un écrivain-lecteur. »
Fabrice Gabriel, *Le Monde des Livres*

« Ce beau récit est à la fois une promenade radieuse dans le Piémont, en compagnie d'une ensorcelante « fille à la peau mate », et le portrait douloureux d'un écrivain malheureux en amour, impuissant, amer et misogyne. »
Jérôme Garcin, *Le Nouvel Obs*

« Un pèlerinage qui célèbre sublimement la lecture. TTTT »
Marine Landrot, *Télérama*

nrf

Ces personnages qui se rebellent contre leur auteur

Grégoire Delacourt n'en revenait pas. Dans son roman *La Première Chose qu'on regarde*, il mettait en scène un jeune garagiste qui voit débarquer chez lui le sosie de Scarlett Johansson. Eh bien, que croyez-vous qu'il advint ? La vraie Scarlett Johansson l'a attaqué en justice. Il était dans un taxi quand son éditrice l'a informé. « *Je suis resté sans voix, sidéré. Un choc. Je me disais que je n'avais rien fait de mal. Elle ne pouvait pas l'avoir lu, et je n'ai rien dévoilé qui n'ait été déjà public. Et dire que j'avais même rêvé qu'elle joue le rôle dans une éventuelle adaptation au cinéma !* » L'avocat de la star avait réclamé 60 000 euros de dommages et intérêts ; il n'a obtenu que 2500 euros plus les frais de justice, et le tribunal a débouté l'actrice de sa demande d'interdiction d'exploitation de son nom.

Delacourt n'est pas un cas isolé. Un personnage attaquant son auteur au tribunal devient même un phénomène courant. Il faut dire que les écrivains puisent souvent leur inspiration chez des personnalités ayant existé. Des destins. Cette rentrée littéraire l'illustre à merveille (*lire ci-contre*) : Marguerite Yourcenar, Georges Feydeau, Émile Coué (chantre de la méthode du même nom), Albert Speer (ministre de l'Armement de Hitler), Sigmund Freud, Salvador Dali, Stefan Zweig, Marguerite Duras... Parfois, les auteurs vont jusqu'à se mettre dans la peau de ces personnalités. Ce n'est pas sans risque. Les écrivains se retrouvent au banc des accusés. Et l'avènement de l'autofiction n'a fait qu'accentuer le phénomène.

Nous avons interrogé Isabelle Wekstein-Steg, avocate, spécialiste en propriété intellectuelle – elle a eu des affaires à traiter, dans un camp (auteur et éditeur) comme dans l'autre (personnage réel qui se retrouve dans un roman) –, elle-même auteur ou coauteur de livres et de documentaires.

Sous prétexte de « roman », comme indiqué sur la couverture, un auteur peut-il écrire ce qu'il veut sur un personnage ayant existé ? À notre première question naïve, la réponse de l'experte fuse : « *Non !* » Et d'expliquer : « *Non, parce que le qualificatif de "roman" ou de "fiction" n'entraîne pas l'irresponsabilité de l'auteur quant à son contenu.* » On pensait que la liberté de création et d'expression était absolue. « *Mais le droit au respect de la vie privée et à la dignité des personnes, respectivement protégés par les articles 9 et 16 du code civil, peuvent s'opposer à la liberté d'expression et de création d'un auteur, à partir du moment où la personne qui se prétend victime d'une atteinte à ces droits est susceptible d'être reconnue dans cet ouvrage et que cela lui cause un préjudice d'une particulière gravité* », souligne Isabelle Wekstein-Steg, qui précise que le juge n'est bien sûr pas tenu par ce terme de « roman » inscrit sur la couverture. Et cela vaut aussi bien pour les gens célèbres dont on peut facilement reconnaître les traits ou les caractères que pour M. ou M^{me} Tout-le-Monde, à partir du moment où la personne qui se prétend victime est « reconnue » ou susceptible de l'être par au moins quelques personnes (le plus souvent son entourage)...

C'est clair, l'écrivain n'a pas tous les droits et ne peut pas faire ce qu'il veut quand il mêle des faits réels à des éléments sortis de son imagination. Ainsi les romanciers Régis Jauffret (sur DSK et le banquier Édouard Stern), Philippe Besson (sur l'affaire Grégory), Christine Angot (sur l'entourage de son compagnon), Marcela Iacub (sur DSK) ont-ils eu affaire à la justice. Lionel Duroy a souvent mis en scène sa famille. Avec l'un de ses titres, *Colères*, il s'est retrouvé sur le banc des accusés. Avec, à la clé, une belle bagarre entre avocats. William Bourdon défendait l'auteur. Isabelle Wekstein-Steg argumentait pour Raphaël Duroy, le fils de l'écrivain qui a modérément apprécié de se voir en personnage de roman (même s'il n'y figurait pas sous son vrai prénom). Il est ainsi qualifié de « *petit con* », de « *déloyal* », d'« *arnaqueur* », de « *manipulateur* », on en passe et des

ENQUÊTE

Mettre dans un roman une personne ayant existé n'est pas sans risque.

L'écrivain peut se retrouver au tribunal.

L'avocate Isabelle Wekstein-Steg décrypte le phénomène, exemples à l'appui.

Mohammed Aïssaoui

pires. William Bourdon a joué sur la liberté de création de l'écrivain et sa sincérité, et sur le fait que « *le roman n'était pas une charge contre le fils* »... Question de point de vue. Isabelle Wekstein-Steg a mis en avant les dégâts provoqués par le récit : « *Qu'on le plaigne ou qu'on le blâme, Raphaël Duroy voit, par la publication de ce livre contenant de nombreux éléments de sa vie privée appartenant à la sphère la plus intime, sa personnalité gravement atteinte par les commentaires, souvent virulents et méprisants, qu'en fait son propre père.* » Elle ajoute que le mal est d'autant plus profond que Lionel Duroy s'adresse à un large public. Le père a indemnisé le fils à hauteur de 10 000 euros.

« Je suis resté sans voix, sidéré. Un choc. Je me disais que je n'avais rien fait de mal. Elle ne pouvait pas l'avoir lu, et je n'ai rien dévoilé qui n'ait été déjà public »

Grégoire Delacourt Écrivain attaqué en justice par Scarlett Johansson

Alma Brami avait publié, en 2013, *Lolo* (Plon), qui s'inspire de la vie de Lolo Ferrari, alias Eve Vallois (1963-2000), la femme réputée pour son opulente poitrine façonnée à coups de bistouri. La romancière avait pris toutes les précautions pour signifier qu'elle écrivait une fiction ; sur la couverture était mentionné : « *L'héroïne d'un roman* ». Le texte, pourtant truffé d'inventions, a été attaqué pour diffamation par Éric Vigne, l'ex-mari et agent de la célèbre bimbo. Il n'avait pas goûté au fait que la romancière se soit mis dans la peau de Lolo, le récit étant constitué de fausses séances de psychanalyse. Gilles-Jean Portejoie, l'avocat du plaignant, a dégainé l'argument de la possible reconnaissance de son client dans la fiction : « *Éric Vigne a cru se reconnaître sous les traits d'Alain, le mari de l'héroïne, décrit comme un personnage cynique et manipulateur.* »

Parfois, cela va plus loin : le personnage attaque et exige de prendre la plume pour écrire sa façon de voir ! Le cas Jean-Louis Fournier est fascinant. Son roman *La Servante du Seigneur* (Stock) narrait l'histoire de sa fille, qui avait, selon lui, rejoint une secte et vécu sous l'influence d'un gourou. Celle-ci n'a pas aimé : elle a exigé et obtenu la modification du roman par l'ajout d'un droit de réponse de cinq pages à la fin du livre où elle explique sa propre version des choses. Du jamais vu. L'histoire ne dit pas si elle a exigé des droits d'auteur...

Il faut rappeler un autre cas étonnant, presque effrayant, que *Le Figaro* avait dévoilé il y a quelques années. Dans son premier roman, *Le Petit Corps* (Gallimard), Corinne Sollicec racontait son combat contre l'anorexie et la boulimie. Elle avait cherché un nom au hasard pour désigner son personnage et avait opté pour Estelle Maréchal, « *parce qu'il était suffisamment répandu pour éviter a priori tout risque de confusion préjudiciable* », nous avait-elle expliqué. Mais une vraie Estelle Maréchal, gérante d'un centre d'esthétique, ayant été anorexique, n'a pas été contente de retrouver son nom dans le roman. Elle est allée en justice et elle a gagné ! Pas les 100 000 euros de dommages et la destruction des exemplaires déjà en vente qu'elle exigeait, mais le tribunal a estimé que Corinne Sollicec avait porté atteinte à sa vie privée et que « *la confusion pouvait être dommageable* ». La romancière et son éditeur ont dû payer 1 euro symbolique...

C'est extrêmement rare, mais cela peut aller jusqu'à l'interdiction du roman. C'est arrivé lors de la rentrée littéraire de 2021. Pascal Herlem devait sortir son livre le 19 août aux Éditions Bouquins. *Fatum* décrivait, entre autres et sous forme romanesque, une histoire d'inceste et d'attouchement sexuels entre la grande sœur et son frère handicapé. Le 9 août, la famille a attaqué en justice et demandé que le livre ne soit pas publié. Elle a obtenu gain de cause. Raison invoquée : les juges ont dit qu'il semblait vraisemblable qu'il existe des liens étroits entre les personnages de *Fatum* et la réalité de la vie des plaignants, et qu'il existait un risque de dommage « *imminent* » et « *irréparable* » si le roman était en librairie. Verdict : interdiction de toute commercialisation et promotion du livre. Un gros coup dur pour l'écrivain et Bouquins, à dix jours de la sortie. On n'avait pas vu cela depuis 1996 et le retrait deux jours après sa publication du *Grand Secret* (Plon) écrit par Claude Gubler, le médecin de François Mitterrand. Ce n'était pas un roman, mais des révélations sur la maladie du président de la République sorties une semaine après sa mort.

Malgré tout, la liberté d'expression n'est pas oubliée par les juges, tient à souligner Isabelle Wekstein-Steg, qui s'appuie sur une toute récente décision du tribunal judiciaire de Paris prise en juin 2024 à propos des *Bouffons de la haine* (Grasset, 2022), de Thomas Nlend. Le jugement rappelle que « *le genre littéraire de l'autobiographie qui prend très directement sa source dans la vie réelle de l'auteur et, par voie de conséquence, dans celle des personnes qui, de manière plus ou moins proche, partagent son existence ou y sont mêlées, ne saurait être entravé, voire annihilé, sous peine de disparaître, par une protection trop rigoureuse de la vie privée des personnes concernées* ». Le tribunal a donc raison à l'auteur. En rappelant que « *la liberté de création doit être considérée comme la forme la plus aboutie de la liberté d'expression dans un régime démocratique. Le tribunal a ici tranché en faveur de l'intérêt qui lui semblait le plus légitime au vu d'un certain nombre de critères à apprécier au cas par cas. Il est heureux que la balance ait penché en faveur de la création !* », affirme Isabelle Wekstein-Steg.

Tous ces procès ont-il un effet sur les écrivains au moment où ils prennent la plume ? Grégoire Delacourt répond clairement : « *Je ne me censurerai jamais. Je veux que le roman reste un espace de liberté !* » ■



Yourcenar : amoureuse et

Étienne de Montety

Il s'appelait André Fraigneau, il régna sur le Paris des années 1930 par sa beauté et son magnétisme. Ses romans, légers et élégants, furent réunis sous le titre enchanteur des *Étonnements de Guillaume Franceur*, son double en désinvolture.

Quand elle le connut, la très jeune et très sérieuse Marguerite de Crayencour fondit et tomba aussitôt sous son charme. Amour impossible, douloureux, Fraigneau la séduisait mais il en tenait pour les garçons. Il la laissa pantelante et blessée. C'est cette grâce humaine dont Fraigneau était porteur qu'elle retrouve au soir de sa vie quand, devenue Marguerite Yourcenar, elle fait la connaissance de Jerry Wilson.

En 1978 en effet, elle n'a plus rien d'une jeune auteur débutante et tremblante, elle est devenue une gloire internationale des lettres, recrue d'honneurs. Ne lui manque que le Nobel. Mais le cœur de Marguerite bat toujours sous le masque de Yourcenar. Grace Frick, sa traductrice qui partagea sa vie à Petite-Plaisance pendant quarante ans, se meurt. Elle a beaucoup lu, beaucoup écrit. Et parcouru le monde. C'est une nature sédentaire affectée de « *bougeotte* », comme disait son père. Et quand elle est sur son île du Maine, c'est le monde qui vient à elle. Interviews, documentaires, émissions, les curieux affluent à mesure que sa popularité mais aussi sa solitude intérieure grandissent.

Isabelle Spaak

S'échauffer la voix, comme tous les acteurs, avant de monter sur scène : « *Gros gras grand grain d'orge, quand te dégros-gras-grand-grain-d'orgeras-tu ?* » Avant de regarder la salle par un interstice du rideau. Du moins s'il y en a un. Pas comme à L'Essaïon où Fabienne Périneau a fait ses débuts. Là, il s'agissait jusqu'au dernier moment de se concentrer, répéter son texte encore et encore, prier Dieu sait qui pour ne pas savonner (bafouiller), balbutier, oublier un mot. Perte de mémoire, le cauchemar d'un comédien de théâtre. Fabienne Périneau connaît tout cela par cœur. Elle travaille d'arrache-pied tant elle est habitée par Agatha.

Une pièce de Marguerite Duras que, contrairement à la réputation de l'écrivain de vouloir tout contrôler, cette dernière a accepté de confier au metteur en scène Thierry T. Pourquoi lui ? Surtout en raison de Fabienne, la jeune débutante qu'il a enregistrée sur un magnétophone durant un semaine, tandis qu'elle persuadait son professeur et les élèves du Cours Florent de la nécessité pour elle de jouer cette pièce.

Jusqu'à l'arrivée d'une équipe de télévision de FR3 conduite par le producteur Maurice Dumay accompagné de Jerry Wilson. Profession : photographe ; hobby : petit ami de Dumay. Fraigneau revival, croit-elle. La septuagénaire est en pâmoison devant le jeune et sémillant trentenaire. Elle s'attache à lui.

Des huis clos impeccables

Marguerite et Jerry vont voyager ; prévenant et organisé, il la distrait. Sur le *Mermoz*, elle apprend son élection à l'Académie française. Direction le Vieux Continent, Paris, Saint-Paul de Vence – Baldwin ! –, l'Égypte, San Francisco, le Japon – Mishima ! Pour lui, elle perd du poids, redevient coquette, choisit avec plus de soins ses bijoux et ses étoiles.

Un jeune homosexuel raillaardissant une femme sur ses vieux jours, c'est une situation connue. Et ce serait trop beau. Génération, culture, mœurs même, trop de choses séparent ces deux-là. L'auteur de *L'Œuvre au noir* est une personnalité exigeante, autoritaire, d'un narcissis-



UN AUTRE M'ATTEND AILLEURS
De Christophe Bigot, Éditions de La Martinière, 304 p., 20 €.

Jouer Duras : pour survivre

Agatha, c'est elle. Tellement elle. C'est Brigitte R., une amie d'enfance, qui lui en avait conseillé la lecture le jour où Fabienne lui avait confié son secret. Elle s'était aussitôt reconnue dans les mots de Duras. Jouer Agatha était devenu une



OSER SORTIR ET CRIER
De Fabienne Périneau, Récamier, 224 p., 20 €.

nécessité. Petite fille un peu trop ravissante parmi une fratrie de six enfants, son enfance très « *vieille France* » est rythmée par les invitations à dîner lancées par les parents, tous jours le même vin servi à table, champagne pour les grandes occasions, roses du jardin sur la table,

éducation parfaite, manières parfaites, aider au ménage, fermer les volets, mère qu'on vouvoie, frères en pension, frères qui chassent, frères qui commandent. À l'exception du « *frère le plus proche* » un peu trop efféminé, les trois autres ont tous les droits. Surtout le « *frère du milieu* », le plus fragile. Son secret à Fabienne, c'est lui. Ce garçon de huit ans de plus qu'elle et qui est rentré un jour dans



De gauche à droite : Marguerite Yourcenar avec le photographe Jerry Wilson, à l'Opéra Garnier, en décembre 1981 ; Marguerite Duras, à Paris, en septembre 1984 ; Émile Coué, à New York, en janvier 1923. KEYSTONE-FRANCE ; SOPHIE BASSOULS/BRIDGEMAN IMAGES ; GRANGER/BRIDGEMAN IMAGES

sous emprise

me que seul Jerry peut lui disputer en intensité. C'est la neige et le feu.

Au fil des mois, le sigisbée révèle son vrai visage, celui d'un personnage pasolinien mi-séducteur mi-inquiétant ; attentif et odieux, toxicomane volcanique, il s'entiche d'une petite frappe. Elle commence à souffrir, mais le charme continue d'opérer. À cause de lui, elle se prend à murmurer des vers naïguère composés pour Fraigneau : « *Et que rien, ni le temps, d'autres amours, ni l'âge/ N'empêcheront jamais que vous n'ayez été* »...

Ce récit a quelque chose d'irréremdiablement triste. Songez qu'une vie commencée à l'ère Cocteau sous le signe d'Antinoüs et d'Hadrien s'achève au temps du sida, avec sa cohorte de victimes. Mais cet épisode méconnu de la vie de Marguerite Yourcenar fait partie de l'histoire littéraire. Au même titre que son élection à l'Académie. On croise Claude Gallimard, d'Ormesson, Pivot, Matthieu Galey. À partir d'un fait anecdotique méconnu, Christophe Bigot construit un livre quasi théâtral : décors, dialogues, tout est reconstitué avec soin. Les huis clos entre Marguerite et Jerry sont impeccables, informés, vivants. Ils évoluent dans le registre drôle ou pathétique. Jamais tendre.

Avec *Un autre m'attend ailleurs*, l'auteur brise un masque, celui du grand écrivain marmoréen, et révèle une femme victime d'un inguérissable mal d'amour, qui dans le long voyage d'une vie et d'une œuvre magistrale, chercha en vain une planche de salut. ■

sa chambre. Elle avait 10 ans. Fin de l'enfance. Alors oui, elle se tait. On ne parle pas de ces choses -là. Mais, c'est sûr et certain, *Agatha*, c'est elle. Du moins, du haut de ses 18 ans, elle s'en persuade.

Charme tenace

Fabienne Péreineau revit dans ce roman de la maturité, construit sur cet éblouissement éprouvé pour la pièce de Duras dont les mots résonnent si fort en elle, ce qu'elle a éprouvé plus jeune et comment, avec les années, elle s'en est affranchie.

En écrivain qu'elle est devenue, elle se permet même des passages assez drôles - sa rencontre avec Duras rue Saint-Benoît - et quelques pastiches durassiens : phrases courtes, mots définitifs, prénoms suivis d'une initiale majuscule, parmi lesquels Vincent G. et Samuel L. avec qui elle partage successivement l'affiche d'*Agatha*. Mais également Patrick R. qu'elle affronte lors d'une émission de télévision mémorable après qu'il a écrit *Virginie Q.* signé Marguerite Duraille.

Sur ces égarements de jeunesse et son aveuglement, Fabienne Péreineau jette un regard lucide. Mais *Oser sortir et crier* (emprunté à Duras) est aussi et surtout un roman au charme tenace qui tient à son courage. Sortir des non-dits familiaux pour énoncer la vérité n'est pas le moindre de ses attraits. ■

“Cartographe de la solitude humaine, Yasmina Reza devait forcément aller exercer l'acuité de son regard dans les tribunaux.”

Jean Birnbaum,
Le Monde des Livres



“Yasmina Reza saisit la beauté, le passage du temps, la fragilité. Elle dépose son regard sur le monde.”

Marie-Laure Delorme, *Paris Match*

“Elle est à coup sûr de la famille des grands ironistes, entre Kafka, Bellow et Bashevis Singer. Somptueux.”

Olivier Mony, *Livres Hebdo*

“Le livre de Yasmina Reza s'élève au-dessus de la mêlée. Ce texte est un recueil de nos tentatives d'être au monde.”

Solange Bied-Charrenton, *Marianne*

“Il n'y a que la délicatesse pour nous consoler d'être en sursis.”

Vincent Trémolet de Villers, *Le Figaro*

“Texte hypnotisant, qui colle à l'âme, qui travaille en souterrain, pour soudain ressurgir à la conscience avec une force paralysante.”

Abnousse Shalmani, *L'Express*

Flammarion

L'artiste devrait être non pas le juge de ses personnages et de leurs dires, mais seulement un témoin impartial »

ANTON TCHEKHOV

Étienne Kern : Émile Coué, professeur d'optimisme

Par Alice Ferney

Sans avoir rien mangé, Flaubert eut une indigestion après avoir écrit l'empoisonnement de sa Bovary. Il arrive que fusionnent un romancier et son personnage. Ainsi, Émile Coué, celui de la méthode, a-t-il pénétré l'esprit d'Étienne Kern, qui le fait revivre. « *Vous aurez une vie meilleure* », promettait le « *professeur d'optimisme* », profondément doux, bien intentionné, pas vénal. La vie meilleure nous emplit de sa sollicitude, la même que l'auteur aura pour son héros. Lire ce livre merveilleux est émouvant et réconfortant ; sans éluder les tristesses de la vie, s'y déploie un art de la joie.

Quel beau sujet ! Dans notre époque qui remplace les hommes par des machines, la vie et l'œuvre d'Émile Coué sont un hymne à la parole humaine et à

son pouvoir bienfaisant. Né à Troyes en 1857, mort sans descendance à Nancy en 1926, enfant unique d'une mère lumineuse et d'un père qui semble « *aimer son malheur* », le jeune Émile devient pharmacien. Le métier n'est pas encore celui qu'on connaît, on est préparateur plus que commerçant.



LA VIE MEILLEURE
D'Étienne Kern,
Gallimard,
187 p., 19,50 €.

vateur, il a le goût du mot roboratif pour accompagner ses prescriptions. Il découvre l'effet placebo, il faut « *faire croire au traitement* ». Le pharmacien de

Troyes n'est pas l'imbécile heureux qu'on moque aujourd'hui : scientifique, mû par l'envie de savoir et d'expérimenter, fasciné par le mystère de l'esprit humain, voilà un homme qui travaille sans relâche. Sur quoi ? Nos vibrations. Nos espoirs. Nos illusions. Nos désirs. Sa méthode apparaît plus subtile que ce qu'il en reste : « *L'imagination est la clé, le remède et le mal. Elle doit et peut être conduite. Pour ce faire, il convient de se parler à soi-même.* » À son époque - celle de l'hypnose -, il ne prête pas à rire.

Place à l'imagination

En plus du cheminement vers la méthode, Étienne Kern raconte la famille (un petit monde parfaitement incarné), l'ordinaire de la vie de province, puis le mouvement du succès, la renommée qui croît. La guerre de 1914, qui accapare les médecins, est déterminante : le besoin de consolation ne peut être plus grand. « *Miracle Man* » devient célèbre jus-

qu'en Amérique. Les disciples, les écoles apparaissent. Candeur, amour, rouerie, charisme, la bienveillance de Coué plaît. Le lecteur sent l'engouement, la mode, la communauté. Mais le romancier décrit aussi les hésitations de l'homme bon, la censure paternelle, l'autocensure de la conscience - on ne joue pas avec les gens, les promesses doivent être tenues, la maladie et la mort sont des réalités. « *La méthode ne guérit pas, elle accompagne.* »

Au « *je* » de Coué, l'auteur mêle son propre « *je* ». Lui aussi a des souvenirs de chagrins surmontés et de courages admirables. En novembre 2021, il a pris contact avec l'association *Sur les pas de Coué*. Il est intrigué, attiré. Pourrait-il en faire un livre ? Il appliquera la méthode : je vais le faire, je peux le faire ! Et il choisira un style tout en brièveté et suggestion, qui laisse la place à l'imagination ! « *La vie fait moins mal quand on la vit avec des mots.* » Qui le pense, Coué ou Kern ? Nous tous ! ■

Jean-Noël Orengo : l'alliance dangereuse du Beau et du Mal

Arnaud de La Grange

Les puissants ont toujours goûté la compagnie des bardes. Même les plus sombres autocrates se piquent d'être protecteurs des Arts. Comme si les âmes noires avaient besoin de se racheter à la lumière créative. Hitler ne fait pas exception. Le maître de l'horreur avait aussi ses prétentions esthétiques. Et dans le cercle de son pouvoir, l'architecte Albert Speer occupait une place à part. C'est cette relation ambiguë entre deux êtres que tout aurait dû opposer qu'explore Jean-Noël Orengo.

Comment cet homme distingué et délicat a-t-il pu devenir le favori du Führer ?

Lors de leur rencontre en 1933, alors que Hitler vient d'être fait chancelier, c'est le coup de foudre. Speer devient l'architecte fétiche du guide, bâtissant la nouvelle chancellerie du Reich ou mettant en scène les grands raouts nazis de Nuremberg.

Suivant les délires mégalomaniacs du chef, il planche sur un nouveau Berlin qui doit reléguer Paris au rang de bourg provincial. L'architecte est « un maître dans l'art du décorum, quelle que soit l'échelle, appartenant ou manifestation, comme le guide est maître de manipuler son auditoire par sa voix, quelle que soit l'échelle, collective ou individuelle », écrit Orengo.

Speer, que les Juifs n'intéressent ni ne dérangent, « est devenu nazi un soir,

à cause de cette voix et des visions qu'elle suggérait ». Orengo dépeint une érotisation homosexuelle de la relation entre Hitler et Speer. Le Führer, qui appréciait les jolies femmes mais ne les courtisait guère, aurait été sous le charme de l'élégant et bel esthète. « Vous êtes l'amour malheureux du Führer », la phrase qui sert de titre, aurait été prononcée par un collaborateur de l'architecte.



« VOUS ÊTES L'AMOUR MALHEUREUX DU FÜHRER »
De Jean-Noël Orengo, Grasset, 272 p., 21, 50 €.

En 1942, l'architecte devient ministre de l'Armement, un poste stratégique dans les rouages du régime nazi. Pourtant, lors du procès de Nuremberg, Speer jure ses grands dieux qu'il ne savait rien de la politique d'extermination des Juifs. Une ignorance impossible, et pourtant l'homme réussit à semer le trouble et à éviter la peine de mort. Sa prestance et ses mots ont séduit. Il se dit à la fois innocent et coupable. Innocent individuellement puisqu'il ne savait pas, coupable collectivement en étant un dignitaire du régime. Il est condamné à 20 ans de

L'auteur dépeint une érotisation homosexuelle de la relation entre Hitler et Speer »

prison. Libéré, il écrit ses Mémoires, *Au cœur du III^e Reich*, qui, en 1971, sont un succès d'édition. Speer sera le nazi fréquentable, le contour de la folie du Reich, la « star de la culpabilité allemande ».

Jean-Noël Orengo explore avec subtilité la relation si particulière entre l'artiste et l'homme de pouvoir, la séduction croisée entre ces profils si opposés.

Dans le cas de Hitler, le contraste est extrême. La rencontre du créateur et du dictateur, entre l'apôtre du Beau et l'ange du Mal. Le Führer panse ses plaies de jeune artiste raté. Speer, lui, est envoûté. Hitler « se montre d'autant plus amical à l'intérieur qu'il

apparaît autoritaire et implacable à l'extérieur. C'est un effet théâtral, un contraste aussi brutal qu'irrésistible pour l'architecte. »

Plus que du roman, le livre d'Orengo tient du récit d'histoire politique et de l'essai sur les mécaniques du mensonge et du Mal.

Froide comme la lame de la dague d'un SA, l'écriture colle bien à la dureté du sujet. L'histoire de Speer est d'hier et furieusement d'aujourd'hui. L'architecte a réécrit son histoire et rendu la fiction plus séduisante que la réalité. Comme s'il avait ouvert la trace aux falsificateurs de notre époque confuse. ■



Suivant les délires mégalomaniacs d'Adolf Hitler, Albert Speer planchait sur un nouveau Berlin censé reléguer Paris au rang de bourg provincial (ici en 1937).

SZ PHOTO / BRIDGEMAN IMAGES

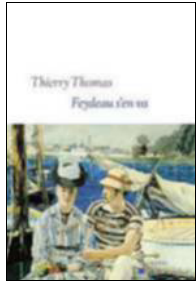
Thierry Thomas : Georges Feydeau intime

Mohammed Aïssaoui

Une biographie romancée ? Un essai personnel ? Non : une vie, simplement. Car *Feydeau s'en va* raconte une vie et un homme de l'intérieur. Son auteur, Thierry Thomas, ne cherche pas à donner une somme biographique et factuelle sur celui que *Le Figaro* avait baptisé « le prince des vaudevillistes ». En 266 pages, Thierry Thomas donne à voir son Feydeau (1862-1921). On rencontre le créateur de *Tailleur pour dames* en mars 1916 et on le suit durant une dizaine de jours. On joue son ultime création, ses immenses succès sont derrière lui. Il a quitté Marianne et le domicile conjugal pour vivre à l'hôtel *Terminus*, près de la gare Saint-Lazare, un palace où il se sent bien.

Durant cette année 1916, Feydeau apparaît en bout de course alors qu'il n'a pas encore 54 ans. Il mourra de la syphilis à l'âge de 58 ans, aux Tilleuls, dans un sanatorium à Rueil-Malmaison que les patients pouvaient prendre pour un hôtel. Il s'habillait en Napoléon III, dont il aurait été le fils...

Mais ne vous y trompez pas : le livre de Thierry Thomas est d'une tendresse infinie, érudit et drôle. Oui, il respire la vie, malgré la solitude de Feydeau, le fait qu'il soit dépassé par son époque – c'est assez fou, quand il peste contre les voitures sur les grands boulevards, on a le sentiment de se retrouver en 2024... Celui qui a écrit les pièces parmi



Feydeau s'en va
De Thierry Thomas, Albin Michel, 266 p., 20,90 €.

les plus pétillantes et les plus intelligentes du répertoire mondial – on continue de le jouer partout – ne se sent plus de son temps, il est même étranger à lui-même. Il pense que l'avènement du cinéma conspire à la mort du théâtre : « Quelle aberration que ces séances permanentes ! À quand des représentations ininterrompues sans lever ni tomber de rideau ? Si cela devait arriver, adieu la magie du spectacle ! Adieu sa rareté, son prix. »

Le rire est un absolu. Et l'absolu ne se discute pas »

Il est alors incapable de voir le verre à moitié plein. Thierry Thomas écrit qu'au moment où Feydeau passe devant le Théâtre des Variétés, où l'on donne *Le Dindon*, son triomphe de 1896 joué vingt ans après, il pourrait y déceler un signe encourageant, « mais non : chaque fois qu'il lit "Feydeau" sur la façade d'un théâtre, un sentiment d'étrangeté l'envahit, comme si un inconnu, un parfait inconnu, était l'auteur d'une pièce qui ne se distingue que par l'absence de curiosité qu'elle suscite en lui ». La deuxième occurrence du mot « inconnu » est soulignée.

La grande réussite de Thierry Thomas est de nous faire entrer dans la pensée de Feydeau, dans sa psyché. Si c'est une biographie, alors elle est profondément intime. C'est brillant, et tellement émouvant ! Car l'auteur tente de comprendre pourquoi Feydeau est passé à côté de l'amour, il pointe son apparente insensibilité qui n'est qu'une souffrance. Son silence était comme une torture pour Marianne, la mère de ses enfants. Ses blessures ? La mort de son père, le grand Ernest Feydeau, alors qu'il avait 11 ans ; le doute sur sa filiation ; la guerre, bien sûr. Thomas rappelle un commentaire d'Edmond de Goncourt dans son *Journal* : « De ma vie, je n'ai vu quelle chose de comparable à la beauté et à l'insensibilité de l'enfant Feydeau derrière le cercueil de son père. Pas une larme n'a mouillé ses yeux de femme. »

L'auteur d'*Un fil à la patte* n'avait qu'une ambition, nous dit Thierry Thomas : « Faire rire. Le sens de ses pièces, si elles en ont un, ne le concerne pas. » De son théâtre qui jouait avec la nature humaine, qui ne donnait pas franchement le désir d'une vie de couple, il ne souhaitait ni ex-



PHOTO JOSSE/BRIDGEMAN IMAGES

L'auteur d'*Un fil à la patte* et du *Dindon*, « prince des vaudevillistes » tel que l'avait baptisé *Le Figaro*, mourra de la syphilis en 1921, à l'âge de 58 ans.

plications ni commentaires : « Le rire est un absolu. Et l'absolu ne se discute pas. » Jusqu'à la fin, son obsession demeurerait de monter *Cent millions qui tombent*, avec un cheval sur scène dont il ne savait que faire, lui, l'artiste de l'improvisation. Le dernier chapitre titré « 1919 » est de toute beauté, il contient toute l'émotion qui se dégage de l'ensemble du récit. On retrouve Feydeau au sanato-

rium, il pense au génie de Charlie Chaplin, lui n'est plus que l'ombre de lui-même, déguisé encore en Napoléon III. C'est alors que l'on songe que de la comédie à la tragédie il n'y a qu'un petit pas... ■

➔ Voir l'article sur Visconti
PAGE 6



ENTRETIEN
CLÉMENCE BOULOUQUE
RÉUNIT ZWEIG,
FREUD ET DALI **PAGE 8**



RENCONTRE
SON ROMAN HISTORIQUE EST
LA SENSATION DE LA RENTRÉE.
OLIVIER NOREK S'EXPLIQUE **PAGE 7**

La grande fête du livre du Mans

Le festival Faites lire!, qui sera inauguré le 30 septembre, se poursuivra toute la semaine avec, en point d'orgue, le week-end des 5 et 6 octobre, où de nombreux écrivains, auteurs de BD et de livres pour la jeunesse sont attendus.



Le Mans, la destination touristique littéraire de la rentrée

Par Stéphane Le Foll
Maire du Mans,
président du Mans Métropole,
ancien ministre

C onnaissiez-vous Le Mans? Cette belle ville de l'ouest de la France se révèle et devient au fil des années une destination agréable, surprenante et accueillante. Si vous aimez la lecture, l'univers de la bande dessinée et les animations théâtrales, alors notre événement Faites lire!, véritable fête de la lecture, est fait pour vous.

Faites lire! c'est plus qu'un festival gratuit d'une semaine et un salon du livre de renommée nationale. C'est

avant tout une ambition, celle de faire lire et de transmettre le goût de la lecture pour tous. Chaque année, plus de 65 000 personnes assistent aux lectures, conférences et spectacles. Convivialité, curiosité et partage sont au cœur de cet événement dont l'édition 2024 se tiendra du 30 septembre au 6 octobre.

Le Mans a gagné son pari : son salon du livre est devenu un rendez-vous incontournable de la rentrée littéraire, avec plus de 160 auteurs. De Mélissa Da Costa à Yann Queffelec en littérature générale, de Stéphanie Blake à Anne-Laure Bondoux en jeunesse, de Gabriel Rodriguez à Catel pour la BD, il y

La programmation se veut originale, éclectique et ludique, mettant la lecture à la portée de tous et partout dans la ville »

en a pour tous les goûts, pour le plaisir des plus grands et des plus petits.

Durant le festival, animations et programmations faisant la part belle à la lecture, la littérature, le texte et les mots se déploient pour aller à la rencontre des publics du territoire : lectures à voix haute dans les rues du Mans, spectacles, contes, déambulations théâtrales et musicales, chasse au trésor, jeux avec les mots... La programmation se veut originale, éclectique et ludique, mettant la lecture à la portée de tous et partout dans la ville, surtout hors les murs des structures institutionnelles.

Parmi les temps forts à saluer cette année, nous nous réjouissons de célébrer Marie Curie, les femmes et les sciences, une thématique pleine de

promesses pour les ateliers de médiation et nos jeunes publics ; d'accueillir Catel, notre invitée phare et illustratrice du très beau visuel de l'édition ; d'annoncer la consolidation de notre partenariat avec la prestigieuse Académie française, qui associe son image et ses valeurs à notre événement à travers le rendez-vous de la « Grande Dictée » ; de révéler le deuxième lauréat du prix littéraire Le Mans-Antoine de Saint-Exupéry.

Le Mans, ce n'est pas que la course des 24 Heures avec son célèbre circuit, élu monument préféré des Français 2024 ; Le Mans, c'est aussi une destination culturelle de choix et une ville pleine de richesses qui va vous surprendre. ■

Guillaume Perilhou

« Visconti était un marionnettiste ! »

Propos recueillis par **Bruno Corty**

Figure centrale du film « Mort à Venise » où il incarnait le sublime Tadzio, Björn Andresen a ensuite disparu des radars. Un roman lui donne la parole ainsi qu'au réalisateur.

C'est un roman passionnant qui met en présence, en 1970, le grand réalisateur italien Luchino Visconti, 63 ans, et un adolescent suédois de 15 ans. À cette date, Visconti sillonne l'Europe à la recherche du « plus beau garçon du monde » pour incarner le personnage du jeune Tadzio qui apparaît dans *La Mort à Venise*, d'après Thomas Mann, qu'il va porter à l'écran. Il le trouve donc en la personne de Björn Andresen, un jeune Suédois dont la mère s'est suicidée et qui est élevé par sa grand-mère. Après la sortie du film, plus personne ne pourra oublier le visage angélique de ce Tadzio qui bouleverse les derniers jours du compositeur Gustav von Aschenbach.



LA COURONNE DU SERPENT
De Guillaume Perilhou,
Éditions de l'Observatoire,
221 p., 20 €.

Comment s'est déroulé le tournage ? Qu'est devenu le garçon ensuite ? Guillaume Perilhou raconte l'histoire à travers le point de vue des deux protagonistes et de quelques proches célèbres, Helmut Berger, la Calas, Balthus ainsi que la fille d'Andresen. *La Couronne du serpent* est un portrait réussi de deux mondes, celui de l'aristocrate italien et celui du gamin suédois qui, comme Icare, à trop vouloir toucher la lumière, s'est brûlé les ailes.

LE FIGARO. – Est-il faux de penser que la part du réel dans votre histoire est bien plus grande que celle de la fiction ?
GUILLAUME PERILHOU. – Non, ce n'est pas faux. La part du réel est bien plus grande car je me suis appuyé sur des personnages existants, que ce soit Luchino Visconti ou Björn Andresen. Visconti appartient à l'histoire du cinéma, donc à l'histoire de l'art. Il existe sur lui de nombreux textes et des essais biographiques, dont un de référence, que je cite volontiers, qui est celui de Laurence Schifano, *Visconti, une vie exposée*. Donc, à la lumière de ce qu'on connaît de sa vie, j'ai placé des éléments, des événements dans sa bouche, dans la correspondance que j'invente. En ce qui concerne Björn Andresen, qui est toujours vivant, je me suis délibérément écarté des sources biographiques pour ne pas être dans une forme de témoignage, mais bien dans un roman.

Björn Andresen a-t-il été une victime du cinéma et de l'ogre Visconti ?

Dès le début du tournage, Visconti dit à son équipe : « Attention, on protège cet enfant. L'objet du désir, c'est Tadzio, le personnage du film, pas Björn. » Pourtant, à l'issue de la projection du film à Cannes, il emmène, avec Dirk Bogarde (*Aschenbach dans le film, NDLR*), l'adolescent dans une boîte de nuit qui se trouve être une boîte gay dans laquelle il va se faire draguer et peut-être plus. Visconti protège donc Björn tant qu'il est l'objet du film, tant qu'il fait de l'art. Mais ensuite, quand la vraie vie reprend ses droits, il oublie de le faire car c'est beaucoup moins important que l'art.

Ce livre est antérieur aux affaires de plaintes contre des metteurs en scène ?

Merci de le souligner. Souvenons-nous que de nombreuses actrices ont parlé avant les affaires récentes. Je pense à Maria Schneider, à Natalie Portman. Dans le cas de Visconti, il ne s'est rien passé de physique ni de verbal avec son acteur. C'est simplement dans la projection du désir sur Björn qu'est né le traumatisme chez lui. Il était trop jeune pour recevoir toute cette attention.

Vous convoquez Helmut Berger, sublime acteur devenu, lui aussi une épave...

Je mets délibérément en parallèle son histoire car Helmut Berger, après avoir tourné *Ludwig*, le film qui suit *Mort à Venise*, a séjourné en hôpital psychiatrique tant il s'est mis dans la peau du roi fou qu'il incarnait. Mais c'est parce que Visconti, qui était son amant, voulait qu'il soit ce roi fou, par tous les moyens. C'était un démiurge, un marionnettiste. ■



Guillaume Perilhou. PATRICK WACK



Emma Becker

« J'ai besoin d'être amoureuse »

Propos recueillis par **Alice Develey**

La romancière publie son sixième roman, « Le Mal joli », l'histoire d'une passion brûlante entre deux écrivains.

Une histoire de passion, de frustration et de jouissance. *Le Mal joli* raconte une histoire d'amour entre Antonin, un écrivain aristocrate, très connu sur la place de Saint-Germain-des-Prés, et Emma, romancière, épouse et mère de deux enfants. Les phrases sont brutes, intenses, fulgurantes, comme la passion qui les anime. Mais comment être une mère et une amante ? L'écriture est-elle un moyen de répondre à ce dilemme ?

LE FIGARO. – Que signifie le titre de votre livre : *Le Mal joli* ?

EMMA BECKER. – C'est une formule d'obstétrique que ma mère m'a soufflée. À l'origine, elle était utilisée pour décrire les douleurs de l'accouchement qui sont

oubliées aussitôt qu'on vous met l'enfant entre les bras. Il me semblait qu'il y avait un parallèle intéressant à faire avec la passion amoureuse que je raconte, en ce sens où, tout comme le travail, elle est une espèce de transe dans laquelle vous êtes complètement seul, face à vous-même. Aussitôt que l'homme aimé ou que la femme aimée apparaît, vous oubliez tout de cette douleur et de cette solitude.

À vous lire, on a tantôt l'impression que la passion est un « empoisonnement », tantôt une inspiration, voire une libération. Qu'est-elle ?

À la fois l'un et l'autre. C'est ça qui fait de la passion un empoisonnement. Plus rien

n'est rationnel, tout ce qui n'est pas cet amour fou devient un obstacle, un empêchement. Vous vous mettez à rejeter votre propre vie. Dans la passion sont compris les plus grands drames d'une vie et ses emportements les plus incroyables.

Avez-vous besoin d'être amoureuse pour écrire ?

Oui, je le crois, mais de quoi ou de quoi, je ne le sais pas. Je suis quelqu'un d'assez mélancolique. Et si l'on me laissait seule sans rien faire, je serais capable de rester au lit toute la journée. Pour que je me lève et pour que j'aie envie d'écrire, que j'aie envie de vivre, il faut que je sois portée par quelque chose, même si ce quelque chose est très évanescant. C'est pour ça que, longtemps, les hommes m'ont paru un prétexte tout à fait valable à l'écriture : ils me donnaient envie de vivre et de ressentir.

D'ailleurs, vous vous demandez si Antonin n'est pas d'abord un matériau d'écriture avant d'être quelqu'un dont vous tombez amoureuse...

Cela me rassure de me dire que cet homme va être le prétexte à un nouveau livre et cela me donne l'autorisation de vivre cette histoire qui ne m'arrange absolument pas, étant mère de deux enfants, n'habitant pas Paris. Au début, je me sers de lui comme personnage. Et puis, effectivement, le personnage finit par sortir de son costume et devenir l'homme que j'aime. Alors, le livre change complètement de but et de perspective.

Vous êtes vous-même un personnage de roman. Qu'est-ce que cela vous fait de devenir un protagoniste ? Est-ce difficile de savoir qu'on lit votre intimité ?



« Dans la passion sont compris les plus grands drames d'une vie et ses emportements les plus incroyables », précise Emma Becker.

TEMPS FORTS

SAMEDI 5 OCTOBRE

■ Rencontre avec Olivier Guez. Café littéraire, 10h30.

■ Cérémonie de la remise du prix littéraire Le Mans-Antoine de Saint-Exupéry. Théâtre Scarron, 10h30.

■ « Le bal des débutants ». Avec Delphine Damour, Anatole Edouard Nicolo. Espace rencontres, 11h15.

■ « Au cœur des faits divers ». Avec Philippe Bolland, Caryl Ferey. Carré Plantagenêt, 11h15.

■ Rencontre avec Gilles Legardinier. Théâtre Scarron, 11h15.

■ Rencontre avec Olivier Norek. Espace rencontres, 14h.

■ « Les grands noms de l'Amérique ». Avec Bruno Corty (photo ci-contre), Thomas Snegaroff. Café littéraire, 14h.

■ « Des étoiles sont nées ». Avec Julien Dufresne-Lamy, Maud Ventura. Carré Plantagenêt, 14h.

■ « Tout feu tout flamme ». Avec Emma Becker, Dominique Maisons. Espace rencontres, 15h.

■ « Rousseau et Monet ». Avec Grégoire Bouillier, Gwenaëlle Robert. Café littéraire, 14h.

■ « Affaires mystérieuses ». Avec Jérôme Loubry, Jacques Saussey. Carré Plantagenêt, 15h.



■ Rencontre avec Kamel Daoud. Théâtre Scarron, 15h.

■ « Enquêtes de famille ». Avec Muriel Barbery, François Garde. Café littéraire, 16h.

■ « Les maîtres du thriller ». Avec Olivier Bal, Nicolas Beuglet, Alexis Laipsker. Carré Plantagenêt, 16h.

■ Rencontre avec Alice Zeniter. Théâtre Scarron, 16h



Luchino Visconti (à gauche) et Björn Andresen (à droite), sur le tournage de *Mort à Venise*.
SUNSET BOULEVARD/CORBIS VIA GETTY IMAGES

pour écrire»

Je suis mon propre personnage. Je ne vois pas la différence entre Emma narratrice et la personne qui vous parle. J'ai toujours senti de la gratitude dans les yeux des lecteurs et des lectrices qui viennent me dire qu'ils se sentent compris, qu'ils ont vécu la même chose.



LE MAL JOLI
D'Emma Becker,
Albin Michel,
411 p., 21,90 €.

Eux aussi se sentent mis à nu, vulnérables. Je ne vois aucune gêne à me montrer nue aux gens qui me lisent. D'autant que la nudité varie selon les écrivains. Je ne me sens pas nue lorsque je décris des scènes de sexe. Je me sens beaucoup plus nue en décrivant, par exemple, les scènes où je parle de mes enfants ou de mon mari.

Certains considèrent votre littérature comme scandaleuse, érotique, voire pornographique. Que leur répondez-vous ? Je leur répondrais qu'il est tout de même intéressant qu'en 2024 on soit encore choqué par des sujets qui choquaient déjà au Moyen Âge. Je pense que la pornographie ne se situe pas dans la plume de l'écrivain mais dans les yeux des gens qui lisent. Et je pense que s'il y a un amalgame entre la pornographie et la description la plus honnête possible de ce qu'est le sexe, ce n'est pas moi qui le fais, ce sont les autres. Et je suis quelque peu désolée pour eux. ■

Prix Le Mans-Antoine de Saint-Exupéry

Pour sa 2^e édition, le jury du prix Le Mans-Antoine de Saint-Exupéry, qui célèbre le meilleur roman de l'année sur le voyage sous toutes ses formes, s'est réuni vendredi 20 septembre au Mans.

Comme l'an dernier, il était composé de huit personnes. Daniel Pennac en est le président d'honneur.

Les autres membres du jury sont : Marie-Adélaïde Dumont, librairie Doucet (Le Mans), Bruno de Chasteigner, librairie Siloé (Le Mans), Olivier D'Agay, Fondation Saint-Exupéry, Baptiste Liger, journaliste à *Lire*, Frédérique Bréhaut, journaliste au *Maine libre*, Bruno Corty, journaliste au *Figaro littéraire*, et Nicolas Estienne d'Orves, écrivain.

Les cinq ouvrages figurant dans la sélection finale sont : ■ Camille De Peretti, *L'Inconnue du portrait* (Calmann Lévy) ; ■ François Garde, *Mon oncle d'Australie* (Grasset) ; ■ Paola Pigani, *Le Château des insensés* (Liana Levi) ; ■ Sophie Van Den Linden, *Arctique solaire* (Denoël) ; ■ Gwenaëlle Lenoir, *Caméra obscure* (Julliard). Verdict samedi 5 octobre entre 10 h 30 et 11 h 15 à la fête du livre du Mans.

F. L.

Olivier Norek « J'ai toujours utilisé le polar comme un alibi »

Avec « Les Guerriers de l'hiver », le romancier salue la mémoire des Finlandais qui ont résisté à l'envahisseur russe en 1939.

Le huitième roman d'Olivier Norek, policier en disponibilité, roi du thriller, n'est pas un polar. C'est un roman historique sur un épisode assez peu connu de l'histoire du XX^e siècle : l'invasion, fin 1939, de la Finlande par la Russie. Pour Staline, c'était un enjeu de taille : ne pas laisser arriver la puissante armée allemande aux portes des pays nordiques. Un conflit déséquilibré sur le papier et, pourtant, la petite nation va résister vaillamment trois mois durant avant de capituler. Norek raconte ces mois, ces semaines, ces jours, et suit tout particulièrement un jeune tireur d'élite, Simo Häyhä, que les Russes, chez qui il a provoqué une hécatombe, ont surnommé « la Mort blanche ». Ce roman est l'histoire de héros oubliés et de la résistance acharnée d'un peuple qui refuse de plier. Il a déjà touché les jurés des prix Goncourt, Renaudot, Interallié et Giono, qui ont placé Norek sur leurs listes.

LE FIGARO. - Comment vous est venue l'idée de ce roman ?

OLIVIER NOREK. - On est en février, il y a deux ans et demi. Je suis dans ma maison de campagne, à l'ombre de mon rosier, et j'entends à la radio Poutine menacer l'Europe de guerre nucléaire si jamais on soutient l'Ukraine. Tout simplement, calmement, je viens d'être menacé d'un hiver nucléaire en 2024. La guerre devient possible, plausible, envisageable, alors j'ai la trouille et, comme la base de toutes les phobies est l'ignorance, je prends un livre d'histoire et je regarde si je trouve un schéma dans les guerres qui ont été lancées par la Russie. Parmi toutes ces guerres je découvre une microguerre qu'on appelle la « guerre d'hiver » et j'y retrouve Simo Häyhä. Là, je me dis, Olivier, si tu as une histoire d'hier qui raconte l'histoire d'aujourd'hui et qu'au milieu tu as une sorte de héros à la limite du mythe et de la légende, alors tu as peut-être une bonne idée. Donc je prends mon sac à dos et je pars en Finlande sur la trace de ces soldats pendant trois mois pour essayer de voir si je tiens une histoire. Et là je découvre une injustice. Cette guerre a été effacée, cette guerre a été oubliée. Alors, du côté russe, je comprends, parce que c'est une victoire honteuse. Pendant 113 jours les Russes, peuple de 171 millions d'individus, vont essayer de rentrer en Finlande. Les Finlandais sont 3 millions ! La Russie est un pays-continent, et la Finlande une nation infinitésimale.

Qui est ce Simo Häyhä que vous mettez en avant ?

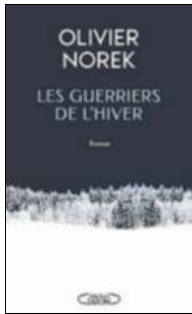
En fait, Simo Häyhä, c'est une légende, parce qu'il y a plusieurs choses qu'on ne comprend pas chez ce sniper. Déjà, c'est le plus grand sniper de toute l'histoire des guerres. Pas parce qu'il tire plus loin, pas parce qu'il a fait le plus de morts possibles. Mais c'est uniquement parce qu'il a gardé son vieux fusil de chasse sur lequel il a refusé de mettre une lunette de visée. Avec ce fusil, il a réussi à faire des tirs qu'aujourd'hui personne ne s'explique. Personne ne s'explique comment Häyhä a réussi à viser à 490 mètres un soldat russe. Alors, quand j'étais en Laponie par - 30,



DELPHINE BLAST

« Cette guerre incroyable et injuste n'avait besoin ni de polar, ni de scènes de crime, ni d'ADN, ni d'écoutes téléphoniques », constate Olivier Norek.

- 40 °C, j'ai fait le test. J'ai pris un point remarquable, ma petite cabane, et j'ai marché les mille pas qui font 490 mètres. Je me suis retourné et ma cabane avait disparu ! Simo, lui, arrivait à tirer dans la cabane sur un homme, c'est donc un tir impossible ! Simo réussit à tirer là où l'œil ne voit pas, donc on quitte la légende pour arriver au mythique. Il est capable de rester allongé quatre, cinq, six heures par - 30 °C sans bouger. Personne ne sait faire ça, ce n'est pas pour cette raison que les Russes



LES GUERRIERS DE L'HIVER
D'Olivier Norek,
Michel Lafon,
447 p., 21,95 €.

plein vol, ils l'ont attaqué au fusil anti-tank, ils lui ont envoyé deux, trois, quatre, cinq snipers en même temps pour avoir raison de lui, et jamais personne ne réussira à toucher Simo Häyhä. De là à penser qu'à un moment donné la mort s'est dit qu'elle avait un allié, le meilleur employé du mois et qu'il aurait été une folie de s'en séparer, il n'y a pas bien loin !

Pourquoi cette guerre est-elle oubliée ? C'est une question que je me pose. Les Finlandais vont perdre 70 000 soldats. Hitler, voyant l'incapacité de Staline à entrer en Finlande, s'est dit qu'en même temps qu'il attaquerait les Anglais peut-être dirigerait-il les 4,5 millions de soldats qu'il a vers la Russie. Parce qu'il a vu les Finlandais tenir tête à la Russie. C'est grâce à ces Finlandais que Hitler a dirigé 4,5 millions de soldats ailleurs que sur l'Angleterre. Aujourd'hui,

d'hui, personne ne sait ce qu'on doit à ces 70 000 soldats. Personne ne sait quel serait le visage de l'Europe, le visage du monde sans la résistance finlandaise. Les Français, qui avaient promis 100 000 soldats aux Finlandais, ne les ont jamais envoyés. Forts de cet espoir, les Finlandais, qui étaient prêts à capituler, vont se relever pour trois semaines de guerre supplémentaires. Et ce seront les trois semaines les plus violentes, les plus meurtrières. Merci la France ! En tant que policier qui a accompagné la justice pendant si longtemps, je me disais que non seulement j'avais une bonne idée de roman, mais qu'en plus j'avais l'obligation de raconter cette injustice faite au peuple finlandais.

Ce roman historique est-il un pas de côté dans une carrière réussie d'auteur de thrillers ou est-ce que c'est un véritable tournant dans votre œuvre ?

Je crois que ce n'est rien de tout ça. J'ai des idées ; ces idées se cristallisent et puis, à un moment donné, elles déménagent tous les meubles qu'il y a à l'intérieur de moi, elles s'installent et elles me disent : c'est ça que tu vas écrire. Et si c'est de la littérature blanche, alors ce sera de la littérature blanche ! Si c'est un polar, alors ce sera un polar ! Je n'ai jamais écrit un polar qui ne soit pas autre chose qu'un alibi. J'ai toujours des métasujets. Par exemple, mon enquête pour ce livre qui s'appelle *Entre deux mondes* et qui se passe dans la jungle de Calais. C'est bien ce thème-là que je veux mettre en avant. J'ai toujours utilisé le polar comme un alibi, et, aujourd'hui, c'est ce soldat Simo Häyhä et ses amis, c'est cette guerre incroyable et injuste qui me fascinent. Elle n'avait besoin ni de polar, ni de scènes de crime, ni d'ADN, ni d'écoute téléphonique. En fait, je pense que mon écriture s'adapte aux récits que j'ai envie de présenter. On me dit que je fais un pas de côté... Moi j'ai juste raconté une histoire, et il se trouve que cette histoire est classée dans la littérature blanche alors voilà : bonjour à tout le monde ! ■

PROPOS RECUEILLIS PAR B. C.

■ « Les secrets d'une vie ». Avec Christophe Bigot, Guillaume Perilhou. Café littéraire, 17 h.

■ « Les pouvoirs du romanesque ». Avec Gwenaëlle Aubry, Perrine Tripier, Guillaume Sire. Carré Plantagenêt, 17 h.

■ « Les épreuves de la vie ». Avec Alice Develey (photo ci-contre), Géraldine Maillet. Espace rencontres, 18 h.

DIMANCHE 6 OCTOBRE

■ Rencontre avec Claire Norton. Espace rencontres, 11 h 45.

■ Atelier d'écriture avec Pierre Assouline. Café littéraire, 11 h 45.

■ Remise des prix 25^e heure. Carré Plantagenêt, 11 h 45.

■ Rencontre avec Emmanuel Ruben. Espace rencontres, 14 h.



■ Rencontre avec Yann Queffélec. Carré Plantagenêt, 14 h.

■ « Les crépuscules de la guerre ». Avec Clémence Boulouque, Caroline de Mulder. Espace rencontres, 15 h.

■ « Les Justes et les vétérans ». Avec Annick Cojean, François-Guillaume Lorrain. Café littéraire, 15 h.

■ Rencontre avec Mélissa Da Costa. Théâtre Scarron, 15 h.

■ « Éternelle Marie-Antoinette ». Avec Isabelle Duquesnoy, Camille Pascal. Espace rencontres, 16 h.

■ « Se prendre en main : à chacun sa méthode ». Avec Etienne Kern, Emmanuel Villin. Carré Plantagenêt, 16 h.

■ Rencontre avec Daniel Pennac. Théâtre Scarron, 16 h.

Une sélection de VICTOIRE LEMOIGNE

Londres, 1938. Trois monstres sacrés du XX^e siècle se rencontrent le temps d'un après-midi du mois de juillet : Dali, Zweig et Freud. La conversation est tantôt banale, étonnante, tantôt mélancolique et délirante. Dali a 33 ans. Il est déjà célèbre et complètement incontrôlable. Freud, lui, a 82 ans, il a une tumeur dans la bouche et s'apprête à passer sa dernière année sur terre. Quant à Zweig, il a 57 ans. Il a fini son exil anglais. Il est passablement laconique. Autour de cette table, on parle d'escargots, de notoriété, de Hitler et de la mort...

LE FIGARO. - Dali, Zweig et Freud se sont-ils vraiment rencontrés ? Comment avez-vous procédé pour écrire ce roman ?

CLÉMENCE BOULOUQUE. - Dali, Freud et Zweig se sont véritablement rencontrés, accompagnés aussi d'Anna, la fille de Freud, de Gala, l'épouse de Dali, et d'Edward James, son agent. Le 19 juillet 1938 à 17 h 15 précisément. La fiction existe dans ce livre mais j'ai fait énormément de recherches pour trouver le grain de ces moments et être la plus précise possible. Je me suis reportée à la correspondance entre Zweig et Freud qui est assez poignante, aux carnets de Zweig qui sont à l'université de New York et aux Mémoires de Dali, dans lesquels il exprime sa déception de ne pas avoir fait une plus grande impression sur Freud. Chacun a écrit sur cette rencontre : Zweig a rédigé trois lignes dans *Le Monde d'hier*. Il était extrêmement embarrassé du tour qu'a pris la rencontre : Dali a fait des croquis durant toute la durée de cet après-midi et Zweig a toujours été incapable de les montrer à Freud, parce que Dali avait perçu la mort qui était déjà en Freud. Ce dernier a écrit à Zweig le lendemain de la rencontre pour le remercier de lui avoir présenté ce jeune homme fougueux et ce spécimen de «*fanatique espagnol*», selon ses mots. Tout ce qui



Clémence Boulouque

« J'ai cherché à humaniser Dali, Zweig et Freud »

Propos recueillis par Alice Devey

La romancière met en scène la rencontre réelle entre les trois hommes en 1938 à Londres.

« Dans cette rencontre, il y avait là quelque chose de l'ordre d'un passage du monde d'hier au monde de demain », juge Clémence Boulouque.

BEOWULF SHEEHAN

est dans le livre est vérifiable, a été dit, pensé, à un certain moment.

Avez-vous eu peur, ou peut-être des doutes, en donnant la parole à des personnes de cet acabit ? Ah oui, absolument ! C'était un mélange entre l'effroi et l'excitation de me dire : «*Mais personne n'a jamais écrit*

sur cette rencontre extraordinaire ! » Or, elle était bien plus qu'une rencontre. Il y avait là quelque chose de l'ordre d'un passage du monde d'hier au monde de demain. Freud et Zweig viennent de quitter Vienne, ils sont quasiment en sursis. Freud va mourir quatorze mois plus tard, Zweig met fin à ses jours en 1942. Par contre, Dali, lui, a cet appétit

du monde, de l'autopromotion. Il dit d'ailleurs : «*Je participe à la crétinisation du monde, puisque ce monde est crétin.* » Donc, si le monde de demain est crétin, alors j'en suis le prophète. Cette rencontre est symbolique. C'était donc écrasant d'écrire sur non pas un mais trois monstres sacrés. C'est pour cette raison que j'ai fait toutes ces recherches, je ne pouvais pas me permettre d'être approximative.

Le Sentiment des crépuscules est un roman sur la rencontre mais aussi sur la délicatesse, sur les hommes derrière les artistes, les célébrités. Cherchiez-vous à humaniser ces mythes ?

Oui, absolument. Tous ces hommes de leur vivant ont été érigés comme des statues. Dali a d'ailleurs fait de lui-même son propre mythe. C'est aussi vrai pour Freud. Quant à Zweig, il était un écrivain qui avait énormément de succès. Il avait cette notoriété internationale, il aidait tous ceux qui étaient impécunieux et dans le besoin. Freud, pour sa part, est devenu le père de la psychanalyse qu'on connaît. Mais j'ai vraiment voulu montrer le Freud blessé à la fois par l'exil, qui portait le deuil éternel de sa fille Sophie, morte de la grippe espagnole en Inde, et le Freud qui adorait les chiens. Sa véritable souffrance quand il était à Londres était de ne pas être à côté de son petit chien. Tout cela semble accessoire quand on pense à la grandeur des personnages et à leur legs. Mais j'ai eu envie, dans les silences des uns et des autres, par leurs dialogues intérieurs, de donner à chacun son épaisseur. ■



LE SENTIMENT DES CRÉPUSCULES
De Clémence Boulouque,
Robert Laffont,
175 p., 19 €.

Anne-Laure Bondoux

« Je crois à la puissance de l'amour »

Dans son livre, l'auteur jeunesse analyse la transmission de la violence.

Couronné par le prix Sorcières 2024, *Nous traverserons des orages* (Gallimard Jeunesse) raconte l'histoire d'une famille, d'une maison et d'un pays, sur quatre générations. À travers cette fresque, la romancière s'interroge sur la transmission de la violence. Peut-on échapper à son destin ?

LE FIGARO. - *Nous traverserons des orages* est un roman qui suit le XX^e et le XXI^e siècle, de la Première Guerre mondiale jusqu'aux années Covid. Comment avez-vous construit cette fresque ?

ANNE-LAURE BONDOUX. - Je me suis lancée dans ce projet en ne voyant pas, heureusement, toute l'étendue du travail qui m'attendait. Cette histoire est le fruit de quinze ans de réflexion autour de ces questions : de quoi hérite-t-on dans une famille ? Avec quel bagage arrive-t-on au monde ? On ne naît pas sans histoire. Et cela m'intéressait. Je me suis demandé avec quelle histoire j'étais venue au monde, mais aussi mes parents, mes grands-parents, etc. J'ai donc remonté le temps. Ce fut un long travail que j'ai dû réitérer à mesure que j'avancais dans le livre.

Les personnages font tous face à la violence, et notamment la leur. Pensez-vous que la violence se transmette ? Oui, je le pense, et l'exploration de la violence dans ce roman me l'a aussi confirmé. C'est un livre qui à la fois s'intéresse à l'intime, ce qui se passe au sein des familles, et en même temps à ce qui se passe sur le plan collectif. La transmission s'effectue aussi à l'échelle d'un peuple, d'un pays, etc. Les répétitions sont hélas permanentes. On le voit dans l'histoire du monde, notamment actuellement. Les guerres qui se répètent sont des échos de choses mal digérées. Donc je pense qu'au niveau d'un individu,

comme à celui d'une nation, oui, la violence se perpétue jusqu'au moment où l'on tente de l'examiner, de la regarder en face.

Existe-t-il, selon vous, un destin ?

On peut en avoir le sentiment. On le voit bien, d'ailleurs, beaucoup de gens se sentent piégés dans leur manière de fonctionner. On a ses propres pièges. Donc, pour ne plus être piégé par le destin, il faut selon moi raconter, refaire le récit du passé, examiner les choses autrement qu'avec des phrases toutes faites. C'est à cette condition-là, qu'on pourra se libérer de certaines répétitions. Je réfute l'idée qu'on soit prisonnier du destin.

L'un de vos personnages, Clairette, dit : «*La vie, ça s'oublie pas.* » Et qu'il y ait la guerre, des disputes, des maladies, on a l'impression, au fond, qu'il y a toujours une chose qui demeure : l'amour. Est-il plus fort que la mort ? Je ne sais pas, mais je crois en la puissance de l'amour. Il n'est pas forcément plus fort que la mort, mais plus fort que le désespoir, oui. Il y a toujours des histoires d'amour qui naissent pendant les temps de conflit. Les histoires d'amour sont d'autant plus fortes que la mort rôde. Et j'ai vraiment voulu le faire ressortir dans mon roman. Plus on est dans l'urgence de vivre, plus les histoires d'amour sont puissantes. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR A.D.



NOUS TRAVERSERONS DES ORAGES
D'Anne-Laure Bondoux,
Gallimard Jeunesse,
496 p., 19,50 €.



Anne-Laure Bondoux. CHLOÉ VOLLMERLO



Catel Muller et José-Louis Bocquet. MATHIEU ZAZZO

Catel

« La vie de mes héroïnes dépasse la fiction »

Propos recueillis par Aurélie Vertaldi

La dessinatrice met en scène le parcours de la première femme océanographe française.

Avec José-Louis Bocquet au scénario, Catel forme un tandem qui met en lumière de grands portraits de femmes. Leur nouvelle biographie dessinée, *Anita Conti*, relate le parcours de cette première femme océanographe française, lanceuse d'alerte, journaliste, photographe et cinéaste qui a dédié sa vie aux mystères du monde marin. Un ouvrage passionnant qui plonge le lecteur dans l'intimité de celle que les marins surnommèrent «*la Dame de la mer*».

LE FIGARO. - Entre exigence documentaire et fiction, comment élaborez-vous, avec José-Louis Bocquet, ce que vous nommez vos «*biographiques*» ? CATEL. - Relater des histoires de personnes réelles dont l'aspect romanesque dépasse toute fiction demande au moins un an de recherches avant de se lancer dans l'écriture de l'histoire proprement dite. José-Louis Bocquet commence par se documenter sur le personnage, son entourage et le contexte historique. Pour Anita Conti, née en 1899 et disparue en 1997, le travail de documentation s'est révélé énorme, l'héroïne traversant tout le siècle. Au niveau graphique, je cherche des images de toutes sortes, entre les photos d'elle, sa propre production, ainsi que toute une iconographie réalisée autour de la mer. Je prends des notes graphiques sur des carnets Moleskine.

Libre, indépendante, persévérante... Anita Conti a relevé plus d'un défi, pour pouvoir sonder les fonds marins et en révéler les secrets à un large public. Comment saisir graphiquement cette énergie, cette force de caractère ? Chaque héroïne renferme un petit quelque

chose la caractérisant. Avec Anita Conti, je me suis attelée à retracer son éternel sourire, la vivacité de son regard, sa bienveillance, sa nature passionnée, sa capacité à braver les dangers, pour représenter au mieux sa dimension romanesque.



ANITA CONTI
De Catel Muller et José-Louis Bocquet,
Casterman,
368 p., 24,95 €.

que, photographiant et filmant des marins sur un bateau qui tangue. Il a fallu aussi que j'adapte mon trait réaliste, assez simplifié, à la représentation de la mer calme ou en mouvement et surtout des bateaux. Il est très compliqué de dessiner un bateau qui ait l'air d'un vrai chalutier. D'autant plus que chaque embarcation se ressemble tout en renfermant des différences de style, selon la date de fabrication. Vivant à Fécamp, je connais l'un des derniers capitaines de ces bateaux qui allaient à l'autre bout de la terre pour chercher la morue. Je lui ai exposé régulièrement mon travail et il m'a beaucoup aidée concernant les détails techniques. Il était très exigeant sur la véracité de mes représentations. Il a repris mes croquis, m'a montré des maquettes. J'ai dessiné dans le souci d'équilibrer précision pour les spécialistes et lisibilité pour le grand public. ■

Anita Conti a photographié et filmé le quotidien des marins pêcheurs. Comment dessine-t-on le monde de la mer ?

La difficulté était surtout de pouvoir illustrer une femme en position quasi statique.

MIRCEA CARTARESCU

La vie extraordinaire et réinventée d'un négus du XIX^e siècle, né en Roumanie, et apôtre du mal.

Thierry Clermont

La folie des grandeurs

Le Roumain Mircea Cartarescu est l'auteur de romans tous aussi brillants que déconcertants.

SILVIU GUIMAN

Attention : livre incandescent ! Un feu historique-littéraire patiemment alimenté par l'auteur pendant quarante ans et qu'il nous livre aujourd'hui sur quelque 600 pages, cendres, flammèches, brandons compris. On connaissait le roman-fleuve, voici un roman-feu. Son titre : *Théodoros* ; l'auteur : Mircea Cartarescu, né à Bucarest en 1956, auteur de romans tous aussi brillants que déconcertants (*Melancolia*, *Solénioïde...*) et sérieux candidat à la promotion Nobel.

En songeant à son *Salammbô*, Flaubert confiait : « *J'ai des prurits d'épopée. Je voudrais de grandes histoires à pic, et peintes du haut en bas.* » Eh bien, c'est cette même fureur lyrico-épique qui s'est emparée du romancier roumain.

Dans *Théodoros*, il a repris et transfiguré l'histoire vraie de Téwodros II, qui a régné sur l'Éthiopie de 1855 à 1868, en lui inventant une enfance, une jeunesse, passées dans le sud de l'actuelle Rouma-

nie, dans la « *brumeuse et trouble Valachie* », et en lui attribuant une foule d'exploits, d'exactions, de rêves délirants, nés d'une ambition démesurée. Celle de devenir empereur et de se faire l'égal d'Alexandre le Grand, dont sa mère, domestique d'origine grecque, employée chez des boyards, lui chantait les exploits, entre des lectures fiévreuses d'Homère, des *Mille et Une Nuits*, et de l'Évangile de Jean. Son destin est annoncé dès les premiers paragraphes : « *Tu as été homme de sang, Théodoros, tu as fait ce qui est mal devant Dieu.* » Pour Théodoros, la foi vient de Dieu, et la volonté, du Diable. Pour commencer, il écuma les mers à la tête d'hommes et de femmes sans foi ni loi, amassant richesses et trésors. Sur sa route, Théodoros croise le destin d'étranges personnages, aussi réels que fantasques. Parmi eux, Petrache Poenaru, inventeur du stylo-plume, Ali Pacha et Joshua Norton. Un superbe excentrique, celui-là, qui en 1859 s'autoproclama empereur des États-Unis, sous le nom de Norton I^{er}, et qui fascina Mark Twain et Robert Louis

Stevenson. La reine Victoria s'y invite également, qui, lasse des fantaisies et des instincts belliqueux du négus, lui enverra les troupes du général Napier, qui régleront définitivement son sort.

Labyrinthe vertigineux

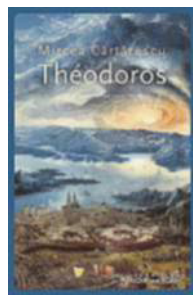
Ce livre puissant, c'est aussi l'occasion pour Cartarescu d'introduire une galerie parallèle, formée de personnages de jadis, allant de la reine de Saba et de Salomon à Byron, en passant par Hérode, saint Antoine, l'archange Gabriel, sans oublier des haidouks sanguinaires, des Tatars de Crimée, de vieux Tziganes et des Ruthènes. Ajoutons les nombreuses femmes de notre Héliogabale balkanique se rêvant messie : sa mère, Stamatina, fille du prince valaque Dimitrie Ghica, à la « *beauté irréelle, douloureuse et profonde* », sa première épouse, Menrewab, à laquelle succédera Tiruwork.

Il y a dans ces pages qui se terminent tragiquement un souffle biblique, des bouffées oniriques et délirantes, une imagination portée au carré, qui soit empor-

teront le lecteur, soit le rebuteront, tant le labyrinthe est vertigineux. Lire aussi comporte des risques. Théodoros, c'est tout à la fois le Minotaure et Thésée, l'Antéchrist et l'improbable chantre du Jugement dernier.

Les phrases sont amples, fleuries, coupantes comme des rasoirs. « *Et nous, tenant un doigt vers l'insignifiant îlot, nous vous avons envoyé à tous les trois le même rêve, de même que nous envoyons à tous les mortels le plus étrange et le plus incroyable des rêves, celui de la vie réelle. Au bout d'un long sommeil, vous vous êtes éveillés dans une grotte très profonde et vous ne pouviez détacher vos regards de son centre où luisait une lumière dorée. Vous vous leviez et vous avanciez, main au fourreau de vos cimètres.* »

Et on l'apprend seulement tout à la fin : cette folle histoire épique est contée par les anges, sous le contrôle de saint Michel. Et comme le dit Cartarescu, ceci est « *un roman pseudo-historique, un roman d'imagination où l'impossible devient possible* ». ■



THÉODOROS
De Mircea Cartarescu, traduit du roumain par Laure Hinckel, Noir sur blanc, 602 p., 27 €.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le journal pétillant d'une agonie

Par **Éric Neuhoff**

Six mois, pas un de plus. C'est ce que la médecine lui donne. Cancer du poumon. Peter Schjeldahl (1942-2022) prend la chose du bon côté. Le diagnostic ne l'étonne guère. Il fumait depuis l'âge de 17 ans (il en a 77). Ce critique d'art avait toujours refusé d'écrire ses souvenirs, même s'il avait touché une bourse Guggenheim pour cela. « *Je ne me trouve pas intéressant.* »

Il a tort. Ce journal d'une agonie pétille d'humour, de santé (bizarrement) et d'émotion. Un détour par son enfance dans le Minnesota, une halte sur la côte Ouest où il s'était rendu en 1962 au volant d'une Austin Healey jaune. Sa grand-mère avait qualifié Elvis d'un « *répugnant* » sans appel. Son père avait inventé les sacs à vomi en papier qu'on délivre dans les avions.

Voici les débuts dans le journalisme, le métier appris sur le tas, les premiers articles d'une ligne à tout casser. Sa méthode pour échapper à la guerre du Vietnam a été de ne pas dormir pendant trois jours et d'arriver bourré de speed au centre de recrutement. Il avoue avoir été un petit snob. « *À l'époque où j'étais encore alcoolique, j'avais pris l'habitude de dire, pour rire : La seule chose que je désire dans la vie, c'est une lettre d'excuse de chaque personne que j'ai rencontrée jusqu'ici.* » Il a croisé Susan Sontag dans

une fête. Elle lui a tourné le dos. Un temps, il fut l'ami d'Anselm Kiefer. Cela ne dura pas : impossible pour un critique de fréquenter éternellement un artiste.

Les formules fusent

Le livre fonctionne par zigzags, par à-coups. L'avortement de sa première femme mérite une mention. Le passage sur le Jour des morts à Oaxaca est plus long. Les formules fusent : « *Les cimetières, c'est du gaspillage, d'un point de vue immobilier.* » On tombe là-dessus : « *Même Proust avait une mémoire de merde.* » Qui résisterait à ça ?

Il cite Chandler, évoque un poème d'Auden, dresse la liste des marques de cigarettes, rappelle que Brooke, sa seconde épouse, a joué avec Sean Connery dans *Juste cause*. Lorsqu'il a appris la funeste nouvelle, son seul souhait a été d'assister à un match de base-ball. Les Mets affrontaient les Braves. « *Grandiose.* »

L'art lui sert de béquilles, de morale. Cela fait partie des choses qui auront compté. Il y en a d'autres. « *Ma rencontre avec Brooke, la naissance d'Ada et le jour où j'ai arrêté de boire : voilà les trois jours à encercler de rouge sur le calendrier de ma vie.* » Conclusion : « *Le*

problème, quand tu meurs, c'est que tu ne peux pas demander conseil à d'autres qui l'ont déjà fait. »

Adieu, Peter Schjeldahl. On ne vous connaissait pas, mais on vous imagine dans votre maison de campagne en train d'écouter la Neuvième symphonie avant de tirer votre révérence. ■



COMMENT JE MEURS
De Peter Schjeldahl, traduit de l'anglais (États-Unis) par Nicolas Chemla, Éditions Séguier, 136 p., 13,90 €.

SÉLECTION PRIX GONCOURT • PRIX RENAUDOT
PRIX INTERALLIÉ • PRIX JEAN GIONO

“Le livre incontournable de l'année.”
Louis-Henri de la Rochefoucauld, *L'Express*

“Un livre sur les promesses que la vie vous fait à l'aube. Splendide.”
ELLE

“Cet amour éperdu d'un petit garçon émerveillé par son père est bouleversant. Décidément, son récit est très beau.”
Le Figaro

“Un récit intime et touchant, d'une profonde sensibilité.”
Le Parisien

“C'est sans conteste l'un des meilleurs livres de la rentrée.”
Le Figaro Magazine

“Dans un récit intime bouleversant, l'écrivain se met en quête de son illustre histoire familiale pour se découvrir lui-même.”
Le JDD

Thibault de Montaignu

Cœur

Albin Michel

Photo auteur : © Pascal Ito ; illustration couverture : photographie ; collection personnelle de l'auteur

Les « paumés de Mai 68 », voilà un beau sujet d'enquête. Nombreux ont été les idéalistes qui ont cru durant l'été 1968 aux « lendemains qui chantent » et qu'un profond désespoir a saisi après les grandes vacances, tandis que les plus habiles tiraient parti de la pseudo-révolution pour s'assurer une belle carrière dans certains secteurs (médias, publicité, facs). Ce moment post-68 a créé une situation de micro-crise politique dans les milieux gauchistes et, comme l'écrivait Max Weber, « les situations de crises politiques sont propices à l'avènement d'offres prophétiques ». C'est dans ce cadre qu'après Mai 68 surgissent des communautés étranges, souvent à la campagne, dans le Larzac notamment, mais pas seulement, des groupuscules qui ont donné parfois lieu aux pires expériences d'emprise sectaire. C'est à l'une d'entre elles, constituée en 1971 en banlieue parisienne, que Julie Pagis, sociologue au CNRS, a décidé de s'intéresser, en découvrant les papiers de cette secte maoïste dans le cadre de son travail sur les trajectoires des soixante-huitards ordinaires.

Et, en effet, cette petite communauté, constituée par six couples réunis autour de la figure mystérieuse d'un certain Fernando, un ouvrier espagnol se parant d'un vague passé antifranquiste, mérite l'attention. Ces jeunes gens sont tous marqués par Mai 68. Ils sont frustrés de leurs engagements passés, soit chez les trotskistes, soit chez les communistes. Tous veulent s'investir davantage dans la société et sont marqués par l'effervescence généreuse de l'époque. Ils s'établissent comme ouvriers en usine ou veulent apporter leur soutien à des foyers de travailleurs immigrés. Ils décident d'emménager ensemble dans un ancien couvent pour y vivre collectivement. Ils viennent de milieux très différents.

Certains appartiennent, comme on s'y attend, à la petite bourgeoisie intellectuelle, fils d'instituteurs ou d'enseignants du secondaire, qu'on regarde souvent comme le chaudron de ce gauchisme militant. Mais d'autres sont issus de la bonne, voire de la très bonne bourgeoisie, comme ce centralien d'une grande famille du Nord, fils d'un ingénieur de chez Dassault, ou ce fils d'un grand professeur de médecine belge. Ce qui les rapproche, c'est leur ascétisme : ce sont des « missionnaires » qui, du reste, méprisent toutes les formes de révolution, qu'ils jugent « exhibitionnistes » et peu sérieuses, comme le militantisme contre-culturel (féminisme). Ils entendent mener la « guerre de libération » en partageant la condition des exploités, selon la fameuse



Photographies anthropométriques de Fernando, le mystérieux chef de cette communauté maoïste.

Gare au gourou !

LA CHRONIQUE
Jacques de Saint Victor

ESSAI

L'étude passionnante d'une entreprise sectaire, prétendument au service de la Révolution, née à Clichy, au lendemain de Mai 68.

doctrine de Mao. Ils tombent sur ce Fernando qui leur paraît comme celui qui est « arrivé à point nommé », l'homme providentiel. Et ils ne vont pas tarder à le regretter.

Au gré des manipulations et des auto-critiques, Fernando va constituer autour de lui une véritable secte où toutes les personnalités sont broyées, y compris dans leur intimité (il faut abolir « le droit bourgeois de la propriété des enfants »), au service d'une hypothétique pureté militante qui tourne très vite au culte de la personnalité. L'emprise est telle que certains vont être exclus ou fuir, d'autres envisagent l'assassinat de l'un des leurs qu'on suppose être un traître, renforçant encore plus la cohésion interne du groupe. C'est *Sa Majesté des mouches* chez les adultes et à Clichy.

Bref, au-delà d'un groupe maoïste, Julie Pagis étudie par le bas une véritable emprise sectaire, au service de la révolution. Mais, au fond, la révolution n'est qu'un prétexte, ce qui compte est psychologique ; c'est une « *forma mentis* » qui explique ces choix bizarres. Beaucoup sont des exaltés sincères. D'ailleurs, la compagne de Patrice, l'un des membres de cette secte, affirme : « Lui, s'il n'avait pas été révolutionnaire, il aurait été missionnaire. » Julie Pagis,

qui avoue honnêtement qu'elle est issue de ces milieux post-68, fréquentant des mandarins d'extrême gauche qui trônent avec hauteur dans certaines universités, se pose de multiples questions, et c'est ce qui fait le charme de ce récit, toujours à l'affût. Quelques-uns l'orientent malignement vers la piste policière. Que pourrait être un esprit aussi tordu que Fernando, sinon un flic infiltré ? Cette manipulation classique donne lieu à une enquête touchante dont les fruits sont incertains mais dont la démarche, écrite avec une grande honnêteté, est passionnante. Ce livre échappe pour

l'essentiel au jargon des sciences sociales et il faut saluer cette simplicité, mais, si l'auteur avait eu une préoccupation un peu plus littéraire encore, il aurait pu donner lieu à un récit inoubliable. Tous les ingrédients étaient réunis. ■



LE PROPHÈTE ROUGE
De Julie Pagis,
La Découverte,
352 p., 21 €.

ET AUSSI

La mer, cette matrice absolue

Pour un défi, c'est un défi : vouloir embrasser tout l'univers de la mer en quelque 500 pages, une plongée à la fois dans la géologie, l'histoire, la cartographie, les mythes, les trésors, les grands personnages et les civilisations. Alessandro Vanoli relève le gant. Le travail de ce spécialiste de la Méditerranée, qui a enseigné à Bologne et à Milan, démarre par cette question dont les ramifications sont légion : « *Comment toute cette eau acide et pleine de substances toxiques était-elle arrivée sur Terre ?* » Après l'étude des origines et des milieux, « *la rencontre de l'homme avec la mer* » est le point d'ancrage de l'ouvrage, avec des passerelles immédiates vers les migrations, les traversées héroïques, les outils de



HISTOIRE DE LA MER
D'Alessandro Vanoli,
traduit de l'italien
par Johan-Frédéric
Hel-Guedj,
Passés composés,
492 p., 23,90 €.

transport et la soif de conquêtes. Plus tard viendront les grandes voies commerciales et les guerres sans fin pour s'en attribuer le contrôle. L'historien italien possède un art consommé pour tisser des liens

entre les nombreuses problématiques générées par les mers - militaire, économique, diplomatique, administrative... - et la variété des contrées : si l'Atlantique, la Méditerranée, les Caraïbes ou l'Extrême-Orient revendiquent des climats, des richesses et des événements spécifiques, tout est relié - par exemple, les affaires religieuses sont en interaction directe avec les transactions maritimes. Ainsi, en 1453, Constantinople chute d'autant plus facilement devant les Ottomans que des puissances de la chrétienté comme Gènes ou Venise font du négoce maritime avec les Turcs et renchignent à porter assistance aux Byzantins. De quand date la mondialisation forgée par les océans ? Autour du X^e siècle, quand les Chinois deviennent le peuple commerçant par excellence : « *Les contacts internationaux de la Chine étaient si étendus qu'ils touchaient les populations de toutes les couches sociales* », écrit l'auteur. Pour « *la mer grande comme le monde* », il faudra patienter jusqu'au XVIII^e siècle, quand, « *pour la première fois, ce qui se passait en Europe ou en Amérique se répercutait presque en temps réel sur l'Asie ou l'Afrique* ». Témoin la Révolution française dont les idées essaient à vitesse accélérée. Alessandro Vanoli n'oublie pas non plus comment la mer a inspiré un vaste patrimoine artistique, mais le terme de son propos est bien moins enthousiasmant : la mer, à la fois souillée et surexploitée, est l'un des premiers indicateurs d'une planète malmenée, alors qu'il faudrait « *partager cet espace immense avec ceux qui l'ont toujours habité avec nous* ».

FRÉDÉRIC DE MONICAULT

La Révolution française, source d'un nouvel imaginaire

Scrutateur lucide et désenchanté de nos mythes politiques, Emmanuel de Waresquiel compare dans son dernier livre l'historien à Thésée errant dans son labyrinthe confronté au Minotaure qui est le temps. Doté lui-même d'un esprit clair agrémenté d'un vrai penchant littéraire, cet écrivain est capable d'insuffler à chaque motif évoqué une tonalité subtile. Mais on pourrait le comparer aussi de façon plus prosaïque à un mineur de fond qui creuse et approfondit ses sujets avec obstination comme autant de galeries souterraines reliées entre elles (Fouché, Talleyrand, M^{me} du Barry, Marie-Antoinette...).

Mémoire trompeuse

Le trou noir qu'il interroge depuis sa jeunesse, c'est la Révolution française. Trou noir au sens astronomique : qui absorbe ce qui existe autour de lui. En effet, ce sont mille ans de monarchie française qui ont semblé sombrer dans le néant en peu de temps. L'enchaînement brutal des événements n'empêche pas les chefs révolutionnaires qui enfourchent ce régime nouveau d'être saisis par le vertige. Comment, alors qu'il est menacé de toutes parts, l'asseoir pour longtemps, en lui donnant une légitimité ? Eh bien, par les mythes ! C'est-à-dire par les signes qui conduisent l'imaginaire. Précisément, par cette « *sacralité laïque* » qui, tant bien que mal, cherche à remplacer l'ordre ancien fondé sur la coutume et la religion. Ce dont même le terrible Fouché avait conscience : la police la plus efficace ne remplacera jamais le consentement des citoyens.

C'est le « *fil d'Ariane* » de cet ouvrage : saisir, à travers l'épaisseur du

ESSAI

L'historien Emmanuel de Waresquiel souligne l'héritage de 1789, qui permit à la société contemporaine d'asseoir sa légitimité.

Jean-Marc Bastière



IL NOUS FALLAIT DES MYTHES
D'Emmanuel de Waresquiel,
Tallandier,
448 p., 24,60 €.

temps, les mythes politiques qui nous meuvent depuis cette rupture. Ceux-là ne parviennent pas jusqu'à nous sans avoir subi maintes transformations, sans parler de formes d'amnésie. Mémoire trompeuse dont le livre pénètre les tours et détours. L'auteur, sans prétendre à l'exhaustivité, aborde ainsi plusieurs thèmes dans leur complexité. Telle la geste héroïque du serment du Jeu de paume du 20 juin 1789, prononcé, en réalité, sous l'emprise de la peur, alors que le vrai moment fondateur de la Révolution, resté méconnu, se déroula le 17 juin. Telle aussi la guillotine, « *machine philosophique* » devenue, à force d'indifférence mécanique, aussi monstrueuse et incompréhensible que les cruels supplices d'antan... Comment, par ailleurs, la bataille de Valmy - qui sauve la Révolution - et celle de

Waterloo - qui, par le mot de Cambronne, envoie balader les rois - se regardent en miroir ? Ce que nous prenons pour nos héritages n'était pas perçu par les contemporains de ces événements comme nous le percevons aujourd'hui.

On compte près de 120 000 documents iconographiques pour cette période. Est-ce un hasard ? Ce qui donne force aux croyances, en effet, c'est de les rendre visibles dans l'espace public. Ainsi l'Église a-t-elle jadis donné l'exemple. Aussi la Révolution s'est-elle vécue comme une religion nouvelle, en s'appropriant un héritage catholique qu'elle renie par ailleurs. Mais, maintenant que la substance chrétienne se retire du sang de nos sociétés, la République, confie Waresquiel, « *reste seule avec sa laïcité. Tragiquement seule parfois* ». ■

Peinture de la Bataille de Valmy par Jean-Baptiste Mauzaisse.

ALAMY STOCK PHOTO VIA REUTERS



L'étrange cas de monsieur Pessoa

NICOLAS BARRAL

Un album subtil et attachant qui tente de comprendre la personnalité de l'écrivain le plus mystérieux du XX^e siècle.

Astrid de Larminat



L'INTRANQUILLE MONSIEUR PESSOA
De Barral, Dargaud,
136 p., 25 €.

En 1935, à Lisbonne, quelques heures avant de mourir à l'hôpital dans un quasi-anonymat, le grand écrivain Fernando Pessoa demanda à l'infirmière du papier et un stylo. Il crachait du sang, se savait condamné – il avait accueilli la nouvelle avec le détachement dont il ne se départait jamais devant les autres. Ainsi, après avoir tracé cette ultime phrase : « *I know not what tomorrow will bring* », il s'endormit d'un sommeil définitif. « *Je ne sais pas de quoi demain sera fait* » : Pessoa savait pourtant qu'il allait mourir. Une certaine curiosité pour un au-delà possible l'a-t-elle alors visité, lui pour qui vivre fut toujours une souffrance et qui ne put jamais se suffire de la surface des choses ? « *Je ne sais pas...* » : l'auteur du *Livre de l'intranquillité*, son ouvrage le plus célèbre, posthume comme la majeure partie de son œuvre fleuve, sorte de journal d'un « M. Tout-le-Monde » qui court de 1913 à sa mort, était habité par les ombres de l'incertitude, mais il guettait le soleil de la vérité.

« Pourquoi l'écrivain devrait-il se condamner à parler d'une seule voix ? »
« L'Intranquille Monsieur Pessoa »

Tenter de cerner la personnalité de Pessoa dans une BD était une gageure ! Né en 1888, il est certainement le plus mystérieux des grands écrivains du XX^e siècle, lui qui publia très peu sous son nom de son vivant, attribuant ses écrits à ce qu'on a appelé des hétéronymes : des hommes dont il prétendait qu'ils existaient vraiment et qu'ils lui confiaient leurs textes pour qu'il les publie. En tout cas, ces hétéronymes – que Nicolas Barral met en scène comme des personnages réels de l'imaginaire de

Pessoa – avaient chacun une vision du monde singulière. « *Pourquoi l'écrivain devrait-il se condamner à parler d'une seule voix ?* »

Barral organise judicieusement son récit autour des derniers jours de l'écrivain. Il imagine que le patron d'un journal lisboète doté d'un supplément littéraire auquel Pessoa collaborait, informé que le poète est au plus mal, demande à un apprenti journaliste de préparer sa nécrologie. Une aubaine pour le jeune Simao Cerdeira qui rêve de devenir écrivain. Au cours de son enquête auprès des rares proches de Pessoa, il s'interroge sur l'étrange obsession qu'est l'écriture. À quoi sert la littérature : cette question donne parmi les pages les plus émouvantes de l'album. Pessoa en parle avec son barbier avec lequel il aime plaisanter – car l'austère personnage excelle en jeux de mots ! Pour faire comprendre au brave homme l'enjeu de la littérature, Pessoa lui parle d'un ballon, un banal ballon mais unique au monde, celui qui fut emporté par la mer lorsqu'il avait 6 ans, sur le bateau qui le menait en Afrique du Sud. Après la mort de son père et de son frère, le petit Fernando accompagnait sa mère, qui rejoignait là-bas son second mari. Ce ballon était le dernier objet qui le reliait à son père, et sa perte le laissa inconsolable. C'est ainsi que le barbier comprit le génie de la littérature, capable d'exprimer ce genre d'émotion, infime mais tellement puissante. L'Afrique du Sud, : Pessoa y fit sa scolarité en anglais, si bien que souvent il écrira dans la langue de Shakespeare, auteur qu'il adulait. « *I know not...* »

Plus tard, avant de mener la vie solitaire d'un obscur employé de bureau, il avait eu des camarades avec lesquels il avait lancé une revue avant-gardiste en 1915. « *Ô foules quotidiennes des rues ! multicolore fleuve anonyme ! Ah, connais-*



Le trait et le découpage très classiques de Barral excellent à saisir la personnalité étrange de Fernando Pessoa. NICOLAS BARRAL/DARGAUD

tre leur vie à tous ! Les pensées que chacun nourrit, les gestes qu'il fait en secret ! ô rage d'ignorer tout cela ! ah, ne pas être à moi seul tous les gens et le monde entier ! » écrit le premier hétéronyme de Pessoa.

Barral, qui avait déjà publié un bel album sur Lisbonne sous la dictature de Salazar, nous invite ici encore à déambuler dans les rues de la capitale portugaise dessinée avec tendresse et revêtue de couleurs crépusculaires. Le trait et le découpage très classiques excellent à saisir la personnalité étrange de Fernando Pessoa, dont la raideur un peu hallucinée

n'est pas sans rappeler la mélancolie burlesque de certains acteurs comiques du cinéma muet. Cet homme, « *né sans carapace* » et dévasté par les séparations de l'enfance était trop poreux à tout pour ne pas se bâtir une enceinte intérieure dans laquelle se réfugier. Cette sensibilité extrême était « *une aubaine pour le poète auquel cette infirmité confère le don de voir par-delà les choses* » mais « *une plaie pour l'homme dont le moindre mouvement relève dès lors de l'acte d'héroïsme* ». Un album subtil et attachant qui donne envie d'aller à Lisbonne en compagnie d'un livre de Pessoa. ■

Le calvaire d'une femme

ARIANE BOIS

Le récit terrible d'un féminicide et de la reconstruction, pas à pas, des survivantes du drame, les deux filles du meurtrier.

Victoire Lemoigne

On entre dans un appartement brûlé, on bute sur une pantoufle à demi calcinée. Et l'on distingue, dans un va-et-vient de policiers et de blouses blanches, ce timbre rauque d'une petite fille affolée : « *Papa. J'ai vu Papa. Il voulait tuer Maman.* » Ariane Bois n'épargne pas ses lecteurs. Elle nous plonge dès les premières lignes dans ce nœud fétide et écoeurant du féminicide. Si le drame lance le livre et l'habite, elle ne s'y attarde pourtant pas. L'auteur le consacre au temps et aux personnes « *après elle* ». Elle, Clotilde, tuée à coups de marteau et embrasée avec de l'essence. Lui, Bruno, celui qui reste, l'auteur de ce massacre sauvage, et le seul à pouvoir l'expliquer.

Se délivrer du drame sans le comprendre. Là est toute la quête des victimes silencieuses dont on parle trop peu. Ses filles de 8 et 15 ans, Manon et Roxane, et sa sœur Laurie, qui recueille ses nièces. « *Vous êtes sûres que Clotilde ne vous avait parlé de rien ?* » Commence un long calvaire à ressasser ce qui aurait pu être une piste, un signe annonciateur. Cet emportement soudain, deux ans auparavant, lorsque Bruno avait jeté la blanquette dans l'évier parce qu'elle n'était pas assez chaude. Les règles, toujours plus strictes, toujours plus absurdes, qui sclérosaient la vie de famille. Cette brume dans les yeux de leur mère, qu'elles devinent trop tard sur les photos. Pour les beaux-parents, Bruno n'a jamais cessé d'être ce même

garçon gauche « *aux pantalons trop courts, qui bredouillait les yeux baissés en lui offrant des jonquilles* ». Un couple classique, une famille lisse, somme toute. Mais il est loin, le temps où le « *crime passionnel* » était excusable, où l'on expliquait qu'un père de famille paisible se transformait en loup-garou sur un coup de sang. Ariane Bois met en lumière cet engrenage obscur, cet appétit de possession qui se durcit, qui devient monstrueux. Depuis longtemps, Clotilde a compris que son mari ne ferait que la détruire en cherchant à l'aimer.

Ses accès de régression, sa rigidité cruelle, Manon et Roxane ne les ont jamais connus. Et à la prison des Baumettes, parce que la loi lui fait conserver des droits parentaux et exige des visites, il redevient pour la petite dernière ce père attentif qui lui manque. Il ne sent plus « *la lessive à la lavande* » comme hier, mais il n'est pas cette bête sauvage qu'elle a entrevue par la porte et qui resurgit dans ses cauchemars. « *Un sentiment d'étrangeté, de dédoublement* », superbement décrit.



APRÈS ELLE
D'Ariane Bois,
Récamier,
288 p., 20,90 €.

Ariane Bois conte avec une finesse rare le long chemin de croix de la reconstruction. Pour Manon, qui s'enfonce des objets sous les ongles et démolit ses poupées au marteau. Pour Roxane, déjà adulte par ses questions lancinantes, encore enfant par ses confidences désarmantes. Et, enfin, pour Laurie, dont la générosité excède ce qu'elle peut vraiment donner. Chaque fois, le pic semble trop dur à escalader. Et pourtant, *Après elle* est une montée lumineuse vers la rédemption, par l'attention d'un voisin, la compétence d'un psychologue, et, plus encore, par cet instinct de résistance qui rend le roman bouleversant. ■

LAURÉATE

PRIX DU ROMAN FNAC 2024

Élu par un jury de 400 adhérents et 400 libraires



Un roman qui se lit comme un polar et dans lequel tout est parfait : la construction, les personnages, l'écriture.

Sylvie, libraire à la FNAC Nevers

Babelio

Le Point

LE FIGARO

l'Espresso

LIRE

pass Culture

kobo

fnac



Les États-Unis et l'Europe en dialogue au Festival America de Vincennes

Pour sa 11^e édition, le Festival America de Vincennes propose, les 28 et 29 septembre, une idée séduisante : un dialogue États-Unis-Europe sur la littérature et le monde tel qu'il ne va pas. L'incertitude autour de l'élection présidentielle américaine de novembre sera, bien sûr, au cœur des nombreuses rencontres

et tables rondes. On y verra du beau monde côté américain : notamment James Ellroy (*lire ci-dessous*), mais aussi Richard Ford, Colson Whitehead, Dan Chaon, Nathan Hill, Hernan Diaz, Seth Greenland, Iain Levinson, Stephen Markley, Justin Torres... Côté européen, sont attendus Florence Aubenas, Claire

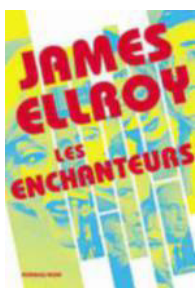
Berest, Cristina Comencini, Rachel Cusk, Erri de Luca, Colm Toibin, Victor del Arbol, Olivier Guez, Andreï Kourkov, Marie-Hélène Lafon, Hervé Le Corre, Véronique Ovaldé, Véronique Olmi, Alan Parks, Abel Quentin, Donal Ryan... *Le Figaro littéraire* sera présent samedi 28 septembre de 16 h 30 à 17 h 30 à l'hô-

tel de ville pour un échange entre l'éditeur et patron du festival, Francis Gelfard et Bruno Corty, à l'occasion de la parution de son *Dictionnaire amoureux de la littérature américaine*. Dimanche 29, de 14 h à 15 h, Bruno Corty animera une rencontre avec James Ellroy à l'hôtel de ville.

F.L.

JAMES ELLROY
Une nouvelle fois, le romancier sulfureux s'attaque à l'Amérique des Kennedy, des studios hollywoodiens, des flics véreux et des stars perdues.

Sébastien Lapaque



LES ENCHANTEURS
De James Ellroy, traduit de l'anglais (États-Unis) par Sophie Aslanides et Séverine Weiss, Rivages, 672 p., 26 €.

James Ellroy et les démons de Marilyn

Dans *Les Enchanteurs*, James Ellroy dynamite l'histoire vraie en laissant son imagination fiévreuse se glisser aux tréfonds de chacun des protagonistes.

James Ellroy, qui jure n'avoir pas lu William Faulkner et ne daigne reconnaître aucune dette à l'égard des héros borderlines de Norman Mailer, n'a jamais revendiqué l'influence de son amie Joyce Carol Oates mais reconnaît que c'est *Libra* de Don DeLillo qui lui a inspiré une manière

nouvelle et un indépassable chef-d'œuvre intitulé *American Tabloid* (1995), du nom d'un de ces journaux à scandale dont était friand le public du temps des téléphones en Bakélite.

Kennedy était un ange ? Ellroy lui a coupé les ailes. Marilyn une martyre ? Il a fouillé dans ses dentelles. « *L'Amérique n'a jamais été innocente. C'est au prix de*

notre pucelage que nous avons payé notre passage, sans un putain de regret sur ce que nous laissons derrière nous. Nous avons perdu la grâce et il est impossible d'imputer notre chute à un seul événement, une seule série de circonstances. » Tel un Bossuet dopé aux amphétamines, Ellroy n'en finit pas de prononcer l'oraison funèbre d'une Amérique en Technicolor, avec une obsession pour la face cachée de Los Angeles, la ville où il est né le 4 mars 1948.

Livre après livre, ce chien truffier retourne la terre des cimetières et ouvre des tombeaux devant ses lecteurs, sans se soucier de savoir si leurs yeux délicats seront offensés par un objet si funèbre. Dans *American Tabloid*, on croyait l'affaire Monroe classée : la romance entre l'étoile et le « lion » a été bidonnée par la presse pour persuader le spectateur que Jack et Marilyn s'aimaient d'amour tendre. Foutaise ! Ils ont baisé ensemble six, sept fois, l'actrice a taillé une plume au président dans la soute à bagages d'Air Force One et puis c'est marre.

Dans *Les Enchanteurs*, James Ellroy a rouvert le dossier en confessant dans un grognement son peu de passion pour son sujet. « *Branché sur le sexe et la mort* » par sa mère, Geneva Hilliker, une infirmière violée et assassinée lorsqu'il avait 10 ans, le romancier reste depuis toujours fasciné par la mort des arêtes davantage que par celle des vedettes.

« Marilyn projetait un enchantement défraîchi. Il ne fascinait que ceux qui étaient susceptibles d'y succomber, et ceux qui le voulaient. Elle épuisait la plupart des gens à la fin »

Son professeur d'art dramatique à Columbia Pictures

L'histoire d'Elizabeth Ann Short, pin-up en quête de gloire sous les palmiers, dont le corps coupé en deux a été retrouvé sur un terrain vague de Los Angeles en janvier 1947, a fourni la matière et le mobile du *Dahlia noir*. Dans *Les Enchanteurs*, le romancier reconstitue une nouvelle fois l'univers fait d'amateurs de jeunes filles, de flics pourris, de pédés sycochantes, de boîtes à lesbiennes, de producteurs de films pornographiques et de trafiquants de drogue qui a servi de décor à ce roman paru en 1987.

Mais cette fois-ci pour essayer d'en savoir plus sur la mort Norma Jean Dougherty, plus connue sous le nom de Marilyn Monroe, mystérieusement suicidée dans sa villa de Hollywood, le 5 août 1962. Marilyn, ses frasques, ses fringues, ses psys, ses addictions, ses kilos en trop ; Marilyn « *dévorée par le néant psychique des valeurs américaines* », comme l'a écrit Jean-Paul Sartre, cité par James El-

lroy, dont l'existentialisme n'est pas le genre de beauté. « *Elle projetait un enchantement défraîchi. Il ne fascinait que ceux qui étaient susceptibles d'y succomber, et ceux qui le voulaient. Elle épuisait la plupart des gens à la fin* », a témoigné son professeur d'art dramatique à Columbia Pictures.

Dans *Les Enchanteurs*, troisième volet d'un nouveau *Quatuor de Los Angeles* qui comptera finalement cinq tomes et composera un *Quintette*, le romancier dynamite l'histoire vraie en laissant son imagination fiévreuse se glisser aux tréfonds de chacun des protagonistes du drame qui s'est joué à Los Angeles entre avril et octobre 1962. Notamment Freddy Otash, ancien flic devenu détective privé et trafiquant de ragots, chargé d'espionner Marilyn avant d'être payé pour salir sa mémoire et celle du président, « *Jack le queutard, Jack le camé* », amateur de nymphos névrosées et d'actrices de télé.

Dans ce nouveau roman, Freddy Otash apparaît cependant moins diabolique que dans *Extorsion*, moins minable que dans *Panique générale*, notamment à travers l'évocation de son béguin d'un soir et d'une vie avec Patricia Kennedy, la cadette du clan présidentiel. Apparu dans le *Quatuor de Los Angeles*, le flic dépravé des années Eisenhower touche à quelque chose qui s'apparente à une rédemption dans l'attention amoureuse qu'il porte au sort de Gwen Perloff, actrice de série B kidnappée le jour de l'overdose de Marilyn dans sa villa de Brentwood. Gwen, l'alpha et l'omega d'une histoire désobligeante pleine de crimes, de mafias, de corbeaux et de politiciens déglingués.

En lisant *Les Enchanteurs*, vous apprendrez que Marilyn faisait semblant d'être souffrante pour saboter le tournage de *Something's Got to Give* de George Cukor ; que les studios hollywoodiens fonctionnaient comme des oligarchies fascistes ; que Peter Lawford, le producteur de cinéma marié à Pat Kennedy, tenait à la disposition de son présidentiel beau-frère un « *Catalogue de Filles* » qu'il aimait « *chaudes et velues* ».

Rythmé par les allitérations et les anaphores, bourré d'argot, de personnages à moitié timbrés, de mauvais sentiments et de sales manières, ce roman-monde à la narration hypnotique est l'histoire d'une obsession. Celle d'un narrateur qui retourne sans cesse sur les mêmes lieux, avec toujours les mêmes questions, jamais de réponse. « *J'ai cogité sur tout ça. Les guerres de cancan étaient mon job. Les bonnes crasses, ça me connaissait.* » Plus qu'une vie imaginaire de Freddy Otash ou qu'une chronique de la magnétique année 1962, *Les Enchanteurs* s'impose comme un art poétique - non pas tant l'écriture d'une histoire que l'histoire de l'écriture - où il est nécessaire que les êtres meurent et qu'un monde s'achève pour que s'accomplisse enfin leur résurrection poétique. ■

« Un écrivain ambitieux et doué. C'est ample, c'est dense, c'est magistral. »

Étienne de Montety, *Le Figaro littéraire*

« L'un des meilleurs romans de cette rentrée. »

Lætitia Favro, *Le Point*

« Une fresque brillante. »

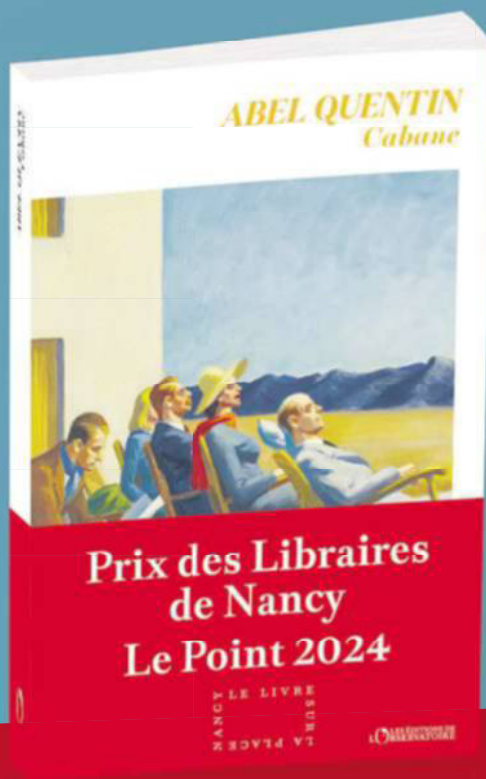
Fabienne Pascaud, *Télérama*

« Un roman remarquable de souffle et de maîtrise. »

Léa Salamé, *France Inter*

« Il faut le lire. »

Emmanuel Carrère, *Le Monde des livres*



Sélections Prix Renaudot · Interallié
Jean Giono · Landerneau des Lecteurs

LES ÉDITIONS DE
L'OBSEVATOIRE